Rodrigue Tremblay Ph.D

Économiste, professeur émérite de l'Université de Montréal

(2002)

L'HEURE JUSTE

Le choc entre la politique
l'économique et la morale

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web : <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec,
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

À partir de :

Rodrigue Tremblay, Ph.D. (2002).

Économiste, professeur émérite de l'Université de Montréal

L'HEURE JUSTE. Le choc entre la politique, l'économique et la morale.

Une édition électronique réalisée à partir du livre de M. Rodrigue Tremblay,
Montréal : Les Éditions internationales Alain Stanké, 2202, 349 pp.

[Autorisation de l'auteur accordée le 1^{er} décembre, 2005 de diffuser cette œuvre sur ce site].

Courriel : rodrigue_tremblay@yahoo.com

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft
Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 6 janvier, 2006 à Chicoutimi, Québec.

Rodrigue Tremblay, Ph.D.

Économiste, professeur émérite de l'Université de Montréal (2002)

Rodrigue Tremblay

L'HEURE JUSTE

*Le choc entre la politique,
l'économique et la morale*

Données de catalogage avant publication (Canada)

Tremblay, Rodrigue, 1939

L'heure juste

Comprend des réf. bibliogr. et un index

ISBN 2-7604-0850-7

1. Civilisation moderne et contemporaine. 2. Histoire sociale - 1945- . 3. Histoire économique - 1945- . 4. Canada - Conditions sociales. 5. Canada - Conditions économiques. 6. Canada - Politique et gouvernement - 1993- . 1. Titre.

CB428.T73 2001 909.82'5 C2001-941661-X

Les Éditions internationales Alain Stanké remercient le Conseil des arts du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) de l'aide apportée à leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) pour nos activités d'édition.

EN COUVERTURE

Aujourd'hui, il est difficile de comprendre les questions d'actualité et les problèmes qui confrontent nos sociétés sans avoir une connaissance des interactions entre les choses et une compréhension des causes sous-jacentes aux événements. Par exemple, sommes-nous à l'aube d'un *choc des civilisations* ? Les démocraties occidentales pourront-elles relever le défi du *terrorisme politico-religieux* ? Doit-on craindre les erreurs de jugement de dirigeants comme *George W. Bush*, qui risquent de nous précipiter dans des guerres insensées où se mélangeraient la *politique*, *l'économique* et la *religion* ?

D'abord, face au déferlement des nouvelles à l'état que nous assènent les *médias*, il n'est pas facile de décoder les événements et d'avoir l'heure juste. Et puis, il y a la tentation plutôt animale de l'« à quoi bon » et de la sinistrose qui nous empêchent de faire la part entre le vrai et le faux, entre les faits et la propagande ou encore d'analyser les intérêts et les mobiles des acteurs.

Cet ouvrage très documenté traite *dans un langage abordable à tous* d'une trentaine de sujets cruciaux pour l'ensemble des citoyens, qu'il s'agisse de l'avenir de leur famille, de leur santé, de leurs revenus, de leur retraite ou encore des *OGM*, de notre *dollar sous-évalué*, des aléas de la *Charte canadienne des Droits et Libertés* ou de la *lutte au terrorisme*.

L'auteur nous fournit ici des pistes de réflexion essentielles sur de nombreux sujets et thèmes que les événements nous forcent à réévaluer. Dans le contexte actuel, écartelés que nous sommes entre la peur et l'espoir, ce travail ne peut que nous inciter à prendre des décisions personnelles et collectives.

Diplômé des universités Laval, de Montréal et de Stanford (Ph.D.), Rodrigue Tremblay est professeur de finances publiques et internationales à l'Université de Montréal depuis 1967. Il a occupé le poste de ministre de l'Industrie et du Commerce au gouvernement du Québec, a été président de la Société canadienne d'économique et de la North American Economics and Finance Association.

Table des matières

Combien peu la politique touche la vie et le caractère moral d'une nation. Un seul bon livre influence les gens énormément davantage.

William Gladstone (1809-1898)

INTRODUCTION

PARTIE I – LA POLITIQUE ET LA MORALE

- Chapitre 1 – La guerre du 11 septembre 2001
- Chapitre 2 – La contribution de la civilisation occidentale
- Chapitre 3 – L'intérêt personnel et la coopération économique
- Chapitre 4 – La place des religions dans une société démocratique
- Chapitre 5 – Les conséquences nocives de la charte canadienne des droits et libertés
- Chapitre 6 – Surpopulation, dépopulation et population optimale
- Chapitre 7 – Les médias et la politique
- Chapitre 8 – Considérations sur la peine de mort
- Chapitre 9 – L'état et les jeux de hasard
- Chapitre 10 – La censure et les délits d'opinion
- Chapitre 11 – La réforme du mode de scrutin

PARTIE II – LE SOCIAL

- [Chapitre 12](#) – La grève dans les services publics
- [Chapitre 13](#) – L'avenir de la famille
- [Chapitre 14](#) – L'effet de serre : mythe ou réalité ?
- [Chapitre 15](#) – Les OMG : la peur de l'inconnu
- [Chapitre 16](#) – Santé : échec de la gestion politique
- [Chapitre 17](#) – L'âge légal de la retraite

PARTIE III – L'ÉCONOMIQUE

- [Chapitre 18](#) – XXI^e siècle : économie mondiale ou économies régionales ?
- [Chapitre 19](#) – Les cycles économiques et les récessions économiques
- [Chapitre 20](#) – Un marché commun Canada – États-Unis ?
- [Chapitre 21](#) – L'économie du sport – spectacle
- [Chapitre 22](#) – La sous-évaluation chronique du dollar canadien
- [Chapitre 23](#) – L'adoption du dollar américain et les taux de change fixes
- [Chapitre 24](#) – Le modèle économique irlandais

BIBLIOGRAPHIE

INDEX

*SI UN HOMME COMMENCE AVEC DES CERTITUDES, IL FINIRA AVEC
DES DOUTES ; MAIS S'IL SE CONTENTE DE COMMENCER AVEC DES
DOUTES, IL FINIRA AVEC DES CERTITUDES.*
Francis Bacon (1561-1626)

INTRODUCTION

Face à la violence, penser est toujours un devoir.
Jean-François Malherbe

*Chaque génération se persuade qu'elle est plus intelligente que celle
qui l'a précédée, et plus sage que celle qui la suit.*
George Orwell (1903-1950)

[Retour à la table des matières](#)

A lors que certains célébraient la fin de l'Histoire et la victoire définitive de la démocratie et du libéralisme mondialisé, voilà que le terrorisme à la sauce religieuse lance un énorme pavé dans la mare occidentale. Sommes-nous à l'aube d'un choc des civilisations, lequel pourrait ébranler les fondements mêmes de la civilisation occidentale ? Est-ce que les démocraties occidentales pourront relever le défi du terrorisme politico-religieux, elles qui se sont balkanisées socialement et culturellement depuis un demi-siècle ? Comment combattre des adversaires qui utilisent nos libertés et l'ouverture de nos frontières et de nos institutions pour les retourner contre nous ? Peut-on vaincre sans sacrifier des droits et des privilèges secondaires afin de préserver les droits fondamentaux à la vie, à la liberté et à la démocratie ?

Doit-on craindre la façon dont George W. Bush, à la tête des États-Unis, relie politique et religion, mimant ainsi les ben Laden et les talibans de ce monde ? Peut-on craindre des erreurs de jugement qui pourraient nous précipiter dans un nouveau Moyen Âge de croisades et de guerres insensées, où se mélangeraient la politique, l'économique et la religion ? À cause justement des motivations religieuses des terroristes internationaux, et parce que la religion occupe une place de plus en plus grande dans le paysage politique des États-Unis, nous ne pouvons plus ignorer la problématique de la place des religions dans nos démocraties. Devrions-nous, à l'instar de la France, établir la préséance des valeurs démocratiques dans la sphère publique, lorsque ces valeurs fondamentales sont en conflit avec certains diktats religieux ?

De façon plus fondamentale, en effet, doit-on hésiter à poser la question morale ? Doit-on regarder du côté de l'humanisme plutôt que vers les religions pour éviter la décadence ? Doit-on repenser certaines politiques et même certaines règles constitutionnelles ?

Et l'économie dans tout cela ! Que pouvons-nous apprendre des grands cycles économiques qui coïncident avec l'avènement de cette époque troublée ? Est-ce que la complexité même des économies modernes ne les rend pas davantage vulnérables à des déraillements en cascade ? Est-ce que la récession économique mondiale qui commence ne risque pas, en étant mondiale, d'être plus sérieuse que prévue ? Est-ce que les gouvernements disposent des moyens nécessaires pour y faire face ? Doit-on souhaiter un retour à des économies moins ouvertes et moins mondialisées ?

Au-delà des grandes questions de civilisations, de religions, de guerre et de paix, il y a aussi toutes celles qui touchent à l'avenir immédiat. Doit-on échapper à la faiblesse chronique de la monnaie en adoptant le dollar américain ? Est-ce que l'Amérique du Nord devrait être aussi intégrée que l'Europe ? Devrait-on imiter plusieurs pays européens et adopter le mode de scrutin proportionnel ? Est-ce que notre système de santé est capable de répondre aux demandes accrues que le vieillissement de la population ne manquera pas de lui imposer ? Sommes-nous à l'abri des récessions et des dépressions économiques ? Est-ce que le Canada peut encore se payer des équipes de sport professionnel ? Etc.

De nos jours, il est devenu difficile de comprendre les questions d'actualité et les problèmes qui confrontent nos sociétés, sans avoir une connaissance des interactions entre les choses et sans une compréhension des causes sous-jacentes aux événements. Pour être libre, il faut être bien renseigné. Mais, il n'est pas facile de décoder les événements et d'avoir l'heure juste face à l'abondance de nouvelles brutes que les médias nous transmettent pêle-mêle, jour après jour.

Avant de porter jugement, il faut faire la part entre le vrai et le faux, distinguer entre les faits et la propagande, en plus de connaître les intérêts et les mobiles des acteurs et des intervenants. Il faut, en somme, pouvoir lire entre les lignes et connaître ce qui se cache derrière des apparences parfois trompeuses. Il faut être capable de juxtaposer la géopolitique et l'économique, le pragmatisme et la morale. Tout se tient et il faut avoir une vue globale des choses pour mieux les comprendre, une à la fois.

Ce petit livre ne prétend pas apporter toutes les réponses aux très importantes questions qui y sont soulevées. Le but est plutôt de contribuer aux réflexions sur ces questions et de les enrichir. Le livre propose une remise en question de certaines attitudes, de certains concepts et de certaines politiques qui se sont imposés au fil des ans dans notre environnement économique, politique et social, et que beaucoup prennent pour acquis. Confrontés à de nouveaux problèmes, nous

nous devons d'identifier les changements profonds dans nos façons de faire qui sont susceptibles de faire disparaître leurs causes fondamentales. Plus que jamais nous avons besoin de débats d'idées sur de nombreux sujets et thèmes que l'évolution des événements nous force à revoir et à réévaluer.

Remerciements

Qu'on me permette de remercier toutes les personnes qui ont de près ou de loin contribué à la préparation de cet ouvrage. Je remercie tout particulièrement mon épouse, Carole, pour son indéfectible soutien intellectuel et pour son précieux apport technique. Ma reconnaissance va aussi à M. Jacques Audet qui a eu la lourde responsabilité de la révision. Finalement, c'est à tout le personnel technique des Éditions Alain Stanké international Inc., à qui il faut adresser des remerciements spéciaux pour leur patience et leur efficacité.

MONTREAL, le 13 octobre 2001

PARTIE I

LA POLITIQUE ET LA MORALE

CHAPITRE 1

La guerre du 11 septembre 2001

L'homme est un loup pour l'homme.
Frederick Nietzsche (1844-1900)

*Ce n'est pas par obéissance qu'on se fait tuer.
Ni qu'on tue. Sauf les lâches.*
André Malraux (1901-1976)

[Retour à la table des matières](#)

C'était en 1998. Les États-Unis venaient de bombarder des camps de l'organisation terroriste Al Queda en Afghanistan, en représailles contre la destruction, au mois d'août, de deux ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie¹. Ayman al-Zawahiri, un Égyptien, et le bras droit de Oussama ben Laden, déclara la guerre aux États-Unis : « La guerre a commencé. Les Américains doivent attendre notre riposte. »

La riposte, tout inattendue, disproportionnée, symbolique, spectaculaire, incroyable et effroyable qu'elle fût, vint le 11 septembre, 2001. Les terroristes politico-religieux qui commirent ce crime contre des populations civiles, en assassinant froidement environ 5 000 personnes innocentes, provenant de 67 pays,

¹ Ces attentats firent 224 victimes.

ne peuvent plus être ignorés¹. C'est que le 11 septembre 2001, les hyènes terroristes ont réveillé le lion américain, et le monde ne sera jamais plus le même. Ce massacre planifié et coordonné de milliers d'hommes, femmes et enfants innocents est une monstruosité, une lâcheté et une infamie, qui restera gravée dans la mémoire collective pour les décennies à venir. Les droits humains les plus fondamentaux ont été violés, les États-Unis ont été humiliés et l'humanité toute entière a été offensée. Les Nations-Unies, en adoptant leur résolution de condamnation du terrorisme international à 189 voix contre aucune, ont illustré d'une façon éclatante la réprobation universelle contre ce genre de barbarie. De même, les dix-neuf pays de l'OTAN étaient pleinement justifiés d'invoquer l'article 5 de défense mutuelle, car cette attaque était une agression non seulement contre les États-Unis, mais contre tous les pays libres et démocratiques.

Il a été confirmé qu'un tel crime a été perpétré par un réseau international de terroristes fanatiques, supportés plus ou moins directement et tacitement par le gouvernement extrémiste taliban de l'Afghanistan, par des groupes religieux anti-modernité et peut-être aussi par d'autres gouvernements anti-occidentaux. Ces gouvernements et les terroristes qu'ils supportent ont *de facto* déclaré la guerre aux États-Unis et à sa population. Face à eux, les États-Unis ont été placés en situation de légitime défense et n'avaient d'autre choix que d'utiliser tous les moyens à leur disposition et ceux de leurs alliés pour nettoyer les foyers de fomenteurs d'attentats terroristes qui opèrent impunément à partir d'un petit nombre de pays renégats. Mais, derrière les États-Unis, il ne faut pas s'y méprendre, c'est tout le monde occidental démocratique qui est visé.

Le but premier des terroristes est de provoquer et de frapper les esprits, afin d'attirer l'attention sur les causes qu'ils poursuivent, et afin de soulever les masses incultes en leur faveur. Ils utilisent la violence comme tactique dans le cadre d'une plus grande stratégie, afin de s'emparer du pouvoir dans leurs pays respectifs. Pour ce faire, certains terroristes empruntent le masque de la religion pour diaboliser leurs ennemis et pour mieux justifier leurs crimes et leur cruauté². La religion comme justification du terrorisme a un autre avantage, en ce qu'elle fournit des volontaires et des sympathisants qui sont plus facilement mobilisés pour une cause religieuse que pour une cause purement politique.

¹ Le 11 septembre 2001, en effet, un commando de 19 terroristes musulmans s'empara de quatre avions de ligne américains, et en écrasèrent deux avec leurs passagers contre les deux tours du World Trade Center de New York, lesquelles s'effondrèrent sous la chaleur des explosions, entraînant des milliers d'occupants dans la mort. Un autre avion fut dirigé par les terroristes contre l'édifice du Pentagone à Washington D.C., tandis qu'un quatrième s'écrasa en Pennsylvanie, après que de braves passagers eurent lutté avec les tueurs.

² Selon la Rand Corporation, sur 11 groupes terroristes identifiés en 1968, aucun n'était d'allégeance religieuse. Vingt-cinq ans plus tard, en 1994, il y avait le tiers des 49 groupes terroristes inventoriés qui étaient d'allégeance religieuse.

Les causes sous-jacentes

Il y a trois grandes causes, en partie reliées, qui expliquent pourquoi des terroristes politico-religieux n'hésitent pas, à l'occasion, à se sacrifier pour assouvir leur haine aveugle et pour infliger aux États-Unis d'abord, mais aussi à tous les pays démocratiques, des sévices majeurs, même contre la population civile. Il s'agit, en premier lieu, d'une cause politico-religieuse, que viennent renforcer deux causes géopolitiques :

- La menace islamiste

Il existe dans de nombreux pays islamiques des castes politico-religieuses qui sont désespérées face à la montée des valeurs démocratiques modernes. Tant que ces valeurs étaient le propre de la civilisation occidentale et que ces castes pouvaient espérer préserver une certaine influence, l'islamisme politique pouvait perdurer et les élites religieuses ne sentaient pas aussi vivement le pouvoir leur échapper.

Aujourd'hui, cependant, les forces islamistes dans de nombreux pays craignent une deuxième marginalisation après celle que le nationalisme arabe leur avait imposée avec la consolidation de l'État-nation indépendant et socialiste dans les années qui ont suivi la Seconde Grande guerre. Ils craignent comme la peste que les gouvernements nationalistes mais laïcs de l'Égypte, de l'Algérie, du Pakistan, ou même ceux des monarchies de l'Arabie saoudite, de la Jordanie ou du Maroc, ne se transforment en régimes constitutionnels démocratiques selon le mode occidental. Entre la démocratisation et la réislamisation de leurs pays, ils optent d'emblée pour la réislamisation.

Ce que proposent ces militants islamistes, c'est une idéologie de rechange au nationalisme arabe en déclin. Dans ces pays, il prévaut un conflit incessant entre les partisans de la modernité et les partisans du pouvoir religieux. En effet, les islamistes fondamentalistes souhaitent un retour à un état religieux totalitaire et à la société islamique selon les règles imposées de l'islam. Ils craignent par-dessus tout la démocratie et la sécularisation de la société. Ils ont la hantise de la libération de la femme. Leurs modèles sont les états religieux islamiques et répressifs de l'Iran, de l'Afghanistan et du Soudan.

Cependant, les nouvelles technologies des communications, l'élévation des niveaux d'éducation et la mondialisation des relations économiques ont exposé ces pays et leurs populations à de nouvelles façons de vivre et de faire les choses, à commencer par la démocratie et la liberté individuelle. Les populations instruites de ces pays, et, en particulier les femmes opprimées pendant des siècles, exigent aujourd'hui plus de démocratie, plus de liberté et plus d'autonomie. Il n'est donc pas facile de faire un retour en arrière.

L'islamisme réactionnaire est néanmoins en pleine campagne. Certains ayatollahs, mollahs et khatibs (prêtres musulmans) épicient constamment leurs sermons paranoïaques de propos incendiaires, dirigés contre les États-Unis, contre l'Occident et contre la démocratie. Ils n'hésitent pas à déformer les messages de paix, de tolérance et d'amour de leur propre religion afin d'exploiter la ferveur religieuse à leur profit et d'endoctriner des esprits vulnérables, de les amener à la haine et à l'immoralisme ¹.

Parce qu'ils ont la *prétention* que leur pouvoir et leur influence leur ont été concédés par un Dieu ou un Allah généreux, ils ne peuvent accepter le système démocratique de gouvernement, lequel suppose que le pouvoir dans une société émane du peuple et non de forces divines occultes. Ils ne peuvent non plus accepter le principe de l'égalité des personnes, indépendamment de leur sexe. De là leur haine contre toute démocratie et contre toute liberté individuelle.

Il n'est donc pas surprenant que ces leaders islamistes extrémistes n'hésitent pas à déclarer la guerre aux démocraties et à sanctionner d'avance toutes les violences et toutes les atrocités. Le refus de la modernité occidentale leur sert de programme politique. L'anti-occidentalisme devient pour eux un cri de ralliement. Le *jihad* ou la guerre sainte devient leur cri de guerre. Ils mènent une lutte réactionnaire de tous les instants contre le modernisme et contre la démocratie, pour leur propre survie et pour sauvegarder leurs privilèges et leur place dans ces sociétés. Le but recherché est de maintenir à tout prix leur autorité sur les populations.

De tels leaders politico-religieux se servent de l'absolutisme et du totalitarisme islamistes comme couverture pour mieux camoufler leurs visées de pouvoir. Et, quand ils se transforment en terroristes, ce qui est arrivé en Algérie, en Afghanistan et au Soudan, la seule politique qu'ils jugent valable dans leur quête du pouvoir est la politique du pire. Les innocents, hommes, femmes ou enfants, ne trouvent alors aucune protection contre de tels bourreaux.

Même si ces leaders religieux ont tout fait dans le passé pour empêcher leurs pays de se moderniser et de s'industrialiser, ils n'hésitent guère à blâmer les pays démocratiques pour leurs échecs et pour leurs retards. Un mélange d'envie et de crainte des valeurs démocratiques de l'Occident les pousse à se radicaliser et à déclarer la guerre aux démocraties, espérant de cette façon détourner le blâme des masses analphabètes et appauvries vers un ennemi mythique et éloigné.

La contrepartie armée de la violence verbale des prêcheurs islamistes se retrouve dans les camps d'entraînement de jeunes kamikazes fanatiques, sortes de robots endoctrinés, à qui on inculque une version extrémiste et médiévale de

¹ De tels comportements ne sont pas seulement observés dans les pays musulmans, mais même dans les pays démocratiques. Voir Margaret Wente, « A moderate Muslim under fire », *The Globe and Mail*, 30 octobre 2001, p. A19.

l'islam, et que l'on conditionne à commettre des meurtres et des atrocités, avec la promesse d'un billet aller, au paradis d'Allah. Toute campagne internationale sérieuse contre le terrorisme politico-religieux mondial devrait viser l'élimination de ces camps d'entraînement de zombis islamistes fanatisés.

Les pays qui accueillent, hébergent et financent de tels camps d'entraînement terroristes sur leurs territoires seront de plus en plus contraints à choisir entre collaborer à les démanteler et à arrêter leurs dirigeants, ou continuer à les soutenir, mais en risquant alors une offensive énergique des pays engagés dans la lutte au terrorisme international. Une telle offensive rigoureuse pour démanteler les sanctuaires du terrorisme international prendra nécessairement beaucoup de temps, demandera beaucoup de patience, exigera beaucoup de mobilisation, et s'étendra sur de nombreuses années ¹.

Le problème du pouvoir politique religieux dans les pays musulmans, caractérisé par son hostilité contre l'Occident, est beaucoup plus profond et beaucoup plus difficile à résoudre. À court et à moyen terme, la lutte armée contre le terrorisme, que l'on peut définir comme l'usage indiscriminé de la violence à des fins politiques ou religieuses, en vue de faire naître la terreur et l'insécurité, risque même d'accroître le pouvoir politique du clergé islamiste extrémiste dans certains pays, tels le Pakistan, l'Égypte et l'Arabie saoudite. Si des théocraties extrémistes allaient prendre le pouvoir dans un ou plusieurs de ces pays, le monde connaîtrait un début de siècle fort mouvementé ².

- Le cancer du conflit israélo-arabe

Il importe de regarder du côté des facteurs géopolitiques pour trouver une autre cause, moins structurelle celle-là et davantage conjoncturelle, derrière la haine que les États-Unis, en particulier, ont suscitée à leur endroit dans certaines parties du monde. Cette cause est liée directement à la politique déséquilibrée que les États-Unis, mais aussi d'autres pays occidentaux, ont poursuivie dans le conflit qui

¹ La dure leçon que les Talibans de l'Afghanistan apprendront pour avoir supporté les camps terroristes de l'Al Queda sera un message clair envoyé aux autres états qui protègent de tels nids de terroristes. Suite à un désastre de l'ampleur des attentats du 11 septembre 2001, « frapper au centre », c'est-à-dire frapper les principaux soutiens du terrorisme international, est la seule stratégie valable. Tout terrorisme est un chantage, et face au chantage, il faut « retourner les tables » contre ceux qui le pratiquent. Dorénavant, les protecteurs du terrorisme international ne pourront plus espérer échapper aux représailles des pays victimes. Il est quand même dommage que les démocraties occidentales aient attendu la catastrophe du 11 septembre avant d'entreprendre une campagne efficace contre le terrorisme international.

² Le monde pourrait être plongé dans une profonde dépression économique si un pays comme l'Arabie saoudite, laquelle possède vingt-cinq pour cent des réserves pétrolières mondiales, tombait aux mains d'extrémistes religieux anti-occidentaux. Le prix du pétrole exploserait, et la récession de 1973-1974 apparaîtrait bien bénigne en comparaison. Voir Eric Reguly, « Expect oil prices to surge if Arab world in turmoil », *The Globe and Mail*, le 13 octobre 2001, p. B7.

perdure entre Israël et les Palestiniens. Si l'islamisme est le brasier, le conflit israélo-arabe est le combustible qui l'entretient quotidiennement.

Ce conflit est un ferment de polarisation anti-américaine et anti-occidentale, non seulement en Palestine, mais dans la plupart des pays à majorité musulmane. C'est un conflit qui date de la proclamation de l'indépendance de l'État d'Israël, le 14 mai 1948. Mais c'est principalement depuis l'occupation de territoires palestiniens par Israël en 1967 que les choses se sont vraiment gâtées. Il faut dire, aussi, que le non-respect par Israël de l'Accord d'Oslo ¹ de 1993, et son refus de se retirer des territoires palestiniens depuis, ont été la cause d'un très grand nombre d'affrontements sanglants.

En réalité, ce conflit est une sorte de plaie béante qui ne guérit pas et qui provoque des atrocités qui sont quotidiennement projetées sur les écrans médiatiques du monde entier. La barbarie appelle la barbarie. À la longue, ces désordres continuels ne peuvent qu'influencer défavorablement non seulement des personnes soucieuses de paix et de justice, mais aussi des fanatiques soucieux de profiter de la situation.

Ils créent, en effet, un climat de violence qui encourage une escalade meurtrière et qui donne naissance à la violence désespérée du terrorisme international. Les actes terroristes des fanatiques arabes sont justifiés par leurs sinistres auteurs comme étant une sorte de vengeance contre la répression et une façon ultime d'attirer l'attention universelle sur la cause palestinienne. Ils veulent, par leurs gestes terroristes de cruauté délibérée et de propagande, secouer l'opinion mondiale sur le problème politique irrésolu du Proche-Orient.

L'absence d'esprit de compromis de la part des dirigeants israéliens et palestiniens, notamment depuis l'arrivée au pouvoir en Israël d'un ancien général extrémiste, Ariel Sharon, et le refus ou l'incapacité des États-Unis d'exercer un véritable leadership pour pacifier cette région instable sont responsables du pourrissement du conflit ². À cause de leur attitude et de leur parti pris trop flagrant

¹ L'Accord d'Oslo fut négocié à Oslo entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin, et fut signé à Washington le 13 septembre 1993. Il représentait l'ensemble des accords conclus entre Israël et les Palestiniens pour fixer un calendrier et les règles de la mise en place progressive de l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza, de même que les conditions pour des négociations finales sur des formes juridiques plus permanentes.

Itzhak Rabin fut assassiné, le 4 novembre 1995, par un jeune juif fanatique prétendant agir « au nom de Dieu ». Il suivait en cela Anouar Sadate, le président égyptien assassiné par des islamistes fanatiques en octobre 1981.

² Craignant d'être isolé et laissé à l'extérieur de la coalition anti-terroriste que les États-Unis mirent sur pied après les événements du 11 septembre 2001, Ariel Sharon fit une arrogante remontrance au Gouvernement américain en déclarant que la politique américaine était « inacceptable » par Israël. L'administration Bush lui répondit d'une façon tout aussi cinglante que sa déclaration était elle-même « inacceptable ».

Voir « U.S., Israel quarrel over Arab contacts », *The Globe and Mail*, 6 octobre 2001, p. A6.

en faveur d'Israël, les États-Unis se sont aliéné une bonne partie du Tiers-Monde musulman, ont moussé le nationalisme arabe et ont fourni des armes idéologiques aux adversaires de l'Occident. Les États-Unis et leurs alliés ont un sérieux examen de conscience à faire, face au conflit irrésolu entre Israël et les Palestiniens.

- La politique du pétrole

À plus long terme, une autre cause d'ordre géopolitique prend sa source dans la dépendance chronique des pays de l'Occident envers le pétrole du Proche-Orient. Les États-Unis à eux seuls sont dans la position inconfortable de devoir importer cinquante-quatre pour cent de leur consommation de pétrole. Une telle dépendance envers l'étranger, surtout lorsqu'il s'agit de producteurs peu fiables, est à la base d'une grande vulnérabilité géopolitique, non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour l'Europe et le Japon.

Mais, il y a plus. Cette dépendance envers l'or noir importé incite les pays occidentaux à soutenir dans cette région des régimes politiques rétrogrades, sinon corrompus, lesquels font en général preuve d'un grand immobilisme social et politique. L'absence de démocratie, le surpeuplement et la pauvreté endémique alimentent le ressentiment et stimule la ferveur contestataire. Tôt ou tard, des mouvements révolutionnaires-religieux voient le jour dans le but de renverser de tels régimes. En effet, les régimes de l'Arabie saoudite, de l'Irak, des émirats arabes et de l'Iran sont fondamentalement instables et représentent une cause presque inévitable de conflits futurs, centrés autour du pétrole.

Le plus tôt l'Occident pourra s'affranchir de cette dépendance, plus stable sera le monde. D'un point de vue géopolitique, il presse de développer des sources énergétiques indépendantes à partir de l'électricité, de l'hydrogène, de l'énergie solaire ou éolienne, et des sables bitumineux de l'Ouest canadien¹. À plus long terme, c'est la pauvreté, l'analphabétisme, le manque de participation politique et le sous-développement qu'il faudrait éradiquer dans cette partie du globe.

- Une guerre sainte ?

Il est déplorable que cette lutte à finir entre les démocraties et les terroristes islamistes soit sous le commandement suprême d'un homme aussi peu articulé que George W. Bush. En effet, le président actuel des États-Unis n'hésite point à parsemer ses discours de citations religieuses et de références aux livres saints. Certains ont remarqué que son cri de « Jésus est la réponse » ressemble étrangement au cri de « l'islam est la réponse » des idéologues musulmans. Il s'agit de propos qui émanent d'une même mentalité qui se nourrit d'absolutisme et qui est mal adaptée au besoin continu de compromis dans une démocratie. Confronté à

¹ Voir Rashid Ahmed, *Taliban : Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, Yale University Press, 2001.

la pénible réalité de l'agression terroriste du 11 septembre 2001, George W. Bush ne trouva rien de mieux que de citer la Bible et de se réfugier dans un vocabulaire manichéen à saveur religieuse, soit celui du Bien et du Mal ¹.

Ce faisant, il jouait maladroitement le jeu des leaders terroristes islamistes, lesquels veulent justement présenter leur combat contre les États-Unis et les démocraties occidentales comme une guerre de religion, et cela, afin d'entraîner toutes les populations musulmanes de nombreux pays dans une guerre sainte contre l'Occident.

Or, cette guerre se situe avant tout sur le terrain humaniste, puisqu'il s'agit véritablement d'une guerre entre le totalitarisme à base religieuse et les démocraties gardiennes des valeurs de liberté, de démocratie, de droit, de paix et de civilisation. Il ne s'agit nullement d'une opération de police visant à capturer un perfide chef terroriste « mort ou vif », selon l'expression maladroite de George W. Bush, mais d'un combat international contre un réseau de terroristes résolu et les gouvernements qui les supportent. Il ne s'agit pas non plus d'une guerre de religion opposant l'islam et la chrétienté. Il s'agit de défendre les valeurs démocratiques contre la terreur politico-religieuse qui lance un défi non seulement aux pays occidentaux, mais aussi à toutes les populations qui aspirent à vivre dans la liberté et dans la démocratie.

On ne doit pas oublier que les premières victimes sont souvent les populations d'où proviennent les terroristes. En effet, de nombreux pays à majorité musulmane sont eux-mêmes les cibles d'attaques terroristes venant des intégristes fondamentalistes. Il serait, par conséquent, insensé pour l'Occident de déclarer la guerre à des pays comme l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, la Turquie, la Malaisie, l'Indonésie et même le Pakistan.

Dans ces pays, des forces cléricales rétrogrades et réactionnaires voudraient bien que la politique et la religion ne fassent qu'un et que les progrès vers la démocratie et la liberté soient stoppés et renversés. Dans chacun de ces pays, en effet, une lutte incessante fait rage, laquelle oppose les forces du modernisme et de la démocratie aux forces du fascisme et du totalitarisme religieux. Ce n'est donc pas d'hostilité dont ces pays ont besoin, mais d'aide et de soutien.

Les dirigeants des pays démocratiques n'ont d'autre choix que de faire clairement comprendre à George W. Bush, un politicien qui fait reposer sa propre

¹ Dans une allocution devant le Congrès américain, le 17 septembre 2001, George W. Bush fit référence à Dieu et au Seigneur pas moins de 15 fois, et fit des appels à la prière 10 fois. Le journal torontois d'extrême droite, *The National Post*, déclara son admiration pour George W. Bush.

Voir *The National Post*, « Further my God », 18 septembre 2001.

Le manichéisme est une doctrine religieuse qui date du III^e siècle et selon laquelle deux principes régissent le monde, soit le Bien et le Mal, et ils sont en lutte éternelle.

action politique intérieure sur le besoin de lier politique et religion, que s'ils sont prêts à contribuer à une lutte sans merci contre le terrorisme international, ils ne sont pas disposés à cautionner une croisade moyenâgeuse ou une guerre sainte contre l'islam. L'enjeu doit être bien circonscrit : il s'agit d'un combat à finir entre le terrorisme politico-religieux et la démocratie.

Heureusement que le premier ministre britannique, Tony Blair, mit les horloges à l'heure pour le monde occidental dans un discours digne de Winston Churchill ou de Franklin D. Roosevelt, le 2 octobre 2001, quand il déclara :

« Notre mode de vie est éminemment plus solide et durera infiniment plus longtemps que les actions de fanatiques, petits en nombre et confrontés par un monde unifié... Il ne peut y avoir d'ambiguïté morale à ce sujet : rien ne peut justifier les événements du 11 septembre, et ce serait faire une parodie de la justice que de prétendre le contraire... S'ils n'ont tué que quelques milliers de personnes et non des millions, c'est dû, non pas à des scrupules, mais uniquement à des difficultés techniques... Il n'y a pas de compromis possible avec de telles personnes, aucune discussion intellectuelle, et nul besoin de comprendre une telle terreur. Il n'y a qu'un choix, et c'est celui de les vaincre ou d'être vaincus par eux. Et, vaincre, nous le devons ¹ »

Vulnérabilité de l'Occident démocratique

Face au terrorisme international, les régimes démocratiques sont doublement vulnérables.

Premièrement, les démocraties sont vulnérables d'une manière inhérente à elles-mêmes, aux attaques terroristes. D'une part, elles sont handicapées par des obstacles constitutionnels, lesquels rendent difficile toute lutte efficace contre le terrorisme. D'autre part, si elles réussissent à contourner de tels empêchements, elles sont vite accusées de violer les droits humains fondamentaux.

Tôt ou tard, devant les provocations plus ou moins spectaculaires et hardies des terroristes et l'insécurité généralisée qui en résulte, la conscience populaire se réveille. Les gouvernements attentistes ou irrésolus sont poussés à intervenir plus énergiquement, ou sont remplacés par des gouvernements davantage à la hauteur de la situation.

En s'attaquant aux libertés fondamentales des démocraties, soit celles du droit à la vie et à la sécurité, les terroristes obligent ces dernières à changer de cap et à porter une plus grande attention aux questions de la sécurité intérieure. Il en résulte

¹ Voir Alan Freeman, « Blair's tour de force wins plaudits », *The Globe and Mail*, le 3 octobre 2001, p. A1.

alors un tournant dans l'opinion publique qui se traduit par une baisse dans le pouvoir effectif des médias et de leurs alliés, les groupes d'intérêts. Il ne devient plus possible d'abuser des dispositions constitutionnelles les plus généreuses aussi facilement qu'auparavant.

Pour se protéger contre le terrorisme, les démocraties n'ont guère d'autre choix que de renforcer leurs systèmes de sécurité et de surveillance des groupes ou des organisations qui préconisent le recours à la violence à des fins politiques, ou qui fomentent des actes terroristes. Il devient inévitable alors que certaines formes de liberté de parole et de liberté d'association, et même de liberté de culte, deviennent quelque peu circonscrites. En autant que seuls les actes qui sont une incitation au terrorisme sont visés, le coût de la lutte au terrorisme est certes moins élevé que les graves dislocations que ce dernier peut provoquer dans la société.

En deuxième lieu, la vulnérabilité des démocraties face au terrorisme vient du caractère interne de sa source. En effet, de puissants réseaux de terroristes existent à l'intérieur même de chaque pays occidental. Pendant plus de vingt-cinq ans, les dirigeants de ces pays, à commencer par ceux des États-Unis et du Canada, ont agi comme si le reste du monde n'existait pas et qu'il n'y avait nul besoin de tenir compte de la sécurité nationale dans l'élaboration des politiques.

Ils ont, par conséquent, ouvert toutes grandes les portes de leurs pays à une immigration de masse, non sélective et peu contrôlée, et avec un minimum d'analyse des effets bénéfiques à retirer, et surtout, avec un minimum de mesures d'intégration sociale et politique. Alors que dans les décennies précédentes, l'Europe perdait de sa population par l'émigration vers l'Amérique et l'Australie, la prospérité d'après-guerre incita de nombreux pays européens, à l'instar des États-Unis et du Canada, à ouvrir leurs frontières à des populations et à des cultures réfractaires à toute intégration et à toute assimilation ¹.

C'est ainsi qu'apparurent dans de nombreux pays européens des ghettos ethno-religieux, à l'intérieur desquels vivent des gens en marge des grands courants de la société civile. Ils n'en partagent pas nécessairement les valeurs fondamentales,

¹ Les efforts d'intégration et d'assimilation des immigrants varient beaucoup d'un pays à l'autre. Ainsi, en France, la liberté de confession est garantie. Cependant, l'immigrant a l'obligation de s'adapter aux valeurs républicaines. C'est l'intégration républicaine. Cela signifie, par exemple, que les foulards islamiques (hijab), sorte de symbole de l'islamisme politique mondial, sont prohibés dans les écoles. Il faut dire que la France compte cinq millions de musulmans sur son territoire, soit dix pour cent de sa population.

En Allemagne et en Grande-Bretagne, on pratique le communautarisme, c'est-à-dire qu'on encourage le fonctionnement des minorités ethniques en vase clos, selon leurs coutumes. Au Canada et aux États-Unis, non seulement la liberté de religion est garantie, mais il n'est fait aucune obligation à l'immigrant de s'intégrer et de s'assimiler. Au contraire, la politique officielle du multiculturalisme, appliquée depuis plus d'un quart de siècle, encourage la ségrégation et la formation de ghettos ethniques et religieux. Il y a 650 000 musulmans au Canada.

mais jouissent de tous les privilèges qui en découlent. C'est dans ces milieux que se recrutent les membres et collaborateurs d'organisations terroristes internationales ¹.

Les démocraties européennes et nord-américaines seront confrontées dans les prochaines décennies à une crise intérieure de l'intégration, découlant de la multiplicité même des allégeances culturelles et politiques de larges segments de leurs populations. En Amérique du Nord, en particulier, l'idéologie ou la doctrine du multiculturalisme est venue renforcer, depuis un quart de siècle, une certaine dérive vers la désintégration sociale, culturelle et politique ². Dans un tel contexte de faiblesse et de vulnérabilité, on peut se demander pour combien de temps l'Occident sera encore capable de se défendre ? Car chaque société a besoin d'un minimum de cohésion intérieure et de consensus sur ses valeurs fondamentales pour survivre aux attaques qui lui viennent de l'extérieur.

Conclusion

Les conséquences de la balkanisation sociale et culturelle, sinon philosophique et idéologique, des sociétés occidentales sont encore inconnues. Comment les démocraties occidentales réussiront à se protéger de l'intérieur contre le fascisme à base religieuse, et contre la déstabilisation et le sabotage, sans sacrifier leurs propres valeurs de liberté et de tolérance, sera le grand défi de l'avenir. Une chose est certaine, cependant : l'ère de la complaisance a pris fin le 11 septembre 2001.

¹ Comme si c'était pour faire la démonstration que le territoire canadien n'était pas sécuritaire en période de conflits, les autorités des forces armées canadiennes ordonnèrent aux 58 500 membres du personnel, le 7 octobre 2001, de ne pas porter l'uniforme à l'extérieur des bases « pour des raisons de sécurité ». Deux jours plus tard, le 11 octobre 2001, devant le ridicule de la situation, la directive fut résiliée.

Voir Kim Lunman, « Wear civilian garb, off-duty troops told », *The Globe and Mail*, 10 octobre 2001, p. A1.

² L'idéologie du multiculturalisme postule le principe de l'égalité des cultures, lesquelles se vaudraient les unes les autres, en vertu de la doctrine du relativisme culturel.

CHAPITRE 2

La contribution de la civilisation Occidentale

[Si les hommes vivent dans] des démocraties libérales et prospères et pacifiques, alors ils se battront contre cette paix et cette prospérité, et contre la démocratie.
Francis Fukuyama

*Donnez à un homme la propriété certaine d'un rocher austère, et il en fera un jardin ; mais donnez-lui un bail de neuf ans sur un jardin, et il en fera un désert...
La magie de la propriété est de transformer le sable en or.*
Arthur Young, *Travels*, 1787

Les économistes sont les gardiens, non de la civilisation mais de la possibilité de la civilisation.
John Maynard Keynes (1883-1946)

[Retour à la table des matières](#)

Au cours des trois derniers siècles, une civilisation a fait avancer l'humanité et a dominé le monde. C'est la civilisation occidentale. Certains peuvent le déplorer et même le dénoncer, mais la réalité est indéniable : aucune civilisation n'a autant marqué l'humanité que la civilisation occidentale, c'est-à-dire cette culture de l'importance de l'individu, ces valeurs de liberté économique et de démocratie politique, cet entrepreneurship compétitif, ce savoir scientifique en perpétuel progrès, ces techniques innovatrices et cette industrialisation qui ont ouvert des continents et bouleversé les modes de vie ¹.

La civilisation occidentale a apporté au monde des valeurs et des idées fondamentales, à commencer par l'idée de l'importance du progrès et du développement économiques et des conditions de leur émergence. En effet, la croissance économique, l'abondance et la prospérité dans un pays ne sont pas inévitables. L'Histoire démontre que c'est plutôt la pauvreté, la disette et la stagnation économique qui sont la norme.

¹ Pour une présentation de l'importance de la culture dans le progrès économique, voir David S. Landes, *Richesse et Pauvreté des Nations*, Albin Michel, Paris, 2000.

Dans certains pays, consciemment ou non, tout semble avoir été fait pour empêcher la croissance économique et l'élévation du niveau de vie. Il ne peut y avoir de croissance économique, en effet, sans créer une dynamique de la croissance, c'est-à-dire sans stimulation de l'initiative économique et sans encouragement de l'effort économique individuel. Or, historiquement, dans certains pays, des obstacles énormes ont été érigés pour justement empêcher l'innovation et l'initiative économiques. Quels sont ces obstacles au progrès économique et technique, et en quoi les valeurs et les institutions découlant de la civilisation occidentale ont-elles eu pour effet de les atténuer ?

- Les obstacles politiques et institutionnels au progrès économique sont :
- en premier lieu, l'absence de système démocratique au profit de régimes aristocratiques et despotiques qui valorisent l'immobilisme et qui écrasent les populations et tout esprit d'entreprise et de développement ;
- les obstacles à la planification à long terme de l'activité économique que sont l'absence de brevets d'innovation et l'imprécision des droits de propriété, ou pire, leur concentration dans les mains d'un souverain absolu ou d'une caste aristocratique improductive ;
- la corruption d'un système judiciaire incapable de faire respecter les contrats ;
- l'absence d'encouragement à la prise de risques économiques quand les sociétés par actions ne sont pas autorisées ;
- l'ossification de l'économie par la création de privilèges étatiques pour des monopoles et des cartels, et par la subvention d'industries improductives ;
- l'entrave à l'épargne et aux prêts de capitaux avec l'interdiction des prêts à intérêts ;
- la fragmentation des marchés sur une base locale ou régionale, laquelle freine la mobilité du travail et des capitaux, et laquelle empêche la spécialisation, les économies d'échelle et la productivité ;
- une fiscalité arbitraire et confiscatoire, laquelle décourage l'effort de production et encourage des activités parasitaires ;
- et, finalement, la fixation des prix par des gouvernements, ce qui conduit inévitablement à des pénuries ou à des excédents.

Pourquoi le monde occidental, c'est-à-dire essentiellement l'Europe et l'Amérique du Nord, a-t-il été à l'avant-garde du progrès économique que l'on observe depuis trois siècles ?

Plusieurs éléments de réponse peuvent être avancés, mais ils tournent tous autour de l'élimination d'obstacles artificiels à l'initiative économique et à la gestion décentralisée de l'économie.

Le rôle des valeurs démocratiques

La plus grande contribution de la civilisation occidentale fut d'instaurer un cadre démocratique d'organisation politique de la vie en société et de la vie économique en particulier. Qui dit démocratie politique et économique, dit liberté individuelle, et le contrôle ultime du gouvernement par les citoyens. Au plan politique, cela signifie la division des pouvoirs entre les différentes branches législative, exécutive et judiciaire des gouvernements. Cela signifie encore l'égalité des citoyens devant la loi. Cela signifie aussi la séparation de l'Église et de l'État. Au plan économique, cela signifia l'échange volontaire et la liberté d'entreprendre, celle de créer et de posséder des capitaux, d'innover, de changer les façons de faire les choses, en un mot, de progresser et de réussir. Ajoutons à cela la tradition judéo-chrétienne de l'Occident qui consacre la primauté et la dignité de l'être humain et la subordination de la nature à l'homme ¹, et qui valorise le travail et l'effort.

Mentionnons encore les notions de droits et de responsabilités qui en découlent et qui transcendent le temps et l'espace. Ajoutons ensuite le recours systématique à la raison et la confiance dans la science et les connaissances en tant qu'instruments pour surmonter l'ignorance, l'impuissance et les superstitions. Et nous avons là l'essence de la civilisation occidentale. Démocratie, libre entreprise et science sont les piliers de la civilisation occidentale et les causes de son succès.

C'est cet ensemble de conditions nécessaires au progrès et au développement économique que la civilisation occidentale a apportées au monde et que d'autres pays, en particulier en Asie, ont en grande partie adoptées. Le grand danger qui guette aujourd'hui les pays occidentaux est d'oublier les conditions qui ont fait leur prospérité et de retomber dans les pratiques qui ont fait tant de ravages dans le passé.

¹ Dans bien des pays sous-développés, des croyances et des pratiques animistes empêchent le progrès économique : on voit du divin dans tout, dans le moindre arbre et dans le moindre cours d'eau. Il existe aussi un danger que les écologistes extrémistes d'aujourd'hui et d'autres adorateurs sans discernement de la nature accréditent de telles croyances et érigent des obstacles au progrès économique et à l'élévation des niveaux de vie.

Le rôle de la démocratie économique

Un des grands avantages de la libre entreprise et du capitalisme en général est la décentralisation économique qui en résulte. En effet, la liberté de créer des capitaux et de lancer des entreprises, alliée au droit de propriété, fait que le nombre d'entreprises dans une économie est très grand, et leur gestion est décentralisée. La concurrence qui s'exerce entre elles permet l'utilisation optimale des ressources, les entreprises efficaces et performantes croissant, tandis que celles qui le sont moins, déclinent. Il en résulte un renouvellement continu de l'appareil de production, ce qui est le contraire de l'immobilisme et de la stagnation.

Les marchés des titres de propriété, avec leurs millions d'actionnaires, deviennent alors les arbitres quotidiens de l'efficacité économique de chaque entreprise. Ce sont les millions de propriétaires qui, en vendant ou en achetant les actions et les titres des entreprises, non seulement apportent des épargnes et des capitaux de risque aux investisseurs, mais ce sont eux qui ont la responsabilité sociale d'évaluer quotidiennement la bonne ou la mauvaise gestion des dirigeants de chaque entreprise. Il s'agit d'une démocratie économique quotidienne en action. La pression des marchés financiers, mieux que n'importe quelle réglementation publique, force les entreprises à se réorganiser et à innover afin de survivre et de prospérer.

Pour l'ensemble de l'économie, cette constante remise en question signifie que les erreurs ne peuvent longtemps s'accumuler, mais doivent constamment être corrigées et rectifiées. Cela se traduit en une économie souple plutôt que rigide, dynamique plutôt que stagnante. La décentralisation et la démocratie économiques sont une conséquence du principe de la libre entreprise et du principe de la propriété individuelle, lesquels sont partie intégrante de la civilisation occidentale.

Démocratie politique et croissance économique

Selon une enquête conduite par une organisation newyorkaise, Freedom House, 41 pour cent des habitants de la planète vivent dans des pays démocratiques. C'est beaucoup et c'est peu en même temps. En effet, cela signifie que 59 pour cent des gens vivent sous des régimes politiques partiellement libres ou carrément autoritaires et répressifs.

En effet, sur 192 pays recensés en 2000-2001, seulement 86 pays, regroupant 2,5 milliards de personnes, pouvaient être considérés comme libres et démocratiques ; 59 pays avec une population de 1,4 milliard de personnes se classaient parmi les pays en partie libres, c'est-à-dire des pays où se tenaient des élections mais où certaines libertés fondamentales étaient absentes, tandis que 47 pays formaient le cortège des pays répressifs ou dictatoriaux. Parce que la Chine

communiste fait encore partie de ce groupe de pays, on peut évaluer à 2,1 milliards le nombre d'humains qui vivent dans des pays totalitaires.

Les pays libres sont ceux où non seulement il y a des élections démocratiques, mais où aussi on reconnaît et garantit les droits de propriété, la liberté d'expression et d'association, l'indépendance du système judiciaire et la liberté de la presse. Même si démocratie n'est pas toujours synonyme de liberté, on peut difficilement avoir l'une sans l'autre.

Ce qui est intéressant et encourageant, c'est le lien évident que l'on peut établir entre la prospérité économique et les libertés démocratiques. En effet, Freedom House a observé sur une période de neuf ans, que la croissance économique dans les pays libres et démocratiques avait atteint une moyenne annuelle de 2,56 pour cent. Dans les pays à système politique intermédiaire, la croissance moyenne observée avait été de 1,70 pour cent. Mais, dans les pays totalitaires et répressifs, la croissance économique n'avait été que de 1,46 pour cent.

Cette constatation semble prévaloir non seulement pour les pays riches, mais aussi pour les pays pauvres, c'est-à-dire ceux dont le revenu par habitant est inférieur à 5 000 \$US. Dans cette dernière catégorie, les pays libres et démocratiques connurent une croissance annuelle moyenne de 3,23 pour cent, alors que la croissance dans les pays pauvres mais répressifs ne fut que de 1,52 pour cent. Et Freedom House de conclure « qu'à partir des données colligées il semblerait que les pays répressifs comme la Chine qui ont une croissance économique élevée soient l'exception qui confirme la règle ». Les économistes ont depuis longtemps prétendu que ce qui permet aux forces dynamiques dans une société de s'exprimer et de se développer, ce sont l'esprit d'entrepreneurship et les institutions appropriées pour le soutenir ¹.

Civilisation et niveaux de vie

C'est un fait indéniable que les niveaux de vie dans la plupart des pays sont les plus élevés qu'ils ne l'ont jamais été, et cela dans des contextes politiques fondés sur la liberté et la démocratie. Notre ère est en train de faire la démonstration que la prospérité, la démocratie et la paix sont des objectifs qui peuvent aller de pair.

L'économiste Angus Maddison a observé que l'humanité n'a véritablement commencé à s'extirper de la pauvreté généralisée qu'au début du XIX^e siècle, c'est-

¹ Citons trois livres à ce sujet : – Milton Friedman, *La liberté de choix*, P. Belfond, Paris, 1980 ; – David S. Landes, *Richesse et pauvreté des nations/Pourquoi des riches ? Pourquoi des pauvres ?*, Albin Michel, Paris, 2000 ; –Hernando De Soto, *The Mystery of Capital*, Basic, New York, 2000.

à-dire avec l'émergence du système capitaliste, à compter de 1820 jusqu'à aujourd'hui ¹.

Au cours du Moyen Âge, soit de l'an 1000 à l'an 1500, les niveaux de vie dans le monde progressaient à pas de tortue, soit au rythme insignifiant de 0,05 pour cent par année. À ce rythme, il aurait fallu 1 400 ans avant que le niveau de la production par habitant ne double. Pendant la période pré-capitaliste, de l'an 1500 jusqu'en 1820, le PIB mondial par habitant ne progressa qu'un peu plus rapidement qu'auparavant, soit au taux de 0,07 pour cent par année.

Cependant, à compter de 1820, avec l'introduction du mode de production fondée sur la grande société à responsabilité limitée, la production de masse avec ses économies d'échelle et l'adoption de nouvelles techniques de production eurent pour résultat de sortir l'humanité de la pauvreté et de sa stagnation. Ainsi, de 1820 à 1995, le niveau de vie dans le monde s'accrût au rythme phénoménal de 1,17 pour cent par année. À un tel rythme de croissance économique, le niveau de vie doubla à tous les 60 ans.

Le monde vécut même une période d'or de 1950 à 1973, lorsque l'Europe et l'Asie rattrapèrent l'Amérique du Nord sur le plan économique et que la croissance du PIB mondial par habitant progressa au rythme fabuleux de 2,90 pour cent par année, doublant les niveaux de vie à tous les 25 ans — du jamais vu. C'est cette prospérité et cette richesse qui permirent aux gouvernements de tirer les ressources fiscales nécessaires pour lancer les grands programmes de la social-démocratie, tant en Europe qu'en Amérique du Nord.

Dans d'autres parties du monde, là où la prospérité économique ne fut pas au rendez-vous, la social-démocratie (éducation universelle gratuite, services de santé accessibles, assistance sociale, soutien financier à la retraite, etc.) s'est transformée en socialisme ou en communisme. Il en est résulté une hypertrophie paralysante des gouvernements, et les progrès sociaux furent moindres, sinon inexistants. L'émigration des populations de ces régions vers l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord est la meilleure consécration du modèle occidental de développement économique et social ; car, au-delà des idéologies et des systèmes, les immigrants et les réfugiés se trouvent à voter avec leurs pieds.

La pression mondiale sur les ressources, les difficultés de nombreuses économies communistes et les déséquilibres fiscaux de nombreux gouvernements démocratiques ont fait que la croissance économique mondiale par habitant s'est ralentie depuis 1973, tout en demeurant supérieure à 1,11 pour cent par année. Néanmoins, les progrès technologiques découlant de la révolution informatique

¹ Voir Angus Maddison, *L'économie mondiale, 1820-1992 : analyse et statistiques*, Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, 1995.

devraient être porteurs de gains substantiels de productivité dans les décennies à venir. Cela devrait se traduire par de nouvelles hausses dans les niveaux de vie, non seulement dans les pays industrialisés, mais aussi dans les pays fortement peuplés du Tiers-Monde. Cela devrait aussi se traduire par des progrès sociaux encore plus poussés.

Conclusion

Les leçons qui se dégagent de ce chapitre sont les suivantes : primo, ce ne sont pas les richesses naturelles ou les races qui distinguent les pays prospères des pays pauvres, mais la civilisation, la culture et les institutions qui en découlent. Secundo, les pays riches qui désirent véritablement aider les pays pauvres devraient les inciter à adopter un environnement de liberté économique et de démocratie politique, en n'hésitant point à leur fournir une aide ciblée en ce sens. Avec ce type d'aide étrangère, le monde se porterait mieux. Tertio, la civilisation occidentale demeure la meilleure chance qu'a l'humanité de sortir de la pauvreté et de l'oppression. Ce sont d'ailleurs ces deux calamités que veulent fuir ceux et celles qui réussissent à émigrer vers les pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord.

CHAPITRE 3

L'intérêt personnel et la coopération économique

Le Dilemme du prisonnier :
Deux prisonniers sont arrêtés. La Police leur dit : « Si vous avouez avoir commis le crime, vous passerez tous deux trois ans en prison. Si vous le niez, vous prendrez un an pour vagabondage. Mais si l'un d'entre vous dénonce l'autre, il sera libéré et l'autre sera condamné pour 10 ans. »
Selon le dilemme, les prisonniers auraient intérêt à se mettre d'accord et à garder le silence. De cette façon, ils passeraient chacun un an en prison. Mais ils sont tentés par la dénonciation de l'autre, ce qui leur vaudrait une libération.
Cela démontre qu'une décision motivée par l'intérêt personnel n'est pas toujours dans le meilleur intérêt collectif.

[Retour à la table des matières](#)

L'être humain est une machine à résoudre des problèmes. Mais c'est une machine automotrice, qui génère son propre carburant. En effet, c'est l'intérêt personnel, vu dans son sens large, qui incite les individus à l'effort et au dépassement. Cette observation a d'énormes conséquences pour l'organisation sociale et économique des sociétés.

L'économiste écossais Adam Smith (1723-1790) fut un des premiers à observer que, souvent, les gens contribuaient davantage au bien-être général quand ils poursuivaient leur intérêt particulier que lorsqu'ils prétendaient s'appliquer à rechercher sciemment l'intérêt général. Ainsi, le boulanger, le laitier et le facteur se lèvent tôt le matin non pas avant tout par amour de l'humanité, mais parce qu'ils y trouvent un avantage pécuniaire et une source d'avancement personnel, pour eux-mêmes et pour les leurs.

Le premier message est donc que les motivations et les encouragements sont essentiels pour que les individus donnent le meilleur d'eux-mêmes, pour le plus grand bien de la communauté au sens large. Et, en deuxième lieu, s'il n'y a pas de situation de monopole de part et d'autre, c'est la « main invisible » des marchés concurrentiels qui coordonne par les prix les activités intéressées des producteurs, des distributeurs et des consommateurs, en plus de générer les revenus qui établissent le niveau de vie des agents économiques.

La solution de rechange consiste à user d'une coercition extérieure, habituellement un gouvernement, pour forcer les individus à produire, sans les récompenser pour la pleine valeur de leur contribution. Cette approche autoritaire n'a jamais donné des résultats comparables à ce qu'une motivation fondée sur l'intérêt personnel peut accomplir.

L'intérêt personnel bien compris

Dans cette perspective, l'intérêt personnel au sens large bien compris n'est nullement synonyme d'égoïsme, de cupidité et d'avidité, mais est certes compatible avec l'altruisme, le dévouement, l'entraide mutuelle et la coopération économique. En effet, la vie économique n'est pas un jeu à somme nulle, avec des gagnants et des perdants en nombre égal. C'est plutôt un jeu à somme positive où tous gagnent à des degrés divers.

Ce n'est que lorsqu'on le considère à court terme que l'intérêt personnel peut tourner à l'égoïsme et se transformer en un refus de coopération sociale. À long terme, il est dans l'intérêt de tous et chacun de développer des relations de coopération réciproque et de se construire une réputation d'honnêteté, de probité et de fiabilité.

Un livre du zoologiste anglais Matt Ridley (*The Origins of Virtue*, 1996) met en évidence les intuitions des économistes à l'effet que l'intérêt personnel bien compris et l'initiative individuelle dans un contexte de coopération sociale jouent un rôle central dans le progrès économique. Dans les sociétés trop hiérarchisées et trop formalistes, l'inertie du *statu quo* tend à prévaloir, de telle sorte que les idées nouvelles sont rares, réprimées et encore plus difficiles à appliquer.

Encouragement à la création et à l'entrepreneurship

La division du travail, la spécialisation industrielle de même que l'étendue et l'intégration des marchés pour le commerce réciproque encouragent et motivent les créateurs et les entrepreneurs à lancer de nouveaux produits et à adopter de

nouvelles façons de faire les choses ¹. C'est ainsi que l'on peut faire plus avec moins, ce qui est l'essentiel des gains de productivité et une des principales sources de croissance économique et d'enrichissement.

Importance de la coopération

Ce qui est étonnant, ce sont les observations des biologistes à l'effet que les billions de cellules, les 46 chromosomes et les quelques 34 000 gènes du corps humain, sont à la fois mus par l'intérêt génétique et le besoin de coopération, et c'est ce qui leur permettrait de réussir leurs tâches et de survivre. Toutes les espèces vivantes, sans exception, sont orientées vers la survie et la reproduction de leurs gènes. Dans le corps humain comme dans l'organisation économique, la coopération intéressée est source d'harmonie et de survie. Ainsi, c'est quand chacune des cellules du corps humain remplit sa fonction dans le cadre d'une coopération réciproque que le système immunitaire peut maintenir l'organisme en santé. L'économie et la biologie ont donc beaucoup de choses en commun.

¹ Adam Smith compléta son principe de la division du travail avec deux autres principes. Premièrement, la division du travail s'accroît avec l'étendue du marché. Et, deuxièmement, un marché d'une dimension donnée s'accroît avec des progrès dans les transports et dans les communications.

CHAPITRE 4

La place des religions dans une société démocratique

*Les crimes les plus cruels et les plus haineux enregistrés par l'Histoire
ont été commis sous le voile de la religion
ou de motivations d'égale noblesse.*
Mahâtma Gandhi (1869-1948)

*On trouve des sociétés qui n'ont ni science, ni art, ni philosophie. Mais il
n'y a jamais eu de sociétés sans religion.*
Henri Bergson (1859-1941)

*Le refus de compromis est érigé en principe et considéré
comme une vertu.*
Alexandre Soljenitsyne

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la constitutionnalisation de la Charte canadienne des droits et libertés, en 1982, la place de la religion dans les institutions canadiennes est devenue un sujet de controverse. Cela est tout particulièrement vrai pour l'enseignement religieux et confessionnel dans les écoles publiques, où se retrouvent des enfants provenant de milieux culturels et religieux de plus en plus diversifiés ¹.

¹ L'article 93 de la constitution canadienne de 1867 enjoignait les gouvernements provinciaux à financer l'éducation catholique et protestante dans les écoles des minorités de chaque province. En 1997, l'article 93 fut amendé pour le Québec, d'une façon bilatérale entre le Parlement canadien et l'Assemblée nationale du Québec, afin que les écoles au Québec soient financées sur la base de la langue et non plus de la religion.

Toujours en 1997, le gouvernement de la province de Terre-Neuve tint un référendum afin d'être libéré de l'obligation de ne financer que des écoles protestantes ou catholiques. La proposition qui reçut 73 pour cent d'appuis, était ainsi libellée : « Do you support a single school system where all children, regardless of their religious affiliation, attend the same schools where opportunities for religious education and observances are provided ? » La

Ainsi, on peut se demander à juste titre si l'État doit prendre parti en faveur d'une religion en particulier ou des religions en général, ou bien s'il doit plutôt demeurer neutre en matière religieuses et faire respecter le droit des minorités ?

En effet, le système des écoles publiques doit-il encourager l'intégration sociale des enfants venant de milieux divers, ou doit-il plutôt suivre la tradition historique au Québec et au Canada qui consiste à accorder au catholicisme et au protestantisme un statut privilégié dans ces mêmes écoles publiques ?

Plus fondamentalement, doit-il exister dans un pays démocratique et pluraliste une religion-monopole, ou doit-on protéger la liberté de conscience des personnes de croire ou de ne pas croire aux différents préceptes religieux ?

Dans une perspective plus générale, on peut dire que les religions sont un phénomène social et politique fondamental. Elles sont aussi une activité économique. Elles sont utiles aux individus et aux sociétés par les services qu'elles rendent.

En quoi l'analyse économique peut-elle alors éclairer les questions religieuses ? Est-ce que les notions d'intérêt personnel, de monopole, de concurrence, de déréglementation, de privatisation, de marchés libres, de financement et de profit, de coûts-bénéfices, de coûts et de prix, d'économies d'échelle, de produits religieux, de maximisation de la satisfaction, d'externalités, de clubs économiques, de producteurs et de demandeurs peuvent servir à l'étude de l'économie des religions ?

On sera peut-être surpris d'apprendre qu'un des économistes les plus célèbres, l'écossais Adam Smith, consacra une section de son ouvrage de base sur *La richesse des nations* (1776) à la relation entre les religions et le pouvoir.

Interrogeons-nous donc sur la place de la religion dans la vie des individus, dans l'évolution des sociétés et dans le progrès de la civilisation.

Le rôle sécurisant des religions face aux questions existentielles

L'être humain vit et survit sur un morceau d'étoile refroidi qu'on appelle Terre, une petite planète apparue il y a quelque cinq milliards d'années, laquelle est

constitution de Terre-Neuve, contenue dans les « Terms of Union » de 1949, fut amendée en conséquence selon le processus bilatéral retenu pour le Québec.

Le gouvernement de l'Ontario, pour sa part, choisit plutôt d'étendre le financement public des écoles à toutes les écoles confessionnelles privées prises séparément, au lieu de demander un amendement constitutionnel afin d'établir un régime unique d'éducation public et universel respectueux des croyances de chacun.

perdue dans une immense univers, majestueux mais froid. Il existe, en effet, quelque 200 milliards d'étoiles dans notre seule galaxie, la Voie lactée.

La Voie lactée s'étire en spirale de l'est vers l'ouest en passant par un zénith. Elle a la forme d'une énorme soucoupe volante, mesurant plus de 100 000 années-lumière de diamètre, contre 30 000 années-lumière de hauteur pour son noyau. Notre système solaire, c'est-à-dire notre soleil et ses neuf planètes, loin d'être au centre de la Voie lactée, évolue plutôt à sa périphérie, soit à 30 000 années-lumière du noyau, dans une région où la galaxie n'a qu'à peine 5 000 années-lumière d'épaisseur. [Soulignons qu'une année-lumière représente la distance que franchit un rayon de lumière en un an, à la vitesse de 300 000 kilomètres par seconde, soit près de huit fois le tour de la Terre en une seconde. Une année-lumière correspond donc à 10 000 milliards de kilomètres (300 000 km x 60 secondes x 60 minutes x 24 heures x 365 jours) ¹.]

Dans notre galaxie, le soleil est une étoile banale parmi des milliards d'autres étoiles, orbitant à la périphérie du disque galactique. Les dimensions de la galaxie de la Voie lactée sont très semblables à celle d'une autre galaxie visible à l'œil nu, soit la galaxie d'Andromède. Cette dernière se trouve à 2,4 millions d'années-lumière de nous, c'est-à-dire à 240 milliards de milliards de kilomètres.

Il est encore plus dévastateur de penser que l'univers est composé dans sa totalité de plusieurs milliards de galaxies ². Face à l'espace, aussi bien dire que l'être humain et les autres êtres vivants terrestres évoluent dans un monde infini de matière et d'énergie ³.

- L'être humain dans l'univers

L'être humain ne demande pas à naître et rarement à mourir. Il est sous l'influence de forces qui le dépassent. Face à l'immensité de l'univers, il se sent bien petit, insignifiant même, et vulnérable. Il est constamment confronté aux besoins de survie, aux maladies, au vieillissement et éventuellement, à la mort. Pour lui, chaque jour de la vie est une victoire sur le néant et sur l'infini, puisqu'il doit constamment lutter contre le temps et la finalité de son existence. Face au temps, chaque être humain est un bref trait d'union entre un passé infini et un futur infini.

L'hominidé bipède qu'est l'homme se pose donc naturellement des questions sur son origine, sa destinée, sur le sens de la vie, et le pourquoi de son existence. Il

¹ Voir Pierre Chastenay, « Les galaxies de l'automne », *La Presse*, 24 septembre 2000, p. A11.

² Voir Dr Laura Whitlock, « Galaxies », Concise Columbia (University) Electronic Encyclopedia, www.encyclopedia.com.

³ Voir Kathy Sawyer, « Unveiling the Universe », *National Geographic*, Octobre 1999, p. 8-41. Voir aussi Richard Monastersky, « The Rise of Life on Earth », *National Geographic*, mars 1998, p. 54-81.

a soif d'immortalité, d'idéal, de certitude, de réconfort, d'assurance, et même, de garantie. Face à la mort, les religions lui procurent une fuite dans l'illusion. Elles engourdissent sa douleur morale et l'aident à supporter l'inévitable. En effet, les religions l'aident à mieux accepter la mort. D'ailleurs, on observe que le sentiment religieux augmente à mesure que les êtres humains se rapprochent de leur mort inévitable.

L'homme n'a pas seulement la prétention d'être l'animal le plus intelligent de la planète, mais aussi celle d'être le seul à posséder un esprit ou une âme. Il serait le seul être vivant à parler à Dieu ou à des dieux et à combattre des démons. C'est un fait que de tout temps les hommes se sont inventé des dieux et des démons abstraits et invisibles, agrémentés de légendes, de fables et de mythologies pour se réconforter intellectuellement et pour se consoler du peu de contrôle qu'ils ont sur la vie et sur la mort¹. Tantôt, il s'agit d'un Dieu moral comme dans le judaïsme, l'islamisme ou le catholicisme ; tantôt il s'agit d'un dieu pourvoyeur de vie, comme l'était le Soleil pour les Incas de l'Amérique du Sud.

Depuis la nuit des temps, les hommes ont été enclins à attribuer à des forces surnaturelles des phénomènes purement naturels. Ce fut longtemps, par exemple, le cas des éclipses de soleil. Aussi, jusqu'à il y a quelques siècles, on a cru que la Terre était plate, qu'elle n'existait que depuis l'an 4004 avant J.C., que le soleil tournait autour de la Terre, que la force de gravité était d'origine divine, etc.².

Il n'est donc pas surprenant que devant l'inconnu, le hasard et le merveilleux, l'homme soit prêt à croire aveuglement bien des choses, ou s'y sente obligé. Ceux qui veulent croire sont capables de croire en n'importe quoi, dans le monde naturel comme dans celui du surnaturel³. En effet, le cerveau humain est fragile et est

¹ Tout le mythe d'une création divine de la moindre chose dans l'univers repose sur l'idée d'un ingénieur ou d'un horloger suprême conscient et omnipotent. Mais qui a créé cet Être suprême ? La réponse toute faite est qu'il s'est créé lui-même ou bien qu'il a toujours existé. Il s'agit bien ici d'un raisonnement circulaire.

² Un exemple de superstition et de fabulation nous vient d'Égypte : les anciens Égyptiens avaient une religion selon laquelle leurs pharaons devenaient des étoiles au firmament lorsqu'ils mouraient. En conséquence, ils alignaient leurs temples et leurs pyramides vers le nord, parce qu'ils croyaient que c'était dans la partie nord du ciel que leurs pharaons se transformaient en étoiles. Voir Anne McIlroy, « Scientist sees pyramid secrets in the stars », *The Globe and Mail*, 16 novembre, 2000, p. A3.

³ Selon un sondage réalisé en 1992 par les Sceptiques du Québec, entre 41 et 66 pour cent des gens prêtent foi à des « réalités » aussi diverses que la clairvoyance, les fantômes, les visites d'extraterrestres, les vies antérieures et la télépathie. Ce sont les agriculteurs, plus près de la nature, qui sont les moins crédules et qui rejettent ces croyances. Le degré de crédulité des populations urbaines dans les phénomènes paranormaux est plus élevé. Voir Mario Roy, « Se réconcilier avec le doute, pactiser avec l'incertitude », *La Presse*, 25 novembre 2000, p. A18. En 2001, un sondage semblable fut fait dans l'ensemble du Canada 57,4 pour cent croyaient à la vie après la mort, contre 32,3 pour cent qui n'y croyaient pas ; 57,1 pour cent croyaient dans les anges ; 31,5 pour cent dans les extraterrestres et 30,2 pour cent dans les fantômes. Voir « Angels win out over aliens, poll finds », *The Globe and Mail*, 22 octobre 2001, p. A12.

capable de recréer un nombre infini de mondes imaginaires. À des degrés divers, chacun peut éprouver des désordres mentaux. Certaines personnes entendent même des voix, et confrontées à des phénomènes surnaturels, sont capables d'entrer dans des trances d'hallucination hypnotiques et de délires démentiels, perdant alors tout contact avec le réel.

En effet, les chercheurs ont pu provoquer chez des sujets des expériences mystiques ou religieuses en stimulant chimiquement ou électriquement certaines zones du cerveau ¹. Le problème surgit lorsque des gens qui sont prêts à croire en n'importe quoi veulent empêcher les autres de croire en n'importe quoi et veulent imposer aux autres leurs croyances. C'est alors que la liberté de pensée et de conscience est bafouée.

La spiritualité, le surnaturel, le mysticisme, le merveilleux et les croyances religieuses sont une façon de simplifier la réalité et même de s'en échapper. De telles expériences et de telles croyances relèvent avant tout de l'émotion, de l'affectivité, des sentiments et du psychique, et ont peu à voir avec l'intellect et la raison. Elles peuvent néanmoins aider l'homme à vivre et à survivre sur le plan psychique. En fait, de nombreux philosophes pensent que les hommes ont un besoin profond de croire en des divinités pour les guider et les inspirer dans leur vie de tous les jours. Cela simplifie dans leur esprit la complexité des choses et dissipe leurs doutes.

Que Dieu existe vraiment ou pas n'est donc pas ce qui est primordial. Ce qui compte, c'est que les hommes croient en quelque chose de transcendant, de manière à ce qu'ils aient l'impression et la conviction qu'ils ont la chance ou les forces surnaturelles de leur côté, que leur vie a un sens et que leur comportement se doit d'être moral. L'homme aurait alors tout à gagner en se comportant « comme si » Dieu existait, que ce soit vrai ou pas.

Voltaire (1694-1778) disait que « si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer ! ». L'existence de Dieu serait ainsi une sorte de nécessité humaine : Dieu se doit d'exister parce que l'homme en a besoin. La même attitude guidait Blaise Pascal (1623-1662) quand il énonça son fameux pari selon lequel l'homme n'a rien à perdre en croyant en un architecte divin suprême : si cela n'est pas vrai, cela n'aura rien changé à sa vie ; et si par hasard c'était vrai, il sera récompensé par une vie extraterrestre paradisiaque.

Mais de quel « Dieu » s'agit-il ? L'idée d'un dieu anthropomorphique qui aurait des sentiments et des humeurs semblables à ceux des humains est en soi une aberration qui ne peut être qu'une invention de l'esprit humain. L'idée générale, que l'on retrouve dans certaines religions, d'une force suprême qui se confond avec

¹ Voir Mathieu Perreault, « La biologie de la religion », *La Presse*, le 14 septembre 2001, p. B1.

la nature est tout aussi capable de satisfaire l'intellect humain en mal d'ordre et de pouvoir supraterrrestre.

- Les fondements philosophiques des religions

Pour beaucoup de religions, l'être humain n'est pas un tout physique et intellectuel intégré, mais comprend deux entités indépendantes, soit le corps et l'esprit, ou « l'âme ». Pour la plupart des religions, il existerait, en effet, un esprit indépendant du corps et qui lui survivrait après la mort. Certaines religions, tels les christianismes et l'islamisme, enseignent même que la vie terrestre n'est qu'un passage vers une vie éternelle pour les âmes.

La philosophie d'allégeance dualiste sur laquelle reposent plusieurs religions remonte jusqu'aux philosophes de la Grèce antique. Selon Platon et Aristote, en effet, l'être humain se distingue des autres animaux par son intelligence et son esprit. Dans cette optique, le corps humain n'est que le contenant d'un esprit ou d'une âme, laquelle serait dotée d'une existence indépendante.

La philosophie moniste s'oppose à cette vision de l'être humain en deux parties distinctes, et affirme que l'être humain est un tout intégré, le corps et l'esprit ne formant qu'une seule et même entité. L'être humain, en effet, est composé d'eau, de protéines, de minéraux, etc., et le fait qu'il soit plus intelligent que les autres animaux tient à ce que son cerveau est tout simplement plus évolué que celui des autres animaux.

Ainsi, le cerveau est l'organe dans lequel se produisent des réactions biochimiques complexes, desquelles découlent la vision, la pensée et la parole. Comme tous les êtres vivants, l'homme a évolué au cours des millions d'années de son histoire, et ses facultés physiques et intellectuelles se sont raffinées et spécialisées avec le temps. Prétendre que l'être humain n'est pas une entité intégrée et que l'âme peut exister sans le corps est une vue de l'esprit qui n'a rien de scientifique.

- **La contribution intellectuelle des fondateurs de religions**

Quoi qu'il en soit, on peut dire qu'historiquement et socialement, les religions ont été utiles à l'homme. Elles lui ont fourni des modes de vie de tous les jours, l'ont rassuré sur les questions existentielles et l'ont réconforté face aux mystères de la vie. Elles lui ont même promis l'immortalité, à certaines conditions.

Elles l'ont, en particulier, initié à la prière ¹, par laquelle il peut se concentrer et se motiver, en pratiquant une sorte d'autosuggestion, puisqu'en s'adressant à l'Au-

¹ Les gens prient pour toutes sortes de choses : certains prient pour obtenir de l'aide de l'Au-delà, d'autres pour devenir riches, d'autres même pour que Dieu tue leurs ennemis. Le côté égoïste de

delà il se parle à lui-même. Les magiciens sont bien familiers avec ce phénomène par lequel une personne hypnotisée est capable de faire des choses qu'elle ne pourrait jamais faire de sa propre volonté. L'effet de suggestion ou d'hypnotisme est, en effet, capable de décupler les forces d'un individu ¹.

Sur un autre plan, et en utilisant cette fois-ci une terminologie médicale, on pourrait dire que les religions ont fourni à l'homme une sorte d'effet placebo, c'est-à-dire un effet d'anticipation, lequel sert à atténuer son anxiété congénitale et ses doutes. On constate souvent qu'en accordant beaucoup d'attention à un malade, ou en le persuadant qu'on lui administre un traitement particulier, même s'il n'en est rien, la condition du patient s'améliore d'une façon significative. Il s'agit du « phénomène clinique » ou de « l'effet placebo » ².

Il arrive souvent que le simple fait de participer à une expérience médicale peut améliorer la condition d'un sujet et lui redonner confiance, peu importe s'il reçoit un vrai traitement ou un placebo.

Il est possible que certains « miracles » de guérisseurs soient le résultat de l'effet placebo chez des sujets sensibles et influençables.

Lorsque les gens croient en quelque chose, ils ajustent leurs comportements et leurs attitudes en conséquence, que la chose en quoi ils croient existe ou pas, qu'elle soit symbolique ou réelle, qu'elle relève ou pas de la superstition, qu'elle soit vérité ou simplement fraude et supercherie.

Par conséquent, quand des gens se persuadent que « Dieu est avec nous » et que « nous allons gagner », ils augmentent leur degré de concentration et de motivation, ce qui est susceptible d'accroître les chances de produire le résultat désiré. De même, il a été observé chez les malades graves que les personnes confiantes dans leur guérison et rendues plus optimistes par la prière et l'intercession auprès de forces occultes avaient un taux de guérison plus élevé que

la prière pour plusieurs a été mis en évidence par un petit livre d'un évangéliste d'Atlanta dans l'État américain de la Géorgie, M. Bruce Wilkinson. Dans ce petit catéchisme destiné à quiconque veut voir grossir sa richesse avec l'appui des forces divines, intitulé « The Prayer of Jabez : Breaking Through to the Blessed Life », l'auteur y développe sa recette pour devenir riche par la prière.

¹ Ainsi, une personne hypnotisée et placée entre deux chaises peut être persuadée de former un pont tellement rigide que l'on peut s'y asseoir. Réveillée, jamais cette personne ne pourrait de sa propre volonté crispier suffisamment ses muscles pour reproduire un tel résultat.

² L'effet placebo de l'autosuggestion et de la prière est un phénomène scientifiquement prouvé. On peut, en effet, consulter quelque 130 articles scientifiques sur les vertus curatives de la prière. Concernant l'effet placebo, il est bien établi, par exemple, que des enfants souffrant de paralysie cérébrale et soumis à des traitements en chambre hyperbare, mais sans injection d'oxygène pressurisé, éprouvent des améliorations de leur condition, dues justement au jeu de l'effet placebo, au même titre que les enfants traités à l'oxygène. Voir Mathieu-Robert Sauvé, « Prier aide à guérir », *Forum*, Université de Montréal, 13 novembre 2000, p. 3.

celles qui se décourageaient ou ne priaient pas. La religion agirait comme une sorte d'amortisseur face à la maladie physique ou mentale. On est en présence ici de phénomènes naturels qui résultent des liens étroits qui existent chez l'humain entre son psychique et son métabolisme.

Un des premiers buts des religions a donc été de fournir du réconfort et de rendre le complexe, le mystérieux et l'inexplicable plus acceptables. Elles ont ainsi répondu aux besoins primitifs de l'homme en lui apportant des dieux et des démons invisibles et imaginaires comme explications des nombreuses manifestations des forces de la nature et comme explications des phénomènes mystérieux en général ¹. Une fonction première de la religion a donc été de soulager en partie l'homme de son angoisse existentielle et de lui fournir des certitudes face à l'inconnu et aux mystères. Elles lui ont apporté des « espérances supraterrrestres » et des utopies transcendantales ².

C'est ce besoin primaire de sécurité et de réconfort mental et spirituel que viennent plus ou moins bien combler les religions. Sur le plan individuel, par conséquent, la contribution des religions est importante, puisqu'elles apportent à l'homme une vision simple et cohérente du monde, certains diront simpliste, un réconfort mental, et des réponses existentielles ³.

C'est la grande force des religions de s'être approprié le côté mystérieux et aléatoire des phénomènes naturels en y accolant des explications simples et surnaturelles, impossibles par définition à vérifier et à prouver. Devant le chaos souvent manifeste des événements et des choses, devant leur caractère fréquemment imprévisible et aléatoire, les religions peuvent en toute impunité occuper un terrain vierge : ce sont des forces surnaturelles déifiées qui viendraient remettre de l'ordre derrière le chaos et le hasard.

Le rôle institutionnel et moral des religions

La deuxième fonction de la religion est davantage affaire de cohésion sociale. C'est l'apport institutionnel et moral de la religion. L'être humain est un animal profondément social. Il a besoin de principes de vie pour guider son

¹ Pour un dialogue entre le sceptique et le théiste, voir David Hume, « Dialogues sur la religion naturelle », (traduit de *Dialogues concerning natural religion in focus*, publié initialement en 1779), Librairie Philosophique, Paris, 1997.

² Le caractère de fourre-tout explicatif et sophiste des religions a été bien exprimé par le Rabbine John Moscovitz, lors d'un colloque tenu à Toronto en 2000 : « Un croyant n'a à expliquer qu'une chose, c'est-à-dire la souffrance ; les non-croyants doivent expliquer tout le reste. » Voir Ron Csillag, « Two Hours, Ten Bucks, One Big Question », *The Globe and Mail*, 11 décembre 2000, p. R1 et R3.

³ Dans son livre de 1976, *The Selfish Gene*, Richard Dawkins explique que le sentiment religieux relève d'une forme de virus du cerveau. La religiosité serait-elle une forme de maladie mentale ?

comportement ; il a besoin aussi de l'encadrement institutionnel de la société pour survivre et s'épanouir. Les religions constituent une part importante de cet encadrement moral, institutionnel et social.

En effet, dans une démocratie libérale fondée sur des droits humains inaliénables et sur l'échange volontaire, l'individualisme exige une discipline morale forte. Les religions, le contexte familial, le système éducatif, une certaine homogénéité sociale et la moralité humaniste peuvent contribuer, à leur façon, à cet encadrement moral.

La cohésion de toute société humaine exige un minimum de codes moraux de conduite. Plusieurs religions contribuent à un tel encadrement en faisant reposer la moralité sur la notion du devoir individuel. C'est la raison pour laquelle de nombreux leaders politiques ont intégré la politique et la religion, afin d'y asseoir leur pouvoir et de renforcer la cohésion sociale. Historiquement, les leaders politiques ont souvent été des leaders religieux, des prêcheurs charismatiques ou des prestidigitateurs-guérisseurs (Abraham, Moïse, Jésus, Mahomet, etc.).

Les lois civiles défendent bien elles aussi le meurtre, le vol, le mensonge, etc., mais la force de certaines religions vient des sanctions et des récompenses extraterrestres imposées (éternellement) aux individus pour faire respecter les lois morales. D'ailleurs, la notion même de « péché » a été inventée afin de réprimer certains instincts et comportements animaux découlant de la loi de la jungle à laquelle les ancêtres des premiers êtres humains adhéraient dans leur lutte pour la survie. La morale religieuse a eu pour principal objet d'adoucir les relations des humains les uns envers les autres, de manière à fonder la survie sur la cohésion sociale plutôt que sur les conflits et le pillage. Historiquement, donc, les religions ont fortement contribué à humaniser l'homme et à le transformer en un être sociable.

C'est aussi pour cette raison fondamentale que de nombreux leaders politiques à travers les âges purent faire accepter par leurs populations des pratiques élémentaires d'hygiène de vie, comme de se laver, de ne point manger d'aliments dangereux en pays chauds, de purifier l'organisme par des jeûnes ou de faire régulièrement de l'exercice, en faisant appel à une motivation extraterrestre, plus facile peut-être à faire accepter que la seule logique humaine. C'est en quelque sorte la crainte de Dieu qui incite parfois les hommes à obéir aux lois sociales.

D'autre part, les religions ont eu le grand avantage d'apporter aux humains des rites de passage, des rituels sacrés, des cérémoniaux et des symboles pour marquer divers événements de la vie ¹. On ne saurait donc sous-estimer la contribution des

¹ Aux États-Unis, il existe une Église de la libre pensée dont la fonction expresse est de fournir des services sociaux et culturels aux non-croyants. C'est le cas entre autres de la Houston Church of Freethought et de la North Texas Church of Freethought à Dallas-Fort Worth, au Texas.

religions à l'encadrement institutionnel de la vie en société. C'est ainsi que les temples ont pendant longtemps servi de principaux lieux de rassemblement des personnes afin de sacraliser un certain nombre de rites de passage dans la vie, du baptême au mariage et jusqu'aux funérailles. Par conséquent, on peut dire qu'au chapitre de la cohésion sociale et de l'encadrement de la vie en société, la contribution des religions a été, et est encore dans certaines sociétés, très substantielle.

Le rôle social et politique des religions : le cérémonial et le regroupement social

Troisièmement, les religions institutionnalisées sont fondamentalement des organisations sociales et communautaires. Elles naissent d'un besoin de regroupement social et de camaraderie chez les humains. Les gens joignent des églises et des sectes parce qu'ils veulent rencontrer d'autres personnes.

Les lieux de culte sont autant de points physiques de rassemblement et de ralliement autour desquels des individus isolés se retrouvent. Les religions organisées ont le grand mérite de procurer aux « fidèles » et aux masses populaires un encadrement pour des exercices du culte et pour des événements sociaux, en plus de sécuriser les esprits avec un corps d'idées reçues et partagées ; qu'elles soient vraies ou fausses est secondaire. Les religions leur apportent des rites et des symboles pour souligner les étapes de la vie.

Il ne faut pas se surprendre si plusieurs recherchent dans les religions une identité sociale, sinon parfois une identité politique. Certains trouvent une identité personnelle dans le sport, d'autres dans le travail, d'autres dans la politique, d'autres, enfin, dans la religion. Ceci est tout à fait normal.

Plusieurs personnes sont cependant amenées à joindre des religions organisées, non pas par choix personnel, mais sous l'influence des pressions sociales plus ou moins contraignantes qui s'exercent sur elles, selon les sociétés. En effet, plusieurs religions furent à l'origine instituées dans le but exprès de consolider le clan et d'encourager une solidarité tribale. Les règles de comportement édictées avaient souvent comme objectif ultime, en plus d'assurer la cohésion sociale intérieure, de protéger le clan contre les infidèles de l'extérieur. L'appartenance à une religion permet en plus d'identifier les autres, à l'occasion, en tant qu'ennemis mutuels.

Encore aujourd'hui, un des attraits des religions est le côté « club » qu'elles procurent. Plusieurs joignent les organisations sociales que sont les religions comme s'il s'agissait de clubs sociaux ou de partis politiques. Les églises sont des lieux de rencontre sociale et même des endroits de divertissement. En les fréquentant, plusieurs espèrent ainsi mettre fin à leur isolement personnel, élargir leurs contacts sociaux et promouvoir leurs intérêts politiques. Cette volonté

d'appartenance joue fortement en faveur des religions, car l'homme est un animal social. En effet, on observe dans les pays où règnent de grandes tensions sociales, comme aux États-Unis par exemple, que les religions organisées constituent autant de points de ralliement pour les groupes sociaux, ethniques et raciaux. C'est autour d'elles que plusieurs retrouvent une certaine identité sociale et politique.

Historiquement, on observe que les populations les plus dépourvues de pouvoirs économiques ou politiques réels trouvent dans la religion un pouvoir de rassemblement et d'action. Ce fut notamment le cas au Québec après la Conquête britannique de 1760, quand l'Église catholique devint *de facto* le gouvernement officieux des Canadiens français¹. La plupart des historiens s'entendent pour dire que c'est l'Église catholique qui, après la Conquête britannique, sauvegarda le fait français au Canada, et cela, dans son propre intérêt.

C'est encore le cas aujourd'hui dans le Sud des États-Unis, vaincu lors de la guerre de Sécession (1861-65), où les églises jouent un rôle rassembleur de nature sociale et politique. On a observé le même taux élevé de religiosité dans des pays comme l'Irlande et la Pologne, où l'Église a été un moyen de résistance à la domination politique extérieure. Dans le premier cas, il s'est agi d'une résistance contre l'Angleterre, et dans le deuxième, contre l'Union soviétique. Encore aujourd'hui, des pays islamistes, où règne une religion d'État, utilisent la religion comme rempart contre le modernisme.

Plus généralement, dans nos pays, l'atomisation et le caractère de plus en plus impersonnel des relations économiques et sociales du monde moderne poussent les gens à se regrouper dans des églises afin de retrouver identité, orientation, solidarité et même, divertissement. Ils trouvent dans les cérémonies religieuses une forme de divertissement et de spectacle relativement peu coûteux. C'est la religion-spectacle. Vues sous cet angle, les religions apparaissent à plusieurs comme des institutions sociales utiles.

- Les gouvernements religieux

Il faut dire que dans le passé, les religions organisées ont été des fournisseurs de services sociaux essentiels. Pendant longtemps, dans le monde occidental, l'Église a été l'institution qui a pris en charge écoles et hôpitaux, jusqu'à ce que l'État assume cette tâche. Dans certains pays et à certaines époques, les religions organisées ont été et sont toujours une forme de gouvernement parfois officieux, parfois officiel.

¹ Ainsi, la fête nationale des Québécois est celle de la Saint-Jean-Baptiste, le 24 juin, tandis que celle des Acadiens coïncide avec la fête de l'Assomption, le 15 août. Le caractère intégriste du catholicisme québécois au XIX^e siècle a été documenté par Adrien Thério, dans son livre *Joseph Guibord victime expiatoire de l'évêque Bourget*, XYZ éditeur, Montréal, 2000, 270 p.

Dans le domaine des soins de santé, entre autres, la naissance des hôpitaux a été rendue possible par la charité chrétienne et l'initiative ecclésiastique. En effet, dès que l'empereur romain Constantin reconnaît au V^e siècle le pouvoir des évêques, on assiste à une floraison d'établissements destinés aux malades pauvres, orphelins abandonnés, pèlerins, vieillards, etc.

Les hôpitaux ont longtemps été des établissements à caractère religieux, administrés par des congrégations religieuses et placés sous la surveillance effective de l'évêque du lieu. Ce fut le cas au cours de tout le Moyen Âge, et cela a duré en parallèle même lorsque des municipalités ou des gouvernements supérieurs entreprirent plus tard d'ouvrir des hôpitaux et de les laïciser.

Ce n'est donc pas dans le caractère véritable ou non des religions et de leurs doctrines qu'il faut chercher la contribution des religions, mais dans leur utilité pratique comme guide des esprits face aux problèmes de la vie et comme soutien moral et politique de l'organisation de la vie en société. Il est tout à fait rationnel, tant pour les pratiquants que pour les entrepreneurs religieux, de poursuivre leurs intérêts personnels légitimes et de se servir de la religion comme moyen pour atteindre leurs fins.

Le pragmatisme des religions est donc plus important que l'aspect véritable ou faux des croyances qu'elles enseignent. En somme, pour comprendre le comportement religieux et le rôle des religions, il faut accepter le principe que les religions répondent à des besoins et à des intérêts. En conséquence, il existe un marché pour les choses religieuses, comme il existe un marché pour toutes choses de valeur.

Cependant, chacune des grandes fonctions remplies par les religions a son côté positif et son côté négatif. Il s'ensuit que la façon dont les gens pratiquent leur religion n'est évidemment pas sans conséquences individuelles, sociales et politiques.

Les religions et la science

Considérons l'autre facette de la contribution de la religion à l'angoisse existentielle de l'être humain. Les réponses simplistes et toutes faites apportées aux inconnues de l'existence et à l'angoisse humaine s'accompagnent aussi de sentiments de méfiance, de résistance et même d'hostilité, face à la raison, à la science et à l'humanisme. Les religions fleurissent d'autant mieux qu'il existe dans un pays une absence ou un manque de culture scientifique.

Le scepticisme, la curiosité et le refus de l'autorité sont, en effet, à la base même de la recherche intellectuelle et expérimentale, et de la démarche scientifique en général. Alors que les religions prêchent la croyance aveugle,

l'obéissance et la soumission, et encouragent le respect de l'autorité et la vénération de vérités révélées, le progrès scientifique est une perpétuelle remise en question dans la recherche de la vérité. Il y a donc antinomie entre les sciences et les religions, et même entre le progrès économique et les religions. Dans l'explication des choses, les sciences ont un désavantage par rapport aux religions, car la vérité n'est pas simple.

C'est un fait que les religions ont souvent manifesté leur opposition aux découvertes de la science. C'est ainsi que le synode de Paris en 1209 déclara que c'était un péché pour les moines de lire des ouvrages de sciences naturelles. De même, l'Église catholique dénonça comme hérétique le scientifique italien Galilée (1564-1642) lorsque ce dernier fit la démonstration que la Terre tournait autour du soleil ¹.

Galilée adhérait à la théorie du Polonais Nicolas Copernicus (1473-1543) qui avait remis en question le système de l'astronome grec du II^e siècle Ptolémée, selon lequel l'univers était centré sur la Terre. Copernicus fut le premier, en effet, à avancer l'idée que le soleil était le centre du système solaire, et non pas la Terre ².

Une telle découverte allait à l'encontre des enseignements de l'Église catholique qui prétendait depuis des siècles, en se basant sur la mythologie de la Bible, que c'était plutôt le soleil qui tournait autour de la Terre. Elle se référait au livre de Josué dans la Bible pour affirmer que c'était la Terre qui était fixe et le soleil qui tournait autour d'elle. Dans Josué 10, 12-14, il est dit que Dieu ordonna au soleil de stopper sa trajectoire afin de permettre aux armées d'Israël de gagner une bataille ! Une erreur sur laquelle s'appuient l'autorité et le pouvoir a souvent plus de force que la vérité ³.

¹ Galileo Galilei (1564-1642) fut professeur de mathématiques à l'Université de Padoue à partir de 1592, où il enseigna pendant dix, huit ans. Le 21 décembre 1614, Galilée se vit attaquer dans un sermon par un moine dominicain du nom de Tommaso Caccini, ce dernier déclarant que « les disciples de Galilée et tous les mathématiciens en général étaient des adeptes d'arts diaboliques et... ennemis de la vraie religion ». (Voir Dava Sobel, *Galileo's Daughter*, G. K. Hall & Co, Bath, England, 1999, p. 103.)

² Voir Nicolas Copernicus, *De revolutionibus*. Copernicus n'apporta pas de preuve pour soutenir son idée.

³ Alors même que l'Église était complètement dans l'erreur concernant la place de la Terre dans le système solaire, le pape Grégoire VII (1020-1085) n'en avait pas moins proclamé, quelques siècles auparavant, l'infailibilité de l'Église, parmi six proclamations, dans un recueil intitulé *Dictatus Papae*. Les six pouvoirs :

« Premièrement, l'Église romaine est fondée par Dieu seul et non par quelques princes. Deuxièmement, seul le pape peut utiliser les insignes impériaux de Rome. Troisièmement, du pape seul tous les princes doivent baiser les pieds. Quatrièmement, une décision rendue par le pape ne peut être annulée par personne sauf par le pape lui-même. Cinquièmement, le pape ne peut être jugé par personne. Sixièmement, l'Église romaine ne s'est jamais trompée et ne se trompera jamais, éternellement, l'Écriture lui portant témoignage. »

Voir Jean Bédard, *Maître Eckhart*, Stock, Paris 1999, p. 292.

En 1632, Galilée publia finalement un ouvrage où il prouvait le caractère héliocentrique de l'univers ¹. Persuadés que la Terre était le centre de l'univers, le pape Urbain VIII et le tribunal de l'Inquisition le convoquèrent à Rome, en 1633, lui firent un procès, le condamnèrent à l'incarcération et le contraignirent à abjurer son hérésie. L'Église catholique a finalement reconnu ses torts envers Galilée, mais seulement trois siècles et demi plus tard, soit le 31 octobre 1992 ².

- Les origines de l'univers, de la vie et de l'être humain

Encore aujourd'hui, des milieux religieux refusent les données scientifiques concernant l'évolution des espèces sur Terre, au profit de la croyance créationniste d'une intervention extraterrestre instantanée. Il existe même des mouvements antiscientifiques, dont plusieurs sont très présents aux États-Unis, qui propagent l'idée que la Terre a été créée il y a 6 000 ans, comme cela est déduit de la Bible, alors que les données scientifiques établissent plutôt cet événement à 4,5 milliards d'années environ ³. Il en va de même de l'apparition des premières formes de vie sur la planète, événement qui remonterait à quelque 3,1 milliards d'années, quand des micro-organismes, sous la forme d'algues et de bactéries, apparurent.

La partie de l'univers que nous habitons, c'est-à-dire la galaxie de la Voie lactée, laquelle abrite notre système solaire, serait beaucoup plus vieille que la Terre, et daterait d'environ 15 milliards d'années après les explosions appelées « Big Bang ». Cependant, il existe diverses galaxies qui se sont formées différemment et à des périodes différentes les unes des autres. L'univers est, en effet, composé de grands vides et d'essaims et superessaims de galaxies, formant les nœuds d'un gigantesque réseau, reliés par des formations filamenteuses. L'astrophysicien américain Edward Hubble fut le premier à avoir découvert, dans les années 20, que l'univers ne se limitait pas à la seule galaxie de la Voie lactée.

Les astronomes estiment que notre système solaire (le soleil et les planètes), est né d'une nébuleuse, c'est-à-dire d'un immense nuage de poussières et de gaz tourbillonnant depuis des milliards d'années. L'explosion d'une étoile avoisinante et la vitesse de gravitation auraient provoqué la contraction et la fusion du nuage.

¹ La contribution principale de Galilée fut d'arriver à présenter, grâce à l'invention du télescope, trois preuves que la Terre bouge et se déplace autour du soleil ; ces preuves furent publiées en 1632. Voir Galileo Galilei, *Dialogue*.

² En 1835, le livre *Dialogue* de Galilée fut retiré de la liste des livres mis à l'Index par l'Église catholique. Cette dernière mit fin à sa pratique de mettre des livres à l'Index en 1966, suite au Concile de Vatican II.

Des erreurs multiples n'empêchèrent point le pape Pie IX et le concile du Vatican, en 1870, de proclamer le dogme de l'infaillibilité doctrinale du pape catholique romain.

³ Dans les années 1650, un archevêque anglais du nom de James Ussher calcula l'âge de la Terre en additionnant, à partir de la Bible, les âges d'Adam et de ses descendants. Il arriva à la conclusion que Dieu avait créé la Terre le 22 octobre, en l'an 4004 avant J.-C. Pendant deux cents ans, cette date fut la référence religieuse de base sur la création de l'univers.

Voir Carl Zimmer, « How old is the Universe ? », *National Geographic*, septembre 2001.

En dix millions d'années, le magma d'énergie-matière s'est agglutiné pour former le système solaire.

Certains astrophysiciens sont d'avis que l'univers a tendance à prendre de l'expansion puis à rétrécir dans le cadre d'un cycle extrêmement long, de plusieurs centaines de milliards d'années. De très longues périodes d'implosion, de contraction et de condensation d'énergie, de gaz et de matière seraient suivies d'explosions. Il y aurait donc eu possiblement, non pas un seul, mais des successions de « Big Bang », alternant avec des « Big Crunch ». Cette théorie de l'univers fut initialement proposée en 1955 par l'astronome Lyman Spitzer et confirmée en 1999 par des spécialistes de la NASA avec l'observatoire orbital FUSE ¹.

Selon ce scénario plausible, l'univers serait oscillant, et pourrait n'avoir ni commencement, ni fin, seulement des réorganisations de l'énergie sous des formes différentes. Il y aurait dans le temps un recyclage permanent de la matière et de l'énergie. En effet, à l'opposé du « Big Bang » se trouvent les « trous noirs », lesquels proviennent de l'implosion de très grandes étoiles et qui ont une pesanteur 3 millions de fois plus grande que celle de notre propre étoile, le soleil. Ces trous noirs attirent et retiennent toute l'énergie et toute la lumière environnantes, de là l'impossibilité de les observer directement, sauf par l'attraction qu'ils exercent sur les corps célestes environnants. La plupart des galaxies, et tout probablement la nôtre, contiendraient de ces trous noirs.

Selon d'autres astrophysiciens, l'univers a toujours existé selon le principe de conservation de l'énergie d'Albert Einstein. Selon ce principe, l'univers pourrait être statique, sans être immuable, tout en étant éternel et sphérique. En effet, le fait que l'on observe un décalage vers le rouge de la lumière provenant des objets éloignés de notre galaxie ne milite pas nécessairement en faveur de la théorie du « Big Bang », laquelle serait une théorie anthropomorphique. Ce phénomène s'expliquerait plutôt mathématiquement par la courbure de l'univers. Cette dernière

¹ Selon la théorie de la relativité générale, démontrée par Stephen Hawking et Robert Penrose, l'expansion de l'univers serait suivie d'une contraction. En effet, l'univers est en mouvement d'expansion continue lorsque sa densité est inférieure à 7×10^{-30} g par cm^3 pour une constante de Hubble égale à 60 km/s par mégaparsec (soit trois millions d'années-lumière environ). Cette constante signifie que la vitesse relative de fuite des galaxies les unes par rapport aux autres augmente de 60 kilomètres par seconde pour chaque augmentation de distance de un mégaparsec.

Cependant, lorsque la densité de la matière est supérieure à cette valeur, l'univers connaît alors une phase de contraction : son comportement serait alors cyclique ; le « Big Crunch » serait d'autant plus proche que la densité globale de la matière est plus grande. L'univers est actuellement en expansion. Voir Jean Audouze, « Peut-on prédire l'évolution de l'Univers ? », *Le Devoir*, 23 décembre 2000, p. A1.

fait que la fréquence de la lumière diminue avec la distance de la source dans la sphère tridimensionnelle ¹.

Même si les instruments actuels d'observation, en particulier les radiotélescopes, ne permettent pas encore d'apporter toutes les réponses aux questions sur l'évolution passée et future de l'ensemble de l'univers, les modèles mathématiques nous aident à comprendre un peu mieux la réalité ².

Depuis la découverte en 1896 que la chaleur intérieure de la Terre venait de la radioactivité, depuis aussi qu'on a redécouvert en 1902 les lois de l'hérédité de Johann Mendel (1822-1884), depuis qu'on fit le lien, à la fin des années 30, entre la source de l'énergie solaire et stellaire et l'énergie nucléaire, et surtout depuis 1953, quand James Watson et Francis Crick découvrirent la structure de l'A.D.N. ³, il ne fait plus aucun doute que l'animal humain, comme tous les êtres vivants, est le produit d'une lente évolution au cours de millions d'années.

Ceux qui croient encore en une création instantanée de l'homme par une déité abstraite ne peuvent le faire que sur la base de croyances religieuses irrationnelles ou de sentiments purement philosophiques et arbitraires.

¹ Le mathématicien Irving Ezra Segal du MIT a pu démontrer que l'univers pourrait être statique en utilisant l'équation suivante : $Z = tg^2(t/2r)$ où Z est le décalage de la lumière, tg la fonction tangente, t le temps de parcours de la lumière et r le rayon de l'univers.

² Voir Aubert Daigneault et Arturo Sangalli, « Einstein's Static Universe : An Idea Whose Time Has Come Back ? », *Notices*, American Mathematical Society, janvier 2001 [www.ams.org/notices].

Aussi, Daniel Baril, « L'Univers est-il statique ? », *Forum*, Université de Montréal, 11 décembre 2000, p. 6.

Certains fondamentalistes religieux qui croient que la Terre fut créée il y a 6 000 ans en arrivent à ce chiffre en comptant les différentes générations mentionnées dans la Bible, en remontant jusqu'à Adam. Ce dernier est sensé avoir vécu 930 ans, (Genèse 5,5). Il est réputé avoir eu 130 ans lorsque naquit son premier fils nommé Seth, (Genèse 5,3). Mathusalem est quant à lui réputé avoir vécu 969 années, (Genèse 5,27).

Les musulmans établissent plutôt l'âge de la Terre à 4 000 ans. Ils croient que la Kaaba à la Mecque fut construite par Adam lui-même.

³ Acide désoxyribonucléique, ou en anglais, Deoxyribonucleic Acid (DNA). L'A.D.N. est le support des gènes. L'anatomie de l'homme est constituée de séquences de quatre lettres, A, C, G, T, lesquelles représentent les bases constituantes de l'A.D.N.

L'être humain aurait moins de gènes que prévu initialement, soit environ 34 000. Auparavant, on situait ce nombre entre 70 000 et 140 000. Les lettres qui forment les gènes sont au nombre de trois milliards, placées en des séquences différentes des lettres A, C, G, T. Ces gènes à leur tour supportent un million de protéines qui s'agglutinent dans le corps humain en trois dimensions.

Voir V. Barriel, « Origine génétique de l'homme moderne », *Pour la science, les origines de l'humanité*, numéro hors série, 92-98, 1999.

L. Quintana-Murci et al, « L'A.D.N. mitochondrial, le chromosome Y et l'histoire des populations humaines », *Médecine Science*, n° 15, 1999, p. 974-982.

- L'évolution des formes de vie et des espèces

Les recherches scientifiques ont permis d'identifier des traces sûres qui font remonter les premiers poissons à environ 450 millions d'années. Les premiers mammifères seraient apparus il y a 60 millions d'années¹. L'évidence de l'existence d'êtres qui évoluèrent ultimement vers l'être humain établit leur apparition à une période datant de 4,5 à 9 millions d'années. Les fouilles archéologiques indiquent qu'un divorce définitif s'est opéré entre les hominidés qui se déplaçaient debout et leurs cousins singes plus primaires, quelque part entre les deux dates précédentes. Ainsi, des recherches récentes ont établi que les ancêtres de l'homme ont été des hominidés qui ont commencé à se distinguer des gorilles-chimpanzés, il y a de 5,2 à 5,8 millions d'années, en marchant debout. Une lente évolution s'ensuivit par laquelle différentes espèces de bipèdes réussirent à survivre, alors que d'autres ne le purent².

Les premiers humains désignés formellement en tant que *homo erectus*, pour leur part, seraient apparus en Afrique il y a environ 1,8 million d'années. Ils se seraient engagés dans une première vague d'émigration vers le reste de la planète et auraient donné naissance à l'homme de Java, à l'homme de Pékin et à l'homme de Tautavel dont le crâne a été découvert près de Perpignan dans le sud de la France.

Les premiers humains auraient alors évolué, en passant, en Europe, par l'étape de l'homme de Neandertal jusqu'à *l'homo sapiens*, l'ancêtre plus immédiat de l'humain actuel, lequel serait apparu il y a environ 100 000 années. *L'homo sapiens* se serait progressivement développé de façon parallèle dans différentes parties du monde.

Et l'être humain aurait acquis les caractéristiques qu'on lui connaît aujourd'hui, il y a de 20 000 à 30 000 années. L'étude des gènes des populations humaines contemporaines des quatre coins du globe, à l'aide des tests de l'A.D.N., établissent, en effet, des liens de parenté indiscutables entre l'homme moderne et des ancêtres communs qui ont vécu dans le passé en Afrique et qui ont émigré dans diverses parties du globe³.

¹ On considère qu'il n'y a qu'un pour cent des espèces, parmi toutes celles qui ont existé dans le temps, qui existent encore. C'est dire que 99 pour cent des espèces qui sont apparues sur Terre sont disparues au cours des âges. On a pu identifier un très long cycle d'extinctions de masse à tous les 26 millions d'années, en moyenne. On conjecture que ces grandes extinctions de masse, comme celle des dinosaures il y a 65 millions d'années, résultent de pluies de météores qui viennent menacer la vie sur Terre. Voir Stephen Jay Gould (dir.), *Le livre de la vie*, Seuil, Paris, 1993.

² Voir Alanna Mitchell, « Fathers, or mothers, of us all », *The Globe and Mail*, 14 juillet 2001, p. F7. Aussi, Vilem Bischof, « Découverte d'un hominidé de 5,2 millions d'années », *La Presse*, 14 juillet 2001, p. H9. Réf. : Yohannes Haïlé-Sélassié, revue *Nature*, 12 juillet 2001.

³ Voir étude de Ulf Gyllensten dans la revue *Nature*, 7 décembre 2000. « Nous venons bien d'Afrique », *La Presse*, 7 décembre 2000, p. A9.

- Les répressions religieuses de la science

Devant la science et les faits, certains zélotes ou illuminés religieux seraient capables de supprimer les connaissances et la liberté au profit des religions, si on leur en donnait la chance. On retrouve parmi ces derniers des personnes qui sont enclines à des hallucinations, qui entendent des voix et qui sont friands de visions et d'illuminations « divines ». Ils se croient facilement dépositaires de révélations et de missions visant à contraindre les autres à partager leurs expériences toutes surnaturelles.

La recherche scientifique s'efforce de découvrir les lois de la nature de manière à expliquer systématiquement les causes naturelles des choses et à démystifier les superstitions. Les religions font plutôt appel aux émotions et au fantastique et ont besoin, pour prospérer, d'obscurantisme, de mystères, d'une simplification et d'une mystification des choses.

Certaines religions n'hésitent pas, à certaines époques et dans certaines contrées, à se servir de leur pouvoir coercitif pour mieux s'implanter en pourchassant et persécutant les non-conformistes, les sceptiques et les hérétiques qui s'opposent à leurs vues fabuleuses du monde. La plupart des religions sont fondamentalement, en effet, contre la liberté de pensée et d'opinion et contre la liberté de parole. Elles reposent trop souvent sur le prosélytisme et la manipulation psychologique, et prêchent la soumission à des leaders autocratiques. Leur apport spirituel se fait au prix d'un asservissement intellectuel.

- Le désastre de l'Inquisition

Une des périodes sombres de l'humanité fut celle de l'Inquisition et de la terreur instaurée par l'Église catholique du XIII^e et jusqu'au XVII^e siècle, tant en Allemagne, en France, en Espagne qu'au Portugal. Au cours de cette période, des tribunaux religieux terrorisaient la population en Europe. Les gens étaient torturés et condamnés à mort pour leurs idées, pour peu qu'elles s'écartent de celles de la hiérarchie politico-religieuse du temps. Les auteurs et les penseurs étaient particulièrement persécutés. Un exemple parmi de nombreux autres fut celui de Giordano Bruno, un philosophe italien. Parce qu'il remettait en cause certains des dogmes de l'Église catholique, telles l'Eucharistie, la Trinité, l'Incarnation et l'existence de l'âme, il fut condamné pour hérésie et brûlé au bûcher, à Rome, le 17 février 1600 ¹.

Le désastre de l'Inquisition de l'Église catholique dans la péninsule ibérique aux XVI^e et XVII^e siècles demeure le meilleur exemple des conséquences

¹ Parmi ses nombreuses hérésies et blasphèmes, Giordano Bruno professait, tout comme Copernic et Galilée, que la Terre tournait autour du soleil, et non pas l'inverse, comme le prétendaient l'Église et la Bible.

économiques néfastes de l'obscurantisme religieux. En effet, la censure et le contrôle de la pensée, mis au service de l'orthodoxie religieuse, eurent des conséquences économiques désastreuses pour l'Espagne, mais aussi pour sa dépendance, le Portugal.

Sous la férule des passionnés religieux, ces deux pays entrèrent dans un âge noir. C'est ainsi qu'en 1558, la peine de mort y fut introduite pour l'importation de livres étrangers et la publication de textes sans autorisation. On transforma les universités en centres d'endoctrinement où toute idée nouvelle était proscrite. Et, pour éviter toute contamination, les Espagnols se virent également empêchés d'étudier à l'étranger. On força de plus les savants non conformistes à se dénoncer et à confesser leurs « fautes ». La conséquence économique la plus dévastatrice de cet étouffement de la pensée fut que l'Espagne et le Portugal se coupèrent de la révolution scientifique dans tous les domaines et connurent, de ce fait, un retard économique qui dura trois siècles.

Un autre exemple d'une religion qui a été un frein au progrès est celui de l'islam. En effet, de 750 à l'an 1000 environ, les sciences et la technologie dans le monde arabe surpassaient de beaucoup celles de l'Europe. C'est alors que la science arabe fut dénoncée comme hérésie par des fanatiques religieux islamistes et dut s'incliner devant des exigences théologiques de conformité religieuse. Pour l'islam militant, toute la vérité avait déjà été révélée ; il n'y avait donc pas de raison de la rechercher.

Lorsque l'imprimerie fut inventée, les pays sous la férule musulmane lui furent longtemps hostiles, essentiellement pour des raisons religieuses : l'idée d'un Coran imprimé était chose inacceptable aux membres réactionnaires du clergé islamique ¹. Ces derniers retardèrent de trois siècles l'introduction de l'imprimerie dans les pays musulmans. La question mérite donc d'être posée : jusqu'à quel point l'islam a-t-il étouffé la grande tradition scientifique arabe ? ²

On dit que la religion et le mystérieux commencent là où la science s'arrête. Les progrès de la science depuis quelques siècles ont nécessairement porté un certain ombrage aux dogmes de plusieurs religions. L'homme n'est pas aussi ignorant qu'il ne l'était dans le passé, même s'il lui reste beaucoup de choses à comprendre. La méthode scientifique, par laquelle le raisonnement est soumis à la contradiction et à des expérimentations reproductibles et vérifiables, a fourni à l'homme, au cours des deux derniers siècles, un énorme instrument de libération intellectuelle et de progrès humain. La grande force de la science, et donc son

¹ Voir David S. Landes, *Richesse et Pauvreté des Nations*, Albin Michel, Paris, 1998, p. 85, 87.

² Une grande partie du monde arabe vécut sous la férule de l'Empire ottoman (turc et musulman sunnite) pendant quatre siècles, soit du début du XVI^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle. Cette domination a sans doute aussi contribué pour beaucoup aux retards des pays arabes par rapport à l'Occident dans de nombreux domaines.

efficacité, vient du fait qu'elle ne repose pas sur des à peu-près, mais sur des faits solides et sur la logique cohérente d'équations mathématiques.

La méthode scientifique est ainsi devenue la base de notre civilisation de liberté et de progrès. Grâce à elle, l'individu est mieux préparé aujourd'hui qu'en des époques précédentes, non seulement pour survivre et progresser, mais aussi pour résister aux endoctrinements et aux fantasmagories que certains inventent pour mieux asseoir leur richesse et leur pouvoir sur les autres.

Trop souvent, en effet, la force des religions repose sur la contre-science, la confusion et l'ignorance, cette ignorance des masses qu'on entretient sciemment. Encore aujourd'hui, beaucoup de pays sous contrôle religieux maintiennent volontairement leurs populations dans l'ignorance et leur refusent l'accès à l'éducation.

Les religions organisées sont, en effet, de formidables structures de pouvoir, parfois pour le mieux, mais très souvent pour le pire. Force nous est donc de reconnaître que les religions organisées peuvent aussi être des obstacles majeurs au progrès des connaissances et à l'épanouissement de l'humanité ¹.

La morale naturelle et humaniste, et la morale religieuse

La contribution religieuse à la morale humaine et aux rites de la vie est peut-être plus substantielle. Il est difficile de s'opposer aux préceptes moraux religieux qui relèvent autant de la morale naturelle que religieuse. En effet, les démocraties modernes sont fondées sur les préceptes de la morale humaniste, c'est-à-dire la dignité de chaque être humain, la promotion des droits humains fondamentaux, la solidarité et la justice sociales, le respect d'autrui, le rejet de la violence dans les rapports humains, la défense des plus faibles, la protection des innocents, la générosité envers autrui, la liberté et la responsabilité individuelles, le respect de la parole donnée et de la propriété d'autrui ², etc.

¹ Une étude de la croissance des villes européennes du Nord et du Sud, de 1500 à 1750, explique que la raison principale pour laquelle les villes du Nord se sont développées plus rapidement que les villes du Sud tient au fait que le protestantisme au nord encouragea l'alphabétisation des gens, contrairement au catholicisme dans le sud. Voir Ulrich Blum et Leonard Dudley, « *Religion and Economic Growth, Was Weber Right ?* », Université de Montréal, 1999.

Dans les pays catholiques, le développement des marchés financiers fut retardé par l'interdiction, par le pape Clément V, en 1312, du prêt à intérêt. Voir Douglas C. North et R.P. Thomas, « *The Rise of the Western World : A New Economic History* », Cambridge University Press, 1976, traduit par Jean-Michel Denis pour Flammarion en 1980 sous le titre de *L'essor du monde occidental*.

² Au Canada, il existe une société humaniste : Humanist in Canada, Box 3769, Station C, Ottawa, Ont., K1Y 4J8.

- Morale humaniste et morales religieuses

À bien des égards, la morale humaniste est supérieure à la morale religieuse. En effet, il est beaucoup plus méritoire de faire correctement les choses par soi-même que de les faire sous l'autorité d'une puissance extérieure, sous la menace d'une damnation éternelle. Alors que les religions présupposent que nous pouvons être sauvés par un autre, l'humanisme indique plutôt que nous pouvons nous sauver nous mêmes. Ainsi, c'est en vertu de la morale humaniste que fut aboli l'esclavage ; les religions établies s'en sont accommodées pendant des siècles. De même, beaucoup de religions approuvent la peine de mort étatique, alors que cette pratique barbare est proscrite par la morale humaniste.

Le problème des morales religieuses survient lorsque celles-ci deviennent trop restrictives et qu'elles voient des péchés partout. À titre d'exemple, des États religieux tels l'Iran et l'Afghanistan n'hésitent pas à opprimer tout une catégorie de leur population, c'est-à-dire les femmes, avec des règles tatillonnes qui les obligent, tantôt à se voiler le visage, tantôt à ne point pratiquer de sports et, parfois, à sacrifier toute vie en société en leur refusant l'exercice de quelque profession que ce soit. Les morales religieuses peuvent donc facilement devenir profondément opprimantes, en brimant la liberté individuelle.

- Religion et démocratie

D'ailleurs, on constate une antinomie fondamentale entre la religion et la démocratie. Pour la première, le pouvoir vient en général de Dieu ou de forces occultes, et est exercé par délégation par des personnes choisies. Pour la deuxième, le pouvoir vient du peuple, et ne peut légitimement être exercé que par des personnes élues démocratiquement. Cette vision des choses a des conséquences énormes sur les individus et sur les sociétés. En réalité, les démocraties ne peuvent exister et survivre là où les religions organisées sont très fortes. Ces dernières constituent *de facto* une coalition de pouvoir concentré qui peut facilement porter ombrage au libre choix des citoyens. C'est pourquoi on observe dans ces pays une alternance entre le pouvoir religieux et le pouvoir militaire, mais rarement la démocratie.

Parmi les trois grandes religions monothéistes (christianisme, judaïsme et islam), l'islam est la seule qui n'a pas dans ses textes religieux de passages pouvant justifier la séparation de l'Église et de l'État. Il s'agit donc d'une religion qui s'accommode mal de l'État laïc et de la liberté de conscience. En fait, l'islam a plutôt tendance à s'appropriier l'État à des fins religieuses. C'est en cela qu'elle peut devenir une menace importante à la démocratie.

Quand l'État se confond avec la religion, cette dernière devient un formidable instrument de domination politique. En effet, ce n'est pas un hasard si les pays où la religion et la politique ne font qu'un sont aussi la plupart du temps des pays soumis à des régimes totalitaires et autoritaires. Ce sont aussi presque inmanquablement des pays retardés au plan économique et social, et où la liberté individuelle est niée et opprimée.

- Religion et développement

Les religions sont souvent aussi, en partie, responsables du surpeuplement de plusieurs régions du globe. En s'opposant à l'éducation et à l'émancipation des femmes, en plus de proscrire le contrôle des naissances, les religions font beaucoup plus partie du problème que de la solution de la surpopulation terrestre. Une coalition d'États à tendance religieuse tente même de saboter les efforts des Nations Unies pour aider les pays les plus pauvres à contrôler l'explosion de leurs populations.

Ainsi, en 1999, une dizaine de pays essayèrent en vain d'empêcher que ne se tienne la Conférence des Nations Unies sur la population et le développement. Ces pays farouchement catholiques et musulmans étaient : le Vatican, l'Algérie, l'Argentine, le Chili, le Guatemala, l'Égypte, la Libye, le Maroc, le Nicaragua et le Soudan ¹.

- Les religions au Canada

Au Canada, l'Acte constitutionnel de 1982 ne proclame pas la souveraineté du peuple, mais précise plutôt que « le Canada est fondé sur des principes qui reconnaissent la suprématie de Dieu ». De toute évidence, une telle référence religieuse dans la Constitution canadienne, laquelle n'a jamais été entérinée directement par le peuple lui-même, constitue un accroc au principe démocratique de la séparation de la religion et de l'État. En effet, puisque la reine d'Angleterre (et du Canada) est aussi chef de l'Église anglicane, on n'est pas loin de reconnaître au Canada que le pouvoir politique vient de Dieu plutôt que du peuple ².

¹ Voir Joseph J. Fahey, « Cairo Plus Five and How it Almost Failed », *The Humanist*, Septembre/Octobre, 1999, p. 5-8.

² Il existe dans le monde 51 pays qui ont inscrit une religion d'État dans leur constitution ou dans leurs statuts.

– De ce nombre, 25 sont des États islamistes, situés surtout au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Afghanistan, Algérie, Bahrain, Bangladesh, Brunei, Les Comores, Égypte, Iran, Iraq, Jordanie, Kuwait, Malaisie, Les Maldives, Mauritanie, Maurice, Maroc, Oman, Pakistan, Qatar, Arabie saoudite, Somalie, Soudan, Tunisie, Émirats arabes unis, Yémen.

– 12 sont des États catholiques romains, situés surtout en Amérique centrale et en Amérique du Sud : Argentine, Colombie, Costa Rica, République Dominicaine, Haïti, Malte, Panama, Paraguay, Pérou, Seychelles, Cité du Vatican, Venezuela.

– 6 pays sont protestants : Danemark, Angleterre et Écosse, Islande, Norvège, Suède, Tuvalu.

En 1999, l'Association humaniste du Canada rédigea une pétition qui fut déposée à la Chambre des communes, pour que la référence à Dieu dans la Constitution soit retirée « parce que discriminatoire et offensante pour les millions de Canadiens qui ne sont ni chrétiens ni religieux ».

- L'industrie des religions

Le domaine du rituel et des croyances est aussi celui qui offre le plus d'occasions aux entrepreneurs et carriéristes religieux. Il est, en effet, relativement facile pour des entrepreneurs religieux, se prétendant en contact très étroit avec Dieu, de procéder à une récupération primitive des hasards et des coïncidences de la vie, soumis à la seule loi des probabilités, et de leur assigner une explication tantôt divine, tantôt diabolisée ou extraterrestre.

Des gens naïfs et crédules sont souvent prêts à payer de fortes sommes à des entremetteurs de mondes meilleurs pour se faire garantir une place dans l'Au-delà. Les religions servent souvent, en effet, de béquilles pour les gens qui ne peuvent ou ne veulent pas penser par eux-mêmes. Dans ce domaine comme dans d'autres, le bassin des adeptes est suffisamment large pour assurer une clientèle de choix à qui veut en profiter.

Pour certains, la religion est une profession, parfois fort lucrative. Il n'est pas rare que des entrepreneurs religieux et des charlatans tirent avantage de la crédulité de pauvres gens pour les exploiter et ainsi accumuler des fortunes colossales. L'avènement de la religion-spectacle a ouvert toute une industrie à qui sait s'en servir. On associe ce genre d'activité à celle de vendeurs de poudre magique de « perlimpinpin » ; en anglais, on parle plutôt de vendeurs de « snake oil ». Comme la politique, la religion fait partie de la grande industrie du divertissement.

À titre d'exemple, aux États-Unis, de nombreux « prêcheurs » mettent à profit leurs talents de brocanteurs en multipliant les émissions de télévision, dont le message invariablement se termine par un appel de fonds. Il n'est pas rare de voir à la télévision américaine des personnages onctueux et retors menacer de la damnation éternelle les pauvres crédules qui les écoutent, si ces derniers ne leur envoient pas des chèques de 1 000 \$ ou plus.

Comme les revenus des Églises établies sont habituellement exempts d'impôts, certains entrepreneurs religieux y trouvent là une source facile et tentante d'enrichissement¹. Pour eux, la religion est une industrie payante à laquelle il

– Un État est grec orthodoxe (Grèce), un autre juif (Israël), un est hindou (Népal), un est pancasilan (Indonésie) et quatre sont bouddhistes (Bhutan, Cambodge, Sri Lanka, Thaïlande). Voir J. Denis Derbyshire et Ian Derbyshire, « Political Systems of the World », *St. Martins Press*, N.Y., 1996, p. 21.

¹ Au Québec, les communautés religieuses sont exemptées depuis 1774 des taxes foncières et d'affaires. En 1999, une commission d'étude sur la fiscalité recommanda que soient imposées

convient de faire produire des bénéfices. La religion tourne alors en système d'exploitation et de contrôle, servant avant tout à obtenir du pouvoir et du prestige personnels et à enrichir ses opérateurs¹. Sous cette forme, les religions ont possiblement été le plus grand mythe, la plus grande illusion, voire la plus grande supercherie, dans l'histoire de l'humanité. L'ingénuité des hommes à mettre sur pied des systèmes d'exploitation est phénoménale et une source constante d'étonnement.

Les dangers découlant du fanatisme, de l'exclusion et de l'intolérance

- Les dangers de l'exclusion

C'est sans doute, cependant, la troisième fonction des religions qui a causé historiquement le plus de dégâts. En effet, plusieurs joignent des religions organisées à la recherche d'un encadrement et par esprit d'appartenance sociale. Cependant, tout légitime qu'il soit, ce sentiment d'appartenance et de conformité sociales que les religions procurent à leurs membres peut facilement dériver. Il peut se transformer en sentiments d'exclusion ou d'adhésion forcée, d'intolérance et d'ostracisme envers les autres, quand il ne sombre tout simplement pas dans le fanatisme le plus primitif, responsable de persécutions sanglantes. C'est pourquoi les religions sont un important facteur de division et de sectarisme dans les sociétés et entre les sociétés. Quand des intérêts sont en jeu, quand le pouvoir est contesté, les religions servent souvent de prétexte pour mettre les bons d'un côté et les mauvais de l'autre.

Par conséquent, même si la plupart des religions prêchent, en théorie, un message de paix, d'égalité, de justice, d'amour d'autrui et de respect des êtres humains, la réalité du vécu religieux est beaucoup moins généreuse. Toutes les religions sont plus ou moins intolérantes envers ceux qui n'en font pas partie. Elles nourrissent et encouragent le fanatisme et l'intolérance. Il est relativement facile de transformer la ferveur religieuse en un dangereux instrument de violence contre

les propriétés des institutions religieuses, des sectes et celles des organismes à but non lucratif qui ne sont pas à l'usage du public, notamment les terrains excédentaires détenus en spéculation.

¹ Les leaders politiques et religieux n'hésitent pas à immobiliser des milliards de dollars dans des édifices somptuaires, même s'il règne une grande pauvreté environnante. C'est ainsi que le roi du Maroc, Hassan II, n'hésita point à engloutir une somme énorme, soit plus d'un milliard de dollars américains, dans la construction, à Casablanca, d'une mosquée en marbre et en or. Le président d'un pays africain relativement pauvre dont la population s'élève à quelque 17 millions d'habitants, la Côte-d'Ivoire, fit la même chose. Le président Houphouët-Boigny fit construire dans son village natal de Yamoussoukro une réplique presque identique de la basilique Saint-Pierre de Rome, au coût exorbitant de 50 milliards de francs CFA, ou de 200 millions de dollars américains. Plus récemment, le cardinal Mahoney de Los Angeles en Californie se fit construire, en 1999-2000, une nouvelle cathédrale au coût de 160 millions \$US.

d'autres humains si, au préalable, on les a diabolisés, ostracisés et déshumanisés. En fait, la violence d'origine religieuse vient du besoin qu'ont certaines religions de glorifier l'appartenance à leurs systèmes et de diaboliser ceux et celles qui n'y souscrivent pas.

Le vocabulaire même des religions tend, en effet, à être excessif et déborde de termes profondément hostiles et haineux, tels infidèle, impie, apostat, blasphème, hérésie, païen, pécheur, confession, Satan, démon, antéchrist, persécution, martyr, damnation, *jihad* (guerre sainte), *fatwa* (jugement religieux), apocalypse, armageddon, etc. Des fanatiques peuvent s'en servir pour stigmatiser leurs victimes et justifier leurs agressions et leur barbarie. Bien sûr, l'exemple le plus récent est la violence aveugle des terroristes islamistes radicaux. C'est pourquoi la violence qui prend sa source dans les religions est la plus dangereuse, parce qu'elle est irrationnelle et repose sur le fanatisme, sinon sur une folie désincarnée. En effet, même si le Coran défend le suicide, les mollahs et autres membres du clergé islamiste radical présentent les attentats suicidaires comme des actes de martyrs volontaires, donnant droit à une vie céleste remplie de récompenses.

C'est un fait que les religions ont été à l'origine de milliers de guerres et de désastres. Il existe une tentation inhérente, surtout chez les tenants des religions monothéistes du type prosélytique, à imposer par la force leur foi et leurs croyances. En effet, tout au long de l'Histoire et encore aujourd'hui, des guerres innombrables ont été menées au cri de « Crois ou meurs » ou à celui, semblable à l'autosuggestion, de « Dieu est avec nous ! ». Des peuples entiers se sont persuadés, avec une incroyable prétention, que Dieu leur réservait, à eux et à eux seuls, un traitement de faveur, et qu'ils pouvaient impunément écraser et piller leurs semblables.

Et même aujourd'hui, il est paradoxal et déconcertant que les trois pays les plus directement impliqués dans les désordres internationaux du début du siècle, les États-Unis, l'Afghanistan et Israël, ont des dirigeants qui font appel soit à Dieu, soit à Allah, soit à Jéhovah pour protéger leurs intérêts nationaux. Est-ce que l'humanité en serait encore à un stade aussi primitif de la pensée ¹ ?

- Israël et la Bible

Les exemples où les hommes font appel à des divinités pour faire la guerre, justifier leur agressivité et répandre la violence abondent dans les livres dits « saints ». À titre d'exemple, dans l'Ancien Testament, plus précisément dans le Deutéronome, il y est mentionné que Dieu dit aux juifs : « Le Seigneur votre Dieu

¹ Selon les cultures, les forces occultes sont désignées par différents noms : Dieu, Allah, Jéhovah, Manitou, Rama, Vishnu, Brahma, Shiva, Zeus, Saturne, etc.

vous accompagne, afin de se battre avec vous contre vos ennemis, et afin de vous apporter la victoire ¹. »

Encore aujourd'hui, ce sont des ultras nationalistes religieux en Israël qui sont le principal obstacle à un règlement du sempiternel conflit israélo-arabe au Proche-Orient. Ainsi, certains orthodoxes religieux rejettent toute idée de compromis raisonnable avec les Palestiniens en échange d'une paix durable, parce qu'ils croient que la victoire lors de la guerre des Six jours (5-10 juin 1967) fut d'inspiration divine ! Ils font une lecture mystique des événements selon laquelle la conquête des territoires palestiniens représenterait à leurs yeux une étape capitale sur le chemin de la Rédemption qui, d'après les prédictions talmudiques, rétablirait la puissance d'Israël et instaurerait le règne complet de Dieu sur terre.

Des rabbins décrètent même que « toute concession territoriale serait contraire à la *Halakha* (la loi religieuse juive) et une grave atteinte à la volonté divine » et ils enjoignent aux soldats religieux « de désobéir aux ordres du gouvernement au cas où celui-ci entraînerait le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés ou le démantèlement des colonies en territoire palestinien ². »

Un tel fanatisme et une telle absence de volonté de compromis se comprennent mieux quand on lit dans la Bible : « Quant aux villes de ces peuples que Yahvé votre Dieu vous donne en héritage, vous n'y laisserez pas subsister âme qui vive. Mais, vous les exterminerez complètement : les Hittites, les Amoréens, les Cananéens, les Phéréziens, les Héviens et les Yebousiens, ainsi que vous l'a commandé Yahvé votre Dieu ³. » Par conséquent, si des fanatiques font une lecture littérale de la Bible, ils peuvent vraiment se croire des héritiers divins à qui on aurait enjoint de détruire leurs ennemis.

¹ On trouve de tout dans la Bible. Ainsi, les partisans de l'esclavage trouveront dans Lévitique 25,44 que l'on peut acheter des esclaves, en autant qu'ils proviennent des peuples environnants. Dans Exode 21,7, ils obtiendront l'autorisation de vendre leur fille en esclavage. Ils apprendront que travailler le jour du sabbat mérite la peine de mort (Ex 35,2), qu'il faut lapider ceux qui blasphèment (Lv 24,10-16), qu'il faut brûler vif ceux qui se rendent coupables d'adultère avec des membres de leur famille (Lv 20,14), qu'il ne faut pas toucher la peau d'un porc (Lv 11,6-8), qu'il ne faut pas planter deux cultures dans un même champ (Lv 19,19), que brûler un bœuf en sacrifice dégage une odeur qui plaît à Dieu (Lv 1,9), qu'il ne faut pas avoir de contact avec une femme qui a ses menstruations (Lv 15,19-24), que l'homosexualité est une abomination (Lv 18,22), etc.

² La fièvre de l'intolérance est transmise aux jeunes Israéliens dans des *yéshivot* (séminaires talmudiques) nationalistes, tout comme les jeunes musulmans apprennent la haine dans les *madrassas* (écoles religieuses). Voir Martine Timsit, « Les juifs religieux d'Israël et le processus de paix », *Confluences Méditerranée*, été 1996.

³ La Bible, Deutéronome 20,16-17.

- Les musulmans et le Coran

Les codes de la religion musulmane promettent, de leur côté, le paradis éternel à quiconque assassine ses ennemis politiques ou religieux sur terre. Le mot même d'« *assassin* », en français comme dans toutes les langues, a conservé la signification de meurtrier et tire son origine de fanatiques religieux islamistes. En effet, au XII^e et au XIII^e siècle, à l'époque des Croisades chrétiennes au Moyen Orient, les membres du mouvement islamiste des *haschischins* se droguaient et étaient prêts à tuer les Croisés et à se sacrifier pour aller au paradis d'Allah. L'Ordre des Assassins était une sorte de mafia religieuse structurée, dirigée par un grand maître (cheikh) et composé d'hommes spartiates, prêts à se sacrifier et à exécuter les assassinats commandés par leur chef.

Cette secte de fanatiques religieux fut anéantie en 1272, non pas par les Templiers, mais par les Mongols (sous Mangou-Khan), ces derniers prenant les forteresses de la secte musulmane les unes après les autres ¹. On est néanmoins frappé par les ressemblances entre les Assassins du Moyen Âge, des terroristes féroces, et les réseaux actuels de terroristes de la plus haute sophistication, mais tout aussi féroces, sous la férule d'Oussama Ben Laden et de son réseau Al Queda. On retrouve, avec 750 ans d'intervalle, la même structure chez les deux mouvements terroristes et la même motivation chez les individus.

Un des versets que les musulmans récitent depuis 1 400 ans en temps de guerre dit même : « Nasr min Allah, wa fathun qarib », c'est-à-dire « La victoire vient de Dieu, et la conquête est proche ». Dans l'équivalent de la Bible, c'est-à-dire le Coran, on peut lire au chapitre neuf, cinquième verset, que les musulmans doivent « combattre et tuer les païens partout où ils les trouveront ».

En septembre 2001, le leader adjoint des Talibans en Afghanistan, le mollah Mohammed Hasand Akhund, n'hésita pas à défier le monde entier en proclamant que « Dieu est de notre côté, et si les peuples du monde entier tentent de mettre l'Afghanistan à feu, Dieu nous protégera ² ».

- Le ravage des guerres saintes

Quant à la religion catholique, elle traîne derrière elle son cortège de guerres saintes, de croisades et d'inquisitions, toutes menées sous le regard de Dieu afin d'anéantir l'adversaire. Aussi récemment qu'en l'an 2000, le pape Jean-Paul II ne manqua pas de rappeler aux ouailles que toutes les religions ne sont pas égales, et

¹ Voir Bernard Lewis et Maxime Rodinson, *Terrorisme et politique dans l'islam médiéval*, traduction de *The Assassins : a radical sect in Islam*, traduit par Annik Péliissier, Berges-Levrault, Paris, 1992.

² Voir John Stockhouse, « Clerics talk tough on Bin Laden », *The Montreal Gazette*, 19 septembre 2001, p. A1.

que les fidèles catholiques romains avaient l'oreille de Dieu et pouvaient s'attendre à une place de choix dans l'Au-delà ¹.

Les gens fanatiquement religieux sont très dangereux, car ils tendent à faire de leur idéologie un absolu qui ne supporte aucune contradiction et aucun accommodement. La logique absolutiste rend inacceptable, en effet, l'idée même de compromis dès qu'une cause est proclamée « sacrée ». C'est pourquoi l'idéologie religieuse a souvent été, dans l'Histoire, une idéologie de guerre et de conquête, laquelle est venue renforcer l'instinct naturel de conquête des humains.

Que l'on pense aux croisades du XI^e au XIII^e siècle, opposant les catholiques et les musulmans ; à la guerre de Cent ans aux XIV^e et XV^e siècles entre la France de (sainte) Jeanne d'Arc (1412-1431) et l'Angleterre ; aux guerres de religions en France de 1562 à 1598, aux interminables guerres entre les juifs et les arabes au Moyen-Orient ; à la guerre moderne entre les catholiques et les protestants en Irlande du Nord ; et même aux guerres entre les musulmans et les chrétiens au Kosovo, en Tchétchénie et au Nigeria ². C'est que derrière les religions se dissimulent souvent de gros intérêts idéologiques, politiques, sociaux et économiques. La religion ne devient alors qu'un paravent pour la conquête du pouvoir ou l'occupation de territoires ³.

¹ Voir Agence France-Presse, « Catholicism only 'proper' church, Vatican dictates, Salvation not possible through Anglican or other Protestant denominations : decree », *The Globe and Mail*, 6 septembre 2000.

² Même si la constitution nigériane garantit la liberté de religion à tous les citoyens, le gouverneur de l'État de Kano, au Nigeria, n'en proclama pas moins l'adoption de la charia (loi islamique très répressive) le 21 juin 2000. Six autres états du Nigeria firent de même. Une telle proclamation est un grand facteur de division dans un pays où les musulmans et les chrétiens forment chacun environ 45 pour cent de la population, les premiers vivant au nord du pays, les autres au sud. Les populations du nord du Nigeria sont majoritairement haoussa et musulmanes, tandis que celles du sud sont principalement yoroubas et chrétiennes. Voir Agence France-Presse, « Un million de Nigériens pour proclamer la Charia à Kano », *La Presse*, 22 juin 2000, p. D15.

³ Comme pour montrer que la folie religieuse n'est pas seulement d'un côté, deux leaders religieux américains proches du Parti républicain, Jerry Falwell et Pat Robertson, se rendirent ridicules aux États-Unis en déclarant sur les ondes, deux jours après les événements, que les attentats terroristes du 11 septembre 2001 étaient une punition que Dieu envoyait aux États-Unis à cause de son caractère séculier : « Dieu tout-puissant a cessé de nous protéger ; ...nous avons été consommés par notre recherche de la santé, de la richesse et des plaisirs matériels et sexuels » (Robertson) ; « Je les pointe du doigt (les personnes gaies, les libertaires civils, les supporteurs de l'avortement, les païens et les féministes) et leur dit qu'ils ont contribué à ce que ces événements se produisent » (Falwell). Voir Doug Saunders, « U.S. got what it deserves, Falwell says », *The Globe and Mail*, 15 septembre 2001, p. A2.

- Religion et violence politico-religieuse : le fléau moderne de l'islamisme intégriste

Quoi qu'en dise le calendrier, le XX^e siècle s'est terminé le 11 septembre 2001, pour laisser la place à un XXI^e siècle où, contre toute attente, le terrorisme mondial à base religieuse risque de plonger l'humanité dans une nouvelle ronde de barbarie et de sauvagerie. La barbarie d'un réseau de fanatiques islamistes conduisit, le 11 septembre 2001, au meurtre crapuleux de 5 000 victimes innocentes, hommes, femmes et enfants.

Le politologue Samuel Huntington de l'Université Harvard a été l'exception. Déjà en 1996, il avait prédit, dans son livre *Le Choc des civilisations*, que des actes terroristes massifs seraient commis en Occident « d'ici 2010 ». L'Histoire lui a malheureusement donné raison. Huntington a observé que les islamistes avaient été impliqués directement dans cinq des six plus importantes guerres de la décennie des années 90. Chacune de ces guerres tua au-delà de 200 000 personnes. Dans trois cas, elles mettaient en cause des musulmans contre des non-musulmans (Soudan, Bosnie, Timor Oriental). À deux occasions, il s'est agi de guerres entre musulmans (Somalie, Iraq, Kurdes). Une seule guerre mettait en cause des belligérants non musulmans, soit celle qui se produisit en Angola.

Beaucoup d'autres conflits armés mettent en cause des musulmans depuis longtemps. Citons le conflit interminable avec Israël ; le conflit permanent entre le Pakistan et l'Inde au sujet du Cachemire ; les révoltes sanglantes contre la minorité chinoise en Malaisie et en Indonésie, contre les catholiques aux Philippines et dans le Timor Oriental, contre les Russes en Tchétchénie, contre les noirs au Soudan, etc. Pourquoi des musulmans sont-ils impliqués dans autant de conflits ? Se pourrait-il que la religion et la culture islamiques encouragent leurs adhérents à être réfractaires à tout compromis et à tout accommodement ? Au cours des prochaines années, l'islamisme fondamentaliste sera sans aucun doute soumis à un examen en profondeur, à une sorte de procès, sur ses valeurs et ses relations avec le reste de l'humanité.

- Les religions prosélytiques : l'islam en crise

Depuis le 11 septembre 2001, l'islam est en crise. En effet, même si les terroristes à grande échelle et meurtriers de milliers d'innocents se réfèrent à une version dénaturée et médiévale de l'islam, les tenants de cette religion vont devoir s'expliquer devant le reste de l'humanité sur les enseignements les plus dangereux que certains semblent tirer impunément de la doctrine et des dogmes islamiques. Est-il vrai qu'en tuant des innocents, et en se suicidant, on devient martyr et on va directement au ciel d'Allah ? Sinon, pourquoi de tels assassins ne sont-ils pas plus souvent excommuniés et dénoncés par le clergé islamique ?

Est-il vrai aussi que l'islam est en principe contre la démocratie ? Est-il vrai que même dans un pays civil comme la Turquie, la démocratie et le sécularisme ne sont que tolérés par le clergé islamique, mais jamais entérinés ? Est-il vrai que la doctrine islamique réserve aux femmes, soit la moitié de l'humanité, un statut humain, social et civique inférieur à celui des hommes ? Peut-on faire la démonstration que de tels principes ne sont l'apanage que d'une minorité désaxée et ne viennent pas du corps même des doctrines islamiques ? Le monde est en droit de recevoir des réponses articulées sur ces questions fondamentales.

En général, toutes les religions prosélytiques et impérialistes sont dangereuses, mais, aujourd'hui, l'islamisme fondamentaliste pose à l'humanité des problèmes particuliers : va-t-il servir de base intellectuelle pour justifier le terrorisme à haute échelle, et pour attaquer la démocratie et le statut des femmes. Si c'était le cas, ce serait un retour de mille ans en arrière ¹.

Selon cette version militante et extrémiste de l'islam, la religion n'est pas seulement un mode de vie, mais un système intégré englobant la politique, l'économie et la culture. Rien dans la vie des individus ne lui échappe. Les partisans de cette approche, tels les Talibans de l'Afghanistan ou leur protégé, le terroriste Oussama ben Laden, croient que la loi islamique, ou Charia, doit être la seule loi imposée dans un pays.

C'est en s'inspirant du Coran et d'une conception dégénérée de l'islam que le terroriste ben Laden déclarait : « Nous verrons encore Saladin maniant son épée et faisant couler le sang des infidèles ² ». De même, le leader du commando terroriste responsable des atrocités du 11 septembre 2001, Mohammed Atta, avait précisé, à l'intention de ses co-conspirateurs, que c'était pour Dieu qu'ils travaillaient : « Rappelez-vous que ce raid, nous le faisons pour Allah ³. » D'où vient cette imbrication du terrorisme et de la religion ?

Les esprits religieux comme les esprits terroristes deviennent facilement exaltés dès qu'ils acceptent de se sacrifier pour une cause plus grande qu'eux-mêmes. En réalité, de pareilles exaltations et de pareilles élucubrations n'ont rien à voir avec l'Au-delà, mais ne sont que le fruit amer de cerveaux dérangés ⁴. Néanmoins, quand des personnes insensées se persuadent que ce qu'ils font, ils le font pour une déité occulte, tout est possible, et ils peuvent se livrer aux excès les plus inhumains

¹ Il ne faut pas confondre islam, musulmans et islamisme radical.

Sous le même nom de « musulmans », on retrouve des sunnites orthodoxes, des dissidents chiites et kharidjites, des extrémistes wahhabites, etc.

² Voir André Noël, « Fanatique et nostalgique ben Laden », *La Presse*, 15 septembre 2001, p. B1.

³ Voir Rick Salutin, « The fear of thinking », *The Globe and Mail*, 5 octobre 2001, p. A15.

⁴ Le 31 octobre 1999, un autre cerveau dérangé, celui d'un copilote d'Egypt Air, avait entraîné dans la mort les 217 passagers d'un avion de ligne en récitant des prières à Allah. En effet, Gameel ElBattoouti avait profité de l'absence du pilote de la cabine pour mettre son projet suicidaire à exécution et précipiter l'avion vers le gouffre. Plusieurs Canadiens se trouvaient sur ce vol, dont l'éditeur adjoint du journal *La Presse*, M. Claude Masson, et son épouse.

et commettre les actes les plus lâches et les plus barbares. La férocité à partir d'une interprétation dégénérée de la religion est la pire de toutes ¹.

La religion de l'islam fut fondée en 622 par Mahomet, lequel ne manqua pas, comme plusieurs autres à travers l'Histoire, de s'associer à des divinités pour asseoir son autorité et son pouvoir. Mohammed (Mahomet) était fils d'Abdallah et d'une mère juive convertie (Emina). Son coup de force fut de fondre les trois religions principales (christianisme, judaïsme et sabéisme) qui se partageaient alors l'Arabie, en une seule, c'est-à-dire l'islam. Son but était de donner aux Arabes une religion nouvelle, pour qu'ils puissent acquérir la liberté et la puissance dans le monde politique.

Dès ses débuts, par conséquent, l'islam fut une religion politique ². Contrairement aux Grecs, aux Romains et aux Égyptiens, lesquels considéraient la religion uniquement comme un moyen de civiliser les peuples, Mahomet vit dans la religion un levier pour effectuer des conquêtes politiques et territoriales. Et c'est à travers de multiples campagnes guerrières contre d'autres tribus de l'Arabie, que Mahomet, lui-même analphabète, dicta le Coran sous l'inspiration, selon la légende, de l'ange Gabriel.

La religion devenait alors, pour lui et pour ses successeurs, un instrument d'une politique avide et d'une ambition sans bornes ³. Il ne s'agissait plus ensuite que de mousser le fanatisme religieux des « fidèles » et de recourir à des guerres sanglantes pour étendre l'hégémonie du Khalife. En effet, dans l'islamisme, le pontife (imam) et le souverain (khalife) ne font qu'un.

Le Coran contient d'innombrables exhortations au combat et impose d'avance, dans le détail, de multiples pratiques de la vie quotidienne que tous ses disciples doivent suivre. D'autres passages défendent expressément le suicide et le meurtre d'innocents. Mais comment s'y retrouver ? De plus, cette orthodoxie n'est pas l'affaire d'une autorité unique ou d'un imam infaillible. C'est pourquoi il s'agit

¹ Quand des illuminés réussissent à prendre le pouvoir, il arrive souvent qu'ils camouflent leur barbarie derrière une façade religieuse. C'est ainsi que le leader islamiste taliban, mollah Mohammed Omar, en Afghanistan, ordonna en 2001 la destruction de statues et de reliques bouddhistes datant de plusieurs siècles, et ayant une valeur artistique et culturelle pour le monde entier.

² Voir Joseph de Hammer-Purgstall, *Histoire de l'Ordre des Assassins*, tr. de l'allemand par J. J. Hellert et P.A. de la Nourais, Paulin, Paris, 1833.

³ Un des successeurs immédiats de Mahomet, le khalife Omar, se hâta une fois au pouvoir de faire détruire les trésors littéraires amassés pendant des siècles par les philosophes grecs, persans et égyptiens, en plus de faire brûler la bibliothèque d'Alexandrie. Voir Joseph de Hammer-Purgstall, *op. cit.*

d'une religion qui est interprétée et pratiquée très différemment d'un pays à l'autre ¹.

À cause justement des messages contradictoires que l'on retrouve inévitablement tant dans la Bible que dans le Coran, certaines religions nagent dans l'ambiguïté morale face à la violence et à l'assassinat d'innocents. Il devient alors facile pour des extrémistes et des fanatiques de trouver dans les écrits religieux dits « révélés », l'appui moral et philosophique dont ils ont besoin pour justifier leurs pires monstruosité. On peut trouver dans ces derniers des passages qui tantôt disent : « Tuez-les tous » et tantôt disent : « Tendez l'autre joue et pardonnez ». C'est pourquoi ces livres saints peuvent tout aussi bien être utilisés pour faire le bien que pour faire le mal, pour écraser l'homme comme pour l'aider.

Vues sous l'angle de l'intolérance et de l'intransigeance, les religions ont peut-être été historiquement, et sont encore aujourd'hui, une des premières causes des conflits entre les groupes humains ².

- Religions et pouvoir politique

Dans plusieurs sociétés, les religions et le pouvoir sont plus ou moins indissociables, c'est-à-dire que les religions font partie intégrante de la structure du pouvoir. Dans ces pays, les religions sont en réalité des organisations politiques déguisées. En tout temps, elles sont de formidables instruments de pouvoir et d'asservissement. Les religions organisées surtout sont presque inévitablement des organismes de consolidation du pouvoir politique dans une société, dictant et encadrant les comportements humains, parfois jusque dans les menus détails de la vie privée ³.

¹ L'Arabie saoudite est considérée le centre du courant majoritaire sunnite de l'islam. Ce courant s'appuie sur la sunna, c'est-à-dire la collection des harangues et des commandements de Mahomet, à l'exclusion de tout autre pôle d'intérêt.

L'Iran, par contre, adhère à une version du chiisme, ce dernier se différenciant du sunnisme par son interprétation plus ou moins allégorique du Coran. La branche duodécimaine du chiisme est la religion nationale de l'Iran depuis le XVI^e siècle.

² La théologie de l'Apocalypse ou de l'Armageddon va encore plus loin et enseigne que les guerres contre les « ennemis » ne sont pas seulement inévitables mais sont « ordonnées » par Dieu.

³ Un exemple parmi d'autres est le pacte que les dirigeants actuels de l'Arabie saoudite, la famille des Saoud, firent au XVIII^e siècle avec la secte intégriste des Wahhabites, dirigée par Mohammad Ibn Abdel Wahhab. En vertu de ce pacte, les Saoud éradiquèrent toute autre doctrine de l'islam au profit du wahhabisme, et, en échange, les Wahhabites garantirent le ralliement des « fidèles » au régime.

Ce pacte politico-religieux revêt aujourd'hui une grande importance, parce que l'Arabie saoudite, avec son argent, a exporté cette doctrine rigoriste de l'islam vers l'Afghanistan des Talibans.

Le wahhabisme est une doctrine extrémiste qui vise à appliquer à la lettre les révélations de Mahomet, telles que consignées dans le Coran, quelles que soient les traditions locales. C'est ainsi que les femmes sont complètement bannies de l'espace public, qu'elles sont exécutées par

Les religions sont des systèmes de contrôle des esprits et du comportement des individus dans la vie de tous les jours. Poussée à l'extrême, cette symbiose entre le religieux et le séculier conduit tout droit au système politique de la théocratie, lorsque le pouvoir politique est directement détenu par des religieux, comme c'est le cas aujourd'hui en Iran, au Soudan et en Afghanistan ¹.

Quand les religions se fondent dans le pouvoir politique, il en résulte un contrôle de tous les instants. Cela équivaut à faire des individus des marionnettes que des opérateurs sans scrupule peuvent manipuler selon leur bon vouloir. Ce n'est donc pas par hasard qu'il existe souvent une alliance plus ou moins étroite entre le pouvoir religieux et le pouvoir politique. Dans la plupart des pays, en effet, le pouvoir politique et le pouvoir religieux s'appuient l'un sur l'autre, le premier accordant habituellement l'immunité fiscale à l'autre, tandis que le second consacre la légitimité du premier. Le privilège de la non-imposition des revenus de toutes sources, en particulier, permet à certaines Églises et à certaines sectes d'accumuler des fortunes phénoménales et, ainsi, de décupler leurs moyens de propagande.

- Religions et droits des femmes

Ce n'est pas par hasard non plus si la plupart des religions organisées sont dirigées par des hommes et qu'elles réservent un rôle subalterne aux femmes ². Elles sont construites selon le mode hiérarchique et centralisé de gestion, lequel accorde un pouvoir plus ou moins dictatorial à ses dirigeants. En théorie, plusieurs religions affirment que la femme est égale à l'homme. En pratique, les hommes trouvent plus facilement le moyen que les femmes de se faire consacrer en tant que porte-parole des puissances surnaturelles ³. Au cours des âges, quand des femmes ont voulu s'occuper de religions ou en instaurer de nouvelles, on les a brûlées comme sorcières.

lapidation pour l'adultère, que les voleurs se font couper la main, que la consommation d'alcool est soumise à la punition du fouet, et que toute activité culturelle, telle la musique, la télévision ou le cinéma, est proscrite.

¹ Suite à la publication en 1989 d'un livre intitulé *Les Versets sataniques* par Salman Rushdie, les dirigeants religieux de l'Iran lancèrent une condamnation à mort (fatwa) contre son auteur, assortie d'une rançon. Depuis, la promesse de rançon fut levée, mais l'anathème meurtrier demeure toujours. Dans de tels pays, ni la liberté de pensée, ni la liberté de religion n'existent. Le slogan des théocrates islamistes est « ni charte ni constitution, seulement le Coran ».

² À titre d'exemple, la charia ou loi islamique permet les mariages imposés dès la « majorité religieuse », soit à partir de neuf ans pour les filles et de quatorze ans pour les garçons. Le 29 octobre 2000, le Parlement de l'Iran tenta par une loi de suspendre les dispositions de la loi religieuse, jugées contraires aux droits des enfants. Cependant, un Conseil (religieux) de surveillance rétablit la loi islamique et la possibilité de mariages imposés à compter de l'âge de neuf ans pour les filles. Voir Agence France-Presse, « Rejet d'une loi supprimant le mariage impose aux Iraniennes dès l'âge de neuf ans », *La Presse*, 15 novembre 2000, p. A27.

³ Voir la citation au numéro 64 ci-après. [Édition électronique voir « Le cas intéressant des États-Unis » note 2 ci-après. (MB)]

Dans certains pays, la religion officielle réserve aux femmes un statut qui se rapproche de celui de l'esclave. C'est ainsi que dans un pays rétrograde comme l'Afghanistan, dirigé jusqu'à nouvel ordre par des fanatiques religieux musulmans, le gouvernement défend formellement aux filles d'aller à l'école. En effet, depuis que les intégristes talibans ont pris le pouvoir en 1996, toutes les filles du pays ont été exclues du système éducatif. De plus, pour en remettre, les femmes se sont vues interdire de travailler à l'extérieur du domicile ou d'exercer la moindre profession. D'un point de vue politique, certaines religions, tel l'islam, ne visent pas seulement le pouvoir sur l'ensemble de la société, mais aussi, et peut-être surtout, le pouvoir sur les femmes.

Pour bien marquer la soumission totale des femmes aux hommes, les extrémistes religieux talibans obligent les femmes à s'ensevelir sous un *tchadri*, appelé parfois *burqa* ou *jalbab*, sorte de voile qui les recouvre en totalité de la tête aux pieds, avec comme seule ouverture un grillage au niveau des yeux. Il est donc vrai, même aujourd'hui, que certains hommes utilisent la religion et l'État pour maintenir les femmes dans un système discriminatoire de soumission et de dépendance perpétuelles.

Toujours en Afghanistan, mais aussi dans d'autres pays dirigés par des religieux, des femmes sont parfois lapidées ou flagellées pour s'être montrées en public sans porter la fine mousseline qui doit en tout temps dissimuler leurs regards. La violence exercée contre les femmes et sanctionnée par la religion demeure au XXI^e siècle un grand scandale humain. Même si de tels comportements existent dans le monde animal, on aurait cru que l'espèce humaine était plus évoluée et aurait enrayé des mœurs aussi rétrogrades ¹.

- Religions et système politique

Parce qu'elles se partagent le pouvoir sur les personnes, la religion et la politique sont les deux mamelles d'un même corps. Tellement que l'on peut dire que la religion, c'est de la politique. En effet, la politique et la religion sont deux activités par lesquelles ceux qui en font profession recherchent, à des degrés divers, la renommée, l'argent et le pouvoir. Pour ce faire, ils ont besoin de persuader d'autres individus de se joindre à eux et de poursuivre les mêmes fins. Pour l'industrie de la politique comme pour l'industrie de la religion, l'objet apparent semble différent, mais les méthodes et les résultats sont les mêmes. Dans un cas comme dans l'autre, il y a toujours danger que la politique dégénère en dictature ou que la religion serve à endoctriner et asservir.

¹ À titre d'exemple, on retrouve dans le Coran, à propos des femmes, le passage suivant : « Reléguez-les dans les chambres où elles couchent, et frappez-les » (verset 4,34). Voir Louis-Bernard Robitaille, « Islam et islamisme : une religion éclatée mais ultra-rigide », *La Presse*, 14 novembre 2001, p. A8.

En certaines circonstances, lorsque les religions servent de bases au pouvoir politique en place, elles peuvent devenir de dangereux instruments de coercition et de persécution des individus et des minorités. C'est que les religions sont par définition des systèmes totalitaires de pensée qui tolèrent mal la contradiction ou la contestation. Elles sont l'antithèse de la liberté de pensée. Il n'y a pas pire calamité pour un pays que lorsque des religieux s'emparent du pouvoir politique. Ceci est arrivé en Iran et en Afghanistan, et les droits humains dans ces pays ont connu une énorme rétrogradation.

Historiquement, les systèmes politiques de type élitiste ou aristocratique ont souvent fait reposer leur pouvoir sur des déités dont ils auraient obtenu une sorte de franchise terrestre pour exercer le pouvoir sur les populations.

Dans le monde chrétien, l'empereur romain Constantin fut le premier, en 400 après J.-C., à consacrer légalement le christianisme religion d'État. Il exempta d'impôts le clergé et les églises et les autorisa à posséder et à hériter des propriétés. Il se servit ensuite du christianisme pour établir une monarchie hiérarchisée de droits divins ¹. Dans cette hiérarchie du pouvoir, le peuple était en bas, le clergé était au-dessus, et le chef de l'État, roi ou empereur, agissait au nom d'un Dieu tout-puissant.

Au Moyen Âge, c'est non seulement le système politique qui était organisé selon ce modèle, mais tout le système économique : les terres appartenaient au roi, en tant que représentant de Dieu, et aux seigneurs qui lui étaient apparentés, tandis que la population n'avait ni propriété ni liberté.

Il faudra attendre le XVII^e siècle et même le XVIII^e siècle avant que le principe démocratique selon lequel tout pouvoir vient du peuple participant et consentant soit appliqué d'une façon générale. Ainsi, en Angleterre, en 1649, l'arrivée des protestants puritains au pouvoir remit temporairement en question la monarchie de droit divin. En France, la Révolution française de 1789 mit fin définitivement à l'absolutisme royal et à la monarchie fondée sur la légitimité religieuse. Avant la Révolution française, lorsque le roi ou le chef de l'État changeait de religion, le peuple était tenu d'en faire autant.

- Religions et taxation

L'exemple de la France est caractéristique du pouvoir religieux en Europe pendant plusieurs siècles. Ainsi, de Charlemagne (742-814) jusqu'à la Révolution française (1789), la puissance et l'influence religieuses reposèrent sur un pouvoir

¹ Pour asseoir et unifier son empire sur des bases chrétiennes, l'empereur Constantin se lança dans une persécution de tous les non-croyants, et transféra toute la responsabilité de la crucifixion de Jésus-Christ de Rome vers les Juifs, transformant ces derniers en boucs émissaires. Voir James Carroll, *Constantine's Sword : The Church and The Jews*, Houghton Mifflin, New York, 2000, 616 p.

de taxation obligatoire, c'est-à-dire la *dîme*. Pendant des siècles, l'Église perçut un lourd impôt, en marge de l'État, dont les fidèles devaient s'acquitter sous peine d'excommunication. En 1209, le concile d'Avignon plaça même le paiement de la dîme avant celui des droits royaux et seigneuriaux.

Un tel impôt obligatoire permit de transformer les institutions religieuses et ecclésiastiques en de formidables puissances fiscales et politiques. Pendant des siècles, l'Église fut *de facto* un gouvernement parallèle en Europe. Ces argents perçus ne permirent pas seulement d'entretenir les infrastructures ecclésiastiques (paroisses, églises, curés, évêques), mais ils permirent l'accumulation des énormes ressources financières qui furent nécessaires pour la construction des cathédrales européennes.

- Le cas intéressant des États-Unis

De nos jours, même dans un pays aussi fondamentalement démocratique que les États-Unis, il existe un lien de plus en plus étroit entre la politique et la religion. Les politiciens en quête de votes professent leurs croyances religieuses et n'hésitent pas à se servir de la religion pour se faire élire ¹. Les États-Unis sont aussi le seul pays démocratique que je connaisse où les politiciens terminent inmanquablement leurs discours en proclamant bien fort : « God Bless America », comme si Dieu avait des favoris parmi les États.

Cette religiosité toute politique a pris de l'ampleur avec l'arrivée au pouvoir, en 1976, du candidat démocrate à la présidence, Jimmy Carter, un producteur d'arachides de la Géorgie qui se doublait d'un prêcheur protestant le dimanche. La droite religieuse américaine répliqua en investissant massivement le Parti républicain et en prenant *de facto* le contrôle de ce parti. La surenchère s'est poursuivie quand Al Gore, le candidat présidentiel démocrate pour les élections du 7 novembre 2000, fit appel à un « Reagan Democrat » et juif orthodoxe dévot, comme colistier à la vice-présidence, en la personne de Joe Lieberman ².

¹ Au Canada, les choses n'ont pas encore dégénéré en une surenchère religieuse pour aller chercher des votes. Néanmoins, l'arrivée en l'an 2000 de Stockwell Day, un prêcheur évangélique, à la tête du parti de l'Alliance canadienne, créa un tel potentiel, même si l'intéressé déclara ne vouloir imposer ses croyances religieuses à quiconque.

Dans le passé, des partis politiques canadiens furent dirigés par des religieux. Ce fut le cas, notamment, du NPD, issu du CCF, dont le premier chef fut le pasteur méthodiste J. S. Woodsworth, et dont un de ses leaders les plus connus fut le pasteur Tommy Douglas. Le parti Crédit social quant à lui, ancêtre du parti de l'Alliance canadienne, eut longtemps comme leader Ernest Manning, un prêcheur radiophonique et premier ministre de l'Alberta pendant 25 ans.

² Ce dernier, un juif orthodoxe dévot, brisa tous les records quand, le lendemain de sa nomination, il prononça un discours au Tennessee dans lequel il mentionna Dieu à 23 reprises en 90 secondes, déclarant entre autres que « les États-Unis forment le pays le plus religieux au monde ». Selon ses propres dires, une des prières quotidiennes du candidat Joe Lieberman est la suivante : « Merci mon Dieu de ne m'avoir fait ni esclave, ni femme ! »

Il faut dire que le choix même de Joe Lieberman comme colistier sur le *ticket* démocrate relevait de la plus pure stratégie électorale. La principale stratégie du candidat républicain élu, George W. Bush, consistait à associer étroitement le vice-président Al Gore au président Bill Clinton et son libertinage à la Maison-Blanche. Le slogan républicain était même « Pas de 3^e terme pour Clinton ! ». Or, Joe Lieberman était le sénateur démocrate (du Connecticut) qui avait le plus sévèrement critiqué l'amoralisme de Bill Clinton. En le choisissant comme candidat à la vice-présidence, Gore et ses conseillers pensaient ainsi tirer le tapis politique sous les pieds des Républicains. Ils faisaient ainsi d'une pierre plusieurs coups, car la religiosité de Joe Lieberman neutralisait la religiosité des Républicains.

On estime, en effet, qu'il existe aux États-Unis un bloc de quelque 30 millions d'électeurs que l'on peut désigner comme des électeurs intégristes au plan religieux, lesquels se désignent comme des « *born again* », et qui votent en conséquence. C'est le bloc politique d'électeurs à vision unique le plus puissant aux États-Unis. C'est à cet électorat attiré par la religiosité du Parti républicain auquel le candidat démocrate à la vice-présidence, Joe Lieberman, un juif orthodoxe dévot, s'adressait quand il alla jusqu'à suggérer publiquement qu'une personne non religieuse pourrait ne pas être morale, et donc, par implication, non digne d'être élue¹. Il ne faut pas s'y méprendre, l'étape logique suivante est une chasse aux sorcières !

Pour ne pas être en reste dans la surenchère électorale à saveur religieuse, le gouverneur du Texas, George W. Bush, candidat républicain élu à la présidence et protestant intégriste, se proclamant lui-même « *born again* », institua un « *Jesus Day* » dans son État, soit le jour du 10 juillet, en plus de confesser dans des débats publics que « Jésus a changé mon cœur ! » et de s'exclamer que « Notre nation (les États-Unis) est choisie par Dieu et mandatée par l'Histoire pour servir de modèle de justice ! ».

Une fois parvenu au pouvoir de justesse, George W. Bush se hâta de récompenser les religieux qui l'avaient ouvertement appuyé en instaurant un régime de subventions publiques pour les œuvres de charité administrées par des églises². Malgré la constitution américaine qui défend à l'État de s'immiscer dans la religion, George W. Bush n'hésita point à se servir des impôts de tout le monde pour faire avancer la religion de certains.

¹ La citation de Joe Lieberman est la suivante : « George Washington nous a mis en garde contre l'hypothèse voulant que la moralité puisse être préservée sans religion. » Ces propos furent tenus dans un discours prononcé devant les membres d'une Église noire de Détroit ; voir Richard Héту, « Je prie, donc je suis », *La Presse*, 3 septembre 2000, p. A1.

² Dès son arrivée au pouvoir, George W. Bush créa un Bureau des initiatives communautaires à base de foi, afin de canaliser des fonds publics vers les Églises qui avaient favorisé son élection. Voir Andrew Cohen, « Bush has radical plan for church and state », *The Globe and Mail*, 30 janvier 2001, p. A9.

Est-ce que les États-Unis seraient en train de devenir un deuxième Iran, sur le point de sombrer dans le fanatisme religieux ? Si des illuminés en venaient à s'emparer du pouvoir aux États-Unis, les conséquences pourraient être graves, car c'est de loin le pays le plus fortement armé au monde ¹.

Il est paradoxal que ces élans publics de piété et de religiosité chez les politiciens américains surgissent dans un pays où la constitution défend expressément aux politiciens de se mêler officiellement de religion. L'article premier du premier amendement de la Constitution américaine stipule, en effet, que le « Congrès ne doit passer aucune loi qui aurait pour effet d'établir une religion d'État ou de limiter la pratique des religions ».

Ce comportement des politiciens américains est le reflet d'une certaine hystérie religieuse collective aux États-Unis. Les Américains se servent de Dieu comme du ketchup : on en met dans tous les plats. Le danger est que les Américains peuvent en venir à se considérer comme le « peuple choisi » et développer des réflexes de conquérants. L'Histoire pullule de ces peuples qui s'associent aux déités pour mieux écraser les autres ².

Les religions ne sont pas toutes culturellement et socialement égales

Parce que les religions peuvent se révéler être un des principaux facteurs de division et de ségrégation entre les hommes, celles qui entretiennent le moins de méfiance, de suspicion et d'animosité envers autrui sont les moins dommageables socialement parlant. Il existe, cependant, beaucoup de diversité entre les religions. Certaines mettent l'accent sur la rédemption individuelle (ex. le bouddhisme, le protestantisme), d'autres sur celle du groupe (ex. la loi [Coran] de l'islam et celle [Torah] du judaïsme). Certaines religions sont naturelles (ex. le confucianisme, le bouddhisme et l'hindouisme), d'autres sont révélées (ex. le christianisme et l'islam).

¹ Il existe une sorte de confusion assez répandue aux États-Unis concernant le rôle de la religion dans l'Au-delà. En 2001, le réseau de télévision ABC fut surpris d'apprendre dans un sondage que 43 pour cent des Américains croyaient que les animaux domestiques allaient au Ciel. Ce pourcentage montait à 47 pour cent chez les propriétaires d'animaux domestiques.

² La devise de l'État de l'Ohio est « With God, all things are possible. » Une telle devise pourrait facilement être celle d'un État totalitaire comme l'Iran.

Dans certains pays, la religion peut être utilisée par un groupe majoritaire pour écraser des groupes minoritaires. C'est ainsi qu'au Nigeria, le pays jugé le plus corrompu parmi 90 pays en l'an 2000 par l'organisation non gouvernementale Transparency International (TI), sept états du nord du pays adoptèrent la charia islamiste, afin de mieux écraser les communautés chrétiennes. Voir Agence de France-Presse, « Nigeria : les évêques condamnent l'adoption de la Charia », *Le Journal de Montréal*, 16 septembre 2000.

Par conséquent, plus une religion encourage le développement et l'épanouissement individuel, parallèlement à l'ouverture et à la convivialité envers les autres, plus elle a de valeur au plan social. En contrepartie, lorsqu'une religion encourage le fanatisme et l'ostracisme contre les autres, en plus de promouvoir le pouvoir politique d'une minorité d'individus sur les masses, plus elle est dangereuse socialement.

Peut-on, en effet, classer les religions en fonction de leur contribution à l'harmonie et à la paix entre les hommes ? Les religions dont le discours officiel est truffé de termes tels « peuple choisi », « infidèle » et « guerre sainte » sont à craindre. Ce sont généralement des religions prosélytiques et impérialistes qui recherchent, sous divers prétextes, le pouvoir politique et l'assujettissement des personnes. Elles peuvent facilement devenir une menace pour la liberté, la démocratie, la civilisation et la paix, en plus d'être un frein au progrès scientifique ¹.

Les religions laïques totalitaires

Possiblement aussi dangereuses et peut-être encore plus dangereuses que les religions à base de surnaturel, sont les religions laïques totalitaires. Au cours du XX^e siècle, le monde eut à composer avec deux systèmes hermétiques de pensée : le communisme, qu'il fut léniniste ou stalinien en Russie ou maoïste en Chine, et le fascisme hitlérien en Allemagne ou mussolinien en Italie. Ce furent deux systèmes d'endoctrinement des masses dirigées par des fanatiques du nom de Lénine, Staline, Hitler, Mussolini, Mao Tsé-Tong, etc.

Dans un cas comme dans l'autre, on remplaça le slogan « Hors de l'Église, point de salut ! » par celui de « Hors du Parti, point de salut ! ». Le Parti, c'est l'Église : il détient toute la vérité et tout le pouvoir. Dans un cas comme dans l'autre, on a ses doctrines hermétiques, ses saints et ses statues. Les religions laïques et surnaturelles se ressemblent donc en ce qu'elles proposent des « vérités » absolues et simples qui sont présentées sous forme de dogmes et qui sont, par conséquent, incontestables. Elles ne laissent à l'individu aucune marge de manœuvre intellectuelle. Leur position, sous l'autorité hiérarchique suprême des chefs, est une variante du « Crois ou meurs ».

Il existe, en effet, une grande analogie de pensée entre les systèmes politiques totalitaires et les systèmes religieux : tous les deux sont des idéologies qui reposent

¹ Pour sa part, le philosophe Emmanuel Kant (1724-1804) considérait que les religions étaient nécessaires à l'humanité considérée collectivement. Cependant, il estimait que les esprits supérieurs pouvaient acquérir une probité naturelle supérieure à celle des membres d'un culte proprement dit. Il préconisait donc un certain scepticisme à l'endroit des religions organisées, pour les intelligences éclairées. Voir Emmanuel Kant, *(La) Religion dans les limites de la raison*, 1793.

sur l'infailibilité et le monopole de vérités définitives, non discutables. Ce sont des systèmes de pensée qui refusent les nuances et les doutes au profit de certitudes simples et permanentes. Dans un tel contexte, il ne peut y avoir de progrès intellectuel puisque de tels systèmes détiennent par définition la seule « bonne » doctrine.

L'histoire du XX^e siècle retiendra que le communisme et le fascisme furent deux idéologies à saveur de messianisme laïque qui placèrent l'égalitarisme et le collectivisme au-dessus de toute chose. Dans ces systèmes, les droits collectifs évinçaient les droits individuels, ramenant les individus au rang de fourmis qui n'ont d'autre choix que de travailler pour la fourmilière, en l'occurrence l'État.

Dans un système totalitaire, le mode de gouvernement ne peut être que la dictature, parce que sa mise en application exige un contrôle total sur une population. La terreur et la répression sont les armes que les despotes et fanatiques étatiques utilisent inmanquablement pour briser toute résistance et toute contestation. Pour éviter toute contamination idéologique, il leur faut aussi fermer les frontières et transformer leur système en autant de prisons à ciel ouvert.

Dans leurs versions extrêmes, il y a peu de différences entre les systèmes totalitaires laïcs du communisme et du fascisme en Russie, en Chine, à Cuba, en Allemagne et en Italie au XX^e siècle, et les systèmes religieux intolérants de l'Inquisition en Espagne et au Portugal aux XVI^e et XVII^e siècles, et en Iran et en Afghanistan aux XX^e et XXI^e siècles ¹. Ces deux systèmes de pensée reposent sur une erreur fondamentale, laquelle consiste à placer une idéologie utopique au-dessus du bien-être des personnes réelles. Une fois cette erreur commise et acceptée, toutes les horreurs peuvent en découler. Le pouvoir tyrannique peut alors servir de machine à déporter, torturer, massacrer, pour la « bonne cause ». Et, comme l'endoctrinement collectif par des idéologies entraîne facilement l'agressivité collective, les systèmes totalitaires sont inmanquablement sources de guerres et de conflits entre les pays.

Conclusions

Que conclure de la place des religions dans l'Histoire et dans la vie moderne, et que conclure de l'économie des religions ? Toutes les religions sont basées sur des idolâtries plus ou moins primitives, sur des légendes plus ou moins fictives, sur des superstitions plus ou moins irrationnelles, sur des mythes et des illusions plus ou moins élémentaires et sur des balivernes et chimères plus ou moins

¹ Pour une analyse des crimes commis sous les régimes communistes au XX^e siècle, voir Stéphane Courtois et al., *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, Paris, 1997.

invraisemblables¹. Sous cet angle, elles doivent soulever la méfiance et la suspicion.

Cela ne signifie pas, cependant, qu'elles ne soient pas socialement utiles, surtout lorsqu'elles sont porteuses de principes moraux. Par contre, elles peuvent être dangereuses, en particulier lorsqu'elles encouragent la ségrégation sociale et la méfiance entre les personnes, et lorsqu'elles deviennent un instrument d'encadrement politique totalitaire des populations.

En autant qu'elles remplissent un besoin individuel de moralité, de spiritualité et de recueillement, et renforcent les bons côtés de l'être humain, elles ont sans aucun doute une place légitime dans la vie des individus et dans l'évolution de la société. Pour certains, la religion donne un sens à leur vie et leur fournit un but dans l'existence. Les religions individuelles sont le plus susceptibles d'apporter une contribution valable à une société, en renforçant la fibre morale et le sens civique des individus. C'est donc au plan individuel qu'elles peuvent apporter la plus grande contribution.

Mais, comme l'expérience et l'Histoire le démontrent, c'est au plan social et politique qu'elles sont les plus dangereuses, car elles peuvent se retourner contre l'homme et devenir une source d'asservissement, d'obscurantisme et de conflits. Dans cette optique, les religions politisées sont les plus à craindre : elles ont souvent été dans l'Histoire sources de violence, de persécutions, de malheurs et de souffrances. Pour ces raisons, une certaine vigilance est de rigueur.

Les religions ne devraient jamais détenir une position de monopole institutionnalisé dans aucun pays, et notamment pas au niveau des gouvernements et des écoles publiques. Elles devraient être avant tout une affaire personnelle et privée, avec comme toile de fond la liberté de croyance, de conscience et de culte, ce qui signifie aussi la liberté de ne point être soumis à la propagande religieuse et de refuser de se faire endoctriner.

Les religions institutionnalisées relèvent, quant à elles, de la liberté de culte et d'association. À ce titre, elles ont droit de cité, mais dans un contexte de libre choix, de concurrence et de liberté. En démocratie, le premier grand principe à ce sujet est celui de la tolérance religieuse.

Cependant, les religions ne devraient jamais, ni de près, ni de loin, être associées au pouvoir coercitif de l'État¹. L'usage par une majorité de l'énorme

¹ Un exemple de fabulation parmi d'autres est le mythe que Matthieu aurait inventé dans son évangile, mythe selon lequel « le Roi Hérode aurait fait assassiner des douzaines de bébés dans l'espoir de tuer le Christ naissant, forçant Joseph et Marie à s'enfuir en Égypte avec leur bébé ». Or, à la naissance de Jésus, en l'an 6, le roi Hérode était déjà mort depuis 10 ans, et la Judée était alors gouvernée par les Romains, dont le légat était Quirinius. Voir M. Smith, *The Catholic Biblical Quarterly*, vol. 62, n° 2, avril 2000

appareil de l'État pour imposer la religion des dirigeants à des minorités intellectuelles ou religieuses est à proscrire. En démocratie, ce qu'il faut surtout craindre, c'est la possibilité toujours présente que la religion de certains devienne la loi des autres ; C'est alors la tyrannie. Dans ces circonstances, en plus du grand principe de la tolérance, on ferait mieux aussi de souscrire en tout temps et en tout lieu au deuxième grand principe démocratique fondamental en matière religieuse, soit celui de la séparation de l'Église et de l'État². L'État doit être civil, jamais religieux.

¹ Le 10 mai 2000, le ministre de l'Éducation du Québec annonça que le gouvernement du Québec allait se prévaloir de la clause dérogatoire de la Constitution canadienne afin de protéger, pour une période de cinq ans, les privilèges des religions catholique et protestante dans les écoles publiques du Québec. Le statut confessionnel des écoles publiques est cependant officiellement aboli à compter de juillet 2000. Voir Martin Pelchat, « L'enseignement religieux garde ses privilèges », *La Presse*, 11 mai 2000, p. B1.

² Ci-inclus un certain nombre de citations d'hommes célèbres sur la religion :
Il m'est difficile de comprendre comment quelqu'un voudrait souhaiter que le christianisme soit véridique : parce que si c'était le cas, la lecture intégrale des textes semble indiquer que ceux qui ne croient pas, et cela comprendrait mon père, mon frère, et la presque totalité de mes meilleurs amis, seront éternellement punis. Il s'agit d'une doctrine maudite. » Charles Darwin (1809-1882)

« *En ce qui concerne la religion du jour, c'est une maudite supercherie... La religion, c'est de la foutaise... Toutes les Bibles ont été écrites par des hommes.* » Thomas Edison (1847-1931)

« *L'opinion selon laquelle le soleil est au centre de l'univers et immobile est absurde, philosophiquement fausse et formellement hérétique, car elle est expressément contraire aux Saintes Écritures.* » Texte de la condamnation de Galilée par l'Église catholique romaine en 1633.

« *La seule façon de se débarrasser des guerres saintes, c'est d'abolir les religions.* » Mark Twain (1835-1910)

« *Dieu est toujours du côté des plus gros bataillons.* » Le roi prussien Frédéric le Grand (1712-1786)

« *On peut comparer la religion à une névrose infantile.* » Sigmund Freud (1856-1939)

« *[L'humanisme] rejette le mysticisme et le supranaturalisme des religions révélées. Il rejette la notion de la vie après la mort... L'humanisme est une philosophie de service pour le bien de toute l'humanité, de mise en œuvre de nouvelles idées, de progrès scientifique, pour le plus grand bénéfice de tous – vivant maintenant ou qui naîtront dans l'avenir.* »

Linus Pauling, Prix Nobel, *The Humanist*, mars-avril 1961.

« *Je ne peux concevoir un Dieu qui récompense et punit les objets de sa création... ni que je peux croire que l'individu survit à la mort de son corps, même si des âmes faibles entretiennent de pareilles idées par crainte ou par un égoïsme ridicule.* Albert Einstein (1879-1955)

CHAPITRE 5

Les conséquences nocives de la Charte canadienne des droits et libertés

*Les lois sont des toiles d'araignées à travers lesquelles passent les
grosses mouches et où restent les petites.*
Honoré de Balzac (1799-1850)

[Retour à la table des matières](#)

L'attaque meurtrière dont a été victime le journaliste Michel Auger du Journal de Montréal aux mains de membres présumés de groupes criminalisés, le 13 septembre 2000, a soulevé toute la question de fond de la responsabilité des auteurs de la Charte canadienne des droits et libertés, en autant que cette dernière a contribué à la prolifération et à la prospérité de groupes criminalisés au Canada.

De telles attaques contre les journalistes sont le lot de pays corrompus du Tiers-Monde, où journalistes, juges et politiciens sont fréquemment intimidés et menacés dans leur intégrité physique par des criminels établis. Il y a déjà eu des attaques contre des journalistes, assisterons-nous passivement bientôt à des attaques contre des juges et contre des politiciens ? Ce sont à coup sûr les fondements de notre régime démocratique qui seraient ébranlés. Mais c'est vers là que l'on se dirige si le laxisme actuel perdure.

Une remise en question

Une remise en question de certaines choses s'impose donc avant que les effets de la gangrène ne progressent d'une façon irréversible. On doit accorder une part

importante de responsabilité dans la dérive actuelle à certaines dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés ¹.

La constitution d'un pays est la loi qui dit aux politiciens et aux parlements comment faire les autres lois. C'est pourquoi elle doit être l'expression librement exprimée du peuple souverain. La rédaction d'une constitution émane habituellement, en effet, ou bien d'une assemblée constituante, spécialement élue par la population à cette fin, ou bien d'un gouvernement qui la fait entériner par la population lors d'une consultation spéciale à cette fin.

Lorsqu'une constitution est à la fois rédigée et adoptée par des politiciens, sans être entérinée directement par le peuple souverain, peut-on encore parler d'une loi des lois ? Elle peut être légale d'un point de vue strictement juridique sans nécessairement être légitime d'un point de vue démocratique. Il y a quelque chose d'incongru quand une loi qui s'applique avant tout aux politiciens est rédigée et adoptée exclusivement par des politiciens. Ce fut pourtant le cas au Canada avec la Loi constitutionnelle de 1982.

La Loi constitutionnelle de 1982, en effet, laquelle a force légale de constitution, n'a pas été rédigée par une assemblée constituante spécialement élue à cette fin et n'a pas été approuvée par la population canadienne lors d'un plébiscite ou d'un référendum. La loi de 1982 n'en est pas moins venue transformer en profondeur la Constitution canadienne antérieure, soit l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, mais contre l'opposition formelle de l'une des quatre provinces fondatrices, soit le Québec, seul foyer où les Canadiens français contrôlent majoritairement un parlement provincial ². De là à dire que l'Acte constitutionnel a été adopté contre le Québec, il n'y a qu'un pas à franchir.

La Charte canadienne des droits et libertés

La Charte canadienne des droits et libertés et ses 33 articles ne constitue qu'une partie des modifications que la Loi constitutionnelle de 1982 est venue apporter à la constitution de 1867. En effet, cette dernière comporte sept parties et 60 articles en tout. En plus d'environ 50 droits et libertés contenus dans la Charte canadienne des droits et libertés qui sont énumérés dans la partie I, on retrouve une partie II qui accorde des droits constitutionnels spéciaux aux peuples autochtones du

¹ Le gouvernement du Québec s'est aussi doté d'une charte des droits en 1975, soit sept ans avant la charte fédérale, mais la charte québécoise traite des droits des individus par rapport à d'autres individus et, surtout, cette dernière n'a pas primauté sur le reste de la législation. La charte fédérale, quant à elle, traite essentiellement des droits des individus face à la société et à l'État, et a primauté sur les autres législations.

² Il faut dire que l'Acte de 1867 était en fait une loi du Parlement impérial britannique, les quatre provinces fondatrices de la Confédération canadienne, le Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, étant alors des colonies britanniques.

Canada. La partie III contient des engagements des gouvernements fédéral et provinciaux de promouvoir l'égalité des chances, le développement économique et le système des paiements de péréquation régionale.

La partie IV promet une conférence constitutionnelle devant porter sur les questions qui concernent directement les peuples autochtones. La partie V établit une procédure de modification de la Constitution canadienne qui exige, soit l'unanimité (art. 41) pour certaines questions, et pour les autres, l'accord du Parlement fédéral et celui de deux tiers des législatures provinciales (art. 38). La partie VI confirme les compétences provinciales en matière de ressources naturelles, tandis que la partie VII contient des dispositions générales.

Si nous revenons à la Charte elle-même, on est frappé par le grand nombre de libertés et de droits qui y sont mentionnés pêle-mêle, comme s'ils avaient tous la même importance. En effet, le 17 avril 1982, sans trop de débats et avec un minimum de réflexions, et surtout, sans l'autorisation directe de la population par référendum, plébiscite ou élection spéciale, le gouvernement Trudeau et son ministre de la justice d'alors, Jean Chrétien, firent enchâsser dans la Constitution canadienne une charte des droits et libertés de leur propre cru. Le caractère extrême de certaines dispositions de la Charte et les interprétations successives de la Cour suprême du Canada ont soulevé de nombreuses craintes et de nombreuses critiques depuis sa constitutionnalisation il y a 20 ans. On a craint, en effet, qu'avec cette charte les citoyens ordinaires n'aient guère *de facto* plus de droits qu'ils n'en avaient avant 1982, sous la protection des codes légaux existants, mais que les membres de sociétés parallèles et criminalisées en aient éminemment davantage.

Effets pervers de la Charte

Certains phénomènes de société observés aujourd'hui ne peuvent s'interpréter sans une référence directe aux dispositions constitutionnalisées de la Charte fédérale. Ce sont ces dispositions qui empêchent les gouvernements de légiférer correctement et qui freinent l'efficacité des corps policiers dans leur lutte contre le crime organisé et contre le terrorisme international. Plusieurs dispositions de la Charte contribuent de plus à établir une certaine suprématie des droits des criminels, aux dépens des droits des personnes à la sécurité et aux dépens de l'ordre public en général.

À titre d'exemple, lorsqu'en 1995 le maire de Montréal et l'archevêque-cardinal de Montréal, appuyés par 65 000 citoyens, demandèrent au ministre fédéral de la justice, suite au meurtre d'une jeune victime de 11 ans, d'adopter une loi antigang du type existant aux États-Unis, celui-ci (Allan Rock) répondit qu'il en était

incapable parce qu'il ne pouvait « attaquer les droits fondamentaux des motards criminalisés de se réunir entre eux ¹ ».

Quelles sont donc les dispositions générales de la Charte canadienne des droits et libertés qui sont les plus critiquables ? Et, en particulier, quelles sont les dispositions qui ont pour effet de briser un équilibre historique longtemps établi en plaçant les droits des criminels d'habitude au-dessus des droits à la sécurité pour les citoyens ordinaires ?

Un gouvernement des juges

I - Premièrement, l'orientation générale de la Charte peut être jugée antidémocratique. En effet, elle enjoint aux juges et aux tribunaux, non pas seulement d'appliquer les lois et de les interpréter, ce qui relève historiquement du pouvoir judiciaire, mais en plus, d'empiéter sur le pouvoir législatif en évaluant et en jugeant les lois des parlements démocratiquement élus pour savoir si elles correspondent à l'orientation politique figée une fois pour toutes dans les 33 articles de la Charte. Cette dernière fait donc *de facto* des juges et des tribunaux un gouvernement parallèle non élu, dont la responsabilité première est de transmettre dans le temps l'idéologie politique inaltérable des auteurs de la Charte.

L'article 32 de la Charte consacre cette suprématie des tribunaux sur les parlements en stipulant que ses dispositions nombreuses et méticuleuses s'appliquent : a) au Parlement et au gouvernement du Canada, pour tous les domaines relevant du Parlement ... b) à la législature et au gouvernement de chaque province ...

Comme expression d'une mise en tutelle et comme exemple d'un *power grab*, on ne pouvait mieux faire ! Les parlements peuvent se prévaloir de deux moyens imparfaits pour intervenir, lorsque des valeurs fondamentales sont menacées par des provisions de la Charte. Il y a d'abord l'article 1, selon lequel les droits et libertés énumérés peuvent être restreints... par une règle de droits, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique. Il y a aussi l'article 33, lequel accorde le droit dérogatoire à un parlement de se soustraire temporairement, pour une période de cinq ans, aux diktats de la Charte.

Bon nombre de citoyens ne savent même pas que la Charte existe, et, *a fortiori*, ne l'ont jamais lue. Ceci est compréhensible, parce que la dite charte faisait partie d'un coup de force politique et constitutionnel que Pierre Elliot Trudeau, alors premier ministre du Canada, a enclenché en 1981-1982. Ce coup de force visait,

¹ La Presse canadienne, « Le ministre Rock veut avant tout respecter la Charte des droits », *Le Journal de Montréal*, 17 août 1995, p. 2.

d'une part, à transférer un certain nombre de pouvoirs des législatures provinciales vers le gouvernement central et, d'autre part, à enlever au peuple et à ses représentants des pouvoirs et à les donner aux juges et aux tribunaux. Les juges et les tribunaux canadiens se sont soudainement vu assigner, et cela à perpétuité, des responsabilités et des pouvoirs qu'ils n'avaient pas auparavant sous l'ancienne constitution, soit l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867.

Ce coup de force était carrément illégitime et antidémocratique s'il se faisait contre la volonté des parlements provinciaux, même s'il était techniquement légal. La Cour suprême du Canada elle-même, un organisme nommé et exclusivement fédéral, en vint à cette conclusion dans un avis en 1981.

Invalidation d'une foule de lois

Par conséquent, c'est en vertu de ces pouvoirs politiques et législatifs que des juges activistes ont invalidé toute une série de lois et de dispositions législatives, telles celle qui défendait la sodomie des mineurs (art. 159 du Code criminel c. art. 10 de la Charte), celle qui établissait des normes pour les avortements, celle qui prescrivait une certaine retenue de la part des fonctionnaires de l'État en matière d'activité politique partisane, celle qui empêchait que l'on interroge les victimes de violence sexuelle sur leurs comportements sexuels antérieurs, celle qui permettait de déporter de faux réfugiés susceptibles de constituer un risque pour la sécurité du pays¹, celle qui consacrait la prédominance de la langue française au Québec, etc.².

En fait, comme on l'a démontré plus haut, la Charte fit des juges, des avocats et des tribunaux une sorte de gouvernement parallèle, à côté des parlements élus, mais après que ces derniers eurent été dépouillés d'une partie importante de leurs pouvoirs délégués par le peuple. Paradoxalement, la Charte elle-même, tout importante qu'elle fut, ne fut jamais entérinée par le peuple.

¹ En 1985, dans la cause Singh, la Cour suprême du Canada a décrété que la Constitution canadienne et la Charte ne s'appliquaient pas seulement aux citoyens et aux résidents permanents canadiens, mais à toute personne étrangère, immigrante ou réfugiée, avec tous les privilèges légaux et financiers que cela représente. À titre d'exemple, un réfugié ne peut être retourné vers un pays « où sa vie ou sa liberté sont menacées ». En conséquence, il peut s'écouler jusqu'à cinq ans et davantage pour expulser un indésirable, après de grandes dépenses publiques en procédures judiciaires.

Dans un cas, un terroriste déjà condamné pour l'arraisonnement d'un avion de ligne était encore au Canada, après des décennies de procédures, 44 volumes d'évidences, et après avoir coûté au gouvernement canadien des millions de dollars en frais d'avocats. De nombreux terroristes vivant au Canada seraient dans la même situation.

Voir Margaret Wentz, « The terrorist who's still next door », *The Globe and Mail*, le 13 octobre 2001, p. A15.

² Pour une analyse de la politisation des tribunaux au Canada, voir Michael Mandel, *La Charte des droits et libertés et la judiciarisation du politique au Canada*, Éditions Boréal, 1996.

Le manque de hiérarchie dans les droits

La Charte canadienne des droits et libertés est non seulement un texte touffu, mal rédigé, et incohérent, puisqu'on y trouve le tout et son contraire, c'est aussi un texte simpliste qui oublie certains droits fondamentaux, tout en énumérant une liste arbitraire de certains droits, sans ordre logique, comme s'ils étaient égaux en pratique et avaient la même importance. Par ses éléments détaillés et par ses omissions, la Charte canadienne donne l'impression, à sa lecture, qu'il s'agit d'un programme politique partisan, beaucoup plus que d'une constitution. Il s'agit à coup sûr de la charte des droits la plus *politically correct* au monde !

On y trouve, en effet, un fourre-tout d'un peu moins de 50 « droits et libertés », plus ou moins pêle-mêle, allant de la liberté de conscience au droit à un interprète en certaines circonstances, en passant par le droit à l'assistance d'un avocat. À titre d'exemple, tout au début, à l'article 2, les auteurs de la Charte n'incluent pas initialement, dans les Libertés fondamentales, le droit à la vie, le droit à l'égalité en droit, le droit à la liberté, le droit à la propriété, et le droit à la poursuite du bonheur et de la prospérité, cinq droits fondamentaux pour tout être humain qui veut se protéger contre l'esclavage, contre les persécutions, contre les meurtres et contre l'arbitraire des gouvernements. La plupart de ces droits humains fondamentaux se retrouvent en haut de la liste des droits fondamentaux dans d'autres constitutions démocratiques, dont la *Declaration of Independence* et le *Bill of Rights* des États-Unis, et dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en France.

Dans la Charte canadienne, ce n'est que très loin, soit à l'article 7, dans les Garanties juridiques, que les auteurs de la Charte introduisent le « droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne ». Ces droits prioritaires auraient dû être placés parmi les droits humains fondamentaux ¹.

Par contre, toute une litanie de libertés et de droits sont mentionnés avant ceux de l'article 7, comme s'ils avaient priorité sur eux. On y place, en effet, en priorité par rapport à d'autres droits et sur le même pied entre elles, quatre libertés (de conscience, d'opinion, de réunion et d'association). Comment justifier que la liberté d'association ait préséance sur le droit à la vie ? Pourtant, c'est à ce droit d'association, transformé en un droit prioritaire absolu, que les adversaires d'une loi antigang se réfèrent aujourd'hui pour justifier leur opposition à l'adoption d'une clause dérogatoire par le Parlement fédéral pour modifier le Code criminel ². En

¹ Il faut dire que la Charte québécoise des droits et libertés établit dès l'article un que « Tout être humain a droit à la vie, ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité et à la liberté de sa personne ».

² Le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, fit une demande spéciale au gouvernement du Canada d'adopter une telle législation, afin de rétablir l'ordre public face aux gangs criminalisés. Le premier ministre du Canada apporta une réponse pour le moins bizarre en déclarant : « Vous nous demandez encore d'intervenir dans la juridiction provinciale, c'est toujours délicat. » Or, l'article 91(27) de la Constitution canadienne réserve au seul

1976, la peine capitale fut abolie au Canada. Cependant, à quoi aura servi d'abolir celle-ci si c'est pour que des armées privées de criminels bien identifiés la rétablissent, et cela, d'une façon bien plus dangereuse, soit sans encadrement légal ?

Et, ce qui est encore plus grave, les auteurs de la Charte ont oublié de distinguer entre les droits humains fondamentaux et les droits civiques qui accompagnent la vie sociale en démocratie. Cette lacune conduit tout droit aux raisonnements crochus et aberrants par lesquels on justifie le droit de criminels ou de terroristes de s'associer dans des entreprises mafieuses ou subversives pour tuer et assassiner, parce que l'on met sur le même pied le droit d'association et le droit à la vie.

II - Deuxièmement, il est généralement reconnu que la Charte est venue briser un équilibre que des siècles de jurisprudence avaient prudemment établi entre le droit à la vie privée, d'une part, et les besoins de sécurité des individus et la protection de la société, d'autre part. En effet, la Charte a transformé le droit à la vie privée en un droit quasi absolu (art. 8) : « Chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives. »

Entraves au nécessaire travail des policiers

C'est en invoquant ce droit quasi absolu à la vie privée en toute circonstance que des meurtriers et des criminels notoires ont été acquittés par des juges, au grand scandale de l'opinion publique ¹. C'est aussi à cause de ce droit quasi absolu que les policiers ont été menottés dans leur lutte au crime organisé, notamment au Québec. Des juges ont, en effet, statué que les policiers ne pouvaient plus poursuivre un criminel dans un immeuble sans obtenir au préalable, même en situation d'urgence, un mandat double à la fois de perquisition et d'arrestation ².

Autrement dit, face aux criminels, la police doit avoir des preuves avant d'avoir des preuves. C'est un cercle vicieux, et ce sont les criminels qui tirent le meilleur parti de cette aberration, laquelle découle directement de la Charte canadienne des

Gouvernement fédéral le droit de légiférer dans tout ce qui touche le droit criminel. Voir Marco Fortier, « Loi antigang plus musclée : "On verra", dit Chrétien », *Le Journal de Montréal*, 15 septembre, 2000, p. 9.

¹ À titre d'exemple, des criminels sont acquittés de l'accusation de possession illégale d'armes meurtrières parce que les policiers n'ont pas le droit, en vertu de la fameuse Charte, de demander à un criminel récidiviste et notoire s'il cache une arme sous son manteau. Si le policier fait quand même la vérification, le criminel demandera au tribunal de l'acquitter de l'accusation. Voir Christiane Desjardins, « Le Rocker Gregory Wooley libre comme l'air », *La Presse*, 22 janvier 2000. Voir aussi André Cédilot, « Policiers menottés ; les criminels de haut niveau ont la vie belle », *La Presse*, 12 juin, 1999.

² Voir Marie-Claude Malbœuf, « Une décision de la Cour suprême vient compliquer le travail des policiers », *La Presse*, 7 juin 1997.

droits et des libertés. Le bout du rouleau fut atteint, en septembre 2001, quand le responsable des enquêtes criminelles au Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM) déclara sur les ondes que son service connaissait les noms des 15 comploteurs dans la tentative de meurtre à l'endroit du journaliste Michel Auger, mais comme les enquêteurs n'avaient pas découvert l'arme du crime, ils ne pouvaient rien faire ! ¹

Une société démocratique ne peut mettre obstacle sur obstacle et restriction sur restriction au nécessaire travail des policiers pour identifier et arrêter les criminels et les terroristes, sans risquer de mettre en péril les fondements même de la démocratie. En effet, selon Edmond Burke (1729-1797), la démocratie se doit de rechercher une « liberté dans l'ordre », ce qui est le contraire de l'anarchie. Un juste milieu doit nécessairement être trouvé entre le maximum de liberté individuelle et le nécessaire maintien de l'ordre public. Procéder autrement risque de mettre les criminels au pouvoir, de laisser libre cours aux terroristes et, à terme, de faire disparaître toute liberté et toute démocratie.

III - Troisièmement, la Charte est venue créer une autre entrave à la justice, en octroyant à des criminels d'habitude le droit de s'adresser aux tribunaux pour faire éliminer des preuves incriminantes contre eux. L'article 24 de la Charte stipule, en effet, que des éléments de preuve matérielle incriminants mais obtenus en violation de la Charte doivent être ignorés par le tribunal. Cet article à lui seul a coûté énormément cher à la population canadienne, car il est à l'origine de l'augmentation phénoménal de la durée des procès criminels au Canada, et il a permis à de nombreux criminels et meurtriers d'échapper à la justice « en raison de technicalités ». C'est peut-être à cause de cet article plutôt que tout autre que la Charte s'est attiré le qualificatif de « charte des criminels et des bandits » ².

Déjà, le Canada est considéré une passoire pour les criminels et les terroristes du monde entier qui y établissent impunément des succursales de leurs organisations ³. De nombreuses organisations terroristes se servent, en effet, du

¹ Les policiers de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) connaîtraient l'identité du tueur qui a tenté d'assassiner Michel Auger, de même que les noms de ses trois complices, et de ceux des onze autres individus impliqués dans le complot d'assassinat, mais ne disposeraient pas de suffisamment de preuves pour satisfaire les tribunaux canadiens. Voir, André Cédilot, « La police connaît presque tout de l'attentat contre Michel Auger », *La Presse*, 8 septembre 2001, p. A19.

Au Canada, en effet, il semblerait qu'il soit très difficile pour la police d'interroger des personnes soupçonnées de meurtres et même dénoncées pour meurtre.

² Il faut dire qu'il y a un autre article dont peuvent se prévaloir les criminels, et c'est l'article 18.2. En vertu de ce dernier, aucun employeur ne peut congédier ou refuser d'embaucher un individu qui a un casier judiciaire, à moins que son crime ne soit directement relié aux tâches à effectuer. Par conséquent, un meurtrier condamné pour meurtre mais relâché, comme c'est souvent le cas au Canada, pourrait exiger un emploi de conducteur d'autobus, sans que l'employeur ne puisse s'objecter.

³ Voir Christian Rioux, « Une cellule Takfir au Canada ? », *Le Devoir*, le 4 octobre 2001.

Canada et de ses lois laxistes pour opérer impunément, notamment pour s'infiltrer aux États-Unis pour y commettre des attentats meurtriers. Certains des criminels qui commirent les attentats terroristes du 26 février 1993, contre le World Trade Center de New York, étaient entrés aux États-Unis, soit avec des passeports canadiens, une denrée très facile à se procurer pour les bandits internationaux ¹, soit en transitant à partir du Canada.

Le carnage terroriste du 11 septembre 2001 a quelque peu épargné le Canada, puisque la plupart des 19 ignobles individus qui se livrèrent alors à ces assassinats de masse avaient précédemment vécu en Allemagne et avaient suivi des cours de pilotage d'avion aux États-Unis mêmes. Une majorité d'entre eux étaient même des résidents légaux des États-Unis. Néanmoins, notre voisin du sud, en plus de devoir modifier lui aussi ses lois naïves, pourrait se lasser un jour de voir sa sécurité nationale mise en péril par le laxisme des lois canadiennes en matière d'immigration et d'asile politique ².

Le cataclysme terroriste du 11 septembre 2001 ³ aux États-Unis a signifié la fin d'une époque de naïveté, d'innocence et de la complaisance coupable en matière de politiques publiques, tant aux États-Unis qu'au Canada. En effet, cette date marque la fin d'une période de plus de vingt-cinq ans d'angélisme naïf, de rectitude

¹ Ceci a été corroboré par le terroriste Ahmed Ressam, membre du Groupe islamiste armé (GIA) et ressortissant algérien vivant à Montréal, qui fut arrêté le 14 décembre 1999 par des douaniers américains près de Seattle (État de Washington) aux États-Unis, sa voiture remplie d'explosifs en vue de faire sauter des bombes à l'aéroport de Los Angeles. Ressam confirma au FBI qu'il travaillait pour Al Qaeda, l'organisation terroriste d'Oussama ben Laden. Il confirma aussi que ses dirigeants dans le camp afghan de Khalden lui demandaient de leur envoyer des passeports canadiens originaux, émis aux noms de terroristes islamistes, pour qu'ils puissent venir au Canada, et ensuite pénétrer aux États-Unis.

Voir André Noël, « Ben Laden ne fixe pas nécessairement d'objectifs », *La Presse*, le 13 septembre 2001, p. A7.

Avant le 1^{er} janvier 1994, il était bien connu que l'on pouvait facilement obtenir un passeport canadien avec un faux certificat de baptême. Depuis, un tel passeport peut s'obtenir frauduleusement avec un faux certificat de naissance. Voir Graham Fraser, « Baptismal certificate known as weak link in passport process », *The Globe and Mail*, 23 décembre 1999.

Même des gouvernements étrangers utilisent des passeports canadiens. En effet, le Canada dut rappeler son ambassadeur en Israël, en 1997, pour protester contre l'usage de passeports canadiens par les services de renseignements israéliens (Mossad). Voir Gilles Toupin, « Ottawa rappelle son ambassadeur en Israël », *La Presse*, 3 octobre 1997, p. A1.

² Il y aurait un minimum de cinquante organisations terroristes œuvrant au Canada, impliquant 350 personnes. Voir André Noël, « Le Canada, terre de prédilection pour préparer des attentats terroristes », *La Presse*, le 4 mai 2000, p. B1.

³ Le drame collectif du 11 septembre 2001 avait comme toile de fond le pourrissement du conflit Israël-Palestine, les États-Unis étant perçus par les extrémistes islamistes comme l'instrument politique et militaire d'Israël. Ces attentats se produisirent quatre-vingt-quatre ans après la déclaration Balfour (2 novembre 1917), laquelle autorisait les Israéliens à retourner dans le territoire de la Palestine. L'État d'Israël fut officiellement établi le 14 mai 1948. Cependant, ce pays occupa des territoires palestiniens en 1967. Le résultat a été un conflit permanent Israël-Palestine. L'Accord d'Oslo de 1993 prévoyait la négociation du retrait d'Israël de ces territoires occupés, mais l'État hébreu n'a jamais obtempéré à ces demandes.

politique, de laxisme et de laisser-aller en matière de droits, de justice et d'ordre public. Les gouvernements Carter et Clinton aux États-Unis et les gouvernements Trudeau et Chrétien ont été les principaux responsables de la dégradation de l'infrastructure de sécurité publique dans les deux pays.

Une réalité des plus évidentes montre que les terroristes politico-religieux de différents pays apprennent à se servir de nos lois de l'immigration et des réfugiés, de nos libertés et de notre technologie pour les retourner contre nous. C'est que le terrorisme intérieur est capable de déstabiliser les rouages tant du système politique que de l'économie. Ces agressions ne peuvent être prises à la légère. Elles peuvent avoir des conséquences d'une gravité insoupçonnée. Les démocraties devront apprendre à se protéger adéquatement contre la terreur et la peur si elles veulent survivre.

Pour ce faire, cependant, nous devons être prêts à sacrifier quelques-uns de nos droits secondaires pour préserver nos droits fondamentaux. La question consiste à savoir si nous allons attendre, avant d'agir, que nos populations soient décimées, à l'instar de l'hécatombe du 11 septembre 2001, par des attaques politico-religieuses aux armes biologiques ou chimiques.

L'infiltration des institutions

Le journaliste montréalais Michel Auger, lui-même victime d'un attentat criminel, a consacré toute une carrière à étudier et à analyser le crime organisé au Canada. Cela en fait un expert des mieux renseignés sur la question. Or, dans son livre paru en 2001 ¹, M. Auger fait le point sur la pègre et son infiltration dans de nombreux secteurs de la société canadienne. Selon lui, les criminels des bandes motorisées, tels les Hells Angels, sont de la petite bière à côté de la mafia. La pègre italienne au Canada, en effet, est beaucoup plus discrète et bien mieux organisée, et a réussi à infiltrer de nombreuses sphères d'activités, tant politiques qu'économiques. Son action se dissimule derrière des entreprises légitimes, ce qui facilite son infiltration dans divers milieux ².

Le niveau de corruption au Canada serait donc beaucoup plus élevé que ce que la population soupçonne. Jusqu'à quel point et jusqu'à quel niveau la pègre a-t-elle infiltré les institutions canadiennes ? Seule une commission d'enquête spéciale serait de nature à renseigner la population, c'est-à-dire une commission semblable à celle qui fut mise sur pied aux États-Unis dans les années 50 et qui conduisit à l'adoption de lois américaines contre le « racketeering » criminel.

¹ Voir Michel Auger, *L'Attentat*, Les Éditions Trait d'Union, Montréal, 2001.

² Pour une analyse du crime organisé dans le monde, voir, Antonio Nicaso et Lee Lamothe, *Les liens du sang*, traduit de l'anglais par Louis Vincent, Les Éditions de l'Homme, Montréal, 2001, 413 p.

La Charte après le 11 septembre 2001

Paradoxalement, parce que la Charte a tellement favorisé l'éclosion et l'expansion de groupes criminalisés et terroristes au Canada, les mesures que le gouvernement canadien devra prendre pour contrer la menace terroriste risquent de devoir être plus draconiennes et plus générales que nécessaires. En effet, parce que la Charte a créé une certaine obsession de la non-discrimination, même envers les criminels et les terroristes, et fait du droit d'association un absolu, le gouvernement est en quelque sorte menotté face à ces derniers. Dans les circonstances, il peut être amené, afin de respecter les dispositions les plus excentriques du document, à suspendre les libertés et les droits de l'ensemble de la population, plutôt que cibler les seuls foyers établis de la criminalité et du terrorisme.

Ainsi, puisqu'il n'est pas permis en vertu de la Charte de rendre illégal l'appartenance à des groupes criminalisés ou terroristes, le gouvernement et ses agences, de même que les corps policiers, vont devoir obtenir davantage de pouvoirs de surveillance secrète des citoyens en général, et non pas seulement des criminels et des terroristes identifiés comme tels ¹.

Conclusion

Les effets pervers de la Charte canadienne des droits et libertés sont trop nombreux et trop sérieux pour être ignorés plus longtemps. C'est une charte qui menace, à la longue, la liberté et la sécurité des gens ordinaires et la démocratie au Canada. Le genre d'angélisme légal qui a guidé les instigateurs de cette charte ne pourra, à terme, que miner l'ordre public.

En légalisant à outrance la vie en société, en voulant enfermer la vie sociale dans des codes rigides de conduite et de rectitude trop détaillés et trop angéliques, et en soumettant l'application de ces codes à l'arbitraire politique des avocats et des juges, cette charte constitutionnalisée, loin d'être une source de liberté pour les citoyens, est plutôt une menace à la liberté et une entrave à la démocratie dans l'ordre au Canada ².

¹ Dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement fédéral déposa un projet de loi antiterrorisme (C-36) afin d'accroître les peines pour la participation à des actes terroristes et afin d'appliquer la résolution des Nations unies sur le terrorisme.

Tant le projet de loi antigang (C-24), introduit précédemment, que le projet de loi antiterrorisme ne criminalisaient l'appartenance à une organisation criminelle ou à une organisation terroriste. Ce faisant, et cela afin de respecter la Charte, le gouvernement faisait la démonstration qu'il se devait de restreindre les libertés de toute la population, plutôt que de cibler les seuls membres des organisations criminelles ou terroristes.

² Le projet de loi antigang (C-24), introduit en 2000 et approuvé par la Chambre des communes en 2001, n'avait pas encore été sanctionné par le Sénat canadien à l'automne de 2001.

En octroyant, en effet, un pouvoir arbitraire à des juges nommés de décider de ce que les gouvernements démocratiquement élus devraient faire, plutôt que de se contenter d'appliquer et d'interpréter les lois existantes, la Charte constitue une dérive inacceptable vers un gouvernement des juges. C'est une responsabilité que plusieurs d'entre eux n'ont jamais souhaité assumer. En sabotant en plusieurs circonstances le nécessaire travail des policiers, la Charte est peut-être la principale cause de l'émergence des pouvoirs parallèles criminalisés au Canada et de leur infiltration dans diverses institutions canadiennes.

Quoi faire ?

En premier lieu, faire le débat démocratique de fond qui n'a pas été fait en 1982, quand la Charte fut introduite en catastrophe par le gouvernement Trudeau afin de tirer profit au maximum de la défaite référendaire au Québec du gouvernement Lévesque.

Deuxièmement, il faudrait que les ministres de la justice fédéral et provinciaux prennent leurs responsabilités et identifient, à la lumière des interprétations qu'en ont fait les tribunaux, les articles de la Charte qui pèchent par manque de logique et de clarté ; et ceci, afin de les soumettre à la population lors d'une consultation populaire et pour les amender, le cas échéant, selon les règles prescrites¹. Il faudrait, en particulier, préciser dans son préambule que même si le document contient de nombreuses dispositions de portée universelle, son application est avant tout nationale et vise les citoyens et les résidents permanents canadiens.

Troisièmement, le Parlement fédéral devrait adopter une loi rendant illégaux l'appartenance et le soutien financier apporté à une organisation terroriste, nationale ou internationale.

Quatrièmement, le Parlement fédéral devrait adopter une loi d'exception concernant l'existence même d'organisations criminelles et terroristes, afin d'éviter que celles-ci ne minent davantage la crédibilité de la justice, et celle des institutions démocratiques, dans l'opinion publique.

De véritables lois antigang et antiterrorisme exigeraient que le Parlement recoure à l'article 1 de la Charte, lequel permet d'intervenir si la liberté et la démocratie sont menacées, ou recoure à l'article 33 et à la procédure dérogatoire.

¹ Un sondage Globe and Mail/CTV/Ipsos-Reid indique qu'une forte majorité de Canadiens, lesquels n'ont jamais entériné la Charte constitutionnalisée, sont en désaccord avec de nombreuses dispositions de cette dernière, lorsqu'il s'agit de combattre le terrorisme international. Cinquante-huit pour cent estimaient que la lutte au terrorisme devrait avoir préséance sur la Charte pour combattre le terrorisme, contre 38 pour cent qui pensaient le contraire. Voir Daniel Leblanc, « 80 per cent would back national ID cards », *The Globe and Mail*, 6 octobre 2001, p. A1.

CHAPITRE 6

Surpopulation, dépopulation et population optimale

*Je veux bien que la population du globe augmente et qu'elle
atteigne des milliards d'individus, mais je ne veux pas...
manger debout !*
Alfred Fabre-Luce

*La nation, comme l'individu, est l'aboutissement d'un
long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements.*
Ernest Renan (1823-1892)

Les 6 milliards sont arrivés

[Retour à la table des matières](#)

Chaque année, la population terrestre s'accroît de 78 millions de personnes, et 90 pour cent d'entre elles vivent dans les pays en voie de développement. C'est deux fois et demie la population du Canada.

Il y a 2000 ans, la population mondiale était de 300 millions d'habitants. Mille ans plus tard, la population terrestre n'avait pratiquement pas changée, se situant à 310 millions. Ce n'est qu'en 1804 que le premier milliard d'êtres humains fut atteint. Une population terrestre de deux milliards fut enregistrée en 1927. Trente-trois années plus tard, en 1960, le cap des 3 milliards était franchi. Il ne fallut que 14 ans, en 1974, pour atteindre le niveau des 4 milliards d'habitants. En 1987, 13 ans plus tard, la planète comptait 5 milliards d'habitants.

Et, en l'an 2000, 13 ans plus tard, la Terre comptait 6 000 000 000 d'habitants, dont 5 milliards d'entre eux vivaient dans des pays pauvres ¹. Cent ans auparavant,

¹ Au rythme où vont les choses, il y aura 7 milliards d'habitants en l'an 2015, 8 milliards en l'an 2030, et 9 milliards en l'an 2050.

la population mondiale était de 1,65 milliard d'habitants. On aura donc observé une incroyable accélération de la croissance démographique au XX^e siècle, la population globale s'étant multipliée par 3,64. La population a, en effet, quintuplé en Afrique et plus que quadruplé en Asie et en Amérique du Sud. Et c'est dans les pays les plus pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine que la population s'est accrue le plus rapidement. (Le tableau en fin de texte présente un résumé de l'évolution de la population humaine au cours des deux derniers millénaires.)

C'est un fait qu'aujourd'hui environ 40 pour cent de la population mondiale provient de seulement deux pays : la Chine et l'Inde, chacun avec plus d'un milliard d'habitants. La population de l'Inde croît au rythme phénoménal de 15 millions par année, ce qui en fait le pays avec la croissance démographique la plus rapide au monde. Il s'agit d'une expansion qui est approximativement la moitié de la population canadienne en une seule année. À cette cadence, on prévoit que l'Inde dépassera la Chine d'ici 50 ans. Avec ses 305 millions d'habitants, l'Amérique du Nord ne compte guère plus que 5 pour cent de la population mondiale ¹.

Causes de l'évolution démographique

On connaît les grandes causes de cette évolution démographique. Dans les pays pauvres, les hauts taux de natalité ont été le reflet d'un bas niveau d'éducation, du bas niveau de développement économique et de la position sociale traditionnelle des femmes. En même temps, l'accès aux techniques modernes de la médecine (vaccinations généralisées, accessibilité des médicaments et traitements adéquats) fit chuter le taux de mortalité infantile et de mortalité en général. Le résultat en est un de surpopulation. Au cours des siècles précédents, le nombre d'enfants par famille était élevé, les gens vivant majoritairement sur des fermes. Cependant, l'espérance de vie était réduite par le jeu des déficiences hygiéniques, de la malnutrition, des maladies, des famines et des guerres.

¹ La surface de la sphère terrestre est de pi fois son diamètre carré. Puisque le diamètre de la Terre est de 8 000 milles, sa surface est égale à 200 millions de milles carrés. Or, soixante-dix pour cent de la surface de la Terre est couverte d'eau, de sorte qu'il n'y a que 60 millions de milles carrés qui sont de la terre ferme. En pratique, cependant, seulement cinquante pour cent de la terre ferme est habitable, soit 30 millions de milles carrés. Mais de ce 30 millions, seulement 15 millions de milles carrés de surface sont de la terre arable ou de la terre utilisable pour nourrir les animaux. Par conséquent, c'est moins de dix pour cent de la surface du globe qui peut soutenir la vie humaine. Pour une population de 6 milliards d'habitants, ceci signifie une distribution et une densité de 400 habitants en moyenne au mille carré.

En termes de biomes, la surface terrestre se divise comme suit : 10 pour cent est désertique ; 11 pour cent est composé de glaciers ; 8 pour cent de toundra ; 11 pour cent de taïga (forêts de conifères) ; 4 pour cent d'environnement montagneux ; 12 pour cent de terre arable, 12 pour cent de forêts tropicales, 12 pour cent de savanes et 2 pour cent de brousse.

Dans les pays riches de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Japon, le progrès économique fulgurant et les transformations industrielles et sociales qui l'accompagnèrent, surtout depuis 1960, firent chuter le taux de fécondité aux alentours de 1,5 enfant par femme en état de procréer. Soulignons qu'au Canada ce taux était supérieur à 3,5 enfants par femme à une période aussi récente que les années 1950-1960. C'était l'époque des familles nombreuses. Comme il faut un taux de natalité de 2,1 enfants pour assurer le renouvellement d'une population, les pays riches sont donc menacés, à terme, de dépopulation.

L'espérance de vie

L'espérance de vie, dans nos sociétés, s'est considérablement accrue au cours du XX^e siècle. Ainsi, l'espérance de vie au Canada se situait à 61,4 ans en 1926, contre 78,6 ans en 1997. Seul le Japon, avec une espérance de vie de 80 ans, surclasse le Canada à ce chapitre.

Le Québec, pour sa part, connut, au cours de cette période, un rattrapage remarquable, passant d'une espérance de vie moyenne égale à 53,8 en 1926 à exactement 78 ans en 1997. La vie était dure au Québec dans la première partie du XX^e siècle : l'agriculture et la forêt représentaient, pour une bonne partie de la population, les seuls débouchés économiques. Aussi, les pressions en faveur de très grandes familles s'accompagnaient d'une forte mortalité infantile, en plus de miner la santé des femmes. La diversification de l'économie et l'intervention massive des gouvernements en matières d'éducation et de santé, après la Seconde Guerre mondiale, contribuèrent pour beaucoup à l'élévation de l'espérance de vie au Québec.

L'espérance de vie allongée vient donc compenser quelque peu le faible taux de natalité. C'est pourquoi le vieillissement des populations par l'allongement de l'espérance de vie ainsi que l'immigration feront en sorte que la population dans les pays riches continuera de s'accroître encore pendant quelques décennies.

La population optimale

Les problèmes de pollution reliés au développement industriel et les problèmes sociaux reliés aux grandes concentrations urbaines commandent aux pays riches la recherche non pas d'une population maximale, mais d'une population optimale. En matière de population, « big » n'est pas nécessairement « beautiful ». Il existe des seuils, par exemple, au-delà desquels les méga-villes deviennent surpeuplées, où les tensions sociales s'accroissent et où la qualité de la vie se dégrade. Cela peut être tout particulièrement le cas pour la qualité des services sociaux, pour la sécurité des personnes et pour la qualité des infrastructures.

Pour les pays pauvres, la perspective de grandes masses miséreuses, affamées et désœuvrées n'est guère réjouissante. La croissance incessante des grandes agglomérations urbaines dans certains pays s'accompagne d'une dislocation des systèmes de transport, d'une pollution dangereuse de l'air, d'épidémies de maladies, de pénurie d'eau potable et d'interruptions fréquentes des services publics, à commencer par ceux de l'électricité.

Surpeuplement et pauvreté

Il existe, malheureusement, un lien certain entre la pauvreté, le surpeuplement et le sous-développement. La théorie économique enseigne, en effet, que plus le taux d'épargne et d'investissement dans un pays est élevé, plus il est riche ; cependant, plus la croissance de la population est rapide, plus le pays est pauvre, son niveau de capitaux productifs par habitant étant plus bas.

Pour les pays surpeuplés, donc, les voies pour sortir de la pauvreté et de la misère passent par une hausse des investissements productifs, une éducation généralisée (c.-à-d. une augmentation du capital humain) et un contrôle des naissances. Pour ce faire, un changement profond dans les mentalités serait nécessaire, non seulement chez les populations en général, mais peut-être surtout chez les leaders politiques et religieux de ces pays.

L'ouverture des économies et l'accès aux capitaux, aux technologies et aux marchés des pays riches sont aussi des conditions *sine qua non* pour atteindre un tel objectif. C'est ce que les dirigeants de la Chine ont bien compris en joignant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et en se soumettant à ses règles. L'ouverture des économies aux échanges et aux capitaux profitent autant, sinon plus, aux pays pauvres qu'aux pays riches.

Pour ces derniers, la recherche de l'équilibre démographique et le recours aux nouvelles technologies pour combattre pollution et surpopulation demeureront de première importance.

Tableau

Évolution de la population mondiale

Année	Population (milliards)
0	0,300
1000	0,310
1750	0,790
1804	1,000
1900	1,650
1927	2,000
1960	3,000
1974	4,000
1987	5,000
2000	6,000
(Prévisions)	
2013	7,000
2028	8,000
2054	9,000

Sources : Durand, J. D., *Historical Estimates of World Population*, University of Pennsylvania, 1974.

World Population Prospects, United Nations Population Division, United Nations, New York, 2000.

CHAPITRE 7

Les médias et la politique

La télévision nous incite à juger les choses selon un seul critère : Est-ce que c'est amusant ? Malheureusement, la plupart des choses importantes dans la vie ne sont pas amusantes.
Neil Postman

[Retour à la table des matières](#)

Il existe un adage en politique qui dit à peu près ceci : « Si les médias ne parlent pas d'une chose, elle n'existe pas. » En politique, l'image est le message. Il peut se produire un génocide, comme celui du Rwanda en 1994, mais si les caméras de CNN ne sont pas sur les lieux, la communauté internationale, à commencer par ses politiciens, fera comme s'il n'en était rien. De même, tous les groupes d'intérêts économiques, sociologiques ou idéologiques qui ont une cause particulière à promouvoir apprennent vite à utiliser les médias pour faire passer leur propagande ou pour influencer les décideurs politiques.

En effet, ceux qui contrôlent véritablement le programme politique dans un pays, ce sont les médias, et surtout les médias électroniques comme la télévision, avec l'immense pouvoir de propagande de l'image devant des auditoires passifs et amorphes. À tel point que l'on peut dire que la population a les politiciens que les médias méritent. Ce sont eux, en effet, par leur complaisance ou leur connivence, qui mettent la pédale douce ou maquillent l'incompétence et même la corruption de certains politiciens. Ce sont eux, aussi, qui ont transformé la politique en une industrie du divertissement. À cause des médias, il est devenu de plus en plus difficile de faire de la politique sans simultanément accepter de jouer le rôle de bouffon. C'est une observation qui se vérifie quotidiennement.

Sur un autre plan, l'influence des médias sur la politique est d'autant plus grande que ce sont eux qui décident d'approfondir les dossiers ou de rechercher le spectaculaire et le sensationnel, en se complaisant dans la superficialité, quand ce n'est tout simplement pas dans le vulgaire, et en montant en épingle des histoires

insignifiantes. Ce sont eux aussi qui choisissent de mettre à l'avant-scène, en leur accordant des temps d'antenne démesurés, telle problématique ou telle idée plutôt que telle autre, tel groupe de pression plutôt que tel autre, tel sondage plutôt que tel autre, et d'inviter telle personnalité ou tel expert plutôt que tel autre, etc. Leur pouvoir est d'autant plus énorme que la masse est silencieuse, passive, somnolente et désorganisée.

Dans l'avenir, d'autres médias, tel le réseau Internet, fourniront une information et un divertissement à la carte, en plus de faciliter sans doute l'organisation et l'action politique conjuguée des personnes isolées et celles des groupes d'intérêts et de pression. Pour le moment, ce sont les médias électroniques traditionnels et leurs alliés qui dominent et qui font la pluie et le bon temps, parfois pour le mieux, souvent pour le pire.

L'information-spectacle et la politique-spectacle

Déjà, dans les années soixante, Marshall McLuhan avait présagé que la télévision allait pousser les politiciens à devenir des comédiens, à mesure que le style et l'image repoussaient la substance à l'arrière-plan et que les institutions d'information allaient de plus en plus transformer les faits en spectacles pour consommation de masse. Selon lui, il fallait s'attendre, avec ce médium, à ce que les « nouvelles » allaient elles-mêmes devenir des thèmes de spectacle et de divertissement. Par sa nature même, en effet, la télévision est une scène permanente de théâtre qui a besoin de drames et de comédies pour se maintenir. McLuhan avait alors prédit que dans deux décennies, les États-Unis éliraient un acteur professionnel à la Maison-Blanche, tellement la télévision rétrécissait l'écart entre Hollywood et Washington D.C. En 1980, l'acteur Ronald Reagan fut effectivement élu président des États-Unis.

Les conséquences politiques de la télévision sont énormes. Elle a pour effet de transformer les gens en spectateurs et en voyeurs. Parce qu'elle présente les choses à distance et accentue leur caractère d'inévitabilité, la télé encourage la passivité, la démobilisation et la déresponsabilisation. Avec elle, le monde est une vaste scène sur laquelle se jouent drames et catastrophes pour le plus grand divertissement des spectateurs.

En effet, le monde moderne a un besoin constant et insatiable de spectacle et de divertissement. La principale fonction des médias électroniques est de répondre à ce besoin, en échange de la publicité commerciale qu'un public captif ne peut que subir. En effet, les médias modernes ne sont pas là principalement pour fournir des informations et des analyses utiles à la population, loin s'en faut. Leur fonction première est de distraire, d'amuser et de divertir ; et, si une véritable information est véhiculée, c'est par inadvertance et en tant que produit dérivé du produit principal.

Il est possible alors de comprendre l'espèce de duplicité qui peut exister entre les médias et la politique en tant que produit de consommation. En effet, la politique-spectacle tout comme le sport-spectacle¹, en autant qu'il y ait du mouvement, sont des matières premières pour les médias. Tellement que sans ces deux apports quotidiens, assaisonnés de faits divers, les bulletins de nouvelles seraient passablement dégarnis.

La « planétisation » et la banalisation des nouvelles et des préoccupations

L'exemple le plus patent est celui des nouvelles télédiffusées, lesquelles couvrent visuellement de plus en plus le moindre fait divers se produisant à la surface de la planète et lesquelles transforment les téléspectateurs, tantôt en voyeurs passifs et anesthésiés, tantôt en activistes planétaires frustrés. En effet, depuis que l'on a photographié la Terre de l'espace, la boule terrestre apparaît bien petite pour les 6 milliards d'humains. Des événements et des incidents autrefois très lointains se retrouvent simultanément dans les living-rooms de nombreux pays, de sorte qu'une certaine conscience planétaire se développe peu à peu, par la force des choses.

On connaît souvent mieux les problèmes vécus par certains pays que ceux qui se déroulent dans notre propre rue. En effet, les technologies des communications, les lois économiques et la loi universelle du moindre effort font qu'il en coûte souvent moins aux médias de diffuser un *feed* qui arrive presque gratuitement d'un autre pays, que de couvrir des événements locaux qui exigeraient déplacements et analyses.

Il arrive que ces « nouvelles » rapportées ne sont en réalité qu'une litanie mitraillée d'incidents et de faits divers, la plupart étant des informations tout à fait inutiles, qu'on lance sur les ondes pour remplir le temps disponible entre deux commerciaux, la plupart du temps sans les expliquer, et surtout sans les mettre en contexte. Le public est ensuite invité à se débrouiller avec ces amoncellements difformes de morceaux d'informations. De telles nouvelles télévisées ressemblent davantage en fait à un exercice d'abrutissement collectif qu'à une opération de renseignement instructif de la population avec des reportages approfondis. Pour les médias modernes, la quantité d'informations a remplacé la qualité des informations.

¹ Voir le chapitre 21 ci-après.

L'hypermédiatisation des événements

Certains événements, comme des manifestations ou des conférences de presse, prennent une importance démesurée sous l'effet de l'hypermédiatisation dont ils font l'objet. En contrepartie, des questions fondamentales et des problèmes réels demeurent dans l'obscurité parce que les médias ne s'y intéressent pas.

Cela n'est pas sans rappeler l'histoire de l'individu qui cherchait quelque chose sous un lampadaire. On lui demanda ce qu'il croyait avoir perdu à cet endroit. Il répondit qu'il y cherchait ses clés d'automobile, mais qu'il ne croyait pas que c'était vraiment l'endroit où il les avait perdues. Il s'était résigné à chercher sous le lampadaire parce que c'était le seul endroit éclairé.

De même, les médias « éclairent » certains événements ou certaines questions, mais délaissent de nombreux sujets qui ne sont pas jugés conformes à leurs intérêts immédiats. Comme ils ont des temps d'antenne à remplir quotidiennement, ils se lancent en troupeau sur tout ce qui bouge, qu'il y ait vraiment matière à reportage ou pas. L'important est de remplir le temps d'antenne et non pas d'informer correctement la population. Le résultat est l'hypermédiatisation de certains types d'incidents ou d'événements et l'omission ou le manque de visibilité de certains autres, en lien direct avec des questions autrement plus importantes pour la population. On n'est pas loin d'en conclure qu'une des principales missions des médias électroniques consiste à distraire les gens de leurs préoccupations légitimes.

Contrôle des médias et contrôle politique

Les *moguls* médiatiques ont bien compris qu'il existait des avantages certains à contrôler à la fois les institutions médiatiques, les institutions sportives et les institutions politiques. Depuis quelques années, ils procèdent, en effet, à une intégration verticale de leurs opérations en se portant acquéreurs de réseaux médiatiques, d'équipes sportives professionnelles, tout en contribuant fortement financièrement au fonctionnement de quelques formations politiques¹. Certains en sont même venus à la conclusion qu'il leur était nécessaire de s'associer formellement à des formations politiques !

À titre d'exemple, il existe présentement un fort mouvement au Canada en faveur d'une concentration des principaux médias autour du Parti libéral du Canada. Le noyau de cette concentration est le tandem CBC-Radio-Canada, possédé et contrôlé par le gouvernement du Canada, dirigé la plupart du temps par

¹ Élections Canada rapporte que de 1996 à 2000, Power Corporation a contribué une somme de 400 000 \$ au Parti libéral du Canada. Voir Janet McFarland, « Political donations traced to Power », *The Globe and Mail*, 13 novembre 2000.

le Parti libéral du Canada. À ce noyau dur s'ajoutent de puissants réseaux parallèles, tel celui contrôlé par un organisateur de longue date du PLC, Israël Asper, ancien président du Parti libéral du Manitoba et président de CanWest Global Communications, cette dernière société étant propriétaire du réseau de télévision Global et de nombreux quotidiens, hebdomadaires, périodiques et magazines ¹.

La Cie BCE Inc., elle aussi traditionnellement près du PLC, s'est portée acquéreur du deuxième plus important réseau de télévision après la CBC, soit celui de CTV, dans le but déclaré de former la plus grande concentration dans les communications canadiennes, englobant le journal *The Globe and Mail* et ses sites web interactifs.

Au Québec francophone, le PLC est traditionnellement très près de Power Corporation, laquelle contrôle, par son Groupe Gesca, en plus du journal *La Presse* de Montréal, la plupart des grands journaux régionaux du Québec, tels *Le Soleil* de Québec, *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières, *Le Droit* de Ottawa/Hull, *La Tribune* de Sherbrooke, *Le Quotidien* de Chicoutimi et *La Voix de L'Est* de Granby.

Il s'agit presque d'un contrôle intégral des quotidiens francophones québécois à fort tirage, puisqu'il ne reste en parallèle que le *journal de Montréal* et de *Québec* de Quebecor, et le journal *Le Devoir*.

L'argent et la politique

Ce qui fait la force politique d'un médium comme la télévision, à tel point que c'est ce médium de masse qui accapare la majeure partie des dépenses politiques, c'est la passivité et la vulnérabilité de l'auditoire, et donc de l'électorat. Les infomerciaux et les messages à sens unique et plus ou moins superficiels qu'elle véhicule sur les questions, les partis et les personnalités politiques ont énormément de poids, que ces messages soient positifs ou négatifs. Ils servent à conditionner l'électorat.

¹ L'achat, en 2000, de 28 quotidiens, 136 hebdomadaires et périodiques et 58 magazines anglophones au Canada par CanWest Global Communications, dont le président Israël Asper est l'ancien chef du Parti libéral du Manitoba, est un bon exemple de la promiscuité qui peut exister entre les médias et les partis politiques. La concentration du plus gros groupe de presse au Canada et du troisième plus gros réseau de télévision est susceptible de soulever des appréhensions.

En 2001, l'une de leurs sociétés, Southam News, congédia le reporter Lawrence Martin, lequel s'était montré, semble-t-il, trop critique à l'endroit de Jean Chrétien, chef du Parti libéral du Canada et premier ministre du Canada. Voir Kim Honey, « Costs cited as Southam drops national-affairs columnist », *The Globe and Mail*, 31 juillet 2001, p. A6.

C'est ici que l'argent entre fortement en ligne de compte : qui contrôle les ondes, contrôle de ce fait même le terrain politique. En politique, davantage que dans le marketing commercial, l'image compte plus que la substance, la forme plus que le fond.

Dans les pays du Tiers-Monde, lors de chaque coup d'État, les bâtiments de la télévision sont l'une des premières cibles visées dans la conquête du pouvoir, souvent même avant les bâtiments gouvernementaux. Cette attitude confirme la télévision dans son rôle central d'instrument de propagande politique et de diffusion de l'idéologie régnante : on ne peut espérer diriger un pays sans contrôler la télévision. Ce rôle politique central de l'audiovisuel est d'autant plus critique que dans un pays la proportion d'analphabètes est élevée. Dans un tel contexte, l'écrit n'a aucune chance de contrebalancer l'influence de l'audiovisuel.

Défranchissement et démocratie

Le défranchissement des gens face aux médias explique pourquoi une majorité de Canadiens estiment n'avoir aucune influence sur leurs gouvernements. En effet, lors d'un sondage tenu en avril 2000, des chercheurs de l'Institut de recherches en politiques économiques, Paul Howe et David Northrop, ont découvert que 63 pour cent des Canadiens avaient l'impression « de n'avoir aucune influence sur l'activité gouvernementale ».

Beaucoup de gens ont l'impression que leurs représentants élus sont déconnectés de la population, ne les consultent pas et sont sous l'influence de forces occultes. Pire, par rapport à d'autres sondages comparables faits dans le passé, il semble que la situation aille en empirant. Et, en suivant les politiciens de si près, les médias nourrissent la familiarité et le mépris envers eux, ce qui mine à la longue la démocratie.

Le jeu de la politique et la manipulation des médias

Pourquoi les gouvernements, c'est-à-dire politiciens et bureaucrates, sont-ils tellement à la remorque des médias et des groupes de pression ? Cela tient essentiellement à la technologie, à la nature humaine et aux exigences mêmes du jeu politique.

La technologie signifie que nous vivons à l'ère de l'image électronique, laquelle domine le paysage social et politique. Quand les groupes d'intérêts utilisent l'image, ils se trouvent automatiquement à projeter à l'avant-scène leurs revendications particulières. La nature humaine pousse chaque membre d'un gouvernement à minimiser ses tracas et à maximiser ses avantages. On en vient

naturellement à courir au plus pressant, et le plus pressant... c'est ce dont parlent les médias.

Le jeu de la politique exige pour la prise du pouvoir la constitution de coalitions de groupes d'électeurs. Les politiciens recherchent les groupes d'électeurs à revendication unique, que l'on appelle en anglais les *one issue voters*, afin d'obtenir leur appui en leur faisant les promesses appropriées.

Les gouvernements sont directement impliqués dans tant de dossiers, et la capacité d'arriver à les suivre tous avec succès est nécessairement limitée. Il en résulte que les gouvernements en sont naturellement amenés à réagir aux situations et aux crises plutôt qu'à les prévenir. On attend donc qu'un problème pourrisse et éclate, avant d'intervenir.

C'est le fameux *governing by crisis* qui caractérise tant les gouvernements modernes. S'il y a de longues lignes d'attente dans les hôpitaux, on lance quelques millions de dollars pour montrer que « l'on fait quelque chose » ; si les routes sont en mauvais état, on colmate les plus grands trous ; si un groupe bloque une autoroute, on temporise en mettant un comité sur pied pour s'occuper de la question, etc.

Les médias et les groupes d'intérêts

Les groupes de pression ont bien compris qu'il leur faut attirer l'attention des gouvernements et de la population par le truchement des médias, s'ils veulent que leurs causes reçoivent priorité sur toutes les autres. Et, pour attirer l'attention, il faut donner un spectacle : une parade haute en couleurs, une marche symbolique, une pétition bien organisée, une conférence de presse agrémentée, même la violence et l'illégalité peuvent servir, le tout afin d'attirer l'attention des médias.

Les médias électroniques, toujours à la poursuite du sensationnel et de tout ce qui bouge pour remplir n'importe comment leur temps d'antenne entre une demi-douzaine de commerciaux, leur sont tout particulièrement ouverts. Plus souvent qu'autrement, les médias électroniques servent de courroie de transmission des communiqués de presse en cascade des groupes de pression, couvrent *in extenso* leurs manifestations orchestrées et diffusent leur propagande primaire.

Dans le cas d'événements à saveurs politiques, telles manifestations ou contestations, quand un effet de propagande est recherché avant tout, il arrive que ce soit les médias eux-mêmes qui fassent l'événement et qui créent leur propre vérité, indépendamment de la réalité objective qu'ils sont appelés à couvrir. Sans une retransmission médiatique complaisante et abondante, l'effet de propagande de telles initiatives serait considérablement réduit. Dans de tels cas, la tenue et la

teneur mêmes de l'événement sont influencés par la façon que les médias le couvrent.

Ce que les activistes, anarchistes et terroristes de tout acabit recherchent avant tout, c'est de passer à la télévision et de faire la manchette. Ils utilisent la violence d'une façon délibérée afin d'attirer l'attention des médias, et ainsi faire passer leurs messages. Si cette stratégie de la communication par la violence ne donnait pas les résultats escomptés, ceux qui l'utilisent investiraient considérablement moins dans l'exercice en temps et en énergies. C'est parce que la stratégie marche bien auprès des médias qu'ils y ont recours.

Par conséquent, devant une manifestation ou un saccage de nature politique, les médias ont deux choix : ils peuvent informer la population et rapporter sobrement le fait, en expliquant qui sont les personnes et organisations qui en sont responsables et quels sont leurs buts et motifs ; ils peuvent aussi participer activement à l'événement et magnifier son effet de propagande en se laissant dominer par les organisateurs et en diffusant *in extenso* les moindres gestes, péripéties et paroles des acteurs du spectacle médiatique qui a été monté de toutes pièces à leur intention. Dans ces circonstances, organisateurs et médias font partie d'une même mise en scène.

L'exemple le plus éclatant de la connivence consentante et bienveillante entre les médias et les groupes d'intérêts fut fourni à l'occasion de la tenue du troisième Sommet des Amériques dans la ville de Québec, du 20 au 22 mai 2001. Ces sommets sont avant tout des événements médiatiques que les politiciens utilisent à leur avantage à des fins politiques intérieures, et cela en projetant une image internationale. Ils ont leur utilité pratique, cependant, en ce qu'ils favorisent la solution de différends entre les pays par des contacts directs entre les dirigeants.

Les groupuscules idéologiques ont bien compris que de tels événements attirent l'attention des journalistes et des médias, et qu'ils représentent un instrument rêvé pour transmettre des messages à la population. Ils ont donc entrepris de partager l'avant-scène avec les politiciens et même de les battre à leur propre jeu, et cela, essentiellement en se servant des médias.

Ainsi, au printemps de 2001, dans la ville de Québec, et pendant toute une longue semaine, tous les médias, mais surtout les médias électroniques, et en particulier les médias francophones du Québec, servirent de courroies de transmission à la propagande bien orchestrée d'une coalition disparate de groupes d'intérêts, de groupuscules idéologiques et de casseurs professionnels, opposés à tort ou à raison au capitalisme, à la mondialisation et à la trop grande influence politique du monde des affaires. Sans aucune proportion avec le nombre et l'importance des personnes en cause, les médias leur offrirent leur temps d'antenne et transmirent leurs messages biaisés avec un minimum de filtrage et d'explications.

En effet, dans un premier temps et pour attirer l'attention de ces médias, des contestataires montèrent de toutes pièces un « sommet des peuples », lequel en fait était une rencontre tout à fait légitime de groupes d'intérêts et de groupes idéologiques, mais qui n'était nullement représentatifs de quelques peuples que ce soit. Néanmoins, les médias traitèrent ces assises comme s'il s'agissait d'événements hautement démocratiques et représentatifs, alors qu'il n'en était rien.

Dans un deuxième temps, la dérive se produisit quand certains médias n'hésitèrent point à fournir du temps d'antenne gratuitement et à satiété à tout ce qu'il y avait de manifestants professionnels, d'anarchistes et de contestataires de tout acabit, et même à des vandales destructeurs. Et cela, sans aucune contrepartie et sans aucun débat, afin qu'ils puissent répandre sur les ondes des propos hystériques, de la désinformation, des demi-vérités, des faussetés et des mensonges.

Pendant ce temps, et en parallèle, des activistes extrémistes, notamment en provenance des États-Unis ¹, des contestataires radicaux, des fauteurs de trouble, des pilleurs et des lanceurs de billes d'acier et de cocktails Molotov purent eux aussi et presque impunément se donner en spectacle, en saccageant tous les symboles détestés sur leur passage, en brisant vitres et vitrines et en allumant des incendies.

Une vérité fondamentale demeure : il est faux que dans une démocratie le droit de manifester soit aussi un droit de blesser, de détruire et de saccager. Comme le maire de la Ville de Québec l'a bien exprimé à cette occasion, « Exprimer ses idées est une chose, briser la ville en est une autre ² ». La violence et l'intimidation de la cohue de la rue sont tout le contraire de la démocratie : ce sont plutôt des graines de tyrannie et de fascisme. Dans les années 20 en Allemagne, cette stratégie de la violence politique conduisit tout droit à la montée au pouvoir d'un certain Adolf Hitler. Il ne faudrait pas que les démocraties du XIX^e siècle répètent les mêmes erreurs.

À Québec, le comble de l'hypocrisie et de l'ironie fut d'ailleurs atteint quand le dictateur cubain, Fidel Castro, accorda son appui officiel aux manifestants ³. Venant d'un dictateur qui emprisonne ses adversaires politiques, quand il ne les fait tout simplement pas exécuter, et qui ne tolérerait pas une minute une contestation de son pouvoir, même si elle était pacifique, la chose était plus que cocasse. En effet, à Cuba, un attroupement de quelques individus suffit à les faire mettre en

¹ Parmi eux, il y avait le groupe anarchiste des Black Bloc, lequel avait été très actif lors des manifestations violentes à Seattle en 1998. Il s'agit d'une organisation anarchiste dont la filière remonte jusqu'aux années 20 et 30 en Europe, et dont les membres sont entraînés au combat de rue contre les policiers.

² *Le Devoir*, 24 mars 2001, p. A3.

³ Voir Reuters, *La Presse*, « Castro soutient les manifestants », 21 avril 2001, p. A14.

prison ¹. À Cuba, les contestataires romantiques se seraient vite retrouvés en prison s'ils avaient osé contester quoi que ce soit, *a fortiori*, le régime. Aucun journaliste n'osa cependant souligner le paradoxe auprès des personnes interviewées qui toutes, prétendument, se réclamaient des droits humains et de la démocratie.

La semaine médiatique du 16 au 22 mai 2001 devrait faire l'objet d'une étude approfondie sur la facilité avec laquelle des groupes d'intérêts et des activistes extrémistes antidémocratiques réussirent à manipuler à leurs avantages les grands médias, et comment ceux qui contrôlent les médias coopérèrent plus ou moins activement à cette prise en otage de la population ².

Les médias et les guerres

Déjà, lors de la guerre du Vietnam, dans les années 1960-1970, le médium électronique de la télévision apportait dans les salons des images d'atrocités et de morts. La guerre du golfe Persique, en 1990-1991, fut encore davantage filmée en direct par les caméras de la télévision. En 2001, après les attentats terroristes aux États-Unis, c'est à qui, parmi les réseaux de télévision, reviendrait la palme de la primeur, soit d'un bombardement en direct sur l'Afghanistan, soit d'une entrevue avec des acteurs du drame. C'est que les médias électroniques sont naturellement enclins à donner une grande publicité aux actes violents et aux drames humains.

Des réseaux mondiaux de télévision, tel celui de la chaîne CNN, et auxquels sont venus s'ajouter des chaînes régionales comme Al Jazira dans le monde arabe, actualisent les événements guerriers ou les manifestations violentes, en les servant en pâture à des publics variés et dispersés à travers la planète. Et avec quelles conséquences ? Quels sont les impacts de ces images brutales sur les personnes, enfants et adultes ? Dans quel sens se fera le conditionnement des esprits ? Pourrait-il influencer le cours des événements et leur dénouement ?

Au cours des guerres précédentes, surtout au cours de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), les gouvernements des pays en guerre suspendaient rapidement les libertés civiques, à commencer par la liberté d'expression, et prenaient le contrôle des médias. Il n'était pas question que les médias puissent venir démoraliser la population et démobiliser les ressources disponibles. Est-ce que dans l'avenir, les pays pourront sortir vainqueurs des guerres si des médias minent de l'intérieur comme de l'extérieur l'effort de guerre ?

¹ Voir Victor Mozo, « Cuba seul responsable », *La Presse*, 27 avril 2001, p. A11.

² Pour un résumé de l'orgie de propagande médiatique déversée sur les ondes lors de cette semaine particulière, voir Mario Roy, « Titanic, la suite, La semaine qui vient de s'écouler aura été celle du naufrage de la raison », *La Presse*, Montréal, 21 avril 2001, p. A18.

Il est donc possible que les belligérants qui gagneront les prochains grands affrontements militaires ne soient pas ceux qui sont les mieux armés, mais ceux qui contrôleront le mieux les médias électroniques d'information et de propagande. Dans les guerres de l'avenir, les ondes seront autant une arme que les missiles.

La propagande politique

Ce qui empire les choses, c'est que les gouvernements eux-mêmes, même en temps de paix, engloutissent des sommes phénoménales en dépenses de propagande, lesquelles ont le double avantage de conditionner la population et de s'assurer la sympathie des médias reconnaissants ¹.

Ce sont donc les groupes les mieux organisés, les mieux financés et dont l'accès aux médias est le meilleur qui imposent leurs priorités, non seulement aux gouvernements mais à l'ensemble de la société. Il y a alors risque que la population tout entière soit soumise à la dictature des groupes de pression, au détriment de l'intérêt général et des personnes démunies et isolées.

Pauvreté des affaires publiques

Paradoxalement, les médias électroniques sont en grande partie responsables du vide qui existe au Canada en matière d'affaires publiques. La télévision, en particulier, est bien pire au Canada qu'aux États-Unis, où il existe encore une tradition de débats contradictoires et de reportages fouillés. Au Canada, par censure, autocensure ou par facilité, il n'en existe pratiquement pas. Tout ce qui est controversé, complexe et sérieux a été évacué des ondes au profit du « juste pour rire » et de tout ce qui choque, y compris, et peut-être surtout, chez les médias subventionnés à même les fonds publics. Le résultat ? Dans de très nombreux

¹ Au cours de la seule année fiscale 2000-2001, le gouvernement fédéral canadien consacra 84 pour cent de ses dépenses de promotion du drapeau canadien dans le cadre d'événements concentrés au Québec. Voir Daniel Leblanc, « Sponsorship aid to Quebec rises », *The Globe and Mail*, 25 juillet 2001, p. A1.

Officiellement, le gouvernement du Canada consacre 125 millions de dollars par année à ses opérations de propagande. Quelques 75 millions de dollars sont dépensés par le Communications Coordination Services Branch du ministère des Travaux publics, et 52 millions de dollars par le Canada Information Office, les deux organismes étant sous la responsabilité de l'organisateur libéral en chef au Québec, Alfonso Gagliano. Voir Daniel Leblanc, « Ottawa plans big ad agency », *The Globe and Mail*, 1^{er} août 2001, p. A1. Le gouvernement canadien subventionne, en plus, quelque 400 magazines et revues au rythme annuel de 25 millions de dollars, à même un budget spécial du ministère du Patrimoine canadien, ce dernier étant essentiellement lui aussi un organisme de propagande politique. Voir Jacques Benoît, « 25 millions de dollars versés aux magazines par Ottawa », *La Presse*, 13 juillet 2001.

domaines, les gouvernements sont attentistes, les réformes nécessaires ne se font pas et les citoyens sont désemparés et frustrés.

Au Canada, il semblerait que les médias électroniques se soient donnés comme mission première de faire rire à tout prix et d'engourdir la population. Ils entretiennent l'apathie, le voyeurisme et l'insignifiance. Éclairer, éduquer et renseigner la population, même quand il s'agit formellement d'émissions d'information, ne font plus partie de leurs objectifs. Il faut dire que l'organisme fédéral qui les supervise, le CRTC (c'est-à-dire le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications), est devenu depuis quelques années un organisme d'une désolante futilité ¹.

Besoin d'une réforme politique

Il faudrait au Canada une enquête approfondie sur le rôle et les responsabilités des médias électroniques dans la société.

Puisque les ondes sont de propriété publique, on ne devrait pas accorder de licences d'opérer sans l'obligation formelle de mettre en ondes un minimum d'émissions d'affaires publiques. Et, en vue de placer tous les partis politiques sur un pied d'égalité, compte tenu de leur soutien populaire, on devrait considérablement accroître les périodes de temps d'antenne gratuites accordées aux partis politiques reconnus.

¹ Il faut reconnaître que la U.S. Federal Communications Commission aux États-Unis ne fait guère mieux.

CHAPITRE 8

Considérations sur la peine de mort

On tue un homme : on est un assassin. On tue des millions d'hommes : on est un conquérant. On les tue tous : on est un dieu.

Jean Rostand

*J'en suis arrivé à la conclusion que la peine de mort devrait être abolie...
Elle jette du discrédit sur l'ensemble du système judiciaire.*

Lewis Powell, juge de la Cour suprême américaine

[Retour à la table des matières](#)

La question de la peine de mort est difficile, car elle met en conflit deux grands sentiments humains, soit la compassion et l'esprit de vengeance. Quand des monstres commettent des meurtres odieux et sordides et assassinent froidement hommes, femmes et enfants, et qu'il n'y a aucun doute sur leur identité et leur culpabilité, le sentiment immédiat est de se servir du pouvoir de l'État pour les exécuter.

On peut donc, en théorie, être en faveur de la peine de mort, donc vouloir que des criminels crapuleux, coupables de meurtres prémédités, subissent le même sort que celui qu'ils ont fait subir, de sang-froid, à leurs victimes. En effet, beaucoup de gens sont en faveur de la peine de mort parce qu'ils croient que la vengeance pour la société et pour les proches des victimes de meurtres est un droit honorable et légitime. Personnellement, je ne suis pas, en théorie, contre la peine de mort. Je suis cependant contre, en pratique, sauf possiblement dans les cas de crimes terroristes qui mettent l'ensemble de la société en péril.

En effet, s'il y avait un moyen infallible d'identifier, à l'aide d'une évidence directe (et non pas circonstancielle), les meurtres prémédités, on pourrait être en faveur de la peine de mort, comme on l'est dans les cas de légitime défense. Face aux responsables de meurtres prémédités, c'est toute la société qui est en situation de légitime défense. Malheureusement, les cas de meurtres dont la culpabilité est établie à partir d'une évidence directe et irréfutable sont très rares. La plupart du

temps, les preuves de meurtre sont circonstancielles et même celles qui sont présentées comme directes sont souvent affaire de jugement et sont sujettes à interprétation.

C'est pourquoi, en pratique, il faut être contre la peine capitale. Les systèmes étatiques de justice ne placent pas tous les citoyens sur le même pied. Ils sont presque toujours biaisés contre les pauvres et les faibles d'esprit, en plus d'être à l'occasion dans l'erreur et de verser dans l'arbitraire. L'exemple le plus criant est celui du joueur étoile de football américain, O. J. Simpson, que des tests d'ADN ont relié au meurtre de deux personnes, dans les années 90, mais qui réussit néanmoins à se faire acquitter et à conserver sa liberté grâce aux services de bons avocats et avec l'appui d'un jury complaisant.

La société a le droit de se protéger contre les criminels, et les gouvernements ont comme première responsabilité de faire régner l'ordre et la paix. Mais il n'est pas nécessaire pour ce faire d'exécuter des êtres humains de sang-froid. La justice, la légitime défense et la protection de la société sont amplement servies par le recours à l'emprisonnement à vie, en autant bien sûr que l'emprisonnement à vie veuille dire ce que les mots disent. En outre, la peine de mort n'a même pas l'excuse d'être dissuasive. Si c'était le cas, les États-Unis ne seraient pas le pays démocratique avec le plus haut taux de meurtre.

La peine de mort aux États-Unis

La peine de mort avait été suspendue aux États-Unis en 1972 (*Furman vs Georgia*), ayant été jugée une punition arbitraire et indûment cruelle par la Cour suprême américaine. En 1976, cependant, la même cour permit que les exécutions par les États recommencent, suite à l'adoption de nouvelles lois. (Aux États-Unis, le code criminel relève des États.) Depuis, entre 1976 et juin 2001, quelque 716 personnes ont été exécutées aux États-Unis dans les 38 États sur 50 qui recourent à la peine capitale ¹. Au cours de la seule année de l'an 2000, il y eut 85 personnes mises à mort aux États-Unis. C'est beaucoup mais relativement peu quand on considère que le pire pays en la matière est la Chine communiste. Ce pays totalitaire fit exécuter 480 individus en seulement trois semaines en mai 2001 ², alors qu'il en avait fait exécuter 1077 en 1999, et 1067 en 1998.

Parmi les 38 États américains qui appliquent la peine de mort, celui qui le fait le plus systématiquement est le Texas, dont l'ancien gouverneur George W. Bush fut élu président des États-Unis lors des élections du 7 novembre 2000. En effet, en

¹ La 716^e personne à avoir été exécutée aux États-Unis fut Timothy James McVeigh, le 11 juin 2001, pour son attentat à la bombe à Oklahoma City en 1995, lequel fit 168 victimes.

² Voir Agence France Presse, « Chine : 480 exécutions en trois semaines », *La Presse*, 2 mai 2001.

cinq ans et demi comme gouverneur, ce dernier permit l'exécution de 121 personnes. Le 24 février 2000, il refusa même de suspendre l'exécution de Betty L. Les pays qui ont exécuté des jeunes ayant commis des crimes à l'âge de 18 ans et moins, avant 1997, sont l'Iran, le Nigeria, le Pakistan, l'Arabie saoudite et le Yémen. Aux États-Unis, 23 états permettent l'exécution de jeunes ayant commis des meurtres à l'âge de 18 ans et moins. Voir Jeff Glasser, « Death be not proud », *U.S. News & World Report*, 27 janvier 2000, p. 26-27. ou Beets, une grand-mère de 62 ans.

Il faut dire que la justice au Texas est plutôt expéditive : à titre d'exemple, toute évidence pouvant désinculper un individu doit être présentée en dedans d'un mois du jugement pour pouvoir être acceptée. Une telle célérité judiciaire multiplie les risques d'erreur et d'injustice. Ainsi, dans l'État de la Floride, vingt et une personnes préalablement condamnées à mort furent subséquemment relâchées entre 1972 et 2000, après que de nouvelles preuves d'innocence, souvent reliées à des tests d'ADN, furent découvertes.

La peine de mort a été abolie dans la plupart des pays civilisés, non seulement parce qu'elle est un châtiment cruel, mais aussi parce qu'elle est souvent appliquée d'une façon arbitraire, et parce qu'il arrive que des gens innocents soient exécutés. Même aux États-Unis, un grand État comme le Michigan a aboli la peine de mort il y a 150 ans. Au Canada, la peine de mort a été remplacée en 1975 par une incarcération à vie. La France procéda à son abolition en 1976.

Une étude a montré que dans l'État de l'Illinois, en treize ans, non moins de treize personnes peut-être innocentes avaient été exécutées¹. De telles constatations ont amené le gouverneur républicain de l'Illinois, George Ryan, le 31 janvier 2000, à suspendre les exécutions capitales dans son État.

Sur 195 pays dans le monde, 109 pays ont aboli la peine capitale en droit ou en fait². À l'exception notable des États-Unis, la presque totalité des pays démocratiques a aboli la peine de mort. En Europe, par exemple, il ne reste plus de pays démocratiques qui appliquent la peine de mort. Parmi les 41 membres du Conseil de l'Europe, seule la Turquie n'a pas signé ni ratifié le protocole de la Convention européenne des droits de l'homme qui abolit la peine de mort. La Turquie applique cependant un moratoire sur les exécutions depuis plusieurs années.

¹ De 1900 à 1992, on évalue que 417 personnes ont été condamnées à mort par erreur aux États-Unis, dont 23 furent effectivement exécutées. Voir Michael L. Radelet, Hugo A. Bedeau et Constance Putnam, « In Spite of Innocence : Erroneous Convictions in Capital Cases », *Northeastern University Press*, Boston, 1992.

² Parmi les 108 pays abolitionnistes, 75 l'ont fait pour tous les crimes et 13 pour les crimes de droit commun uniquement. Vingt-deux pays qui n'ont pas aboli formellement la peine de mort ne procèdent plus à des exécutions capitales depuis une décennie. Néanmoins, selon Amnistie internationale, 31 pays ont procédé à 1 813 exécutions au cours de la seule année 1999.

Les pays qui continuent à exécuter les gens sont essentiellement des pays totalitaires et dictatoriaux, lesquels souscrivent encore à la philosophie du pouvoir absolu des gouvernements sur les êtres humains. Parmi ces pays, outre la Chine communiste, on retrouve Cuba, le Guatemala, l'Iran, l'Arabie saoudite, Taiwan, l'Afghanistan, la Sierra Leone et le Rwanda. Au niveau des principes démocratiques, on peut faire valoir qu'aucun gouvernement ne devrait détenir le pouvoir exorbitant d'exécuter de sang-froid des êtres humains.

Moralité et peine de mort étatique

Dans un monde parfait, seuls les véritables meurtriers, coupables de meurtre avec préméditation, seraient exécutés. En pratique, ce n'est pas ce qui arrive. En effet, des gens sont exécutés pour des crimes commis sans préméditation mais sous l'influence de l'émotion du moment. Certains sont condamnés à partir de preuves circonstancielle peu fiables. D'autres le sont sur la foi de témoignages plus ou moins subjectifs et faillibles. D'autres le sont parce que leur défense fut mal présentée, d'autres par simple préjudice de la part de juges ou de membres de jury. D'autres, aussi, le sont sur la foi d'aveux qui leur ont été arrachés sous la contrainte. D'autres, enfin, le sont pour des crimes politiques.

Les systèmes européen, latino-américain et canadien de la condamnation à vie pour meurtre sont, en général, plus humains et possiblement plus efficaces¹. L'argument selon lequel la peine capitale aurait un effet dissuasif pour les criminels n'est pas vérifié aux États-Unis. Selon les statistiques fédérales et une enquête menée par le *New York Times* pour la période de 1980 à 2000, les taux d'homicides sont de 48 pour cent à 101 pour cent plus élevés dans les 38 États qui appliquent la peine de mort que dans les 12 États qui ne le font pas.

Par conséquent, il serait peut-être temps que la majorité des États américains joignent les pays civilisés et cessent de recourir au procédé barbare de la peine de mort. Présentement, ce faisant, ils projettent à travers le monde l'image d'un pays où priment la violence étatique et l'insensibilité.

Ce n'est certes pas un motif de réjouissance pour les États-Unis de se retrouver en compagnie de l'Iran, de la Chine, de l'Arabie saoudite et d'autres États

¹ Il n'est pas nécessairement vrai que l'exécution des personnes condamnées pour meurtre coûte moins cher à la société qu'un emprisonnement à vie. Pour l'État de la Floride, par exemple, on a calculé que les procès pour meurtre, quand la peine de mort était recherchée, coûtaient en moyenne 3,18 millions \$US en frais judiciaires de toutes sortes. Cela surpasse grandement les 516 000 \$US pour un emprisonnement à vie (40 ans). Très souvent il y a admission de culpabilité afin d'éviter la peine de mort, ce qui en même temps évite un procès. Voir Robert L. Spangenberg et Elizabeth R. Walsh, « Capital Punishment or Life Imprisonment ? Some Cost Considerations », *Loyola of Los Angeles Law Review* n° 23, 1989, p.45-58. Voir aussi David von Drehle, « The Death Penalty : A Failure of Execution », *Miami Herald*, 10 juillet 1988.

totalitaires appliquant la peine de mort. De plus, les États-Unis sont le seul pays dans le monde, depuis 1997, à exécuter de sang-froid des criminels qui ont commis leur crime quand ils étaient adolescents ¹. L'élection à la présidence de George W. Bush, politicien néophyte associé à la droite religieuse extrémiste et partisan convaincu de la peine de mort, marqua un recul majeur pour les États-Unis.

Les religieux de droite aux États-Unis sont en effet les plus fervents défenseurs de la peine de mort. Ce faisant, cependant, ils sont doublement en contradiction avec les principes qu'ils prétendent vouloir défendre. Premièrement, en effet, les partisans de la ligne religieuse prétendent se référer aux enseignements du Christ. Ils posent souvent même la question : « Que ferait Jésus ? » En aucun cas Jésus Christ, lui-même victime de la peine de mort romaine, s'est fait le propagateur de la peine de mort. Il opposa plutôt sa doctrine du pardon à l'ancien précepte juif de « œil pour œil, dent pour dent » : « Que celui qui est sans péché lance la première pierre. »

Pour justifier l'application de la peine de mort, il faut se référer à l'Ancien Testament, pas aux préceptes du Nouveau Testament. Par conséquent, les partisans de la peine de mort qui se prétendent chrétiens, ou disciples du Christ, sont en contradiction avec eux-mêmes.

Deuxièmement, les conservateurs religieux sont habituellement des conservateurs politiques. En vertu de ce conservatisme, ils nourrissent de la méfiance à l'endroit de tout État ou de tout gouvernement. Comment alors justifier qu'ils soient disposés à confier à un gouvernement la responsabilité suprême de vie ou de mort sur les citoyens ? Comment un gouvernement présumé incompetent sinon corrompu en d'autres matières deviendrait-il soudainement efficace et omniscient en matière de juger et d'exécuter les gens ? Poser la question, c'est y répondre : la décision de vie ou de mort, en général, ne devrait pas relever d'un gouvernement.

La punition pour meurtre au Canada

Contrairement aux États-Unis, le Canada pêche peut-être par trop d'indulgence et de clémence face aux criminels et aux meurtriers. Il n'est pas rare, en effet, que des personnes condamnées pour meurtre prémédité soient remises en liberté après 20, 15 ou même 10 ans d'incarcération. Il arrive par conséquent que des gens soient assassinés par des meurtriers qui en sont à leur deuxième, voire leur nième meurtre. Certains tueurs à gages ont même à leur passif 40 ou 50 meurtres.

¹ Les pays qui ont exécuté des jeunes ayant commis des crimes à l'âge de 18 ans et moins, avant 1997, sont l'Iran, le Nigeria, le Pakistan, l'Arabie saoudite et le Yémen. Aux États-Unis, 23 états permettent l'exécution de jeunes ayant commis des meurtres à l'âge de 18 ans et moins. Voir Jeff Glasser, « Death be not proud », *U.S. News & World Report*, 27 janvier 2000, p. 26-27.

Une criminologue de l'Université de Montréal, Fabienne Cusson, a pris l'heureuse initiative de compiler des données sur tous les meurtres commis dans la province de Québec au cours d'une période de 40 ans (1956-95) ¹. Au cours de cette période, 279 personnes ont été assassinées par 131 meurtriers qui avaient tué auparavant. Il va de soi que si les 131 meurtriers n'avaient pas bénéficié d'une libération conditionnelle, ou avaient été exécutés pour leur premier meurtre comme dans certains États américains, il y aurait eu, en théorie, moins de victimes de meurtre ².

Est-ce là un argument en faveur de la peine de mort pour les meurtriers endurcis qui en sont à leur deuxième ou nième meurtre ? On peut dire, à tout le moins, que toute personne condamnée pour un deuxième homicide prémédité devrait être incarcérée à perpétuité, sans aucune possibilité de libération anticipée.

Légitime défense collective et terrorisme

Doit-on faire une exception pour les terroristes qui planifient la mort de milliers de personnes, dans le but de provoquer la terreur et l'insécurité, et qui visent ni plus ni moins la destruction de la société ? Il n'y a sans doute pas de meilleur exemple de légitime défense collective. C'est toute la société qui est alors en état de légitime défense et de survie. Le terrorisme à haute échelle place les pays dans une situation de guerre, et, à la guerre, l'élimination de la source de la menace collective n'est pas une question de choix, mais de nécessité. Un pays n'a pas l'option de perdre une guerre de survie.

Les attentats politico-religieux qui firent plusieurs milliers de victimes aux États-Unis, le 11 septembre 2001, entreraient dans cette catégorie. Il est difficile d'avancer, en effet, que les individus qui commettent de telles atrocités ne sont point une menace mortelle continue et ne se placent pas automatiquement en situation de guerre contre l'humanité.

Conclusion

La peine de mort étatique peut, en théorie, se justifier par le besoin légitime des sociétés et des individus de se protéger contre des meurtriers endurcis, dont certains en sont à leur nième meurtre prémédité, ou contre des terroristes qui

¹ Voir, André Pratte, « Sept Québécois par an sont victimes d'un meurtrier récidiviste », *La Presse*, 12 avril 2000, p. A15.

² Des 131 meurtriers qui ont commis de multiples meurtres, 33 n'avaient pas été identifiés par la police en rapport avec leur premier meurtre ; 43 étaient soupçonnés mais n'avaient pas été accusés de leur premier meurtre. Comme 18 récidivistes ont commis leur deuxième meurtre à l'intérieur des murs de la prison, seulement 56 deuxièmes meurtres furent commis par des meurtriers déjà condamnés une première fois, dont 5 à la suite d'une évasion.

menacent la survie même de la société. Cependant, il s'agit là de cas d'exception. Par conséquent, en pratique, la règle devrait de ne point s'en remettre à nos systèmes de justice plus ou moins imparfaits et plus ou moins arbitraires pour décider de l'application du châtiment de la peine de mort.

L'emprisonnement à vie sans possibilité de libération dans les cas de meurtres prémédités, corroborés par des preuves directes, permet d'atteindre l'objectif de légitime défense et de justice. C'est pourquoi l'exécution d'êtres humains à froid par des gouvernements est petit à petit abandonnée dans presque tous les pays démocratiques. Tout comme l'esclavage, naguère accepté, fut abandonné au XVIII^e siècle, la peine de mort étatique sera, elle aussi, progressivement abolie au XXI^e siècle. Toutefois, la menace du terrorisme à haute échelle et des meurtres collectifs pourrait ralentir une telle tendance. L'avenir le dira.

CHAPITRE 9

L'État et les jeux de hasard

*Les hommes sont si simples et si pressés de répondre à leurs nécessités
que celui qui dupe trouvera toujours sur sa route des hommes
prêts à se laisser berner.*
Machiavel (1469-1527)

[Retour à la table des matières](#)

Le 14 mai 2000 se tenait dans une province canadienne, le Nouveau-Brunswick, un référendum sur l'opportunité ou non de permettre la dissémination des machines de video-poker dans la province. Par une mince majorité, la population vota en faveur de continuer de permettre ce genre de machines à sous. Les référendums sur des questions d'intérêt public sont très peu fréquents au Canada. En dehors des périodes électorales, en effet, on demande rarement l'avis de la population sur des sujets importants.

L'État promoteur du jeu

En matière de jeu, la question politique et morale consiste à savoir si l'État doit exploiter à son profit les faiblesses humaines, ou s'il doit plutôt s'appliquer à protéger les personnes les plus faibles de la société contre les ravages de certaines consommations. La consommation de certains biens s'accompagne d'effets sociaux néfastes qui dépassent de beaucoup les personnes directement en cause. C'est le cas de la consommation des boissons alcooliques, des drogues hallucinogènes, et, de plus en plus, des jeux de hasard impliquant de fortes sommes d'argent.

Parce que ces abus affectent non seulement les premiers intéressés, mais aussi les conjoints, les enfants, les jeunes en général, les employeurs, etc., et créent des victimes, l'État est pleinement justifié d'intervenir. Il s'agit d'un cas net d'externalités dans le fonctionnement des mécanismes d'échange volontaire que sont les marchés.

Dans les années 70, lorsque la question d'établir au Québec des casinos et des machines à sous fut posée au gouvernement Lévesque (dont j'ai fait partie de 1976 à 1979), celui-ci s'y refusa. On estimait alors que de telles machines à faire de l'argent devaient être réservées à des lieux touristiques, et non pas devenir une drogue quotidienne pour la population. Au début des années 90, et sans tenir de référendum sur la question, le gouvernement Bourassa renversa cette décision et autorisa l'implantation de casinos et en confia l'administration à Loto-Québec.

Outre la perspective d'engranger des revenus fiscaux additionnels, la raison du changement d'attitude du gouvernement du Québec était la crainte que si le gouvernement n'occupait pas la place, ce serait les réserves autochtones ou même le crime organisé qui se lanceraient dans cette industrie payante. En d'autres termes, le gouvernement Bourassa craignait de ne pas pouvoir faire respecter la loi qui défendait de telles activités. C'était un aveu concret de faiblesse et de capitulation.

Dans la plupart des pays, l'État réglemente la consommation de l'alcool et essaie tant bien que mal de réprimer la consommation des drogues hallucinogènes. Dans le cas des jeux de hasard, cependant, les gouvernements sont beaucoup plus ambivalents. Dans bien des cas, les gouvernements se font eux-mêmes les promoteurs de l'industrie du jeu, sous prétexte, peut-être justifié, que s'ils ne le font pas, d'autres intérêts moins légitimes le feraient à leur place. C'est ce qui a amené les gouvernements provinciaux à étatiser une partie importante de l'industrie des jeux de hasard au Canada.

Si une telle étatisation avait pour but premier de réglementer une industrie potentiellement dangereuse dans ses ramifications, il n'y aurait rien à dire. C'est lorsque le gouvernement délaisse son rôle de gardien de l'intérêt public pour se concentrer sur son rôle d'entrepreneur mercantile qu'il y a danger de dérapage.

Nous ne sommes pas loin de ce point de rupture au Québec. En 2000, Loto-Québec, la société d'état qui détient le monopole de l'industrie du jeu au Québec, a enregistré un chiffre d'affaires annuel de quelque 3,4 milliards de dollars et versé un dividende de 1,2 milliards de dollars au gouvernement. À cause de ces énormes rentrées de fonds découlant des jeux de hasard, le gouvernement du Québec s'est en quelque sorte placé dans une situation de conflits d'intérêts entre son accoutumance fiscale et ses responsabilités sociales. Le Vérificateur général du Québec a souligné, dans son rapport de juin 2000, le manque d'enthousiasme du gouvernement à ralentir la croissance des principaux vecteurs du jeu compulsif.

Le jeu par Internet

Les problèmes sociaux reliés au jeu risquent de s'intensifier dans les années à venir avec la très grande disponibilité des jeux de hasard payants disponibles sur

Internet. Ce sont les jeunes et les personnes les plus vulnérables qui risquent d'être les victimes de l'accès illimité et non réglementé aux jeux de hasard par Internet. Il serait relativement facile pour les pouvoirs publics d'enrayer cette nouvelle plaie sociale. Il s'agirait que les gouvernements défendent le recours aux cartes de crédit pour transférer des sommes d'argent aux sites Internet de jeu illicite. Déjà, un projet de loi en ce sens a été déposé au Congrès américain.

Tous les jeux de hasard n'ont pas le même impact social. On ne peut mettre sur le même pied les installations de casino ou de bingo, bien localisées et réglementées, et d'une nature bien particulière, avec les machines électroniques de jeux pécuniaires que l'on retrouve dans tous les patelins et qui sont autrement accessibles aux personnes vulnérables, soit les joueurs compulsifs et les jeunes en général.

Quoi faire ? À défaut de demander à la population de trancher ce débat de société d'une façon démocratique, le gouvernement du Québec devrait prendre ses responsabilités en soumettant un organisme essentiellement commercial comme Loto-Québec à la surveillance d'une régie réglementaire indépendante selon le modèle de la Régie de l'énergie face à Hydro-Québec. Il appartiendrait alors à cette dernière de faire les nécessaires études coûts-bénéfices et de réglementer l'industrie du jeu au Québec.

CHAPITRE 10

La censure et les délits d'opinion

Je désapprouve ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour défendre votre droit de le dire.
Voltaire (1694-1778)

Un homme parfaitement honnête au milieu de gens malhonnêtes ne peut manquer de périr tôt ou tard.
Machiavel (1469-1527)

Les deux choses que l'on trouve en plus grandes quantités dans l'univers sont l'hydrogène et la stupidité.
Harlan Ellison

[Retour à la table des matières](#)

S'il est un champ d'activités où on devrait se méfier des condamnations sommaires pour délit d'opinion, c'est bien celui de la politique. En effet, les politiciens sont des personnes amenées naturellement, avec les journalistes, les universitaires et les intellectuels, à mettre de l'avant des idées et des opinions. Quand, dans un pays, la liberté de pensée, d'opinion et d'expression est violée, ce sont ces personnes qui sont les premières visées, et c'est l'ensemble de la société qui est perdante.

Le dictionnaire Larousse définit une opinion comme suit : une manière de pensée qui ne repose pas sur un fondement certain. En d'autres mots, une opinion n'est pas nécessairement une vérité. Elle peut ne refléter que la seule perception, bonne ou erronée, qu'un individu a d'une chose ou d'une situation. Une opinion peut être discutable ou même contestable, et donner lieu à débat. Toute personne devrait jouir de la liberté fondamentale d'émettre des opinions sans craindre d'être mis au ban de la société. L'époque où on condamnait Socrate à mort pour ses idées est depuis longtemps révolue.

À la condition que les opinions n'incitent pas à la violence ou à la haine, toutes les démocraties libérales consacrent solennellement la liberté d'opinion. La Charte

canadienne des droits et libertés, par exemple, garantit la « liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression » (2.b). La Constitution canadienne ne dit pas que seules les croyances et les opinions vraies ou populaires sont garanties ; elle dit que cette liberté « ne peut être restreint(e) que par une règle de droit ».

La Charte québécoise des droits et libertés de la personne va dans le même sens. Il y est stipulé que « toute personne est titulaire des libertés fondamentales telles la liberté de conscience, la liberté de religion, la liberté d'opinion, la liberté d'expression ... » (art. 3). De plus, une Commission des droits de la personne a même été constituée dans le but premier d'assurer le respect des principes contenus dans la Charte québécoise. La liberté d'opinion est donc l'une de ces libertés fondamentales qui sont à la base de toute société démocratique.

Par conséquent, quand un gouvernement ou un parlement entreprend de brimer la liberté d'opinion d'un citoyen, il appartient à ce gouvernement ou à ce parlement de prouver qu'une intervention aussi extraordinaire est conforme à la Constitution et respecte les libertés fondamentales. Cela ne peut se faire à la légère et en improvisant.

L'Affaire Michaud

Malgré les garanties de toutes les chartes, canadienne et québécoise, l'Assemblée nationale du Québec n'en entreprit pas moins, le 14 décembre 2000, de censurer un citoyen, M. Yves Michaud, ancien député libéral de Gouin de 1966 à 1970, ex-éditeur du quotidien souverainiste *Le Jour* et ancien délégué général du Québec à Paris, pour avoir émis des opinions dérangeantes. Avec une étonnante unanimité à laquelle seuls les pays totalitaires nous avaient habitués, l'Assemblée nationale adopta la motion de blâme suivante à l'endroit de Yves Michaud :

« Que l'Assemblée nationale dénonce sans nuance, de façon claire et unanime, les propos inacceptables à l'égard des communautés ethniques et, en particulier, à l'égard de la communauté juive, tenus par Yves Michaud à l'occasion des audiences des états généraux sur le français à Montréal le 13 décembre 2000 ¹. »

Cette motion intimidante, votée par 109 députés présents, cachés derrière leur immunité parlementaire, et donc à l'abri des remontrances de la Commission des droits de la personne, visait à censurer M. Michaud pour avoir énoncé devant la Commission des états généraux sur la langue, le 13 décembre 2000, un constat historique documenté, à savoir que lors du référendum du 30 octobre 1995, « il y avait eu un vote ethnique contre la souveraineté du peuple québécois ».

¹ Cette motion avait été préparée en collaboration par le député libéral Lawrence Bergman du comté de D'Arcy-McGee et le député péquiste André Boulerice de Sainte-Marie-Saint-Jacques.

M. Michaud appuyait ses dires sur un rapport officiel du Directeur général des élections du Québec, selon lequel il y avait eu, lors du référendum du 30 octobre de 1995, plusieurs bureaux de votation dans la municipalité montréalaise de Côte-Saint-Luc, entre autres, où il n'y avait pas eu un seul vote en faveur du OUI.

Les députés reprochaient aussi, à l'unanimité, à M. Michaud d'avoir repris à cette occasion des propos publiés dans son livre *Paroles d'un homme libre*, à savoir que « les membres de [l'organisation] B'Nai B'rith étaient « des extrémistes anti-québécois et anti-souverainistes », en plus de qualifier l'organisme, dans une remarque impromptue, de « phalange extrémiste du sionisme mondial ¹ ».

Le B'nai B'rith répliqua par la bouche du président de son chapitre québécois, M. Robert Libman, maire de Côte-Saint-Luc et ancien chef du Parti Égalité, un parti dévoué à la défense des droits des Anglo-Québécois et en faveur de la partition du territoire québécois, en cas de l'accession du Québec à l'indépendance politique ². Ce dernier exigea de M. Lucien Bouchard, premier ministre (souverainiste) du Québec, qu'il dénonce les propos de M. Michaud et qu'il l'écarte d'office de la candidature du Parti québécois dans le comté montréalais de Mercier.

Il faut dire que le B'nai B'rith (Sons of Covenant) ³ est un formidable groupe de pression politique qui regroupe 500 000 membres dans 50 pays. L'organisme fut fondé à New York en 1843 pour la défense des intérêts de la population juive de New York, de la même manière que la Société Saint-Jean-Baptiste fut fondée à Montréal en 1834 pour la défense des intérêts des Canadiens français. Il s'agit donc, dans un cas comme dans l'autre, d'organisations légitimes d'entraide et de défense.

La différence entre la Société Saint-Jean, Baptiste et le B'nai B'rith tient au fait que ce dernier organisme a une envergure internationale et dispose de moyens d'intervention, financiers et autres, autrement plus puissants. Lorsqu'un individu isolé devient la cible politique ou idéologique d'une organisation politique aussi

¹ « Sionisme mondial » : Expression qui fait allusion à l'« internationalisme juif », à l'idée que les juifs agissent de façon concertée et stratégique en vue d'accomplir leurs « objectifs propres », au-delà de toute appartenance ou loyauté nationale, en dehors de celle ressentie envers l'État d'Israël. Fait aussi allusion à un « establishment juif » ou un pouvoir occulte que l'on ne peut affronter sur la scène publique.

Cette définition est tirée de Victor Armony, « Acte de Parole », *Le Devoir*, 19 décembre 2000, p. A7

² Ce détail a été soulevé par Norman Spector, « An Open Letter to the Quebec Premier, Dear Lucien ... », *The Globe and Mail*, 28 décembre 2000, p. A17.

³ L'organisation B'nai B'rith du Canada date quant à elle de 1875, compte environ 10 000 membres, dont 1 900 au Québec. Elle a pour mission principale de lutter contre l'antisémitisme, la discrimination et le racisme. Voir Alexandre Sirois, « Qu'est-ce que le B'nai B'rith ? », *La Presse*, 23 décembre 2000, p. B3.

puissante et richissime, il a peu de chance de s'en sortir. Même des gouvernements tremblent à la pensée de se la mettre à dos ¹.

Un autre individu, le député libéral ontarien Andrew Telegdi, député de Kitchener, eut lui aussi à subir les foudres d'un organisme de pression publique, soit le très puissant World Jewish Congress. En 2001, le président du WJC alla jusqu'à demander l'expulsion du caucus libéral et du Parti libéral du Canada du député parce que ce dernier avait émis l'opinion que des juges plutôt que des fonctionnaires ou des politiciens devraient être habilités à priver un citoyen de la citoyenneté. Il avait ajouté qu'un tel procédé administratif et politique, sans droit d'appel, lui rappelait les procédés de l'Allemagne hitlérienne.

Quelques jours plus tard, la ministre libérale de l'Immigration, Elinor Caplan, vint justifier par ses gestes la critique fondée du député Telegdi en ordonnant la déportation de la famille de Pawel Sklarzyk et de ses quatre enfants, dont deux nés au Canada, suite à une erreur bureaucratique mettant en cause un montant de 50\$ ². On a l'impression parfois que certains politiciens font exprès pour discréditer la classe politique ³.

¹ Dans un passé récent, quatre individus renommés subirent les foudres de l'organisme et furent stigmatisés publiquement : – En 1996, au Québec, Jean-Louis Roux dut confesser une erreur, commise 54 ans auparavant lorsqu'il était étudiant, d'avoir affiché un emblème hitlérien. – En France, en 1996, l'abbé Pierre, âgé de 83 ans, fut pris à partie et dut s'exiler pour avoir cautionné un livre de son ami Roger Garaudy, intitulé *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*, dans lequel ce dernier dénonçait l'exploitation politique de chiffres arbitrairement exagérés du nombre de juifs exterminés par le régime nazi. – Aux États-Unis, toujours en 1996, l'acteur Marlon Brando, alors âgé de 72 ans, fut contraint de s'excuser en larmes devant les caméras après avoir déclaré que Hollywood était contrôlé par les juifs et appartenait aux Juifs. En Colombie-Britannique, en 1999, le journaliste Doug Collins fut traîné en justice par un représentant du B'nai B'rith pour ses articles dans le journal *North Shore News* et condamné à verser 2 000 \$ à l'intéressé, en vertu d'une loi de la C.B. appelée « Human Rights Act ».

Voir Jean-Louis Roux, « J'ai commis une erreur », *Le Devoir*, 7 novembre 1996, p. B 3. – AFP, « L'abbé Pierre récidive : les Juifs ont eux-mêmes commis un génocide comparable à la Shoah », *Le Devoir*, 18 juin 1996. – Reuter, « Des Juifs veulent faire de la vie de Marlon Brando un "enfer" », *La Presse*, 9 avril 1996, p. A 14. Alexandra Gill, « Columnist lost hate trial », *The Globe and Mail*, 5 octobre 2001.

² Voir Andrew Mitrovica, « MP under Fire for "Hitler" Remark », *The Globe and Mail*, 8 mai 2001, p. A3.

Aussi, Kirk Makin, « Told truth about payment, family still to be deported », *The Globe and Mail*, 19 mai 2001, p. A1.

³ Les journaux francophones du Québec ne firent pratiquement pas mention de l'incident, celui-ci s'étant produit dans le sud de l'Ontario.

Le journal *Globe and Mail*, cependant, prit carrément position contre « l'arrogante » ministre : Voir « Denied one last hearing », *The Globe and Mail*, 26 mai 2001, p. A14. Une déclaration controversée fut celle faite par le député libéral fédéral Tom Wappel, quelques semaines auparavant, à savoir qu'il n'aidait pas les résidents de son comté qui avaient voté contre lui.

La liberté de pensée et d'opinion

Quel que soit le bien-fondé des opinions politiques émises par un individu, il y a quelque chose de profondément dangereux et malsain dans une démocratie quand c'est un parlement qui plie à des pressions et s'en prend unanimement et sans recours à un citoyen isolé, en le stigmatisant publiquement pour ses idées et ses opinions¹. Ces atteintes à la liberté exposent à la risée la Constitution qui garantit la liberté d'opinion et d'expression.

En effet, la personne ainsi victimisée subit un préjudice pour lequel il lui est pratiquement impossible d'obtenir réparation. Elle est laissée à elle-même face à l'énorme appareil de l'État. Elle est accusée et condamnée pour délit d'opinion par un parlement, sans aucun recours contre ses accusateurs. Dans le cas de « l'Affaire Michaud », on se trouvait à transformer une question de régie interne d'un parti politique et une question d'image de marque, en une question de censure politique.

C'est une chose pour un parti politique de sélectionner ses candidats comme bon lui semble. Un parti politique est une entreprise politique en concurrence avec d'autres et qui doit se soumettre à l'appréciation de l'électorat. C'est une tout autre chose, cependant, quand c'est l'État de tous les citoyens, gardien des libertés fondamentales, qui ostracise sans appel un citoyen.

En tant que candidat présomptif d'un parti politique, puisqu'il avait indiqué publiquement son intention de briguer la candidature péquiste dans le comté montréalais de Mercier, M. Michaud devait assumer les conséquences de ses opinions, si elles étaient inacceptables à son parti. Cela est tout à fait raisonnable. En tant que citoyen, cependant, et cela sans avoir de surplus enfreint aucune loi existante, il n'avait pas à être stigmatisé par un parlement.

Le droit de pensée et d'expression garanti par la Constitution stipule implicitement que celui ou celle qui s'en prévaut ne subira pas les foudres de l'État, sans quoi ce droit ne serait pas réel mais uniquement symbolique. Il est extrêmement dangereux pour un individu isolé d'être censuré dans ses opinions par un parlement, car il ne peut bénéficier d'aucune défense et d'aucun recours, au contraire du système judiciaire qui considère un accusé innocent jusqu'à preuve du contraire.

Les parlements législatifs qui se lancent dans la censure parlementaire et dans la distribution d'anathèmes contre les citoyens outrepassent leur rôle et leur pouvoir. Ils se discréditent et, avec eux, la démocratie. Si l'État veut sanctionner

¹ La même crainte doit être soulevée quand des organisations riches et puissantes s'attaquent à des individus isolés pour les harceler et les faire taire.

des citoyens, qu'il le fasse par des lois générales et par le processus judiciaire, cadre à l'intérieur duquel l'accusé peut être entendu et se défendre ¹.

Conclusion

De toute évidence, le 14 décembre 2000, l'Assemblée nationale du Québec a outrageusement abusé de ses pouvoirs en se transformant en tribunal de censure des opinions d'un simple citoyen. Ce précédent est dangereux et en toute probabilité anticonstitutionnel, à moins que la Constitution ne s'applique qu'aux citoyens et non pas aux politiciens.

À défaut de retirer cette motion de blâme, il faudrait qu'une majorité des 109 députés qui l'ont précipitamment appuyée, sans débat, la dénoncent publiquement dans les années à venir. Sinon, ce jour du 14 décembre 2000 passera à l'Histoire comme un jour de honte dans les annales politiques du Québec ².

¹ L'hystérie et le terrorisme intellectuel de la rectitude politique atteint fréquemment des paroxysmes d'absurdité au Canada. Ainsi, en janvier 2001, le Congrès juif du Canada exigea des excuses publiques d'un conservateur de musée, Ian Lumsden du Musée d'art de Fredericton au Nouveau-Brunswick. Son crime ? Celui d'avoir émis une opinion dans le cadre d'une entrevue journalistique téléphonique au cours de laquelle il avançait maladroitement que « les Nazis avaient peut-être par inadvertance servi le bien public en soustrayant de la destruction et des bombardements des œuvres d'art qu'ils s'étaient appropriées à Amsterdam ou ailleurs ». Voir Allan Fatheringham, « Political Correctness strikes again », *The Globe and Mail*, 9 janvier 2001, p. A11.

En Ontario, on alla encore plus loin, la police de la pensée n'hésitant point à emprisonner pendant un long mois un jeune garçon de 15 ans pour avoir écrit en classe une composition contenant la description de scènes de violence. Voir Presse Canadienne, « Détenu pour avoir écrit une fiction sur la violence », *La Presse*, 9 janvier 2001, p. F8.

² Lucien Bouchard démissionna de son poste de premier ministre et de président du Parti québécois, le 11 décembre 2001.

CHAPITRE 11

La réforme du mode de scrutin

Un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.
Abraham Lincoln (1809-1865)

Le statu quo a assez duré. Le temps est venu de corriger les injustices de notre mode de scrutin en y introduisant une forme de représentation proportionnelle.
René Lévesque (1922-1987), septembre 1981

Le Parti libéral du Québec s'engage à modifier le mode de scrutin aux élections générales de façon à ce que le nombre de députés à l'Assemblée nationale en provenance de différents partis politiques reflète davantage la proportion du suffrage exprimé en faveur de chaque parti.
Parti libéral du Québec, *La société libérale de demain*, janvier 1981

[Retour à la table des matières](#)

Lors de l'élection présidentielle du 7 novembre 2000, aux États-Unis, le candidat présidentiel élu obtint moins de votes que son principal adversaire, ce qui ne manqua pas de soulever une controverse. Ceci fait ressortir une lacune majeure dans nos systèmes de scrutin. En effet, chaque fois qu'un candidat est élu avec moins de 50 pour cent des suffrages exprimés, ce qui est fréquent tant au Canada qu'aux États-Unis, la légitimité de l'exercice électoral s'en trouve entachée.

Dans le système électoral archaïque qui est le nôtre, il est fréquent que des députés et des gouvernements soient élus par une minorité des électeurs. Puisqu'il existe un grand principe démocratique selon lequel on ne peut avoir de taxation sans représentation, un tel gouvernement est malsain en soi et alimente le scepticisme de la population à l'endroit d'un système politique supposément démocratique.

En effet, un gouvernement élu démocratiquement et devant gouverner pour l'ensemble de la population ne doit pas seulement être légal, encore faut-il qu'il soit

légitime. Quand les élus dirigent avec l'appui d'une minorité de l'électorat, ils ne disposent pas d'une pleine légitimité.

Nous en voulons aussi comme exemple l'élection fédérale du 27 novembre 2000, quand le Parti libéral du Canada resta gouvernement majoritaire en Chambre appuyé par 57 pour cent des députés, alors qu'il n'obtint que 41 pour cent des votes exprimés. Le même phénomène s'était produit lors des élections du 2 juin 1997, quand le PLC prit le contrôle de la Chambre de communes avec seulement 38 pour cent des suffrages ¹.

Ce ne sont pas seulement les députés qui sont souvent élus avec une minorité des voix. Dans notre système parlementaire britannique, c'est aussi par extension le premier ministre, sorte de dictateur nommé pour quatre ans. Le premier ministre émane de la députation du parti gagnant, de sorte que son soutien démocratique n'est pas plus large que celui de ses députés. Dans plusieurs pays, au moins, le président ou le chef du gouvernement est élu au suffrage universel. Ainsi, il a de meilleures chances d'être appuyé par une majorité des citoyens.

Les résultats électoraux du 30 novembre 1998 au Québec conduisirent à une aberration démocratique encore plus patente, puisque le Parti québécois dirigé par Lucien Bouchard s'empara du pouvoir non seulement avec une minorité des voix, mais avec moins d'appuis populaires que le Parti libéral du Québec, dirigé par Jean Charest (42,7 pour cent contre 43,7 pour cent, avec 11,8 pour cent pour l'ADQ). Personne ne peut à coup sûr prédire quel aurait été le parti qui aurait obtenu 50 pour cent des suffrages si les électeurs qui appuyèrent les tiers partis avaient exprimé leurs préférences entre les deux principaux partis.

Lors des élections québécoises de 1998, les 2 200 000 citoyens qui votèrent pour les candidats défaits, soit 54 pour cent de l'électorat, furent *de facto* désaffranchis. En effet, leurs votes et préférences ne jouèrent aucun rôle dans la sélection des 125 députés de l'Assemblée nationale. N'auraient-ils pas voté que le résultat aurait été le même.

La raison d'un tel état de chose découle directement du mode de scrutin uninominal à un tour, c'est-à-dire à la simple pluralité des voix, lequel accorde un poids démesuré aux votes des personnes qui appuient les candidats du parti qui

¹ Lors des élections fédérales du 2 juin 1997, le Parti libéral du Canada obtint 39 pour cent des suffrages mais 51 pour cent des sièges, et forma le gouvernement. À Québec, l'élection du 30 novembre 1998 permit au Parti québécois de prendre le pouvoir avec 43,6 pour cent des voix, ayant obtenu 61 pour cent des sièges à la faveur d'un mode de scrutin déséquilibré. Lors des élections fédérales du 27 novembre 2000, le Parti libéral du Canada obtint 41 pour cent des suffrages exprimés, mais en obtenant 57 pour cent des sièges (172 sur 301) forma un gouvernement majoritaire. En fait, si le 59 pour cent des électeurs qui n'ont pas voté libéral lors de ces dernières élections avaient décidé de ne pas voter, cela n'aurait absolument rien changé au résultat.

obtient la pluralité des suffrages. En effet, le parti vainqueur est automatiquement surreprésenté par rapport au principal parti d'opposition, et encore davantage par rapport aux autres partis d'opposition qui souvent n'obtiennent aucun siège au parlement, malgré des centaines de milliers d'appuis.

Les électeurs ne sont donc pas tous égaux : de là découle l'expression « perdre son vote » si on ne vote pas du « bon » bord ! Voter en faveur d'un tiers parti équivaut à diviser le vote, et donc à indirectement favoriser le parti qui obtient la pluralité des appuis électoraux. Devant cette injustice, plusieurs réagissent en n'allant tout simplement pas voter.

Un système majoritaire à double tour

Une première solution démocratique à ce dilemme est celle qui a été retenue en France et dans 25 autres pays, c'est-à-dire le recours obligatoire à une élection de deuxième tour quand aucun candidat n'obtient la majorité absolue des voix ¹. Cela signifierait que dans un comté où plusieurs candidats sont en lice, si aucun candidat ne réussit à obtenir 50 pour cent plus une voix, une élection spéciale devrait être tenue, une semaine plus tard, soit entre les deux candidats ayant obtenu les plus hauts scores, soit encore entre les candidats ayant reçu un pourcentage minimum d'appuis, disons 20 pour cent ².

Les électeurs ayant appuyé des candidats marginaux répartissent alors leur soutien de manière à s'assurer que l'élu est acceptable à une majorité absolue de l'électorat. On ne se retrouverait pas, comme c'est le cas fréquemment au Canada, avec un gouvernement légal qui est rejeté par la majorité de la population et qui, de ce fait, est plus ou moins légitime.

Lors des élections présidentielles américaines du 7 novembre 2000, Al Gore (démocrate) obtint 48,3 pour cent des votes, contre les 48,1 pour cent de George W. Bush (républicain), et quelque 537 000 votes de plus que son adversaire (probablement 600 000, si cinq juges républicains sur neuf de la Cour suprême des États-Unis n'avaient pas arrêté le recomptage des votes dans l'État de la Floride) ³.

¹ En France, depuis l'avènement de la Cinquième République, le système à double tour est utilisé pour les élections à l'Assemblée nationale et pour l'élection présidentielle. Pour l'Assemblée nationale, en l'absence d'une majorité absolue pour un candidat, les candidats qui ont obtenu 12,5 pour cent et plus des votes sont sur les rangs lors des élections du deuxième tour une semaine plus tard. Pour l'élection présidentielle, seuls les deux candidats ayant obtenu les plus hauts pourcentages de votes sont sur les rangs. Le pourcentage de 12,5 pour cent des votes pour rester sur les rangs au deuxième tour nous apparaît discutable. Un seuil de 20 pour cent des suffrages nous apparaîtrait un minimum plus acceptable.

² Le mode de scrutin à double tour est utilisé dans 26 pays, voir J. Denis Derbyshire et Ian Derbyshire, « Political Systems of the World », *St. Martins Press*, N.Y., 1996, p. 77.

³ Obligée de trancher entre le principe légal et le principe démocratique, la majorité républicaine de la Cour suprême des États-Unis opta pour le principe légal.

Si une élection de deuxième tour avait eu lieu le 13 novembre entre les deux finalistes Gore et Bush, les électeurs ayant appuyé Ralph Nader (2,6 pour cent) et Pat Buchanan (0,4 pour cent) auraient sans doute élu Al Gore, avec non seulement plus de 50 pour cent des voix, mais aussi avec au-delà des 270 votes électoraux requis par le système américain du Collège électoral. Le mode de scrutin a donc un impact direct sur le résultat démocratique d'une élection. Il peut influencer le cours des choses selon que le candidat élu est représentatif ou pas. Compte tenu du rôle central que jouent les États-Unis dans le monde, qui sait si l'élection de George W. Bush plutôt que d'Al Gore ne changera pas le cours de l'Histoire ?

Tous ces événements des dernières années renforcent le besoin criant de dépoussiérer notre mode de scrutin, lequel fut conçu à une autre époque.

Un mode de scrutin proportionnel mitigé

Un mode de scrutin à double tour est sans aucun doute plus démocratique que le système à un tour, mais il n'assure pas une représentation aux électeurs qui ont appuyé des tiers partis. Pour cela, il est nécessaire d'avoir une approche complémentaire, laquelle pourrait être d'adopter une version prudente du scrutin proportionnel dans le but de s'assurer que la voix des électeurs soit vraiment écoutée. À titre d'exemple, on peut concevoir que les partis qui recueillent plus de 5 pour cent d'appuis puissent être représentés au parlement.

Même en Grande-Bretagne, d'où vient notre système électoral, l'Écosse et le pays de Galles utilisent le système des votes préférentiels ou proportionnels.

Un exemple à contempler pour la fédération canadienne est celui utilisé dans la fédération allemande. Dans ce dernier cas, on combine un régime uninominal à un tour et un système de vote proportionnel ¹. Rien n'empêcherait cependant de combiner un système à double tour avec un système proportionnel mitigé afin de réconcilier le besoin de représentativité de la population avec celui d'avoir un gouvernement stable ².

¹ Pour une analyse d'un mode de scrutin proportionnel mitigé, voir Rodrigue Tremblay, *Les grands enjeux politiques et économiques du Québec*, chapitre 4.1, Les Éditions Transcontinental, Inc., Montréal, 1999.

À noter qu'une organisation canadienne, Fair Vote Canada, entend lancer une campagne en faveur de la représentation proportionnelle (www.fairvotecanada.org).

² Pour une proposition de réforme du mode de scrutin, voir Rodrigue Tremblay, *Les Grands enjeux politiques et économiques du Québec*, chapitre 4.1, Les Éditions Transcontinental Inc., Montréal, 1999.

Les craintes : un gouvernement faible et instable, et l'atténuation des liens entre les électeurs et les députés

Le mode actuel de scrutin à un tour a les qualités de ses défauts. Il récompense le parti qui obtient la pluralité des votes en lui accordant en prime une majorité appréciable de sièges au parlement. D'autre part, le député élu est directement redevable aux électeurs d'un comté, et non pas seulement aux apparatchiks du parti. Notre tradition est avant tout celle d'une démocratie de députés et non pas celle exclusivement de partis.

La population québécoise et canadienne n'accepterait sans doute pas qu'un système électoral modernisé et plus démocratique résulte en des gouvernements instables, ou que des députés ne soient redevables qu'à la hiérarchie de leurs partis politiques respectifs. Toute réforme du mode de scrutin au Canada devra apporter des réponses à ces questions. Cependant, en s'assurant que les députés élus le soient avec une majorité absolue des voix, et en s'assurant d'une représentation minimale au parlement pour les partis qui obtiennent 5 pour cent et plus des votes, on ferait un pas énorme vers la démocratisation de notre mode de scrutin désuet.

La baisse dans la participation électorale

Un des indices de l'insatisfaction et de la frustration de la population à l'endroit des politiciens et de la politique en général est la baisse continue dans le pourcentage d'électeurs qui se déplacent pour voter. Aux élections fédérales de 1984 et de 1988, environ 75 pour cent des personnes inscrites allèrent voter. En 1993, la participation électorale tomba à 69,6 pour cent, pour chuter à 67 pour cent lors des élections de 1997. La participation aux élections fédérales du 27 novembre 2000 fut la plus basse jamais enregistrée depuis 1896, soit 62,8 pour cent.

La chute de la participation électorale fut encore plus prononcée au Québec, passant de 73,3 pour cent en 1997 à 63,4 pour cent en 2000. Un net sentiment de malaise et de futilité règne chez une partie croissante de la population à l'endroit du système électoral et du type centralisé de démocratie qui est encore pratiqué au Canada.

La participation électorale est sensiblement la même au Canada que celle observée aux États-Unis. Dans ce dernier pays, le taux de participation est calculé différemment, soit en prenant le ratio de ceux qui votent sur l'ensemble de la population éligible, ce qui donne un taux de participation égal à 51 pour cent pour les élections présidentielles de novembre 2000 ¹.

¹ Il faut dire qu'il existe une raison majeure aux États-Unis pour laquelle les citoyens ne s'enregistrent pas sur les listes électorales et ne votent pas. En effet, la sélection des personnes

Au Canada, le taux de participation est obtenu en calculant le pourcentage de ceux qui votent sur les électeurs inscrits sur la liste électorale. On estime, cependant, que seulement 85 pour cent de la population éligible se retrouve sur la liste électorale canadienne. Par conséquent, un taux canadien officiel de participation égal à 62,5 pour cent équivaut à un taux égal à 53 pour cent quand la méthode américaine est utilisée. En conclusion, les électeurs canadiens sont tout aussi désabusés que les électeurs américains, et s'abstiennent de voter à peu près dans la même proportion.

Devant un tel état de choses, il est permis de croire que les citoyens toléreront de moins en moins que leurs votes et préférences soient indéfiniment bafoués par des règles démocratiques douteuses. Tôt ou tard, ils exigeront avec insistance que l'on procède à des réformes.

Conclusion

Concernant le système politique comme tel, quelques réformes se font attendre. En premier lieu, la Constitution devrait obliger les gouvernements à recourir systématiquement à la consultation directe, par référendum, lorsque des questions fondamentales et importantes surgissent. Et, deuxièmement, il faudrait que les élections soient tenues à date fixe pour éviter de concéder aux politiciens au pouvoir un avantage démesuré sur leurs adversaires.

Mais d'où viendra le leadership ? Le gouvernement canadien comme le gouvernement québécois devraient commencer par créer une commission spéciale et non partisane d'enquête afin de consulter la population et de faire des études fouillées sur la question, de manière à arriver à des recommandations concrètes et publiques. C'est la seule façon de sortir du carcan et de l'inertie qui découlent de la partisanerie politique, laquelle empêche toute réforme. Tout parti politique qui parvient au pouvoir avec une simple pluralité des voix est en conflit d'intérêts lorsqu'il est question de rendre le système plus démocratique. Il faut donc absolument sortir de l'approche partisane. Une commission d'enquête impartiale est la meilleure façon de le faire.

pour servir sur les nombreux jurys se fait à partir des listes électorales. Par conséquent, une façon d'éviter ce service civique consiste à ne pas inscrire son nom sur la liste électorale.

PARTIE II

LE SOCIAL

CHAPITRE 12

La grève dans les services publics

*La civilisation est la peau de mouton sous laquelle
se dissimule la barbarie.*
Thomas Baily Aldrich

*(Un) trait sans doute unique de la démocratie moderne dans l'histoire universelle
est cette capacité infinie à produire des enfants et des hommes qui détestent le
régime social et politique dans lequel ils sont nés.*
François Furet

[Retour à la table des matières](#)

Dans le secteur privé, les conflits de travail entre employés et employeurs posent peu de problèmes à l'ensemble de la population. À cause des lois sur la concurrence, il existe peu de producteurs privés qui constituent un cartel ou qui détiennent un monopole sur un produit ou un service. Et quand il en existe, on les réglemente et on les surveille. La concurrence intérieure et extérieure fait donc en sorte que les acheteurs ne peuvent être pris en otage par des producteurs privés en lock-out ou par leurs employés en grève. En termes techniques, on dit que les coûts de tout conflit de travail dans le secteur privé de l'économie sont internalisés par les seuls belligérants, avec peu ou pas d'effets de débordement pour l'ensemble de la population.

Ce n'est pas du tout le cas dans le secteur public. En effet, quand un gouvernement se fait dispensateur de biens et de services, les consommateurs-contribuables sont nécessairement touchés par tout conflit de travail qui survient

entre l'État et ses employés. Ou bien l'État-employeur concède à ses employés des privilèges abusifs et coûteux qui sont supportés par l'ensemble des contribuables sous forme de taxes et d'impôts alourdis, ou bien les employés interrompent la fourniture des services publics et prennent les usagers en otage.

L'État-producteur est habituellement un État-monopole ou quasi-monopole, lequel se réserve souvent un droit exclusif et centralisé de fournir certains services à la population. En pratique, dans ce secteur cartélisé et monopolisé, c'est une tierce partie, la population, qui supporte une part importante des coûts d'un conflit, alors que les politiciens-bureaucrates et les leaders syndicaux, les principaux acteurs, ne subissent aucune perte personnelle. Il y a donc déséquilibre.

La grève illégale des infirmières du Québec, d'une durée d'un mois au début de l'été 1999, a de nouveau posé la véritable question. Il s'agit de savoir si les travailleurs syndiqués dans les secteurs publics ou parapublics monopolisés devraient avoir le droit de recourir à la grève et d'interrompre des services pour faire accepter leurs revendications.

Dans bien des pays, les travailleurs du secteur public n'ont pas droit à la grève comme moyen de protestation ou de revendication. Au Québec, cependant, le gouvernement a accepté d'accorder le droit de grève (sauf pour les policiers et les pompiers), à condition que ce droit soit exercé dans des limites qui garantissent le maintien d'un certain niveau de services dits essentiels.

Ce besoin de maintenir en tout temps des services essentiels était initialement reconnu par tous, à tel point que le président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) d'alors, M. Jean Marchand, avait assuré les membres d'une commission parlementaire, en 1964, que si on accordait le droit de grève aux employés du secteur public, les centrales syndicales ne s'en serviraient point d'une façon abusive. C'est le gouvernement libéral de Jean Lesage qui accorda le droit de grève, le 22 juillet 1964, aux employés des hôpitaux, des commissions scolaires et des municipalités. Le 5 juin 1965, on étendit ce droit aux instituteurs et, quelques mois plus tard, à la fonction publique dans son ensemble.

Quand il s'agit des relations de travail dans des secteurs névralgiques tels ceux de la santé et de la sécurité publique, cependant, il existe un conflit potentiel entre deux catégories de droits, soit les droits humains inaliénables de tous les citoyens et les droits moraux ou politiques des employés syndiqués. Ainsi, le droit à la vie est un droit humain fondamental, tandis que le droit de refuser de travailler est un droit moral. Il existe une certaine hiérarchie dans ces droits, même si l'État doit s'efforcer de les faire respecter et de les défendre tous.

Les difficultés particulières

Les relations de travail dans le secteur public soulèvent un certain nombre de difficultés particulières qui exigent des solutions particulières.

L'État-employeur est aussi l'État-législateur et jouit de la légitimité démocratique. Lorsqu'il légifère en matière de conditions de travail de ses employés, le gouvernement est à la fois juge et partie. En effet, puisque l'État-employeur peut en tout temps se transformer en État-législateur, en adoptant des lois spéciales d'exception qui suspendent *de jure* ou *de facto* le droit de grève, ce dernier devient plus ou moins illusoire dans le secteur public et parapublic. Par contre, les employés de l'État sont aussi des électeurs et sont ainsi en mesure d'influencer le gouvernement sur le terrain politique. Il y a donc un élément de conflit d'intérêts de part et d'autre. L'employeur est aussi législateur, tandis que les employés sont aussi des électeurs et des contribuables.

Il faut aussi tenir compte du fait que les employés des secteurs publics et parapublics sont beaucoup plus syndiqués que dans le secteur privé. En fait, certaines centrales syndicales tirent la majeure partie de leurs revenus et de leur pouvoir de ce haut taux de syndicalisation. De même, on ne se trompe guère en disant que les travailleurs syndiqués possèdent en général un pouvoir économique beaucoup plus grand que dans le passé. Ils ne sont pas rares aujourd'hui, ceux et celles qui appartiennent à des ménages à deux ou trois revenus.

De plus, à cause justement du pouvoir de monopole et de l'absence de concurrence qui prévalent dans la production de la plupart des services publics, les syndicats du secteur public sont dans une position pouvant sérieusement incommoder la population.

Pour toutes ces raisons, il devrait être reconnu que les droits des travailleurs ne peuvent s'exercer dans le secteur public de la même manière que dans le secteur privé.

Droits fondamentaux et droits moraux

Comment, par conséquent, réconcilier les droits fondamentaux de tous les individus et les droits moraux des travailleurs publics ?

De toute évidence, la première façon d'éviter les incohérences dans les droits respectifs consiste à éviter de centraliser artificiellement les services publics et de les confier à des monopoles hermétiques. Quand un seul hôpital ferme ou opère au ralenti pour cause de conflit de travail, cela ne met pas la santé publique en péril. Quand tous les hôpitaux sont menacés de paralysie, cela devient une réalité sociale intolérable.

Il faudrait, par conséquent, éviter que toutes les conventions collectives dans certains services publics arrivent à échéance en même temps. Ce système qui perdure au Québec depuis les années 60 est unique en Amérique du Nord. Il est une aberration bureaucratique et politique.

L'autre avenue consiste à reconnaître que le gouvernement législateur et les syndicats d'employés-électeurs sont en situation de conflit d'intérêts lorsqu'il s'agit de résoudre des conflits de travail. L'État se doit de préserver l'ordre public, mais il n'a pas le droit d'écraser et d'exploiter ses employés. De même, les travailleurs des secteurs publics et parapublics n'ont pas à s'anéantir au profit de la collectivité, comme ils n'ont pas le droit de prendre la population en otage.

Deux mécanismes complémentaires et alternatifs à la grève pourraient être considérés dans les secteurs publics et parapublics. Premièrement, en ce qui concerne les questions normatives, les parties pourraient convenir de s'en remettre exceptionnellement à un tribunal des différends de trois arbitres, lorsque les étapes normales de la négociation, de la conciliation et de la médiation ne conduisent pas à une entente. Un tel tribunal devrait opérer cependant à partir de règles strictes d'intérêt public. On a recours à un mécanisme semblable pour éviter les guerres commerciales entre les pays. Pourquoi ne l'utiliserions-nous pas pour éviter les guerres ouvrières dans les services publics ?

Deuxièmement, puisque l'État ne peut être plus riche que l'économie nationale qui le supporte, les salaires et les rémunérations dans les secteurs publics et parapublics devraient être automatiquement indexés annuellement à la moyenne des salaires et rémunérations du secteur privé.

Troisièmement, les droits démocratiques des travailleurs des secteurs publics et parapublics devraient être garantis par le recours obligatoire à des votes secrets pour accepter ou refuser des propositions de règlement.

Si de tels mécanismes étaient mis en place, l'État et ses syndicats perdraient quelque flexibilité, mais il en résulterait une plus grande stabilité et une plus grande justice sociale à la fois pour les employés de l'État et pour l'ensemble de la population. Après 35 ans d'expériences plus ou moins heureuses, toute la question des relations de travail dans le secteur public et parapublic est à revoir, dans l'optique de l'intérêt général et du bien commun et dans celui de la dignité des travailleurs.

CHAPITRE 13

L'avenir de la famille

*Le test ultime pour une société morale est le genre de monde
qu'elle lègue à ses enfants.*

Dietrich Bonhoeffer, théologien allemand (1906-1945)

[Retour à la table des matières](#)

Une des grandes tragédies de notre temps est la désintégration de l'unité familiale, en tant qu'institution sociale pour élever des enfants et en tant que réseau d'entraide pour les individus. C'est dans l'ordre de la nature qu'un enfant ait un père et une mère pour l'encadrer dans les années cruciales de son éducation et de son développement, surtout au cours de l'âge crucial qui s'étend de la naissance jusqu'à l'âge de 13 ans.

Désintégration de la famille

Aujourd'hui, les structures familiales traditionnelles sont soumises aux pressions énormes des transformations sociales et économiques. L'urbanisation, l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail, la désinstitutionalisation du mariage, la fréquence des divorces, la précarité des conditions de travail et des revenus, les politiques gouvernementales antifamiliales, même la conception individualiste du bonheur, sont tous des facteurs qui affaiblissent l'unité familiale traditionnelle.

En 1998, par exemple, il n'y avait aux États-Unis que 52 pour cent des enfants américains qui vivaient avec leurs deux parents biologiques (alors que c'était 72 pour cent en 1972). On prévoit même que la famille brisée ou monoparentale deviendra aux États-Unis l'encadrement familial majoritaire au XXI^e siècle.

Statistique Canada nous informe que la situation familiale des enfants canadiens n'est pas aussi détériorée qu'aux États-Unis. En 1997-98, en effet, 77,8

pour cent des enfants de 0 à 13 ans vivaient avec leurs deux parents biologiques. Au Québec, la situation est sensiblement la même que dans l'ensemble du Canada, avec un taux de 77,9 pour cent.

Néanmoins, quand près du quart des enfants vivent dans des familles reconstituées ou monoparentales, il s'agit d'une tendance qui peut se révéler, à la longue, fort coûteuse économiquement et socialement. De nombreuses études¹ viennent confirmer que la dissolution des familles traditionnelles et l'isolement social qui en résulte a des conséquences psychologiques importantes pour les enfants, en plus d'avoir des conséquences économiques et sociales importantes pour l'ensemble de la société².

Les bas taux de natalité

D'une part, le taux de natalité évolue en sens inverse du taux de divorce, la société ne se reproduisant plus qu'au taux de 1,5 enfant par femme en âge de procréer³. D'autre part, les garçons et les filles qui ne sont pas élevés en présence de leur père et de leur mère sont handicapés dans leur développement psychologique. Placés dans cette situation, les garçons, tout particulièrement, peuvent être plus facilement attirés par les gangs de rue, dans lesquelles ils retrouvent une discipline « paternelle » sous l'autorité d'un chef. Il est bien établi que les problèmes familiaux sont une importante cause de délinquance et de problèmes sociaux (désarroi psychologique, comportement agressif, décrochage scolaire, consommation de drogues, montée du suicide, phénomène des gangs criminalisés, etc.).

¹ Voir :

- M. S. Pollard et Z. Wu, « Divergence of Marriage Patterns in Quebec and Elsewhere in Canada », *Population and Development Review*, vol. 24, n° 2, juin 1998.
- Kathryn Stevenson, « Tendances sociales canadiennes », *Statistique Canada*, décembre 1999.
- Institut de recherche en politiques publiques, « La politique familiale : ses impacts et les options », décembre 1997.
- Tom Smith, « The Emerging 21st Century American Family », *National Opinion Research Center, University of Chicago*, 4 novembre 1999.

² Plus encore que les divorces, ce qui est le plus dévastateur pour les enfants sont les relations acrimonieuses entre les parents après un divorce. Selon des chercheurs, « les jeunes garçons semblent plus affectés par le divorce de leurs parents et la vie au sein d'une famille monoparentale ; les filles seraient plutôt perturbées par le remariage de leurs parents et particulièrement résistantes à l'arrivée d'un beau-père, car il met en jeu la relation privilégiée qu'elles entretenaient avec leur mère ». Voir Dominique Nancy, « La garde partagée peut être plus néfaste que le divorce », *Forum*, Université de Montréal, 13 novembre 2000, p. 1. Voir aussi Nicole Marcil-Gratton et Céline Bourdais, « Garde des enfants, droits de visite et pension alimentaire », rapport de recherche, Centre interuniversitaire d'études démographiques de l'Université de Montréal et Institut national de la recherche scientifique, Montréal, 1999.

³ Au Québec, le nombre d'avortements annuels est à peu près identique au nombre de nouveaux immigrants annuels, soit un peu plus de 30 000.

Quoi faire ?

Il faut partir du constat que dans le type d'économie dans lequel nous vivons, il n'est pas payant d'avoir et d'élever des enfants, alors que les dépenses sont élevées et les tracas nombreux. L'apport économique des enfants à la famille est chose du passé, tant comme source de revenus que comme soutien intergénérationnel pour les parents âgés. Néanmoins, outre la culture, la motivation sociale est importante dans la décision des parents d'avoir des enfants et de persévérer dans leur rôle de parents.

C'est donc l'ensemble des politiques gouvernementales qui serait à revoir en fonction du besoin social de l'éducation et de l'encadrement familial des enfants. De nombreux programmes sociaux ont comme conséquence, en effet, d'encourager la dissolution des familles. Le système d'assistance sociale, tout comme le système fiscal, pénalise les parents qui vivent ensemble plutôt que séparés, au grand dam des enfants.

C'est pourquoi, plutôt que de légiférer à la pièce, les gouvernements devraient étudier le phénomène et établir une plus grande cohérence dans la panoplie des programmes sociaux qui ont un impact sur l'encadrement familial des enfants.

CHAPITRE 14

L'effet de serre : mythe ou réalité ?

La Science est un oasis au milieu d'un vaste désert de confusion.

Alan Cromer, physicien

Il n'est pas de leçon plus importante que puisse apporter la géologie que l'immensité du temps.

Stephen Jay Gould, paléontologue

La nature ne fait rien d'inutile.

Aristote (384-322 av. J.-C.)

[Retour à la table des matières](#)

On sait que depuis un lointain passé, le climat sur la Terre a connu de très grandes fluctuations et provoqué des variations considérables dans l'environnement physique et vivant de la planète. Parfois, il est arrivé que les changements climatiques fussent tellement violents qu'ils s'accompagnaient de conséquences catastrophiques pour les êtres vivants. On a identifié deux grandes extinctions massives des êtres vivants. Il y a 250 millions d'années, des explosions volcaniques massives provoquèrent un obscurcissement du soleil qui fit disparaître 90 pour cent des êtres vivants. Il y a 65 millions d'années, alors que la Terre était dominée par les dinosaures, une météorite frappa le globe terrestre, provoquant la création d'acide sulfurique dans l'atmosphère et annihilant de 60 à 70 pour cent des êtres vivants, y compris la totalité des dinosaures.

L'histoire géologique de la Terre fait état de nombreuses variations climatiques, allant de périodes sèches à des périodes humides, de périodes froides à des périodes chaudes. Les chercheurs ont évalué qu'au cours des deux derniers millions d'années, il y eut 17 périodes glaciales, de causes imprécises, chacune durant en moyenne 100 000 années, alternant avec de courtes périodes chaudes. Au cours de ces grands cycles climatiques d'environ 100 000 ans, l'axe de la Terre

par rapport au Soleil se modifie, la durée d'insolation terrestre varie et la température des océans change.

Les étés deviennent tantôt plus chauds, tantôt plus froids. Entre les très longues périodes glaciaires se sont intercalées des périodes interglaciaires de réchauffement climatique d'une durée moyenne de 10 000 ans. Le pic de la dernière période glaciaire se produisit il y a environ 15 000 ans. Les changements climatiques ne sont donc pas des phénomènes nouveaux. En fait, ils ont toujours existé et alterné au cours de l'évolution de notre planète.

Il y a 13 000 ans, alors que la dernière ère glaciaire se résorbait, la majeure partie du continent de l'Amérique du Nord était recouverte d'une épaisse couche de glace. Pour des raisons encore mal connues, il y eut un réchauffement rapide des climats de 16 degrés, et cela sur une période extrêmement courte d'au plus quelques décennies. De même, il y a 10 000 ans, il pleuvait dans ce qui est aujourd'hui le désert du Sahara en Afrique. Il y a 5 000 ans, la pluie cessa et le désert s'installa. Dans 5 000 ans, il est vraisemblable que la Terre évoluera vers une autre période glaciaire. En effet, à la fin de l'actuelle période interglaciaire de réchauffement climatique, un nouvel âge glaciaire est à prévoir, si le passé est garant de l'avenir.

La question mérite donc d'être posée : doit-on davantage craindre le refroidissement ou le réchauffement climatiques de la planète, ou les deux ? Et, en deuxième lieu, est-ce que l'homme y peut vraiment quelque chose ? En effet, est-ce que les changements climatiques dépendent avant tout de causes naturelles inévitables, bien plus puissantes que les interventions humaines ?

Des données climatiques font remonter le réchauffement récent de l'atmosphère terrestre à plus de 400 ans, soit au XVI^e siècle. Cependant, la tendance semblerait s'accélérer depuis 150 ans. Une étude d'une équipe internationale de chercheurs, dirigée par John Magnuson de l'Université du Wisconsin à Madison, conclut que de 1846 à 1995, il y eut un réchauffement de la température de l'air de 1,8 degré centigrade¹. Ainsi, des relevés sur 26 lacs et rivières aux États-Unis, au Canada, en Finlande, en Suisse, en Russie et au Japon ont permis d'observer un recul moyen des premiers gels de 9,8 jours et une avance des débâcles printanières de 8,7 jours.

Selon le Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques des Nations unies (IPCC), la température moyenne du globe pourrait s'accroître de 1,4 à 5,8 degrés au cours des 100 prochaines années. Ceci serait une nette

¹ Voir, Agence France-Presse, « Nouvelles preuves du réchauffement climatique », *La Presse*, 9 septembre 2000.

augmentation par rapport à la hausse observée au XX^e siècle, où la température terrestre s'accrut en moyenne de 0,6 degrés ¹.

Une étude, menée par Tom Wigley du U.S. National Center for Atmospheric Research du Colorado et par Sarah Raper de l'université East Anglia en Allemagne, prédit qu'il y aurait 90 pour cent de chance que la température terrestre de surface augmente de 1,7 à 4,9 pour cent jusqu'à l'an 2100. Sur une période plus courte, soit d'aujourd'hui jusqu'en 2030, l'étude établit à 90 pour cent les chances que le climat terrestre de surface augmente de 0,5 à 1,2 pour cent ².

L'effet de serre

La question consiste à se demander si ce lent réchauffement actuel de la Terre fait partie d'un cycle long et naturel ou est principalement ou même partiellement le résultat d'actions humaines provoquant un effet de serre. Cet effet, si vérifié, serait créé par des excédents d'émissions industrielles de gaz, telles celles du dioxyde de carbone (gaz carbonique CO²), du méthane (CH₄), du protoxyde d'azote ou d'oxyde nitreux (gaz hilarant N₂O) ou des halo-carbures synthétiques (HFC, PFC et SF₆), lesquelles empêcheraient l'évacuation de la chaleur terrestre. Tous ces gaz ne constituent, cependant, que 1,4 pour cent de l'atmosphère. La majeure partie, 94,6 pour cent en fait, est constituée d'oxygène et d'azote.

Le problème, c'est que les gaz tel le CO² sont naturellement présents dans la biosphère et ne sont pas seulement rejetés dans l'atmosphère par les activités humaines. Ils sont aussi un produit naturel des éruptions volcaniques, de la décomposition des végétaux, en plus d'être stockés par les océans, les arbres et les végétaux en phase de croissance. La déforestation, en particulier, en réduisant le stock d'arbres absorbants de gaz, contribuerait à l'effet de serre. On estime que l'activité industrielle ne serait responsable que pour 5 pour cent de ces gaz. Or, une seule éruption volcanique injecte autant de gaz carbonique dans l'atmosphère que toutes les sources humaines réunies pendant un an.

L'effet de serre global, comme son nom l'indique, est un phénomène naturel qui contribue à retenir une partie des rayons solaires (ultraviolets et infrarouges) qui atteignent la Terre, en les empêchant de se dissiper complètement dans l'espace. La couche d'ozone qui recouvre la Terre retient une partie des rayons ultraviolets. Cependant, ce sont les vapeurs d'eau et les gaz à effet de serre qui retiennent les rayons infrarouges. On a comparé ces gaz aux panneaux de verre d'une serre dans la mesure où ils isolent la Terre en empêchant la chaleur dégagée par les rayons infrarouges de s'échapper complètement dans l'espace.

¹ Voir Alanna Mitchell, « Scientists raise alarm of climate catastrophe », *The Globe and Mail*, 22 janvier 2001, p. A1.

² Voir *Journal Science*, juin 2001. Rapporté par Martin Mittelstaedt, « Rapid rise in temperature predicted », *The Globe and Mail*, 20 juillet 2001, p. A1.

Un tel effet de serre n'est pas nécessairement une mauvaise chose, et est même très bénéfique pour la vie sur Terre. Sans lui, la planète serait trop froide pour assurer la survie des différentes espèces. C'est cet effet de serre qui rend la Terre habitable, par rapport à d'autres planètes trop froides. Ainsi, sans l'effet de serre, la température moyenne sur Terre (15°C) descendrait à moins 18°C.

Selon les chercheurs, les causes passées de fluctuations dans le climat terrestre ont été reliées tantôt aux tempêtes récurrentes à la surface du Soleil, tantôt à des déplacements de l'axe terrestre par rapport aux rayons du Soleil, lesquels viennent modifier les périodes d'insolation de la Terre, tantôt à des changements dans les grands courants marins, tantôt à des désastres naturels comme les éruptions volcaniques, et tantôt à la surabondance de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, les chercheurs sont perplexes et prudents quant aux causes exactes du phénomène de réchauffement, même si la surenchère médiatique et politique encourage parfois des conclusions précipitées.

Si l'évolution climatique suit de puissants cycles naturels qui s'étendent sur plusieurs siècles et même sur des millénaires, tels ceux reliés aux fluctuations de l'activité solaire ou aux déplacements de l'axe de la Terre par rapport au Soleil, il serait illusoire de croire que les hommes puissent en modifier la trajectoire. Si, par contre, le climat terrestre est substantiellement tributaire d'actions humaines, telles celles reliées à la déforestation ou à la production et à l'utilisation d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel), d'autres actions humaines pourraient, en théorie, le modifier. Encore faudrait-il connaître la véritable contribution que de telles actions exercent sur les changements climatiques. Est-ce que cette contribution est substantielle ou est-elle seulement marginale ?

Est-ce que la population humaine est trop nombreuse, trop urbanisée, trop industrialisée, ou trop dépendante de sources énergétiques polluantes ? Ce sont là des questions légitimes qui méritent d'être étudiées, même si les réponses et les solutions ne sont pas faciles à trouver. Cependant, il faut éviter l'à-peu-près scientifique et résister à la tentation de désigner trop rapidement des boucs émissaires.

Les dangers réels reliés à un réchauffement climatique

Indépendamment des causes profondes des changements climatiques, ces derniers soulèvent un certain nombre d'appréhensions. On se demande, par exemple, si un réchauffement global trop prononcé et une fonte éventuelle des calottes polaires pourraient élever dans l'avenir le niveau des mers, modifier le climat et provoquer des désastres humains et géographiques dans les îles et les zones côtières du monde entier.

Selon le Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques (IPCC), créé par l'ONU, on évalue que la température terrestre s'est accrue en moyenne depuis 1860 de 0,4 à 0,8°C. L'organisme chiffre entre 10 et 25 centimètres la hausse du niveau moyen des mers au XX^e siècle. Au cours des 100 prochaines années, en l'absence de mesures correctives, il y aurait un doublement probable des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et une élévation de la température moyenne de l'atmosphère de surface du globe terrestre.

Ce phénomène conduirait à une montée du niveau des mers de 14 à 80 centimètres. On craint que cette élévation du niveau des mers menace de petits États insulaires tel Tuvalu dans le Pacifique, et les espaces côtiers de certains pays, tels ceux du Bangladesh, de la Birmanie, du Vietnam, de la Thaïlande, de l'Égypte, des États-Unis (Floride, Louisiane, Texas), de la France (Camargue), des Pays-Bas et du Japon ¹.

En d'autres termes, on craint que les êtres humains ne polluent tellement l'atmosphère que plusieurs ne puissent survivre dans un avenir plus ou moins éloigné. Plus fondamentalement, on peut se demander si on peut faire quelque chose à ce sujet, aujourd'hui.

À ce sujet, il y a des choses connues et d'autres qui le sont moins.

Comme on l'a souligné plus haut, un tel réchauffement a des causes complexes et est fonction de nombreux facteurs, tels la position de la Terre par rapport au Soleil et l'insolation de la surface terrestre, l'accroissement des radiations solaires, l'interaction entre la température des mers et de l'atmosphère, l'altitude des nuages, les courants marins, la déforestation, en plus d'une surabondance de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, résultat de l'urbanisation et l'industrialisation, etc.

On sait aussi que depuis 1850, on a, entre autres, détecté une élévation graduelle du gaz carbonique et d'autres gaz dans l'atmosphère terrestre, et on croit que la combustion du charbon et de la gazoline y est pour quelque chose, même si scientifiquement il est difficile d'en évaluer la contribution précise. Par exemple, on évalue que le niveau de CO² dans l'atmosphère est un tiers plus élevé aujourd'hui qu'avant la Révolution industrielle, qui a débuté aux environs de 1750. Cependant, il est paradoxal qu'une part importante du réchauffement climatique se soit produite avant 1940, alors que c'est depuis cette date que les émissions de gaz à effets de serre sont présumées s'être produites avec le plus d'intensité.

Qui plus est, les mesures de surface de la température terrestre ne coïncident pas nécessairement avec les mesures globales de la température terrestre. En effet, les données atmosphériques globales provenant des satellites qui circulent autour

¹ Voir Odile Meuvret, « L'effet de serre : un phénomène naturel », Agence France-Presse, *La Presse*, 19 novembre 2000, p. B14.

de la Terre n'ont détecté aucun signe notable de réchauffement de la planète au cours des dernières décennies. Ainsi, les températures globales seraient descendues de 1940 à 1975, et ce ne serait que depuis 1979 qu'on observerait une tendance à la hausse.

Les effets bénéfiques d'un réchauffement éventuel des climats

On sait que le réchauffement de la planète ne produit pas nécessairement des catastrophes mais peut être bénéfique. Ainsi, de l'an 900 apr. J.-C. à 1300, il y eut un réchauffement du climat de l'ordre de 3 degrés. Avec des hivers doux et un allongement de la période des récoltes, la production agricole en Europe prospéra et les niveaux de vie s'élevèrent ¹.

Doit-on en conclure que les efforts mis en marche par le protocole de Kyoto ², signé en 1997 mais non encore entériné, et visant à réduire les émissions de gaz à effets de serre de 5 pour cent entre 2002 et 2012, devraient être relâchés ? Pas du tout, car la pollution industrielle de l'air ambiant est une externalité négative qui mérite d'être réduite pour sa nocivité propre et pas seulement pour ses effets potentiels sur le climat ³. En particulier, les efforts entrepris pour favoriser les sources d'énergie les moins polluantes devraient être accentués ⁴. Il en va de même des efforts de conservation de l'énergie.

Le Canada est responsable d'environ 2,5 pour cent des émissions mondiales de gaz à effets de serre. À Kyoto, Le gouvernement canadien avait accepté de réduire, en 2010, les émissions canadiennes de gaz carbonique et d'autres gaz à effets de serre 6 pour cent en bas des niveaux de 1990. Cet engagement était conditionnel à ce que le Canada obtienne une reconnaissance de la contribution des fermes et des forêts canadiennes qui agissent en tant que « puits de carbone » pour réduire les gaz environnants, de même qu'une reconnaissance de la contribution de ses exportations de gaz naturel à l'abaissement des niveaux de pollution atmosphérique et de l'aide qu'il apporte à des pays en développement pour produire de l'énergie nucléaire ⁵.

¹ Voir Odile Meuvret, « L'effet de serre : un phénomène naturel », Agence France-Presse, *La Presse*, 19 novembre 2000, p. B14.

² Voir Dennis T Avery, « What's Wrong with Global Warming ? », *American Outlook*, mars 1998.

³ Le protocole de Kyoto exclut les pays en émergence, dont la Chine et l'Inde, les deux pays les plus peuplés, des exigences imposées aux 38 pays industrialisés du Nord. Pour être ratifié, le protocole de Kyoto doit être signé par 55 pays représentant au moins 55 pour cent de la pollution industrielle des pays industrialisés.

⁴ À titre d'exemple, 60 pour cent de l'énergie électrique consommée aux États-Unis provient de la combustion du charbon, une source importante de matière polluante.

⁵ Lors de la conférence de Bonn, tenue en Allemagne en juillet 2001 par 178 pays, le Canada obtint satisfaction sur les puits de carbone, mais capitula sur la reconnaissance de ses exportations d'énergie nucléaire et de gaz naturel.

Il n'est pas certain, cependant, si l'intransigeance des pays européens, dont plusieurs ont déjà recours à l'énergie nucléaire, avec ses effets polluants propres, repoussera indéfiniment la mise en application des dispositions du protocole de Kyoto (1997), tel que modifié par l'Entente de Bonn (2001). L'Administration américaine, pour sa part, a déjà indiqué que les États-Unis ne ratifieront pas ce traité ¹.

Conclusion

À tout prendre, bien des gens préféreraient un réchauffement modéré du climat à un refroidissement éventuel, surtout lorsqu'on réside dans des contrées nordiques comme le Canada ou la Russie. Ce qui est en cause, en définitive, c'est l'importance des coûts économiques pour les pays d'une réduction draconienne et rapide des émissions de gaz industriels, celles-ci exigeant la mise en place d'équipements antipollution coûteux, en regard des bénéfices climatiques anticipés mais incertains. Il s'agit d'une question importante qui doit être suivie avec soin.

Mais, même si on se doit d'être vigilant et même si les gouvernements ont la responsabilité de prendre des mesures concrètes pour réduire la pollution atmosphérique, il y a lieu d'être prudent dans le choix des moyens retenus pour influencer une donnée aussi immense que le climat terrestre ². En bout de ligne, cependant, si des ententes internationales poussent les gouvernements à mieux contrôler la pollution atmosphérique, ce qu'ils devraient faire de toute façon, le monde s'en trouvera mieux.

On prévoit qu'en 2008, les émissions canadiennes de gaz à effet de serre dépasseront de 200 millions de tonnes les niveaux de 1990. Les crédits que le Canada obtiendrait pour les puits de carbone équivaldraient à 60 millions de tonnes ou 60 mégatonnes de gaz polluants.

L'entente de Bonn permet aussi le commerce des crédits d'émissions, ce qui permettra de récompenser les pays qui atteindront leurs objectifs plus rapidement que les autres, ceux-ci pouvant vendre leurs crédits excédentaires à d'autres pays retardataires.

¹ L'Europe souscrit à un principe politique de précaution en matière de gaz à effet de serre, tandis que les États-Unis insistent pour des preuves scientifiques que ces gaz sont vraiment la cause principale du réchauffement observé.

² Voir Edgar et Jacqueline Browning, *Public Finance and the Price System*, Prentice Hall, 1994, page 60.

CHAPITRE 15

Les OGM : la peur de l'inconnu

*La plupart des changements que l'on croit observer dans la vie
ne sont que des vérités qui reviennent à la mode.*

Robert Frost (1874-1963)

[Retour à la table des matières](#)

Est-ce que les aliments fortifiés biologiquement sont la voie de l'avenir ? Leurs créateurs affirment que de tels aliments coûteront moins cher à produire, aideront à prévenir des maladies, auront meilleur goût, se garderont plus longtemps, et seront plus nutritifs, puisqu'ils résistent aux insectes ravageurs et sont produits avec moins de pesticides chimiques. Les adversaires ne jurent cependant que par les aliments naturels et sont prêts à payer davantage pour avoir accès à ces aliments. Ils sont même enclins à proscrire la production des organismes génétiquement modifiés (OGM). Ils craignent, en effet, que les OGM ne contaminent l'environnement, ne réduisent la diversité biologique et ne soumettent l'agriculture de nombreux pays aux diktats des grands monopoles qui se spécialisent dans la manipulation génétique.

Le contrôle de la nature et les progrès de l'humanité

Ce que certains dévots de l'idéologie du retour à la nature oublient, c'est la lutte incessante que l'homme a dû livrer pour survivre malgré les éléments et la dureté de la nature. La rareté, la maladie et la mort sont des réalités tout à fait naturelles. C'est par son esprit inventif et ses découvertes que l'homme a réussi à se libérer des contraintes que la nature tend à lui imposer. Ce combat n'est nullement terminé et se poursuivra encore pendant des siècles, puisque la science n'a pas encore découvert de remèdes contre des fléaux aussi dévastateurs que ceux générés par le cancer et le sida.

Ce n'est donc pas d'hier que l'homme essaie de dompter la nature.

Il y a longtemps, par exemple, qu'on a ajouté des vitamines aux aliments (notamment pour le pain), qu'on a pasteurisé le lait, qu'on a vacciné les enfants et qu'on a chloré et fluoré l'eau potable.

Historiquement, le cas de la pasteurisation du lait est intéressant. Au XIX^e siècle, on constatait en Europe que les bébés mouraient en grand nombre au cours des mois d'été. Personne ne savait pourquoi, jusqu'à ce que Louis Pasteur (1822-1895) découvre que les bactéries dans le lait de vache se multipliaient par temps chaud et tuaient les bébés qui en consommaient. Par un trait de génie, il préconisa la pasteurisation du lait en le faisant bouillir. Aujourd'hui, on ne pourrait vivre sans le lait pasteurisé.

Néanmoins, quand Pasteur proposa la pasteurisation du lait, certains soulevèrent des objections et organisèrent des protestations, parce qu'ils estimaient à tort qu'il s'agissait là d'une ingérence inacceptable de la science dans la nature. Les opposants à la pasteurisation soutenaient qu'il ne fallait pas jouer avec la nature et que le lait naturel devait demeurer tel quel. Combien de bébés seraient morts si on les avait écoutés ?

Des craintes semblables s'étaient manifestées lorsque apparut la vaccination des humains et des animaux contre diverses maladies, à la fin du XVIII^e siècle¹. La vaccination consiste, en effet, à inoculer dans le circuit sanguin d'un individu une petite quantité de culture microbienne afin de renforcer son système immunitaire et de l'immuniser contre une maladie microbienne plus virulente. Par cette pratique, on réussit à vaincre des maladies contagieuses, telles la variole et la polio qui furent, à une autre époque, des menaces pour les populations.

Ce que sous-estimaient les opposants à la pasteurisation et à la vaccination, c'est que, laissée à elle-même, la nature peut tuer, comme en témoignent les grandes épidémies qui ravagèrent des populations entières.

Le débat aujourd'hui autour des OGM ressemble à ceux qui avaient lieu autour de la pasteurisation du lait au XIX^e siècle et autour de la vaccination à la fin du XVIII^e siècle. Il s'agit de réactions et d'oppositions qui découlent de craintes plus imaginaires que fondées, sur lesquelles jouent à profit des activistes professionnels.

Il faut dire qu'il existe un manque patent d'information scientifique fiable sur les produits transgéniques. Les gouvernements n'ont pas toujours rempli leur rôle qui consisterait à donner l'heure juste sur ces questions. Les consommateurs ont, en général, une réaction de plus en plus informée face aux aliments et sont, à juste

¹ La vaccination fut réalisée pour la première fois en 1796 par un médecin anglais du nom de Jenner. Il remarqua que le cow-pox des vaches était transmissible à l'homme sous la forme d'une maladie bénigne, la vaccine, mais celle-ci l'immunisait contre une maladie beaucoup plus virulente, soit la variole.

titre, préoccupés des effets à court et à long terme sur leur santé et sur celle de leurs enfants des différentes mutations que l'on fait subir aux produits agricoles. Ces craintes prennent encore plus d'importance quand on introduit dans les aliments des gènes qui n'appartiennent pas au régime végétal.

Le fardeau de la preuve

Pour les gouvernements et les producteurs, il ne suffit pas de répéter de façon péremptoire qu'il n'y a pas d'évidence scientifique que les aliments génétiquement modifiés sont dangereux pour la santé. Cela est probablement vrai, mais personne n'aime servir de cobaye et découvrir des années plus tard que tel n'était pas le cas. Une saine obligation de prudence doit prévaloir. C'est pourquoi les gouvernements et les sociétés biotechnologiques ont le fardeau de la preuve : ils doivent démontrer la sûreté et l'innocuité des nouvelles plantes et semences, et des OGM en général, et ils doivent informer les populations sur les risques et les avantages de leur utilisation. Sans ces tests et ces informations, il y a risque que les rumeurs, l'à-peu-près scientifique et même l'hystérie collective remplacent le jugement scientifique et le bon sens.

La souveraineté du consommateur

En vertu du principe de la souveraineté du consommateur, le marché est capable de satisfaire les besoins et les préférences de chaque catégorie de consommateurs. Les produits qui coûtent davantage à produire et à distribuer coûtent nécessairement plus cher. De nombreux consommateurs sont disposés à payer une prime afin de se procurer des aliments dits naturels, libres d'insecticides chimiques ou de transformations génétiques. L'étiquetage d'aliments naturels est un instrument important pour les consommateurs qui souhaitent se les procurer.

Cependant, pour les milliards de personnes dans le monde qui souffrent de malnutrition, l'avènement de productions agricoles moins coûteuses et plus abondantes est une bonne nouvelle. L'arrivée de nouvelles semences plus résistantes aux maladies et aux ravages des insectes constitue indubitablement un progrès pour l'humanité. Dans quelques décennies, on rira des craintes que ces innovations biologiques ont pu soulever.

D'un point de vue économique général, la hausse des niveaux de vie est directement tributaire d'un abaissement des coûts de production agricole. Par conséquent, ce serait une erreur grave que d'étouffer la présente révolution biotechnologique. Il faut plutôt l'encadrer et la superviser pour en minimiser les risques et en maximiser les retombées positives.

CHAPITRE 16

Santé : échec de la gestion politique

Dans une hiérarchie, tout employé a tendance à s'élever à son niveau d'incompétence.

Principe de Peter

Un mauvais économiste peut faire plus de dégâts qu'une armée entière.

Joseph Staline (1879-1953)

La santé c'est la vie. Sans la santé, la vie n'est plus une vie.

François Rabelais (1494-1553)

[Retour à la table des matières](#)

Quand c'est possible, il faut proscrire les monopoles, quel que soit le domaine d'activité économique où on les retrouve. La raison en est simple : en général, les monopoles sont des structures qui fonctionnent en faveur non pas du client ou du consommateur, mais de ceux qui les dirigent et les contrôlent. Un monopole est un exemple de dictature économique. C'est une forme inefficace d'organisation économique.

Le seul cas d'exception est celui du monopole naturel, quand la production d'un bien ou d'un service exige des installations et des équipements qui génèrent des économies d'échelle et qui seraient trop coûteux à reproduire parallèlement, sur une base concurrentielle. C'était le cas dans le passé avec les poteaux de téléphone, quand il aurait été physiquement impossible et encombrant d'avoir plusieurs sociétés avec chacune son propre réseau de poteaux téléphoniques. Mais, même dans ce domaine, la technologie du sans-fil et des satellites a rendu possible l'introduction de la concurrence.

Lacunes de la gratuité intégrale

La Loi canadienne de la santé prescrit l'accessibilité universelle et gratuite aux soins de santé pour tous ¹. Les rapports quotidiens dans les journaux montrent, cependant, qu'une telle accessibilité est loin d'être assurée, de nombreux malades subissant des délais prolongés avant d'être traités.

L'industrie de la santé au Canada est malade dans son fonctionnement, et ce, tant au plan économique qu'à celui de la gestion. Au plan économique, son mode de financement à base de gratuité absolue conduit au gaspillage, puisqu'il ne donne pas de signal de prix efficace aux usagers et pourvoyeurs de soins sur le coût réel de ces derniers. Une enquête de la Rand Corporation, il y a quelques années, a établi que la complète gratuité suscitait une demande excessive et inefficace de services de santé ². C'est qu'avec ce genre de tarification on évacue tout intérêt chez le demandeur comme chez le pourvoyeur à optimiser les choix en vue de rechercher le meilleur rapport qualité/prix. Le résultat prévisible est une explosion des coûts et une dégradation des services rendus.

Est-il possible de responsabiliser les patients et les médecins et de les motiver à ne pas gaspiller ? La réponse est oui, pourvu que le système encourage les décideurs à limiter leurs dépenses. Présentement, à l'intérieur du système canadien de santé, ni les consommateurs, ni les pourvoyeurs de soin n'ont une quelconque motivation à limiter les coûts et à optimiser l'usage des ressources.

Du côté des patients, chaque décideur sait qu'il n'aura rien à déboursier quels que soient le nombre de visites aux cabinets des médecins, le nombre de visites à l'urgence des hôpitaux et le nombre de jours d'hospitalisation. Pourquoi alors se priver de visiter fréquemment son ou ses médecins favoris et pourquoi attendre l'ouverture de leurs cabinets quand on peut se présenter sans aucun coût personnel aux urgences des hôpitaux ?

Il n'y a pas plus de motivation à économiser du côté des médecins. Puisque tout est « gratuit », pourquoi ne pas prescrire le maximum de tests et les médicaments les plus coûteux ? Ce n'est certes pas le patient qui peut s'en plaindre puisqu'il ne débourse absolument rien à la marge. Le gouvernement et ses régies régionales agissent comme de grosses compagnies d'assurances qui assument passivement les

¹ Outre l'accessibilité, l'universalité et la gratuité, les deux autres principes de base contenus dans la Loi canadienne de la santé sont l'administration publique du système (par les gouvernements provinciaux) et la transférabilité de l'accès aux services d'une province à l'autre.

² À l'aide de deux échantillons de milliers de consommateurs de soins de santé, l'un soumis à une tarification et l'autre bénéficiant d'une gratuité intégrale, la société Rand a démontré que le groupe soumis à un tarif réduisait sa consommation de soins de santé de 45 pour cent, soit de 67 pour cent pour les visites chez le médecin et de 30 pour cent pour les hospitalisations. Néanmoins, l'influence de ces baisses de consommation sur la santé des personnes soumises à un tarif était nulle.

frais et les refilent aux contribuables lourdement taxés. Toute l'économie du système est orientée vers l'encouragement des abus et du gaspillage.

Lacunes de la gestion centralisée et politisée

Cette industrie de base est aussi fondamentalement déficiente au plan de la gestion. C'est une industrie qui est affligée de toute une gamme de monopoles légaux et politiques, lesquels se sont multipliés avec les années. De tels monopoles ne sont nullement des monopoles naturels. Ce sont des monopoles qui ont été créés de toutes pièces par des lois : monopole fédéral du ministère de la Santé, monopole provincial du ministère de la Santé et des Services sociaux, monopole régional de la Régie régionale de la santé, monopole du Collège des médecins, monopole dans les établissements des syndicats ouvriers, etc. Ces monopoles substituent les intérêts de leurs dirigeants ou de leurs membres aux intérêts des clients ou des consommateurs. Et ces derniers n'ont aucune possibilité de s'échapper de la tutelle qu'on leur impose, les alternatives étant bloquées par les monopoles eux-mêmes.

La Loi fédérale sur la santé stipule que la gestion du régime de santé doit être obligatoirement faite par les gouvernements. Impossible donc pour un entrepreneur privé ou une société privée d'établir des installations de production de services de santé sans être bloqué par un monopole réglementaire, ou sans se voir privé de toute contribution financière gouvernementale ¹. Une réforme en profondeur du système de la santé exigerait que l'on démantèle plusieurs des monopoles qui écrasent les producteurs et les usagers ou, à tout le moins, qu'on réduise considérablement leurs pouvoirs exorbitants. Tous les monopoles sont mauvais, mais dans le domaine de la santé ils le sont doublement, non seulement parce qu'ils sont inefficaces, mais en plus parce qu'ils menacent les citoyens dans leur intégrité physique.

L'exemple le plus récent est la tourmente que le système canadien de santé fait subir aux personnes malades, tout particulièrement celles qui ont besoin d'une intervention chirurgicale ou qui sont atteintes de cancer. La gestion dans les établissements de santé s'est tellement bureaucratisée et compliquée avec les années qu'il est devenu pratiquement impossible pour les chirurgiens de planifier à l'avance des interventions chirurgicales de routine. Cette absence de gestion rationnelle se traduit par des salles d'opération fermées ou sous-utilisées, par des opérations reportées ou annulées, par des étages complets de lits d'hôpitaux fermés à certaines périodes de l'année, etc. En un mot, il s'agit d'une gestion

¹ La Loi canadienne sur la santé stipule que la gestion du régime des soins de santé doit obligatoirement se conformer à cinq principes, soit une couverture intégrale des soins nécessaires, un accès universel aux soins couverts, un accès aux soins qui soit transférable d'une province à l'autre, une accessibilité aux soins couverts qui soit entièrement gratuite, et une gestion qui soit obligatoirement publique et centralisée.

fondée sur l'incohérence et sur l'à-peu-près, quand ce n'est tout simplement pas sur l'improvisation du moment.

Le résultat est un système de santé qui coûte cher mais qui ne livre pas la marchandise. À titre d'exemple, il n'est pas rare au Québec qu'une personne attende six mois ou davantage pour un pontage coronaire, une opération de routine. De telles opérations en France ou aux États-Unis se font quelques jours après le diagnostic, évitant ainsi des complications et de l'angoisse au patient. Pour d'autres opérations, les attentes peuvent durer jusqu'à deux ans ¹.

Pour les femmes en particulier, le temps d'attente avant une chirurgie, après un diagnostic du cancer du sein, un état angoissant et requérant une attention rapide, a considérablement augmenté entre 1992 et 1998. Selon une étude publiée dans le *Journal de l'Association médicale canadienne* ², le temps d'attente médian d'une malade était de 29 jours en 1992, contre 42 jours en 1998.

En plus d'une absence de gestion rationnelle à la base, c'est aussi le manque d'effectifs et de ressources qui empêche que les traitements soient dispensés rapidement ³. Et cela, sans que les personnes directement touchées ne puissent rien pour remédier à la situation, la loi leur défendant de déboursier leur propre argent pour se faire traiter, à moins de s'expatrier aux États-Unis ou dans un autre pays. Les monopoles, en général, sont une abomination ; dans le domaine crucial de la santé, il s'agit d'une abomination cruelle. Les lois de la santé au Canada, et au Québec en particulier, gardent scandaleusement et inutilement la population en otage ⁴.

Pourtant, d'autres pays dits sociaux-démocrates, telle la Suède, ont réussi à maintenir l'accessibilité universelle aux soins de santé, tout en adoptant des principes économiques de contrôle du gaspillage et des principes sains de gestion.

¹ Il faut dire que les politiciens fédéraux et leurs hauts fonctionnaires ont accès instantanément et gratuitement, en cas de besoin, à un hôpital militaire dans la région d'Ottawa.

² Voir Alexandre Sirois, « Le temps d'attente avant une chirurgie a doublé au Québec », Étude de Nancy Mayo, *Journal de l'Association médicale canadienne*, dans *La Presse* 17 avril 2001, p. A1.

³ Voir le chapitre suivant sur la diminution de la contribution financière fédérale dans le financement des soins de santé.

⁴ Un jeune avocat de Montréal, atteint du cancer et en attente prolongée de traitement, a eu le courage et les moyens personnels de défier ce système débordé et en dégradation. En effet, l'avocat Barry Stein, confronté à la réalité canadienne de devoir attendre des semaines vitales avant d'être traité, décida de se rendre aux États-Unis, soit au John Wayne Center Against Cancer de la Californie, pour se faire rapidement soigner. Il eut recours ensuite aux tribunaux pour forcer le ministère de la Santé et des Services Sociaux à rembourser les quelque 360 000 \$ que ses traitements avaient occasionnés. Cependant, ce ne sont pas toutes les personnes malades qui ont les moyens financiers et légaux d'obtenir justice. La plupart d'entre elles, et leur famille, n'ont souvent d'autre choix que d'être les victimes du système.

Le gouvernement canadien et le gouvernement québécois devraient mettre fin à leur immobilisme et à leur obscurantisme en matière de santé et s'inspirer directement de la Suède, un pays social-démocrate mais intelligent au plan économique, afin d'améliorer un système qui va en se dégradant. Dans ce dernier pays, jugé internationalement comme étant à l'avant-garde de la social-démocratie, on a eu le courage de réduire le gaspillage dans la consommation des services de santé. En Suède les adultes font la moitié moins de visites annuelles chez le médecin qu'au Canada ¹. Les Suédois n'en sont pas moins en meilleure santé.

Pour mettre un frein aux visites frivoles aux salles d'urgence et aux cabinets de médecins, et pour encourager la prévention et introduire une hiérarchie dans les besoins, la Suède impose un frais modérateur de 35 \$ pour une visite à l'hôpital et 20 \$ pour une visite au médecin, le tout plafonné à 200 \$ par année pour une famille. Ce plafond comprend les frais de médicaments, tandis que les frais modérateurs eux-mêmes ne s'appliquent pas aux mères enceintes et aux enfants de moins de six ans ². Le Canada est présentement le seul pays occidental qui n'impose pas de frais modérateurs pour les soins de santé.

De même, la Suède a modifié ses lois de la santé pour que les médecins soient rémunérés au salariat et pour que des établissements privés puissent fournir des soins de santé dont le coût est assuré par le gouvernement. L'adoption d'un régime de salariat pour les médecins, assorti de primes au rendement, et l'accréditation d'hôpitaux et de cliniques établis par les spécialistes de la santé eux-mêmes, selon le modèle du Cleveland Clinic aux États-Unis, contribueraient certainement à rendre plus flexible et plus efficace le système canadien de santé.

Une gestion centralisée, politisée et irresponsable

Le système de santé au Québec réprouve des difficultés encore plus grandes que dans le reste du Canada, parce que c'est au Québec que l'on a poussé le plus loin la désorganisation et la déresponsabilisation dans la gestion de cette industrie. La gestion des établissements de santé au Québec est tout particulièrement néfaste, en ce qu'elle éparpille la responsabilité et l'imputabilité des décisions entre une foule d'instances, dont certaines sont très éloignées des clients que sont les personnes malades. Il en résulte inévitablement des lenteurs, des incohérences et du gaspillage. Il s'agit, en effet, d'un système de gestion à plusieurs étages et avec des ramifications toutes byzantines. Regardons-y de plus près.

¹ Au Québec, les cabinets de médecins semblent avoir remplacé les confessionnaux des prêtres tellement plusieurs visites sont superflues.

² Voir Mark MacKinnon, « Medicare panel looks at Sweden's user fees », *The Globe and Mail*, 20 juin 2001, p. A1.

Les méfaits de la Commission Rochon

Suite aux travaux de la Commission Rochon (1985-88), on crut bon de retirer aux établissements de santé et aux médecins la responsabilité centrale de gérer leurs affaires pour la confier à des conseils régionaux, lesquels furent transformés en 18 régies régionales en 1992. Ce sont ces appareils de gestion qui sont au cœur de la gestion du système de santé au Québec.

Leur création fut consacrée par l'adoption du projet de loi 120, le 28 août 1991. Avec cette loi, le gouvernement (libéral) du Québec prit un tournant qui allait se révéler désastreux dix ans plus tard. Puisant son inspiration directement dans le rapport Rochon, le gouvernement réorganisait les institutions du système de santé en renforçant l'influence du ministère et en ajoutant un pallier artificiel de bureaucratie, soit les régies régionales, gérées par un amalgame de personnes n'ayant aucune responsabilité directe dans la fourniture des soins de santé.

C'est ainsi que l'article 340 de la Loi stipulait d'une manière toute stalinienne que l'offre des services de santé et de services sociaux au Québec allait dorénavant être contrôlée par une nouvelle bureaucratie :

« La régie régionale a principalement pour objet de planifier, d'organiser, de mettre en œuvre et d'évaluer, dans la région, les programmes de santé et des services sociaux élaborés par le ministre. D'élaborer les priorités de santé et de bien-être en fonction des besoins de la population de sa région en tenant compte des objectifs fixés par le ministre. D'établir les plans d'organisation de services de son territoire et d'évaluer l'efficacité des services de leur région ¹. »

Depuis, ces organismes de planification se retrouvent à mi-chemin entre le ministère de la Santé et des Services sociaux, d'une part, et les établissements de santé et les usagers, d'autre part. Ils sont même regroupés en une Conférence des régies régionales, laquelle agit en parallèle avec l'Association des hôpitaux et d'autres regroupements d'établissements.

Cette bureaucratisation à outrance de la gestion des services de santé au Québec s'est traduite par un allongement du processus de décision et par une confusion dans l'attribution des responsabilités de gestion. Comme les hôpitaux et les autres établissements de santé doivent s'en remettre à une régie régionale pour leurs budgets et qu'ils doivent obtenir l'autorisation de cet organisme pour toute initiative, alors même que ce dernier doit lui-même obtenir l'aval du ministère, il en résulte ce qui était prévisible, à savoir une lenteur et une paralysie dans les décisions. Il est devenu extrêmement long et difficile, sinon impossible, pour les gestionnaires sur le terrain, c'est-à-dire pour les médecins et les gestionnaires

¹ Marc-Yvan Côté, Projet de loi 120, Assemblée nationale, 1990, p. 855.

mêmes des établissements, de s'adapter aux nouvelles technologies. Ainsi, l'article 113 de la loi stipule :

« Un établissement ne peut offrir de nouveaux services dont la nature nécessite des ressources professionnelles ou des équipements ultraspécialisés déterminés par le ministre, ni acquérir les équipements ultraspécialisés qu'il détermine, avant d'avoir obtenu autorisation écrite. Le ministre consulte la régie régionale avant d'accorder une telle autorisation ¹. »

Un tel mode de gestion centralisée allait tôt ou tard se révéler désastreux. Mais les penseurs de cette réforme bureaucratique firent pire. Ils politisèrent le fonctionnement des onnipuissantes régies régionales en les coiffant de conseils d'administration formés de 24 membres, lesquels non seulement n'avaient aucun compte à rendre à la population, mais étaient fondamentalement en conflit d'intérêts.

Sur ces énormes et disparates conseils d'administration, on retrouve des représentants syndicaux et leurs alliés, de même que des maires de village, de sorte que l'on peut dire sans trop de risques de se tromper que la santé au Québec est administrée par des politiciens et des chefs syndicaux, avec les résultats désastreux que l'on connaît. Comment de tels conseils d'administration sans responsabilité quant aux services dispensés en bout de ligne peuvent avoir toute la latitude nécessaire pour prendre des décisions de gestion sur une base économique et médicale, quand ce sont les considérations politiques et syndicales qui dominent ² ?

Un exemple, parmi de très nombreux autres cafouillages administratifs qui peuvent résulter d'un tel mode politisé de gestion est celui de l'unité de traumatologie que l'on installa dans une ville de la Gaspésie, alors que le scanner nécessaire à une telle unité fut installé dans une autre ville, située à plusieurs kilomètres de distance.

¹ Marc-Yvan Côté, Projet de loi 120, Assemblée nationale, 1990, p. 789.

² En pratique, moins de un pour cent de la population se déplaçait pour élire les membres des conseils d'administration des régies régionales. Ce furent des groupes d'intérêts organisés, syndicats et lobbies, qui s'emparèrent du processus d'élection des représentants des usagers sur ces conseils.

Devant cet exemple de fausse et perverse démocratie, le gouvernement renversa la vapeur en 2001 et, par une loi intitulée « Loi de la gouverne », se donna le pouvoir de réduire de 24 à 13 les membres des dits conseils et de les nommer d'office, alors qu'auparavant ils étaient élus, ainsi que de nommer le président-directeur général des 18 régies régionales.

Voir Katia Gagnon, « Un premier outil pour serrer la vis aux médecins », *La Presse*, 16 mai 2001, p. A7.

Une « médecine de guerre » ?

Les reformeurs au Québec se réjouissent d'avoir enlevé beaucoup de pouvoirs de décision aux médecins et aux spécialistes. Le résultat a été catastrophique. Lorsqu'un diagnostic est arrêté, le médecin ou le chirurgien n'ont plus rien à dire quant à son exécution. Ce sont des comités et des instances bureaucratiques incompetentes qui décident. Des engorgements monstres et des listes d'attente interminables deviennent alors la règle quotidienne au Québec. Il s'agit d'une médecine de guerre où il faut continuellement aller au plus pressant en rattrapant le temps perdu.

La question consiste à savoir si une industrie fondamentale comme celle des services de santé peut être efficace et performante, si elle est dirigée pour l'essentiel par des politiciens et des chefs syndicaux. Poser la question, c'est y répondre.

Comme cela a été démontré dans de nombreux pays, cette planification à la soviétique conduit tôt ou tard à des fiascos de déséquilibres, d'incohérences et de gaspillage, les clients faisant les frais des inepties des planificateurs bureaucratiques plus ou moins irresponsables et incompetents. On se retrouve avec des salles d'opérations inutilisées, tantôt faute de chirurgiens, tantôt faute d'anesthésistes, tantôt faute d'infirmières, quand ce ne sont pas tout simplement les lits et les équipements qui font défaut, ou pire, que l'on ne peut utiliser faute de budgets. Autre exemple : le Québec a un besoin criant de radio-oncologues, mais le système est incapable de recruter les spécialistes requis et de se doter des appareils nécessaires.

De guerre lasse, les spécialistes qui le peuvent fuient de telles frustrations bureaucratiques quotidiennes et s'en vont pratiquer leur art dans les autres provinces canadiennes ou aux États-Unis. Pire encore pour la relève de qualité, les jeunes spécialistes qui vont étudier dans les meilleurs centres étrangers, ayant travaillé avec des équipements de pointe et connu les effets d'une gestion rationnelle des services de santé, ne reviennent pas dans le cafouillis du système de santé québécois. Pendant ce temps, de jeunes et brillants spécialistes québécois font carrière au Texas, en Californie ou en Alberta.

Le Québec est ainsi privé de ces spécialistes à la fine pointe de leurs disciplines. De nombreux spécialistes découragés et de nombreuses infirmières surchargées en font autant et s'expatrient afin de retrouver un climat de travail rationnel¹. En bout de ligne, c'est la population québécoise qui en est quotidiennement la victime.

¹ Après avoir mis prématurément à la retraite des milliers d'infirmières chevronnées, dans les années 90, le gouvernement du Québec s'est retrouvé comme par hasard avec une pénurie d'environ 3 000 infirmières en 2001. Des invitations furent lancées à 300 infirmières françaises

Un rapport de l'OCDE, en 2001, est venu jeter un éclairage relatif sur l'état du système canadien de santé ¹. Au chapitre du nombre de lits d'hospitalisation pour 1 000 habitants, la moyenne en 1998 pour tous les pays de l'OCDE s'établissait à 6,9, contre 4,1 pour le Canada. Le nombre de médecins actifs pour 1 000 habitants était aussi, en 1999, inférieur au Canada à la moyenne des pays de l'OCDE, soit 2,1 médecins pour 1 000 habitants au Canada contre une moyenne de 3,0 pour l'OCDE dans son ensemble. La même situation prévalait en 1998 pour le nombre d'infirmières certifiées et en activité pour 1 000 habitants : le ratio moyen dans les pays de l'OCDE se situait 6,9 contre un ratio de 4,1 au Canada.

Alors que plusieurs considèrent que les systèmes de santé que l'on retrouve en France ou en Suède sont parmi les meilleurs au monde, force est de constater que le système de santé canadien est en train de régresser, année après année. La gestion de ce système, tant par Ottawa que par le Québec, laisse grandement à désirer. Un coup de barre s'impose.

La vérité, c'est qu'il est impossible de planifier et gérer à distance une production aussi complexe que celle des soins de santé. Les gestionnaires doivent être sur le terrain, tout près de l'action, et répondre rapidement et adéquatement aux besoins des clients. Pour contenir les coûts, les consommateurs doivent être responsabilisés afin d'éviter le risque moral, c'est-à-dire le danger de surconsommation du service assuré, tandis que la concurrence entre les producteurs doit les responsabiliser pour éviter l'inefficacité.

Le président du Conseil du Trésor dans le gouvernement québécois, Jacques Léonard, avait eu la lucidité de constater en mai 2000 que l'instauration des régies régionales avait été une erreur ². C'est un début. Aujourd'hui, le gouvernement devrait avoir le courage d'abolir ces monstres bureaucratiques, au lieu de les nourrir et de les renforcer. Les budgets ainsi épargnés pourraient être automatiquement transférés au fonctionnement des salles d'opération des hôpitaux québécois, la plupart du temps inutilisées malgré les longues listes d'attente, et au renouvellement des équipements médicaux dépassés ³.

à venir travailler au Québec. Ces dernières furent scandalisées du fonctionnement du système de santé québécois et canadien. Elles considèrent les urgences dans les hôpitaux des « horreurs », tandis qu'elles doivent passer le tiers de leur temps à remplir des formules. Voir La Presse, 31 juillet 2001.

¹ L'Organisation de coopération et de développement (OCDE), Panorama de la santé, Situation du Canada par rapport aux autres pays de l'OCDE, 2001.

² Denis Lessard, « Les régies de la santé : une erreur », La Presse, 16 mai 2000, p. A1.

³ Voir Kenneth Walker, « Les malades à la merci du vieillissement de l'équipement médical », La Presse, 20 mai 2001, p. C4.

Le cas des CLSC

L'exemple le plus frappant est le faux conflit qui existe au Québec entre les hôpitaux et les 144 CLSC (acronyme pour «centre local de services communautaires»). Les consommateurs de services de santé privilégient les soins gratuits dispensés par les hôpitaux et délaissent ceux offerts par les CLSC. Il faut dire que les CLSC sont bien placés pour dispenser des soins à domicile à la clientèle âgée, mais que ce ne sont pas pour autant des hôpitaux. Faute de médecins, ils ne peuvent pour la plupart offrir un service de consultations sans rendez-vous, en plus d'être incapables d'offrir des services 24 heures sur 24¹. Il faut dire que les CLSC sont affligés d'une structure de gestion insolite par laquelle les syndicats d'employés siègent d'office sur leur conseil d'administration. Comme symbole de conflits d'intérêts institutionnalisés et de laxisme dans la gestion, on n'aurait pu mieux trouver.

Il y a 40 ans, l'ancêtre des CLSC, l'unité sanitaire, était une institution légère dispensant gratuitement des soins de prévention, de vaccination et de petites urgences. C'était une institution utile, produisant des retombées sociales positives. Avec le temps et les pressions politiques, cependant, ces petites unités ont connu une croissance cancéreuse, coûtent au budget public 1,2 milliard de dollars par année, ont une mission ambiguë et sont sous-utilisés. Les gens leur préfèrent, en effet, les petits hôpitaux de courte durée, mieux équipés et mieux adaptés pour dispenser des soins personnalisés.

Les moyens de freiner les dépenses de santé

Plusieurs pays font face au même défi de freiner la montée des dépenses de santé, lesquelles ont tendance à s'accroître beaucoup plus rapidement que la richesse de l'économie. La déresponsabilisation des demandeurs et des offreurs, alliée au vieillissement de la population et à la montée vertigineuse des prix des médicaments et des équipements médicaux, pose un problème structurel de financement des soins de santé aux gouvernements. L'attentisme n'est pas une solution, car le problème ne peut qu'empirer.

Comme on l'a vu, la Suède, à l'instar d'autres pays telle la France, a résolu, au moins en partie, le problème du gaspillage venant de la surconsommation de services de santé. Le défi d'inciter les pourvoyeurs de soins de santé à économiser est plus difficile à relever. En effet, les médecins et les professionnels de la santé ont trop souvent une vision unilatérale de leurs relations avec les personnes nécessitant des traitements médicaux. Selon cette vision, le patient doit

¹ Selon l'Association des CLSC, ces derniers auraient besoin de 7 000 omnipraticiens, au lieu des 1 500 dont ils disposent. Voir Mathieu Perreault, « Le virage ambulatoire complique la vie des CLSC », *La Presse*, 25 avril 2000, p. A6.

nécessairement être passif et n'exercer aucun choix dans la gamme des traitements ou médicaments appropriés. Ceux-ci seraient strictement scientifiques et professionnels et découleraient de diagnostics indiscutables, formulés indépendamment de toute considération d'intérêt personnel. Selon cette vision, encore, tout ce qui est médicalement nécessaire doit être fourni, quels qu'en soient les coûts et les avantages escomptés.

En pratique, les gens sont tout aussi bien capables de faire des choix éclairés en matière de maladies et de traitements qu'ils le sont dans d'autres circonstances de leur vie. C'est ce que les études réalisées démontrent le plus clairement. Il est faux de prétendre que les personnes sont ignorantes des questions médicales qui les concernent et qu'elles ne peuvent faire des choix éclairés, en fonction de leurs préférences personnelles, concernant les traitements et les médicaments alternatifs qu'on leur présente. En bout de ligne, et cela est encore plus vrai en matière de santé que dans d'autres domaines, ce sont les gens eux-mêmes qui supportent les conséquences des choix qui sont faits en leur nom. Il est donc tout à fait normal qu'ils participent activement aux décisions qui les concernent au plus haut point.

Pour abaisser les frais de santé, une des voies consiste à mettre fin à la situation de conflit d'intérêts dans laquelle se retrouvent les médecins qui sont rémunérés à l'acte. Ce système encourage la surproduction et la surconsommation, quand ce n'est pas la surqualité, des soins de santé. C'est ce qui explique que l'on observe que le nombre d'actes médicaux posés dans un pays est proportionnel au nombre de médecins. Parmi tous les professionnels, les médecins sont les seuls dans la position enviable de créer leur propre clientèle.

Un meilleur système de rémunération est celui de la capitation par laquelle un médecin ou une clinique médicale reçoit une rémunération annuelle fixe négociée pour chaque patient qui lui est attribué¹. Dans d'autres circonstances, surtout pour les grands hôpitaux universitaires qui doivent poursuivre des recherches fondamentales en même temps que dispenser des soins, le salariat des médecins est une autre solution à envisager.

La production et le financement des services de santé

Comme en a fait la démonstration l'État de l'Oregon aux États-Unis il y a quelques années, la liste des procédures médicales entièrement gratuites doit être logiquement revue quand les budgets sont insuffisants. Il faut alors mettre l'accent sur les procédures nécessaires et indispensables, et ne couvrir que partiellement celles qui sont dédoublées ou de nature facultative (par exemple, les changements

¹ L'innovation des Health Management Organizations (HMO) aux États-Unis a permis d'établir des contrats de services avec des hôpitaux et d'introduire une concurrence entre ceux-ci afin d'accroître leur efficacité et la qualité de leurs services.

de sexe, la chirurgie purement esthétique, etc.). C'est ce qui s'appelle responsabiliser la demande. Pour cela, cependant, les gens doivent recouvrer la liberté de s'acheter des assurances complémentaires s'ils le désirent.

Du côté de l'offre, l'État peut financer le système de santé de base en tant que payeur unique, mais il n'est pas obligé d'en être le pourvoyeur dans un contexte de monopole. Il faudrait, pour ce faire, que les établissements de santé soient placés en situation de concurrence, qu'il existe une véritable liberté d'établissement et que les subventions gouvernementales (sauf pour la recherche) soient versées à l'usager et non pas à l'établissement. Les établissements qui boucleraient leur budget survivraient et grossiraient, tandis que les établissements déficitaires et inefficaces devraient se soumettre à une rationalisation ou être absorbés par d'autres ¹.

La logique du centralisme, du dirigisme et du paternalisme bureaucratiques s'oppose bien sûr à ce que ce soit les clients-consommateurs qui décident et soient responsabilisés, comme elle s'oppose à ce que les établissements soient placés en situation de concurrence. Les planificateurs gouvernementaux préfèrent de loin se servir de l'argent des contribuables pour dicter à ces mêmes contribuables leur conduite et ce qui est bon pour eux. Tout revient à une notion du pouvoir ultime dans une société démocratique : est-ce que ce pouvoir est entre les mains des individus responsabilisés ou plutôt aux mains des gouvernements, des politiciens et des bureaucrates ?

Conclusion

Si le reste de l'économie était administré de la même façon que l'industrie publique de la santé, le Canada serait un pays en voie de développement. En effet,

¹ Un des rares politiciens lucides en la matière au Canada est le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, qui a eu le courage de s'attaquer aux lignes d'attente en santé dans sa province, en ouvrant le système public fermé, par sa loi 11 de 2000 sur « la protection des soins de santé ». Par cette dernière, l'Alberta entend préserver l'accessibilité universelle aux soins de santé, ce qui est l'objectif central, mais en desserrant le monopole public dans la production des soins de santé et en redonnant aux individus la liberté de commander des services supplémentaires s'ils le désirent.

Les grandes lignes du projet de loi 11 en Alberta étaient :

- 1) Maintien, pour se conformer à la loi fédérale, de l'interdiction à l'établissement d'hôpitaux privés ;
- 2) Autorisation aux régies régionales de santé de confier à des cliniques privées accréditées certaines interventions chirurgicales, y compris des chirurgies nécessitant une hospitalisation ;
- 3) Autorisation aux hôpitaux, aux cliniques et aux médecins de facturer à leurs patients des services haut de gamme non couverts par l'assurance-maladie (ex. : un plâtre en fibre de verre ou un défibrillateur plus coûteux), mais avec l'obligation que le montant en cause soit raisonnable et que le patient donne son consentement écrit ;
- 4) Interdiction aux patients de payer pour obtenir plus rapidement une chirurgie et ainsi éviter une liste d'attente.

on retrouve dans cette gestion publique les mêmes germes d'inefficacité que l'on observe dans les pays dépourvus de capitaux et de compétences gestionnaires.

En santé, tout est bloqué. Qui débloquera l'embâcle ? Tout remonte, en définitive, au premier ministre du Canada et à son ministre de la Santé. Cela ne signifie nullement que les politiciens provinciaux, à commencer par le ministre de la Santé, n'ont pas leur part à faire, puisque dans bien des cas ils empirent, par leur mauvaise gestion, les problèmes que suscitent les dispositions de la loi fédérale. La conclusion est incontournable : les politiciens canadiens devraient cesser de se réfugier derrière la démagogie et les faux-fuyants, faire face aux problèmes de soins de santé et se mettre à la tâche de les résoudre, avant que la situation ne se dégrade davantage.

CHAPITRE 17

L'âge légal de retraite

*L'âge de la retraite : Savoir quitter quand les gens vous aiment encore
et ne souhaitent pas votre mort.*
Réflexion d'un sage

*Un temps pour chaque chose ;
et, chaque chose en son temps.*
Vieux dicton

[Retour à la table des matières](#)

En France, le droit à la retraite dans le secteur privé est établi à 60 ans. Au Québec, une retraite est possible, dans le cadre du Régime des rentes du Québec, à compter de 60 ans, mais avec des pénalités actuarielles pouvant atteindre 30 pour cent. Les pensions de la sécurité de la vieillesse du Canada sont versées à tout citoyen à compter de 65 ans ¹. De même, des travailleurs qui détiennent des régimes enregistrés d'épargne (REÉR), ou des régimes d'employeurs, doivent commencer à s'en prévaloir à compter de 70 ans ².

L'âge obligatoire de retraite est normalement établi à 65 ans, tant au Canada, aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne. Il s'ensuit que les contrats de travail se terminent à cet âge. Ce seuil légal a même été confirmé, en 1990, par la Cour suprême du Canada, en tant que mesure discriminatoire justifiée selon l'âge. Au

¹ En 2001, par exemple, la pension de la sécurité de la vieillesse fédérale diminuait pour les personnes dont le revenu net excédait 55 309 \$. Ce montant est indexé annuellement au coût de la vie. Au-delà de ce seuil de revenu net, un impôt spécial de 15 pour cent est appliqué au revenu net excédentaire jusqu'au montant total de la pension de la sécurité de la vieillesse.

² Pour ce qui est des REÉR, la personne qui en bénéficie doit les convertir en un FERR pendant l'année au cours de laquelle elle atteint 69 ans. Elle a cependant jusqu'au 31 décembre de l'année où elle atteint 70 ans pour commencer à retirer obligatoirement des montants annuels minimaux selon une échelle de pourcentages fournie par le gouvernement. Une personne peut en tout temps retirer des sommes de ses REÉR, lesquelles s'ajoutent au revenu imposable de l'année.

Québec, tout âge obligatoire de retraite a été aboli en 1981 par le Gouvernement québécois ¹.

Le choix de l'âge de la retraite est plus qu'une question de contrat. C'est un choix personnel, en grande partie influencé par l'occupation et l'espérance de vie de chaque individu. Quand un contrat de travail se termine à 65 ans, cela ne signifie nullement que la personne perd son droit de travailler. Ce qu'elle n'a plus, c'est le droit d'occuper une fonction pleinement rémunérée sans limite de temps et d'âge.

Même des fonctions officielles comme celle des membres du Sénat canadien, des évêques, etc., comportent des limites d'âge maximal de fonction établies à 75 ans.

La fixation d'une limite d'âge légal pour les fonctions vise à éviter les tensions entre les travailleurs âgés et les travailleurs plus jeunes. Elle permet, de plus, aux employeurs de mieux planifier leurs besoins de personnel, sans avoir à attendre qu'une personne devienne incapable ou incompétente avant de la remplacer. La loi québécoise de 1981, sur l'absence totale d'âge obligatoire de retraite, devrait être abrogée, puisqu'elle équivaut à discriminer d'une façon indue en faveur des travailleurs âgés, en leur garantissant des fonctions pleinement rémunérées à vie, à l'encontre des intérêts des employeurs, des actionnaires, des consommateurs et de ceux des jeunes travailleurs.

Quel devrait être l'âge légal de retraite ?

Les changements démographiques dans la plupart des pays industrialisés et les besoins de financement des régimes de retraite militent en faveur d'une augmentation graduelle de l'âge légal de retraite. En effet, la retraite des personnes de la génération des enfants de l'après-guerre (baby-boomers), nés entre 1946 et 1964, risque possiblement de créer des pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs économiques. Aux États-Unis, il est déjà prévu que l'âge de retraite avec pleine pension, dans le cadre du régime de la Social Security, sera graduellement porté à 67 ans en l'an 2022, pour les citoyens américains nés après 1960.

Au Canada, au lieu de repousser l'âge légal de retraite, on a plutôt choisi d'augmenter les taxes sur les salaires des travailleurs non retraités afin de rendre les fonds de retraite solvables. C'est ainsi que ces taxes atteindront 9,9 pour cent des salaires en l'an 2003. Ce n'est probablement pas avant cette date que l'on songera sérieusement à faire passer l'âge obligatoire de retraite de 65 à 67 ans. Si

¹ Le Québec ainsi que le Manitoba, l'Alberta et le Nouveau-Brunswick n'ont pas d'âge légal de retraite. Dans les autres provinces canadiennes, l'âge légal de retraite est 65 ans.

cela se produisait, il en résulterait un renversement d'une tendance, soit la propension de nombreux travailleurs à prendre des retraites de plus en plus hâtives. Ainsi, en 25 ans, le taux de participation au marché du travail des personnes de plus de 55 ans est passé, au Canada, de 47 pour cent qu'il était en 1975 à 33 pour cent en 2000. À l'autre extrême, l'abolition de tout âge légal de retraite dans certaines provinces canadiennes a créé un autre problème, soit l'incrustation de certaines personnes dans leurs emplois hautement rémunérés longtemps après 70 ans.

Les cas de rentes économiques ou de situation

Ainsi au Québec, présentement, nous nous retrouvons dans la situation où des personnes de 70 ans et plus reçoivent une pleine rémunération de travail garantie par la loi, une pleine pension versée par l'employeur, une pension de vieillesse fédérale et un pourcentage obligatoire de leurs REÉR subventionnés fiscalement. Un débat public s'impose sur cette question. Il y a cumul de rémunérations, dont plusieurs sont subventionnées par l'État. Comment peut-on, d'un point de vue social, justifier qu'un individu touche trois ou quatre formes de revenus, surtout quand il s'agit de revenus subventionnés ? Si on ne veut absolument pas fixer un âge obligatoire de retraite, il faudrait au moins établir que les personnes qui touchent une pleine rémunération de travail sursoient aux pensions subventionnées. Ce ne serait qu'équitable.

Mais, d'un point de vue économique, l'absence d'âge fixe pour la retraite ne se justifie guère non plus, même si un tel âge pourrait s'élever avec les années. En effet, une telle absence de point de repère est susceptible de conduire à des situations de rente économique pour les travailleurs âgés et moins performants, alors même que ces derniers se retrouvent au sommet de l'échelle des salaires.

La question qui se pose dans ces circonstances est la suivante : est-ce qu'un employeur réembaucherait la personne de 65, 67, 69 ou 75 ans au salaire actuel s'il en avait le choix ? Si la réponse est oui, une retraite fixe à 65, 67 ou 69 ans ne crée aucun problème, puisque la personne peut être réembauchée à contrat ou autrement après la prise officielle de retraite. Si la réponse est non, cela signifie que l'individu touche une rente économique plus ou moins substantielle et nullement justifiée par sa productivité. Il s'agit en l'occurrence d'une rente de situation qui n'est point appuyée par une production équivalente ¹.

Dans de nombreuses occupations, l'âge légal de retraite ne soulève aucune difficulté parce que les travailleurs âgés voient leur productivité décroître rapidement avec l'âge. C'est le cas de la plupart des métiers manuels et des professions qui exigent une grande dextérité, tels la chirurgie ou le pilotage

¹ Pour une définition et une analyse du concept de rente économique, consultez le chapitre 21 ci-après sur « L'économie du sport-spectacle professionnel ».

d'avions. Dans ces cas, l'âge fixe de retraite est hardiment souhaité par les intéressés eux-mêmes, et les syndicats ouvriers s'en font habituellement les défenseurs. Dans ces milieux, la retraite n'est pas perçue comme une obligation, mais comme un droit dont on veut jouir avant d'être décrépît ou invalide.

Dans d'autres occupations, cependant, notamment dans les services, et surtout dans les services publics et parapublics, la rémunération suit plutôt une progression automatique avec l'âge et l'expérience. La rémunération est alors davantage sociale qu'économique étant donné qu'il est soit trop difficile, soit trop coûteux de mesurer les performances individuelles. C'est le cas entre autres dans les institutions d'enseignement où règne une permanence d'emploi. Dans ces circonstances, il devient virtuellement impossible de se départir d'un employé paresseux, incompetent ou malade, même si son salaire gonflé au maximum permettait d'embaucher deux ou trois jeunes travailleurs à sa place.

L'âge légal de retraite devient un instrument nécessaire pour faire cesser ces cas d'exploitation. Les institutions prisonnières de ces règles de permanence ou d'emploi à vie sont directement exploitées, mais, derrière elles, ce sont les consommateurs, les employeurs, les actionnaires, les contribuables et les jeunes travailleurs qui sont mis à contribution. La véritable discrimination, ce sont les individus qui se retrouvent dans ces groupes qui la subissent.

Ceci nous amène à conclure que l'absence d'âge légal de retraite dans les circonstances de permanence d'emploi est une mesure antisociale, anti-économique et contraire à l'équité intergénérationnelle. Qu'une telle mesure prévale au Québec n'est qu'un autre exemple d'initiatives politiques mises de l'avant sans analyse rigoureuse préalable.

En conséquence, le gouvernement du Québec devrait réviser la loi de 1981 et établir un âge légal limite pour la durée des droits d'occuper une fonction pleinement rémunérée ¹. Cet âge légal de la retraite pourrait être fixé à 67 ans, ou tout le moins à 70 ans, soit l'âge obligatoire pour commencer à retirer les revenus de retraite des régimes subventionnés d'employeurs et des REÉR, tout aussi subventionnés. À défaut de quoi, les gouvernements, tant à Québec qu'à Ottawa, devraient au moins avoir la décence de légiférer afin d'empêcher les cumuls de revenus subventionnés.

¹ Présentement, la Loi sur les normes du travail du Québec stipule) en effet, à l'article 84.1 qu'« Un salarié a le droit de demeurer au travail malgré le fait qu'il ait atteint ou dépassé l'âge ou le nombre d'années de service à compter duquel il serait mis à la retraite » ; de même, l'article 122.1 établit qu'« il est interdit à un employeur ou à son agent de congédier, suspendre ou mettre à la retraite un salarié pour le motif qu'il a atteint ou dépassé l'âge ou le nombre d'années de service à compter duquel il serait mis à la retraite », etc.

PARTIE III

L'ÉCONOMIQUE

CHAPITRE 18

XXI^e siècle : économie mondiale ou économies régionales ?

Le libre-échange est la diplomatie des dieux, et il n'y a pas de meilleur moyen d'unir les peuples dans la paix.
Richard Cobden, 1857

[Retour à la table des matières](#)

La globalisation des économies que le monde a connue à la fin du siècle précédent et au début du XXI^e siècle est un grand progrès pour l'humanité. C'est l'événement majeur de notre époque. Il y a un siècle, les choses étaient autrement, et il s'ensuivit de nombreux cataclysmes économiques et politiques. En fait, la première partie du XX^e siècle fut un véritable désastre économique et politique qui se traduisit par d'énormes souffrances humaines. Mais est-ce que le terrorisme international et les guerres replongeront l'humanité dans les ornières de l'isolationnisme et du protectionnisme ?

Le XX^e siècle débuta sur un fond de dépression économique (1890-1896), laquelle fut suivie d'une guerre mondiale meurtrière (1914-1918), de la plus sérieuse dépression économique de l'Histoire (1929-1939), et finalement, d'une Seconde Guerre mondiale (1939-1945). Il faut sympathiser avec les générations qui vécurent cette époque sombre de l'humanité. À la base de ces désastres humains fut le repli des États-nations sur eux-mêmes et une méconnaissance du fonctionnement interne et externe des économies.

En particulier, la Grande Dépression des années 1929-1939 se déroula dans un contexte de protectionnisme commercial et de dévaluations monétaires, chaque pays essayant de se sortir seul de la crise économique. Comme conséquence, les relations commerciales internationales s'effondrèrent et la dépression se creusa davantage. La Seconde Guerre mondiale relança la croissance économique dans plusieurs pays sur une base autocentrée, les gouvernements s'endettant et centralisant les dépenses.

Les facteurs de prospérité

Au-delà du choc de la guerre, trois développements se produisirent pour le maintien et le développement de la prospérité économique.

Le progrès des connaissances économiques permit d'introduire deux puissants antidotes aux crises économiques. Premièrement, avec la théorie keynésienne, les gouvernements apprirent à utiliser le budget public comme soutien du niveau général des dépenses dans l'économie. Des excédents budgétaires étaient appropriés quand l'emploi, les revenus et les profits étaient en hausse, mais des déficits budgétaires servaient d'instrument pour injecter des dépenses additionnelles quand l'économie privée était en phase déclinante.

Deuxièmement, la création des banques centrales confirma ces dernières dans leur rôle de prêteur de dernier recours quand le système bancaire et financier est menacé d'une spirale cumulative de contraction des dettes illiquides. Jamais plus les gouvernements modernes ne resteront passifs devant une déflation généralisée, causée par des faillites bancaires en cascade, comme cela se produisit lors des paniques financières du passé.

Le troisième antidote aux crises économiques fut l'ouverture des économies, source de croissance économique sans inflation. Après la Seconde Guerre mondiale, en effet, et surtout à compter de 1950, les pays s'ouvrirent graduellement à l'interdépendance économique internationale, par une lente marche vers la libéralisation commerciale et par l'acceptation du principe du multilatéralisme commercial et de l'intégration des économies nationales.

Au début, l'ouverture des économies se fit à l'occasion de huit rondes de négociations multilatérales sous l'égide du GATT (créé en 1944) et sous l'influence d'organismes financiers, tels le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Cependant, la constitution de blocs économiques et commerciaux en Europe, à partir du Traité de Rome de 1958, et en Amérique, avec l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis de 1989 (étendu au Mexique en 1994), accentuera l'ouverture des économies nationales, mais, cette fois-ci, sur une base régionale ou continentale.

Par conséquent, la deuxième partie du XX^e siècle a vu une explosion extraordinaire du commerce international et du progrès économique dans les pays participants. En effet, la production mondiale s'accrut de 600 pour cent de 1950 à 1998, mais le commerce international explosa quant à lui, avec une progression de 1 900 pour cent, soit plus que trois fois la croissance de l'économie mondiale, en un demi-siècle. La croissance et la prospérité sans précédent des dernières cinquante années ont reposé en bonne partie sur ce rôle de locomotive joué par le commerce international.

Sous l'impulsion des technologies des communications, et de l'élimination des distances, grâce aux ordinateurs et aux satellites, les entreprises se sont d'abord internationalisées, puis inévitablement globalisées. Aujourd'hui, les principaux piliers des économies nationales sont des entreprises globales. Dès qu'une entreprise possède une technologie particulière, son marché est mondial.

Mobilité internationale des capitaux et des compétences

Mais la globalisation est plus que la libre circulation des marchandises. C'est la libre circulation des idées, de l'information, et des valeurs culturelles. C'est en plus la mobilité des entreprises elles-mêmes, qui véhiculent technologies et façons de faire. C'est aussi la mobilité des capitaux, surtout les capitaux à long terme qui renforcent la capacité de produire des pays.

Le monde ne s'est cependant pas encore doté d'un mécanisme international efficace pour se protéger contre les crises financières internationales causées par des mouvements massifs de capitaux spéculatifs, de sorte que la libre circulation des capitaux courts est une arme à deux tranchants. La crise financière asiatique des années 1997-1998 en est l'exemple frappant. Une consolidation du système bancaire et financier international, sur le modèle de ce qui s'est produit à l'intérieur de chaque pays, est une condition nécessaire pour que la libre circulation des capitaux puisse être étendue à toutes les catégories de capitaux. La globalisation se doit de reposer sur une infrastructure institutionnelle et sociale plus solide et sur une coopération inter-étatique plus poussée, sans quoi le monde risque de reproduire les crises qui accompagnèrent la transformation des économies régionales en économies nationales au XVIII^e siècle.

Quant à la libre circulation des personnes, elle pose des problèmes sociaux et politiques particuliers, même si elle reste généralement bénéfique sur le plan économique. Les pays ont besoin d'une politique d'immigration et de demandeurs d'asile qui soit adaptée à leurs besoins spécifiques.

Jusqu'à un certain point, la libre circulation des marchandises, des entreprises et des capitaux est un substitut à la mobilité des personnes. En effet, quand on exporte et importe des biens ou des technologies, on exporte et importe du travail,

du capital et des connaissances. Quand les pays continuent à produire toute la gamme des produits échangés, un mouvement s'engage alors dans la direction d'une égalisation des prix internationaux des produits et, partant, vers aussi une tendance à l'égalisation internationale des salaires réels et des rendements réels des capitaux. À terme, l'égalisation internationale des salaires réels enlèverait toute motivation à la mobilité internationale de la main-d'œuvre.

En pratique, cependant, les coûts variés de transport et les conditions différentes de la demande dans chaque pays empêchent que les prix s'égalisent complètement entre les pays. Et, plus fondamentalement, certains pays, tels la Chine, l'Inde ou même le Brésil, ont de tels stocks de main-d'œuvre par rapport aux capitaux disponibles que les échanges internationaux peuvent conduire à une spécialisation industrielle complète dans certains pays, et cela, bien avant que l'égalisation des salaires réels ne soit atteinte.

Pour la grande majorité des populations, le fait que la technologie et les capitaux viennent vers elles, et que leurs produits puissent être vendus partout sur la planète, est préférable à l'exode et à l'émigration. Cependant, la mobilité internationale des compétences doit être encouragée, car la libre circulation des idées et des valeurs culturelles est encore plus importante que la libre circulation des capitaux.

Les défis de la globalisation

Certains craignent que la globalisation des économies nationales ne comble pas l'écart des niveaux de vie entre les pays pauvres et les pays riches. Pourtant, la division internationale accrue du travail par la spécialisation géographique de la production élève la productivité du travail et de là, les revenus réels et les niveaux de vie, à la fois chez les pays riches et chez les pays pauvres, et probablement davantage chez ces derniers.

Néanmoins, les bienfaits de la globalisation (efficacité économique accrue, croissance économique sans inflation, importations bon marché, emplois à haute valeur ajoutée, etc.) ne surviennent pas en ne faisant que des gagnants. Cette globalisation s'accompagne de bouleversements et de changements économiques qui font des perdants. Dans les pays développés, la plus grande spécialisation internationale et l'immigration des travailleurs ont favorisé les travailleurs qualifiés et compétitifs, mais ont défavorisé les travailleurs non qualifiés¹. De même, les travailleurs œuvrant dans les industries d'exportation sont nettement favorisés par rapport à ceux qui sont dans des industries nationales orientées vers le seul marché intérieur, ou qui sont en concurrence avec des produits importés.

¹ Voir R. Tremblay, « Mobilité internationale des facteurs de production en situation de chômage et de libre-échange », *L'Actualité Économique*, Montréal, juin 1998.

D'une façon plus globale, il ne faut pas oublier que l'économie est en définitive affaire d'offre et de demande, de sorte que de grands déséquilibres dans les offres et les demandes internationales de facteurs de production se reflètent nécessairement dans les prix relatifs. Par exemple, on ne peut exclure qu'une forte spécialisation industrielle doublée d'une immigration massive de travailleurs exerce une pression à la baisse, dans les pays industrialisés, sur les salaires réels des personnes non qualifiées.

Quant aux grandes sociétés industrielles et commerciales, capables de tirer profit d'une stratégie d'expansion par les exportations et par la mondialisation, elles sont aussi en position de tirer profit de l'ouverture des économies. Les petites entreprises et les fournisseurs locaux sont pour leur part confrontés à une concurrence accrue et doivent accepter des prix compressés.

Finalement, en termes de croissance économique, qu'arriverait-il si cet engin formidable de croissance qu'a été le commerce international venait à s'essouffler, alors même que les gouvernements nationaux continuent leur épuration budgétaire ? Je suis persuadé qu'un retour en catastrophe au protectionnisme économique serait capable de plonger les économies dans une dépression économique mondiale. Ceci est déjà arrivé dans le passé, et rien ne garantit que cela ne puisse se répéter dans l'avenir.

La mondialisation pousse-t-elle nécessairement les gouvernements nationaux vers le conservatisme ?

La grande crainte qu'inspire la mondialisation des économies nationales est essentiellement politique. On craint que les contraintes de cette mondialisation obligent les gouvernements nationaux à mettre en sourdine leurs responsabilités au chapitre de la justice sociale. On craint aussi qu'une commercialisation à outrance génère des bénéfices privés alors que les coûts externes de cette commercialisation sont reportés sur l'ensemble de la société, sans compensations.

L'arrivée au pouvoir dans certains pays de gouvernements d'extrême droite, comme ce fut le cas avec l'administration de George W. Bush aux États-Unis en 2001, a été de nature à intensifier les craintes d'une mainmise du milieu des affaires sur les gouvernements, au détriment de l'intérêt de l'ensemble de la société et de celui des démunis en particulier. Quand les tranches les plus nanties de la société non seulement profitent pleinement des changements technologiques et de l'ouverture des économies, mais exigent des gouvernements, de surcroît, des baisses substantielles d'impôts et des désengagements réglementaires, certains ont la nette impression que la répartition des bienfaits économiques de la mondialisation se fait inégalement.

Alors que les besoins sociaux en matière de santé collective, d'éducation et d'assainissement de l'environnement vont en croissant, on s'attendrait à ce que les gouvernements disposent davantage de ressources pour fournir de meilleurs services sociaux à leurs populations.

Le déficit démocratique

Le véritable déficit démocratique de la mondialisation tient justement à la trop grande inégalité dans la répartition de ses bienfaits et à l'affaiblissement des gouvernements d'y remédier concrètement. Si ces derniers doivent mettre de l'ordre dans leurs finances, contrôler les coûts, extirper l'inflation et stabiliser leurs monnaies, afin de rendre leurs économies plus compétitives, cela ne doit pas se traduire par la compression des budgets publics destinés à des fins sociales. Cela signifie que les entreprises transnationales doivent accepter de payer leur juste part des taxes et des impôts, et il en va de même des hauts salariés qui bénéficient au premier chef des nouvelles technologies et de l'expansion des marchés.

Il s'agit d'une question reliée à un contrat social intérieur-extérieur qui n'a pas vraiment fait l'objet de débats en profondeur dans nos pays. Cela s'explique par le fait que la mondialisation et la création de zones de libre-échange continentales se font rarement à la suite de référendums démocratiques, mais sont décidées par la nomenklatura politico-bureaucratique avec un minimum de contribution de l'électorat. C'est ce qui fait craindre à plusieurs, plus que toute autre chose, que l'économie en vienne à écraser le politique et le social, et qu'il y a là un débalancement fondamental à corriger.

Une façon de réconcilier l'efficacité économique et la justice sociale consisterait à obliger les gouvernements qui négocient des ententes d'intégration économique et commerciale à s'entendre parallèlement sur une charte portant sur les retombées sociales qui devraient découler des accroissements d'efficacité et de richesse. Ainsi, une certaine harmonisation de la fiscalité des entreprises transnationales serait nécessaire afin que ces dernières ne jouent pas un gouvernement contre un autre afin de créer une surenchère dans la baisse des taux d'imposition des entreprises, au seul profit des actionnaires et des dirigeants de ces dernières. L'idée de privatiser les gains et de socialiser les pertes sourit peut-être aux investisseurs mobiles, mais ce n'est guère un objectif compatible avec la justice sociale.

L'efficacité économique, la justice sociale et le respect de la dignité humaine sont compatibles ; encore faut-il qu'on poursuive ouvertement et simultanément ces objectifs d'une façon concrète. Ce fut sans doute la grande lacune des négociations d'intégration économique lors de la création en 1989 de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis (ALE), de celle en 1994 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et plus récemment, des négociations en cours

en vue de créer, en 2005, une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), de ne pas avoir intégré dans le processus d'adoption une réflexion sur la répartition sociale des retombées économiques positives qu'on en attendait.

Il faudrait qu'un pays, et pourquoi pas le Canada, prenne l'initiative de mettre ces questions fondamentales sur la table. Si cela n'est pas fait, le sentiment se développera que la mondialisation et l'intégration économique internationale profitent à des minorités d'individus et non à l'ensemble des collectivités. Le scepticisme et l'opposition qui en résulteront ne pourront que miner le soutien démocratique derrière ces tendances, au demeurant fondamentalement saines et profitables pour les pays.

Conclusions

Il n'est nullement certain, même si nous le voulions, que l'on puisse remettre le génie de la mondialisation dans la bouteille, tellement ce phénomène reflète des transformations réelles dans le degré d'interdépendance économique des nations, dans le fonctionnement des grandes sociétés industrielles et commerciales modernes et dans les techniques globalisantes de communication.

À tout prendre, ceux qui décrient la globalisation actuelle doivent faire attention que les pays ne fassent un retour massif en arrière et comptent sur les guerres et sur le protectionnisme commercial pour servir de locomotive à la croissance économique. C'est la triste leçon que l'on doit tirer de la première moitié du XX^e siècle.

Dans la foulée du choc du 11 septembre 2001, il est possible que les craintes rationnelles et irrationnelles face au terrorisme international fassent davantage reculer la mondialisation que tous les autres facteurs réunis, et que le monde se remette à vivre derrière des frontières barricadées. Dans quelques années, si tel était le cas, le monde regrettera peut-être la période de paix et de prospérité que lui avait apportée la mondialisation.

CHAPITRE 19

Les cycles économiques et les récessions économiques

Le capitalisme sans la possibilité de faire faillite, c'est comme le christianisme sans l'enfer.
Frank Borman

L'Économiste doit étudier le présent, à la lumière du passé, pour envisager l'avenir.
John Maynard Keynes (1883-1946)

Ce qui serait de la prudence dans la conduite des affaires de tout ménage privé, peut devenir une folie dans la conduite d'un grand royaume.
Adam Smith (1723-1790)

Plus la période de gestion des investissements est longue, plus longue sera la période de prix élevés, plus sérieux sera le surinvestissement et plus sévère sera la dépression.
Dennis H. Robertson, économiste anglais (1890-1963)

[Retour à la table des matières](#)

Est-ce que les cycles économiques ont été abolis ? C'est ce que certains ont pu croire ou espérer au cours de la phase d'expansion économique de 1991 à 2001, laquelle dura dix ans. Il est vrai que de nombreux et puissants facteurs favorables contribuèrent alors à la prospérité économique environnante.

La prospérité des années 90

Ces facteurs favorables à une prospérité prolongée sont bien connus :

- ce fut le boom technologique qui révolutionna des pans entiers de l'économie et qui haussa la productivité des travailleurs et la profitabilité des entreprises ;

- ce fut encore la globalisation des marchés qui créa de nouvelles occasions d'affaires, stimula les exportations, intensifia la concurrence et retint l'inflation ;
- ce furent, en troisième lieu, les excédents budgétaires des gouvernements qui firent chuter les taux d'intérêt ;
- quatrième, ce fut le boom démographique des enfants de l'après-guerre, nés entre 1946 et 1964, qui se traduisit par de fortes injections de dépenses ;
- ce fut, de plus, le boom boursier qui provoqua un « effet de richesse » bénéfique qui encouragea lui aussi la dépense et l'endettement ;
- et, finalement, ce fut la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, dirigée par Alan Greenspan, qui empêcha le développement d'une récession en 1994-95, et qui injecta des liquidités monétaires suite à la crise financière asiatique et à la crise d'endettement de la Russie, à l'été de 1998 ¹.

Pouvait-on, cependant, en 2001, identifier des facteurs et des signes avant-coureurs qui pouvaient annoncer un ralentissement et possiblement une récession ² ?

La coïncidence des grands cycles économiques

Il y avait tout d'abord la force sous-jacente des cycles économiques eux-mêmes. En effet, les années 2001-04 coïncident avec des creux hypothétiques pour de grands cycles économiques qui ont été récurrents dans le passé, soit le cycle technologique de 10 ans de Juglar, caractérisé par une surcapacité de production dans quelques industries clés, et le super cycle de 54 ans d'inflation-déflation de Kondratieff, lequel comprend une phase d'inflation croissante d'environ 30 ans et une phase de désinflation pouvant durer quelques décennies ³.

¹ Après le choc des attentats terroristes du 11 septembre 2001, la Réserve fédérale américaine fit de même et inonda le système bancaire de liquidités monétaires, en plus de faire des prêts en dollars américains à d'autres pays. La procédure suivie en pareils cas consiste pour la banque centrale à acheter des bons du trésor et d'autres avoirs des banques et des grandes maisons de courtage en échange de nouvelle monnaie. Parallèlement, les agents économiques transforment une partie de leurs avoirs en placements liquides, tels les fonds communs monétaires, ce qui accroît d'autant les liquidités monétaires et fait chuter les taux d'intérêt à court terme.

² Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et les représailles armées qui s'ensuivirent ont constitué un choc négatif pour l'ensemble de l'économie mondiale. Un tel choc négatif a considérablement augmenté les chances d'une récession économique plus sévère en Amérique du Nord. Une nouvelle crise du pétrole accroîtrait les chances d'une dépression économique mondiale. Les États-Unis importent 54 pour cent de leur pétrole, tandis que pour le Japon et l'Europe de l'Ouest, ce pourcentage tend vers 100 pour cent.

³ À ces deux cycles, il faut ajouter le cycle de conjoncture de Kitchin, d'une durée de 3 à 4 ans, lequel se caractérise par l'accumulation et la liquidation d'excédents d'inventaire. Il faut aussi

Rien n'est garanti en matière économique, mais le cycle technologique de 10 ans arrivait logiquement à terme en 2001, tandis que le super cycle d'inflation-déflation d'une durée moyenne de 54 ans se terminait théoriquement en 2003, son dernier creux s'étant produit en 1949.

Le surendettement et le manque de liquidités monétaires

Comme toile de fond des phases baissières des grands cycles économiques, on retrouve inmanquablement le surendettement des ménages et des entreprises. Plus longtemps ce surendettement dure, plus vulnérables deviennent les économies à tout choc négatif imprévu.

On retrouve souvent aussi une ruée vers la liquidité, laquelle se manifeste par une courbe des rendements inversée ou aplatie, les taux d'intérêt courts étant plus élevés ou comparables aux taux longs. Au plan international, le manque de liquidités monétaires se traduit par une rareté généralisée de dollars américains, due en général à un ralentissement dans le taux de croissance de la masse monétaire américaine. Historiquement, ce phénomène d'illiquidité annonce un ralentissement économique, de douze à dix-huit mois plus tard. Or, l'année 2000 fut caractérisée par un phénomène généralisé de rendements inversés, tant au Canada qu'aux États-Unis.

Le surinvestissement et les excédents de capacité de production

Avant 2001, on aurait dû se méfier du boom exagéré des investissements dans le secteur des infrastructures d'Internet, lequel était en partie soutenu par des excès d'achats à crédit et par l'endettement. Pour vendre leurs produits, certaines entreprises n'hésitaient pas à avancer des crédits commerciaux sans trop de garanties, de sorte que la faillite éventuelle de ces acheteurs endettés ne pouvait que se retourner contre les vendeurs à crédit.

La croissance des sociétés de télécommunications Nortel et Cisco dépassa pendant plusieurs années 20 pour cent par année, grâce en partie justement à un gonflement de leurs ventes à crédit. Ce genre d'expansion n'était pas soutenable à la longue. Une surcapacité de production allait éventuellement venir exercer une pression à la baisse sur les prix et sur les profits. Ensuite, par un effet d'entraînement, l'essoufflement de ce secteur, lequel compte pour 10 à 15 pour cent

compter sur le cycle de l'immobilier de Kuznets, lequel a une durée d'environ 18 à 20 ans, soit quelque 10 à 12 ans de hausse de la construction immobilière et des prix, et environ 6 à 8 ans de stagnation ou de déclin.

de l'ensemble de l'économie, devait entraîner tôt ou tard un ralentissement de toute l'économie.

Les bulles spéculatives, le pétrole et les taux de change

Les marchés boursiers agissent souvent comme baromètres de l'activité économique future. Plus la spéculation et l'euphorie boursières sont fortes et débridées, plus les risques d'un krach sont alors grands, suite au dévoilement de nouvelles défavorables imprévues. Ce facteur était certes présent à la fin du dernier siècle, après une des plus fortes explosions boursières jamais enregistrées.

La hausse du prix réel du pétrole en 2000 se trouva aussi à agir comme une sorte de prélèvement fiscal sur le budget des consommateurs et sur la balance courante extérieure de nombreux pays, surtout pour ceux qui étaient des importateurs nets de pétrole, tels le Japon et les pays européens. Ce dernier facteur à lui seul laissait entrevoir que la prochaine récession serait mondiale.

Et, finalement, il fallait prendre en considération le mésalignement observé dans les prix relatifs des monnaies. Le dollar américain était très surévalué en 2000-2001. Ce phénomène était de nature à perturber les relations commerciales et industrielles internationales, en accentuant le protectionnisme commercial américain.

La convergence de tous ces facteurs pouvait certes provoquer une récession économique, à tout le moins un ralentissement économique mondial important.

Les deux récessions précédentes

Il est bon de rappeler que les deux récessions précédentes furent plus sévères au Canada qu'aux États-Unis. Ainsi, du sommet jusqu'au creux du cycle, la chute du PIB en 1981-1982 fut de 5,1 pour cent au Canada contre 2,9 pour cent aux États-Unis. De même, lors de la récession de 1990-1991, la baisse de la production au Canada fut de 2,8 pour cent tandis que la baisse équivalente aux États-Unis fut de 1,5 pour cent. Depuis 1990, cependant, l'économie canadienne s'est restructurée, délaissant les industries cycliques reliées aux ressources naturelles, et se tournant davantage vers les industries technologiques et les industries de services. Il n'est donc pas inévitable que la prochaine récession soit de nouveau plus sévère au Canada qu'aux États-Unis.

Le scénario dynamique des récessions : le cas général

Les récessions économiques sont des périodes de transition relativement courtes mais inévitables entre, d'une part, un boom de dépenses insoutenable et, d'autre part, une phase plus modérée de croissance économique. Avant qu'une récession ne soit officiellement déclarée, il faut que la production intérieure dans un pays soit en baisse pendant deux trimestres consécutifs ¹.

Souvent, la phase d'expansion économique découle de découvertes et de changements technologiques ou de l'ouverture de nouveaux marchés qui provoquent une ruée d'investissements nouveaux. Attirés par l'appât de richesses rapides, de nouveaux créateurs, innovateurs et entrepreneurs lancent de nouvelles entreprises. Il en résulte un boom d'investissements dans les équipements et dans les infrastructures, et les hausses de revenus se transmettent rapidement à l'ensemble de l'économie. La production, l'emploi, les ventes, les profits et les revenus sont tous alors en hausse.

L'optimisme règne, certains n'hésitant pas en pareilles circonstances à parler de nouvelle ère économique. Négligeant les vallées qui sont à proximité, on préfère regarder les sommets que l'on voit miroiter au loin. On escompte alors le meilleur des mondes pour des années à venir. Les hauteurs atteintes par le marché des titres boursiers reflètent cet optimisme exagéré.

Dans les années 20, c'étaient les investissements reliés à l'industrie émergente de l'automobile qui propulsèrent de la sorte l'économie vers de nouveaux sommets. Au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, ce furent les sommes astronomiques de capitaux de risque investies dans l'industrie de l'ordinateur et dans la nouvelle économie d'Internet et des télécommunications, renforcées par l'explosion des exportations, qui soutinrent la croissance économique.

¹ La définition précise d'une récession est plus complexe. Aux États-Unis, c'est le National Bureau of Economic Research de New York, un organisme privé de recherche, qui identifie les récessions. Pour ce faire, le NBER se sert de deux indicateurs mensuels pour l'ensemble de l'économie, soit l'emploi rémunéré et le revenu personnel réel moins les transferts de revenus. Au Canada, la désignation des récessions est laissée à Statistique Canada. Parce que les données trimestrielles concernant le Produit intérieur brut sont soumises à de fréquentes révisions, Statistique Canada n'utilise pas la définition de deux trimestres consécutifs de baisse du PIB pour identifier une récession. Plutôt, Statistique Canada utilise trois indicateurs trimestriels pour identifier le début et la fin d'une récession. Il s'agit du PIB réel, du PIB réel par habitant et d'une mesure de l'activité économique globale. De 1945 à 2001, il y a eu 11 récessions, dont la durée moyenne a été de 9 mois, et qui furent suivies de périodes de reprise dont la durée moyenne a été de 49 mois. À trois occasions, la récession s'est accompagnée d'une baisse dans le PIB au cours d'un seul trimestre, soit les récessions de 1970, de 1975 et de 1980.

Comme on l'a mentionné, la récession économique survient souvent après une période d'euphorie boursière. En effet, le boom dans les investissements provoque un excès d'optimisme et d'exubérance chez les investisseurs, ce qui se traduit par des prix irréalistes des actions boursières par rapport à la réalité prévisible, et cela d'autant plus que les taux d'intérêt courts sont en hausse à la fin du cycle, sous la double pression d'une forte demande de crédits et sous l'influence de la Banque centrale qui resserre les conditions monétaires par crainte du surendettement et de l'inflation.

Une correction boursière s'ensuit, celle-ci étant un signe avant-coureur que les anticipations de ventes et de profits sont exagérées. D'ailleurs, ce sont souvent les initiés eux-mêmes, c'est-à-dire les dirigeants des entreprises, qui sont les premiers à vendre leurs actions boursières, percevant le ralentissement économique à venir. La correction boursière change les mentalités et ramène les perspectives de revenus futurs à des niveaux plus réalistes. Les entreprises surendettées sont alors forcées de liquider leurs dettes et de se restructurer, diminuant en ce faisant leurs commandes aux fournisseurs qui leur faisaient crédit. Il en résulte une interrelation directe entre le côté réel et le côté monétaire et financier de l'économie.

La récession elle-même s'installe quand, dans plusieurs industries à la fois, se produisent une saturation des marchés et une surproduction généralisées. Alors, les stocks d'inventaire des distributeurs s'accroissent, et les nouvelles commandes auprès des producteurs diminuent. Dans un tel contexte, la concurrence entre les producteurs ne peut que s'intensifier, chacun essayant de conserver sa part de marché, ce qui se traduit par des baisses de prix et, partant, par des baisses dans les bénéfices.

Le ralentissement de la production, de l'emploi et des revenus s'accompagne alors de mises à pied et, par un enchaînement de décisions interreliées, la chute des revenus provoque une baisse de la confiance des consommateurs, une hausse dans les intentions d'épargne et une implosion des dépenses qui dépriment davantage les ventes. Par un effet de contagion, la chute de l'emploi et des revenus dans quelques industries clés se transmet plus ou moins rapidement à d'autres industries, surtout dans celles des services industriels. Ainsi, les baisses dans la production industrielle font s'abaisser les besoins de transport aérien ou ferroviaire. Pour l'ensemble de l'économie, les remises à plus tard des projets d'expansion et de dépenses des entreprises et des ménages viennent accentuer le ralentissement ou la stagnation des dépenses générales.

La période de consolidation

La période de ralentissement économique et de récession, quant à elle, en est une de consolidation, de restructuration industrielle et de fusions d'entreprises, les entreprises les plus matures englobant les entreprises les plus faibles et les plus

vulnérables. La période de l'après-récession se caractérise alors par une croissance économique plus traditionnelle, alors que les percées technologiques précédentes sont consolidées et exploitées sur une base plus soutenable.

Dans une économie de libre entreprise, par conséquent, les récessions sont à la fois inévitables et nécessaires. Elles sont inévitables en autant qu'elles surviennent lorsque des déséquilibres économiques se sont accumulés, trop de producteurs s'étant lancés en même temps dans des endettements, des investissements et des productions qui sont insoutenables à long terme. Elles sont nécessaires parce qu'elles provoquent inévitablement des réorganisations industrielles et des épurations de bilans qui préparent l'économie pour la prochaine phase de croissance économique.

Le long cycle de Kondratieff

Certains sont surpris quand des baisses répétées des taux d'intérêt par les banques centrales ne relancent pas l'économie aussi rapidement que souhaité. Ces derniers devraient peut-être réfléchir davantage aux conséquences prévisibles de la théorie du grand cycle de Kondratieff et sur celle de la trappe de liquidité de Keynes.

La théorie du cycle de Kondratieff découle de l'évolution cyclique des prix de gros dans l'économie mondiale, sur une période de 50 à 60 ans. L'économiste russe Nikolaï Kondratieff a observé que depuis le début de la Révolution industrielle au milieu du XVIII^e siècle, les prix mondiaux des matières premières et des produits primaires semblaient suivre une tendance récurrente à tous les 54 ans en moyenne. Au cours de ce très long cycle, en effet, les prix montaient lentement et en s'accéléralant pendant une trentaine d'années, environ, pour ensuite se stabiliser sur un plateau pendant une décennie ou deux, et finissant enfin par s'abaisser pendant une période de cinq à dix ans. Cette dernière phase de déflation des prix de gros coïncidait avec un ralentissement généralisé de l'activité économique, suite à une phase prononcée de surinvestissement et de surendettement.

Des sociétés telles Nortel Networks, Cisco Systems, Lucent Technologies ou JDS Uniphase, servent à illustrer un comportement industriel typique de la dernière partie du cycle de Kondratieff. Elles avaient toutes surinvesti dans des équipements et s'étaient lancées dans des phases d'acquisition et d'endettement insoutenables dans les années 90, avant de constater une saturation de leurs marchés. Au début du XXI^e siècle, il existe une surcapacité mondiale de production dans un certain nombre d'industries clés, telles celles des équipements de communication, des ordinateurs, de l'automobile, etc. De telles situations de surcapacité de production et d'endettement prennent du temps à se corriger.

C'est pourquoi les ralentissements économiques qui coïncident avec la dernière phase du grand cycle de Kondratieff sont plus sérieux que ceux des autres cycles économiques plus courts, tels le cycle technologique de 10 ans de Juglar et celui de 3-4 ans de Kitchin pour les fluctuations dans les inventaires. Tous les demi-siècles, en général, l'économie mondiale doit traverser une période douloureuse d'ajustements structurels pour corriger de tels excédents de capacités de production dans de nombreux secteurs et pour absorber les excès d'endettement auxquels les entreprises se sont livrées dans la période précédente d'euphorie et d'exubérance.

Le dernier creux du cycle de Kondratieff s'est produit dans les années d'après-guerre, aux environs de 1949. Le creux précédent remontait à 1896, alors que plusieurs économies traversèrent la dépression de la fin du XIX^e siècle. Au cours du présent cycle, les prix mondiaux libellés en dollars américains ont progressé pendant une trentaine d'années pour culminer en 1980 quand le prix de l'or, en particulier, atteignit 850 \$US l'once. Les vingt dernières années se sont distinguées par une lente désinflation, la déflation étant étroitement localisée dans les métaux précieux depuis 1980, et au Japon depuis 1991 ¹.

Les limites de la politique monétaire

Parce que le ralentissement économique actuel a commencé dans la plus grande économie, celle des États-Unis, et parce qu'il survient à la fin du cycle technologique de 10 ans qui a coïncidé avec la généralisation de l'utilisation de l'ordinateur dans de nombreuses industries, notamment dans l'industrie des télécommunications, il risque d'être plus sévère et plus généralisé.

Dans un tel contexte, une politique monétaire expansionniste, laquelle agit surtout sur les marchés monétaires à court terme, équivaut à pousser sur une corde, car la baisse des taux d'intérêt peut difficilement encourager des entreprises déjà surendettées à emprunter et à s'endetter davantage. Ce n'est donc pas la politique monétaire à elle seule qui peut relancer les investissements dans des secteurs où il existe déjà des excédents de production.

Comme le cas du Japon au cours de la période 1991-2001 l'illustre bien, les taux d'intérêt peuvent s'abaisser à des niveaux très bas dans un pays sans que les investissements ne reprennent, et aussi sans que les marchés boursiers ne retrouvent leur exubérance passée. Il faut dire que la baisse des taux d'intérêt, si elle soulage les débiteurs en allégeant leurs déboursés, réduit du même coup les

¹ Même si le cycle de Kondratieff est exprimé en fonction de l'évolution des prix, sur une période couvrant deux générations, il reflète aussi l'évolution sous-jacente de comportements humains fondamentaux. Il semble, en effet, que les attitudes collectives suivent le mouvement d'un grand pendule, allant d'un extrême à l'autre, dans de nombreux domaines, sociaux comme politiques, et non pas seulement économiques. Voir le chapitre 5 ci-haut sur l'évolution des valeurs politiques au Canada.

revenus des créanciers et des personnes retraitées. Par conséquent, la baisse des taux d'intérêt constitue un transfert de revenus entre les créanciers et les débiteurs, et ne stimule l'économie, sur une base nette, que si elle génère de nouveaux investissements et de nouvelles dépenses.

Dans ces circonstances, même avec des baisses substantielles des taux d'intérêt, une récession économique peut s'allonger jusqu'à ce que les déséquilibres entre l'offre et la demande dans de nombreux secteurs se résorbent. C'est alors qu'un nouveau long cycle haussier peut se mettre en branle.

Le rôle des gouvernements

Face à ces phénomènes récurrents, les gouvernements ont appris avec le temps à mettre en place des stabilisateurs économiques des revenus, lesquels remplissent une mission non seulement sociale mais aussi économique. Ces stabilisateurs automatiques des revenus visent essentiellement à empêcher une spirale autogénérée des dépenses vers le bas qui viendrait empirer les choses. À titre d'exemple, les travailleurs en chômage reçoivent des prestations de chômage, tandis que des allocations d'aide sociale soutiennent les achats des familles.

Le rôle des gouvernements à l'arrivée d'une récession n'est pas seulement réactif, mais peut, et même doit, être proactif. Les gouvernements qui ont normalement enregistré des surplus budgétaires au cours de la phase d'expansion économique précédente sont bien placés pour abaisser les taxes et les impôts. Ils peuvent aussi accentuer leurs propres programmes de dépenses, de manière à injecter des dépenses additionnelles dans l'économie. Ce faisant, les gouvernements enregistrent un déficit budgétaire, mais les revenus nouvellement générés leur reviennent en partie sous la forme de recettes fiscales accrues.

La politique monétaire de la Banque centrale, laquelle injecte de nouveaux crédits dans l'économie qui font baisser le taux d'emprunt, contribue aussi à préparer le terrain à une relance de la croissance économique. La baisse des taux d'intérêt contrebalance en partie la baisse de la rentabilité des projets d'investissement et soutient de ce fait les dépenses d'investissement.

Ce qui compte pour les gouvernements, c'est de stopper toute tendance de l'économie à sombrer dans une spirale contagieuse et autogénérée vers la contraction. Historiquement, il est reconnu par la plupart des économistes que ce fut une grave erreur des gouvernements, en 1929-1932, de demeurer passifs face à la récession émergente. Sous l'influence de la spirale autogénérée vers le bas, la récession se transforma en une dépression économique mondiale qui dura dix longues années et qui provoqua un cortège de misères. Quand les ménages et les entreprises ne veulent ou ne peuvent pas dépenser, le gouvernement doit le faire à leur place.

Aujourd'hui, un tel fatalisme coupable de la part des gouvernements face au dérèglement des forces du marché ne serait plus toléré. Compte tenu des connaissances économiques, l'inaction des gouvernements face aux récessions économiques n'est même plus envisageable. Néanmoins, le monde de la politique est tout aussi imprévisible que celui de l'économie, et qui sait si des gouvernements ignares ne seraient pas capables dans l'avenir de répéter les erreurs du passé ?

CHAPITRE 20

Un marché commun Canada-États-Unis ?

*[La] propension à troquer, trafiquer, et échanger
une chose pour une autre... découle nécessairement
des facultés de la raison et de la parole.
Adam Smith (1723-1790)*

*Si tu donnes un poisson à un homme, il se nourrira une fois ;
Si tu lui apprends à pêcher, il se nourrira toute sa vie.
Kuan-Tzu*

[Retour à la table des matières](#)

L'hécatombe terroriste du 11 septembre 2001 aux États-Unis a soulevé toute la question de la perméabilité des frontières entre le Canada et les États-Unis, et de la liberté de mouvements des biens, des capitaux et des personnes entre le Canada et son partenaire commercial de loin le plus important. Même si deux milliards de dollars de marchandises transitent quotidiennement entre les deux pays, l'entente commerciale de 1989 (élargie au Mexique en 1994) entre le Canada et les États-Unis n'est nullement une entente de marché commun.

Il s'agit plutôt d'une entente de simple libre-échange, laquelle n'abolit pas les frontières économiques entre les deux économies. Cela signifie que l'ALENA permet essentiellement de faire disparaître les taxes et les contingentements à la frontière. Cependant, comme il n'existe pas de politiques communes en matière de tarifs extérieurs, de lois anti-dumping et de droits compensatoires, ni en matière d'immigration, la frontière économique canado-américaine demeure toujours présente.

En période de crise, comme celle que le monde vit depuis septembre 2001, la frontière canado-américaine peut partiellement se refermer, mettant en péril des milliards de dollars d'échanges commerciaux entre les deux pays. Les camions chargés de marchandises et attendant en file pendant des heures et même des jours pour traverser la frontière sont une illustration du problème. Les liens économiques

entre le Canada et les États-Unis sont donc beaucoup moins encadrés et protégés que ceux qui existent entre la France et l'Allemagne, par exemple.

Libre-échange et marché commun

Pour que la frontière canado-américaine soit avant tout politique, il faudrait une véritable coordination des lois canadiennes et américaines sur le commerce avec des pays-tiers, afin d'éviter de devoir vérifier à la frontière la provenance de chaque chargement de marchandises. Cela exigerait une politique commerciale extérieure commune. En pratique, cela signifie qu'il faudrait une entente de marché commun, et non pas seulement une simple entente de libre-échange.

La Commission mixte du commerce canado-américain, laquelle est chargée de surveiller le développement du commerce entre le Canada et les États-Unis, pourrait établir les conditions minimales pour qu'un marché commun fonctionne d'une façon harmonieuse en Amérique du Nord. Elle pourrait se pencher, entre autres, sur les façons d'harmoniser les lois canadiennes et américaines qui ont une incidence directe sur le commerce bilatéral. Le Gouvernement canadien pourrait en faire formellement la demande. Qu'aucune démarche n'ait été mise de l'avant pour sécuriser des flux commerciaux comptant pour quelque 40 pour cent de l'économie canadienne, longtemps après l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange Canada-États-Unis, constitue certes une source d'étonnement.

L'harmonisation difficile des lois d'immigration et des demandes d'asile

La libre circulation des personnes entre les deux pays soulève des difficultés autrement plus importantes que celles de la circulation des marchandises. En effet, les politiques canadiennes et américaines concernant l'immigration, les réfugiés politiques et le terrorisme international ne sont pas les mêmes. Les politiques canadiennes sont, en général, beaucoup plus axées vers l'ouverture et la non-sélection. Plusieurs aux États-Unis, surtout après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, perçoivent le Canada comme une menace à leur sécurité nationale.

C'est que, dans le passé, des attentats terroristes et des tentatives d'attentats terroristes en territoire américain ont eu le Canada comme point de départ. Cela n'est pas surprenant, puisque le Service canadien de renseignement et de sécurité du Canada (SCRS) a déjà estimé qu'il y avait quelque 50 groupes terroristes internationaux, impliquant 350 personnes, œuvrant et résidant au Canada.

Conclusion

On comprend, dans les circonstances, que les États-Unis soient de plus en plus hésitants dans l'avenir à laisser entrer n'importe qui en provenance du Canada. Il faudrait que le Canada mette de l'ordre dans ses affaires et se départe de son image de passoire et de terre de prédilection pour les terroristes internationaux. Par conséquent, ce sont toutes les législations et les pratiques canadiennes concernant l'immigration, les réfugiés et les passeports qui devraient être revues. Tant que cela ne sera pas fait, la frontière canado-américaine risque de se refermer de temps à autre, les États-Unis estimant à juste titre être en situation de légitime défense devant la menace terroriste que posent certains résidents ou ressortissants canadiens.

CHAPITRE 21

L'économie du sport-spectacle

Si nous ne nous gouvernons pas, nous serons gouvernés.
Étienne Parent, journaliste québécois du XIX^e siècle

[Retour à la table des matières](#)

Il n'y a pas de meilleure illustration de la décadence de notre civilisation que la dégénérescence du sport professionnel médiatisé. Violence, voyeurisme, vulgarité, vénalité et matérialisme à outrance sont devenus ses caractéristiques fondamentales. La discipline personnelle, le dépassement individuel, la dextérité et l'esprit olympique des athlètes ont été relégués au second rang par les médias au profit du mélodramatique et de tout ce qui peut reproduire le fourre-tout sauvage des colisées de la Rome antique.

Le sport-spectacle aux États-Unis

Depuis que le sport professionnel est devenu un appendice de la télévision, les règles économiques de son fonctionnement ont complètement été transformées. En effet, avant son accaparement par la télévision, le sport professionnel et semi-professionnel était en partie une affaire communautaire et locale. La population locale s'identifiait aux athlètes qui portaient ses couleurs et c'est elle qui fournissait la majeure partie du financement des équipes sportives, principalement par l'achat de billets d'entrée.

C'est à cause de ce caractère essentiellement local du sport de spectacle que le gouvernement américain exempta, en 1910, les équipes sportives des contraintes de la législation anti-combines ou antitrust, et des réglementations entre les États. Cette exemption eut des conséquences économiques limitées tant et aussi longtemps que les auditoriums étaient locaux. L'arrivée de la radio dans les années 30, mais surtout celle de la télévision dans les années 50 vinrent bouleverser l'industrie du sport professionnel.

Les dirigeants des lignes de sport professionnel se servirent des privilèges légaux dont ils bénéficiaient pour cartelliser leur industrie, c'est-à-dire pour limiter le nombre d'équipes professionnelles, et surtout le nombre de lignes d'équipes professionnelles. Le but était bien sûr de réduire la concurrence et de faire monter les enchères auprès des villes et des États qui souhaitaient se doter de telles équipes. Lorsque de nouvelles lignes professionnelles virent le jour, le cartel des équipes professionnelles s'organisa pour les absorber et les fusionner de manière à empêcher l'émergence de toute concurrence sur le marché des équipes professionnelles.

Le résultat économique était prévisible. La rareté de l'offre d'équipes professionnelles combinée à une demande explosive provenant des médias électroniques propulsa la valeur des entreprises sportives de nouveaux sommets en nouveaux sommets¹. Les subventions publiques vinrent mettre la cerise sur le gâteau en renforçant la rentabilité du sport professionnel. Aux États-Unis, les stades sportifs sont les nouvelles cathédrales de la religion du sport, et ce sont les contribuables, sportifs ou pas, qui en font les frais dans une large proportion.

Il y existe un système lucratif et profitable au sport professionnel par lequel les villes et les États américains se concurrencent entre eux pour obtenir dans leur sein une des rares équipes professionnelles. Le résultat est une surenchère de subventions publiques tous azimuts. Tantôt, les gouvernements locaux empruntent pour construire des stades et des arénas que l'on donne ensuite à titre gracieux aux équipes professionnelles. Tantôt, ils garantissent les emprunts des promoteurs privés. Tantôt ils réservent une partie des taxes de vente locales afin de construire de tels stades, avec une participation publique qui dépasse souvent 60 pour cent².

On estime que de 1980 à 2000, quelques 15 milliards \$US furent investis aux États-Unis dans de nouveaux stades pour les quatre grandes lignes de sport professionnel, et que de 9 à 10 milliards \$US de fonds publics y furent injectés³. Il s'agit ni plus ni moins d'un régime de bien-être social pour le sport professionnel.

¹ À titre d'exemple, les revenus médiatiques des Yankees de New York atteignirent 70 millions \$US en 1997, tandis que les mêmes revenus médiatiques des Expos de Montréal ne furent que de 19 millions \$US pour la même année. La moyenne de ces revenus dans le baseball majeur se situait, à cette époque, à 29 millions \$US par équipe.

L'année suivante, les Yankees dépensèrent 72,5 millions \$US en salaires, tandis que la feuille de paie des Expos montait à 15,7 millions \$US.

Voir Michael K. Ozanian, « Selective Accounting », *Forbes*, 14 décembre 1998, p. 124-134.

² Au Canada, les gouvernements subventionnent le sport professionnel, mais beaucoup moins qu'aux États-Unis. Ainsi, au Québec, le gouvernement Bouchard offrit aux Expos de Montréal, en 2000, de rembourser des intérêts annuels d'un montant de 8 millions de dollars par année pendant 35 ans, pour un emprunt devant aider à financer la construction d'un nouveau stade de baseball à Montréal. Le stade ne fut jamais construit après que l'équipe eut été majoritairement vendue à un marchand d'œuvres d'art de New York, Jeffrey Loria.

³ Voir Mark S. Rosentraub, *Major League Losers : The Real Cost of Sports and Who's Paying For It*, Basic Books, 1997, 513 pages.

Dans un pays qui se targue de défendre le capitalisme concurrentiel, la libre entreprise et les marchés libres, et qui lance les hauts cris chaque fois que d'autres pays subventionnent des productions manufacturières ou agricoles, il y a quelque chose de profondément ironique à voir les États-Unis subventionner à fond de train ce que certains pourraient appeler le racket du sport professionnel. De telles subventions publiques, venant s'ajouter aux riches contrats de diffusion des réseaux de télévision, contribuent énormément à gonfler les bilans des propriétaires d'équipes, bilans que ces derniers gardent habituellement secrets. Elles encouragent d'ailleurs les propriétaires à rechercher constamment de plus grosses subventions en menaçant de déménager leurs équipes vers des villes plus généreuses.

Le partage de la rente économique

Face à ce fantastique cartel des propriétaires, à l'abri des lois de la concurrence, les joueurs professionnels et leurs agents s'organisèrent pour participer au festin ¹, et toucher leur part de l'énorme rente économique que les politiciens américains leur ont créée ². Avec l'aide de leurs agents et leurs syndicats, les joueurs professionnels conclurent des ententes de partage des revenus avec les propriétaires. Dans la Ligue nationale de football, par exemple, les joueurs peuvent compter sur des salaires pouvant atteindre 63 pour cent des revenus des équipes.

Pour le basket-ball, le partage se rapproche de 50 pour cent. Par contre, dans les lignes de baseball et de hockey, les pourcentages sont négociables équipe par équipe, donnant un énorme avantage aux équipes riches (New York, Los Angeles, Atlanta, etc.) d'offrir les plus hauts salaires aux meilleurs joueurs ³. En contrepartie, ces lignes administrent une forme de péréquation, qui varie de ligne en ligne, par laquelle les équipes situées dans les marchés riches subventionnent les équipes plus pauvres ⁴.

L'industrie américaine du sport professionnel a donc la structure de ce que les économistes appellent un monopole bilatéral, c'est-à-dire une situation où deux

Aussi, voir Michael N. Danielson, *Home Team : Professional Sports and the American Metropolis*, Princeton University Press, Princeton, N. J., 1997, 397 pages.

¹ En décembre 2000, le joueur de baseball Alex Rodriguez du Texas obtint un contrat de dix ans totalisant la somme astronomique de 252 millions \$US, rendant jaloux les autres joueurs ne gagnant que dix millions \$US par année.

² Il y a situation de rente économique quand les revenus totaux versés à une personne excèdent ce qui serait requis pour l'empêcher de changer d'occupation. Voir R. Tremblay, *Macroéconomie moderne, théories et réalités*, Études Vivantes, Montréal, 1992, p.612.

³ Voir Michael K. Ozanian, « Selective Accounting », *Forbes*, 14 décembre 1998, p. 124-134.

⁴ Pour le baseball, par exemple, les cinq équipes les plus profitables doivent payer une taxe dite de luxe égale à 35 pour cent de tout montant salarial qui dépasse 70 millions \$US. Le produit de cette taxe est redistribué par le Commissaire du baseball majeur aux équipes les plus pauvres. Ce système de péréquation est en place depuis la grève des joueurs de 1994, 1995.

monopoles s'entendent pour se partager les bénéfices anormaux qu'ils soutirent aux consommateurs et aux contribuables. En effet, d'un côté, les lignes de sport professionnel sont des monopoles dans la fourniture de leur produit et sont des monopsones — des employeurs uniques — pour l'embauche de leur personnel. De l'autre, les joueurs regroupés en syndicats exercent un contrôle sur l'offre de joueurs. À l'arrière-plan, les politiciens américains inondent les équipes professionnelles de subventions publiques.

Le résultat économique est prévisible. Les propriétaires d'équipes chargent les prix les plus élevés possible, et les joueurs partagent avec eux les bénéfices et les rentes économiques qui découlent du contrôle exercé sur ce marché subventionné. Pendant que propriétaires et joueurs rient dans leur barbe, les grands perdants de ce jeu de *monopoly* sont les contribuables et les amateurs, les premiers davantage que les seconds.

Le sport-spectacle américain au Canada : une industrie malade

Sauf pour le hockey, les trois sport-spectacles que sont le baseball, le football et le basket-ball ont tous été traditionnellement des produits d'importation au Canada. Le football professionnel américain n'est même pas implanté au Canada. Cependant, les Expos de Montréal depuis 1967, et les Blue Jays de Toronto depuis 1989, font partie des ligues majeures américaines de baseball. Quant au basket-ball américain, il s'est depuis quelques années établi à Toronto et à Vancouver. Les organisateurs de ces sports, de même que les propriétaires et les athlètes, sont principalement américains ou étrangers.

Mais depuis quelques décennies, le hockey ¹, lui aussi, est devenu un produit d'importation. Comme pour le baseball, une part importante de ses dépenses, à commencer par les salaires des joueurs, est libellée en dollars américains, et est donc tributaire du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Les salaires se retrouvent aussi gonflés par les subventions publiques américaines et par l'exemption dont jouit le sport professionnel des lois anti-combines.

Par contre, les revenus en dollars américains provenant des médias américains et des transferts financiers inter-équipes ont besoin d'être complétés par des revenus (insuffisants) en dollars canadiens dépréciés, lesquels proviennent de la retransmission télévisuelle locale, de la publicité, de la vente de loges corporatives et de sièges, et de quelques modestes subventions publiques. Pour les équipes situées dans de petits marchés, et ceci comprend toutes les équipes canadiennes,

¹ Avant 1970, la Ligne nationale de hockey ne comptait que six équipes (Montréal, Toronto, Boston, New York, Chicago, Détroit), et la très grande majorité des joueurs de hockey professionnels étaient canadiens.

avec une possible exception pour les équipes torontoises, il en résulte un déséquilibre financier structurel et chronique.

L'insuffisance des revenus en dollars américains ne permet pas alors de verser les sommes astronomiques en salaires pour avoir les meilleurs joueurs. Un cercle vicieux se développe par lequel les équipes pauvres offrent un piètre spectacle, perdent l'appui de leurs partisans, ce qui réduit d'autant leurs revenus et leur capacité de financer l'embauche de joueurs dispendieux. Il y a risque alors que les équipes riches et gagnantes deviennent de plus en plus riches, tandis que les équipes pauvres et perdantes deviennent de plus en plus pauvres.

C'est ce mal chronique qui ronge présentement les deux équipes canadiennes professionnelles de baseball, et même les cinq équipes canadiennes professionnelles de hockey. Étant situées dans de petits marchés par rapport à leurs concurrentes américaines, devant en plus composer avec un dollar canadien faible, et ne pouvant compter sur de généreuses subventions publiques comme aux États-Unis, les équipes canadiennes professionnelles sont incapables de générer les revenus en dollars américains qui seraient requis pour concurrencer les équipes des villes américaines les plus prospères.

Pour les villes canadiennes, donc, le sport-spectacle américain est devenu un produit d'importation trop coûteux qu'elles n'ont plus les moyens de se payer. La controverse provoquée par l'annonce du gouvernement Chrétien, le 21 janvier 2000, de subventionner les six équipes canadiennes de hockey professionnel, et le retrait du projet trois jours plus tard devant l'indignation générale, illustrent combien il serait difficile pour les gouvernements canadiens de se lancer dans une surenchère de subventions aux équipes de sport professionnel ¹.

Même si les gouvernements canadiens se mettaient à lancer des subventions aux organisations de sport professionnel, en leur construisant des stades et des arénas ou en les exemptant de taxes, ce que la population refuserait sans doute, cela ne changerait pas grand-chose à l'équation fondamentale. Aussi longtemps que les politiciens américains cautionneront le cartel des propriétaires et des joueurs professionnels, et poursuivront la danse des milliards en subventions, les coûts d'opération des équipes de sport professionnel seront prohibitifs pour les petits marchés locaux canadiens. D'ailleurs, ils le seront bientôt pour les petits marchés américains, car il s'agit d'une industrie du sport-spectacle qui est malade économiquement.

¹ Le projet d'aide, annoncé par le ministre de l'industrie John Manley, un avocat fiscaliste député de la région d'Ottawa, prévoyait que le gouvernement fédéral verserait aux six équipes canadiennes de hockey professionnel de 60 à 72 millions de dollars au cours des quatre années 2000-2003, en autant que les gouvernements provinciaux et municipaux concernés acceptent de verser 75 pour cent de l'aide totale, pour un montant total de 240 à 288 millions de dollars de subventions publiques.

La différence au Canada, c'est qu'il s'agit d'une industrie d'importation qui n'est pas compétitive et qui est quadruplement malade, tant par sa cartellisation que parce qu'elle doit importer sa matière première (les joueurs), parce que les marchés canadiens sont trop étroits, et parce qu'elle n'est nullement assistée à la hauteur des subventions publiques américaines.

Les propriétaires canadiens des équipes professionnelles de sport-spectacle américain ont compris qu'ils étaient placés dans un dilemme économique dont ils ne pouvaient sortir gagnants. C'est pourquoi, dès qu'ils en ont l'occasion, ils se hâtent de vendre leurs intérêts à des acheteurs américains. La vente et le déménagement des Nordiques de Québec et des jets de Winnipeg dans les années 90 ont ouvert la voie. La vente des Expos de Montréal et celle du Club Canadien de Montréal, toujours à des acheteurs américains, ne fait qu'accélérer une tendance inévitable.

Conclusion

À défaut d'avoir une répartition égalitaire mais improbable de tous les revenus médiatiques entre les équipes professionnelles, et devant le constat d'une industrie malade, non compétitive et scandaleusement subventionnée, les sportifs canadiens n'ont d'autre choix que de recréer chez eux des ligues de sport professionnel qui soient adaptées à la dimension du marché intérieur, tant en ce qui concerne la capacité de payer des médias canadiens que de celle des amateurs et des contribuables.

Il existe déjà une Ligue canadienne de football, sans que l'absence en territoire canadien du football professionnel américain ne crée de traumatisme particulier. Il faudrait qu'il se crée une ligue canadienne de hockey et une ligue canadienne de baseball. Le développement du soccer comme sport de prédilection des enfants devrait sans doute aussi être encouragé. Il en va de même de tous les sports olympiques, autrement plus formateurs que le sport professionnel.

C'est dans cette direction que les autorités politiques intéressées et les entrepreneurs locaux devraient orienter leurs efforts. Quant aux équipes professionnelles canadiennes qui sont encore greffées au système malade du sport-spectacle américain, elles n'auront guère le choix au cours des prochaines années de déménager vers des marchés américains plus lucratifs et plus lourdement subventionnés.

CHAPITRE 22

La sous-évaluation chronique du dollar canadien

*L'Histoire tend à se reproduire, la première fois comme tragédie
et la seconde en tant que farce.*
Karl Marx (1818-1883)

[Retour à la table des matières](#)

En 2001, la sous-évaluation du dollar canadien par rapport à sa valeur de parité des pouvoirs d'achat était une source de préoccupation pour plusieurs, même si ce sujet important n'avait même pas été effleuré lors de la campagne électorale fédérale du 27 novembre 2000. Cette sous-évaluation, selon l'OCDE, était de l'ordre de 25 pour cent par rapport au dollar américain. Sans une telle sous-évaluation, le dollar canadien aurait valu 0,85 \$US, et non pas 0,63 \$US.

En termes concrets, cela signifiait que, pour un indice des prix moyens au Canada égal à 100, l'indice comparable des prix pour un même panier de biens et de services aux États-Unis était égal à 85. Mais, pour que les deux monnaies eussent été à parité des pouvoirs d'achat, il aurait fallu que l'indice des prix américains égale non pas 85, mais 63, lorsque les deux monnaies s'échangeaient à 0,63 \$US.

En d'autres termes, le dollar canadien était sous-évalué et le dollar américain était surévalué. Les prix canadiens ne reflétaient pas complètement la grande faiblesse internationale du dollar canadien. C'est-à-dire, soit que les prix canadiens étaient trop bas, compte tenu de la faiblesse du dollar canadien, soit que les prix américains étaient trop élevés.

Parité des pouvoirs d'achat

À long terme, on sait que les taux de change tendent vers leur valeur de parité des pouvoirs d'achat. Dans le cas du dollar canadien, cela signifierait deux choses : ou bien le dollar canadien devra se renforcer dans les années à venir par rapport au dollar US, ou bien les prix canadiens devront s'élever plus rapidement que les prix américains. La plus grande vraisemblance serait une combinaison des deux phénomènes. Dans ces circonstances, il y a donc risque que non seulement les étrangers mais aussi les Canadiens commencent à perdre confiance dans une monnaie canadienne systématiquement faible.

Même s'il a cours légal au Canada, le dollar canadien n'est pas la seule monnaie que les Canadiens peuvent détenir et utiliser pour leurs transactions financières. Déjà, de nombreuses sociétés et individus utilisent le dollar américain pour libeller leurs transactions et leurs bilans. On évalue à environ 10 pour cent de la masse monétaire canadienne le volume de dollars américains utilisés par les Canadiens.

Taux de change et niveaux de vie

Pour la majeure partie de la population, cependant, la faiblesse endémique du dollar canadien se traduit par une baisse effective du niveau de vie, quand leurs revenus en dollars canadiens perdent de leur pouvoir d'achat international. On a beau dire que le dollar canadien se maintient par rapport à d'autres monnaies étrangères, tels l'euro, le dollar australien ou le dollar de la Nouvelle-Zélande, il n'en demeure pas moins que c'est avec les États-Unis que les Canadiens transigent le plus et que c'est donc par rapport aux États-Unis que la baisse du dollar canadien fait le plus mal.

Cela fait un quart de siècle que le dollar canadien n'en finit plus de s'affaïsser par rapport au dollar américain. En 1974 et en 1976, le dollar canadien profitait de la hausse du prix du pétrole et des forts emprunts canadiens à l'étranger et était plus fort que le dollar US, à hauteur de 1,04 \$US. En juillet 1998, concurremment à la crise financière asiatique, il toucha un plancher à 0,6313 \$US, plancher qu'il dépassa à la baisse à l'automne 2001, quand il clôtura en bas de 0,63 \$US. Si le dollar canadien allait se maintenir longtemps en bas de ce plancher historique, il ne faudrait pas exclure la possibilité que les prochains niveaux clés soient 60 et même 0,50 \$US. Il y a quelques années, j'avais personnellement soulevé une telle possibilité ¹. Mon collègue Robert Mundell, prix Nobel d'économie en 1999, exprima la même crainte en 1999 ².

¹ *La Presse*, 10 avril 1994.

² *MacLean's*, 25 octobre 1999.

Chaque année, le Canada exporte quelque 32 milliards de dollars en revenus de placements nets vers l'étranger, ce qui représente le service de la dette nette étrangère du Canada. Une pression constante existe donc pour que la balance commerciale affiche un excédent d'un ordre comparable au déficit en revenus nets de placement étrangers, à défaut d'entrées nettes de nouveaux capitaux. Une monnaie de plus en plus faible résulte de ce besoin constant d'exporter davantage que l'on importe. Ce qui est préoccupant est le fait que l'économie canadienne ait besoin d'une monnaie systématiquement faible et sous-évaluée pour rester compétitive internationalement.

La force du dollar américain

D'un point de vue conjoncturel, une partie de la faiblesse du dollar canadien, comme d'ailleurs du dollar australien, du dollar néo-zélandais ou de l'euro, tient à l'énorme attraction que les États-Unis exercent sur les épargnants internationaux. À partir de 1997, l'épargne nette du secteur privé américain est devenue négative, et cet écart fut essentiellement comblé, d'une part, par les excédents budgétaires publics américains et, d'autre part, par des placements étrangers aux États-Unis. C'est cette entrée nette de capitaux aux États-Unis qui a exacerbé la force du dollar américain. Lorsqu'il y aura reflux de ces capitaux, le dollar américain perdra de son superbe et les monnaies des autres pays retrouveront graduellement des valeurs davantage conformes à leurs pouvoirs d'achat relatifs.

Le rôle du Japon

Le Japon a pu aussi contribuer à la force exceptionnelle du dollar américain. En effet, l'économie japonaise opérait au ralenti depuis une décennie, et le gouvernement n'avait guère réussi avec ses déficits à stimuler l'économie. Les taux d'intérêt japonais étaient déjà très bas, de sorte que la politique monétaire était elle aussi inopérante. Dans ces circonstances, la Banque du Japon tenta d'abaisser la valeur relative du yen japonais par rapport au dollar américain, afin de stimuler les exportations japonaises. Pour ce faire, elle acheta des dollars américains et gonfla ses réserves en dollars américains. Cela eu pour effet de renforcer indûment le dollar américain, et d'affaiblir non seulement le yen, mais aussi toutes les autres monnaies, tels l'euro, le dollar canadien, le dollar australien, le dollar néo-zélandais, etc.

L'exode des capitaux canadiens

À court terme, le gouvernement Chrétien avait peut-être accentué la grande faiblesse du dollar canadien de deux façons : premièrement, en incitant la Banque du Canada à maintenir des taux d'intérêt inférieurs aux taux américains ; et,

deuxièmement, en annonçant dans le budget du 28 février 2000, que la proportion de l'argent des fonds de retraite enregistrés pouvant être placés à l'étranger passait de 20 à 25 pour cent en l'an 2000, et à 30 pour cent en l'an 2001. Suite à cette dernière mesure, quelque 60 milliards de dollars d'épargnes quittèrent le Canada (en grande partie vers les États-Unis), et on estime qu'un montant comparable fut aussi perdu en 2001. À long terme, ces fonds investis à l'étranger reviendront en partie au Canada et seront bénéfiques à l'économie canadienne. Entretemps, cependant, c'est le dollar canadien qui en écope.

Taux de change et politique monétaire

Concernant la raison monétaire de la faiblesse persistante du dollar canadien par rapport au dollar américain, soit l'insistance que le gouvernement Chrétien et la Banque du Canada mirent à maintenir des taux d'intérêts trop faibles, ce facteur exerça d'autant plus son influence que les gens anticipaient une dépréciation future encore plus prononcée de la monnaie canadienne.

Quand la valeur future du dollar canadien inspire moins confiance aux investisseurs, le Canada en tant que débiteur international net ne peut pas avoir des taux d'intérêt inférieurs ou même identiques aux taux américains sans voir sa monnaie déprimer. Dans de telles circonstances, c'est une prime qui est nécessaire sur les taux d'intérêt canadiens afin d'empêcher que le dollar canadien ne se déprécie continuellement et ne se tiers-mondise. Bien sûr, si c'était le contraire, c'est-à-dire si on anticipait un renforcement ou une appréciation du dollar canadien dans l'avenir, les taux d'intérêt canadiens pourraient alors impunément être inférieurs aux taux américains.

Dollarisation et survie du dollar canadien

D'un point de vue structurel, si la perte de pouvoir d'achat du dollar canadien allait se poursuivre au cours des prochaines années, et même s'intensifier, c'est sa survie même qui pourrait être en danger. Déjà, les athlètes professionnels qui œuvrent au Canada exigent d'être rémunérés en dollars américains. À l'automne 2000, le syndicat des pilotes d'Air Canada fit une première tentative d'arrimer les salaires de ses membres à ceux des pilotes américains, et cela en dollars américains. Si d'autres syndicats de travailleurs s'avisent de présenter leurs revendications en dollars américains, ce sont les fondements mêmes de l'économie canadienne qui seraient ébranlés.

Les fluctuations nominales du dollar canadien influenceraient de moins en moins son taux de change réel, de sorte que la compétitivité des producteurs canadiens bénéficierait de moins en moins des baisses du dollar canadien. En

pratique, cela signifierait que l'économie canadienne se dollariserait de facto par rapport au dollar américain, avant même qu'il y ait une dollarisation de jure.

Cependant, comme le chapitre suivant l'affirme, l'idée d'adopter le dollar américain au Canada soulève toutes sortes de questions, et on est loin de conclure que ce serait, à tout prendre, une bonne chose.

CHAPITRE 23

L'adoption du dollar américain et les taux de change fixes

Le Pot de terre et le Pot de fer :
*Ne nous associons qu'avec nos égaux ;
Ou bien il nous faudra craindre
Le destin d'un de ces pots.*
Fable de La Fontaine

[Retour à la table des matières](#)

Certains observateurs, et même certains économistes, souhaiteraient que le Canada adopte un taux de change fixe pour le dollar canadien par rapport au dollar américain, ou aillent même jusqu'à joindre une éventuelle union monétaire avec les États-Unis en adoptant carrément le dollar US, en tant que devise intérieure ¹.

On croit qu'une telle mesure procurerait deux avantages importants. Premièrement, en effet, lorsqu'un pays renonce à utiliser sa propre monnaie, ses exportateurs y gagnent des débouchés plus vastes et moins risqués, toutes les transactions se faisant dans la même monnaie. Le risque de change qui existe, quand un exportateur est payé dans une devise et doit convertir ses recettes en monnaie locale, disparaît. Cela se traduit par un abaissement des coûts de transaction.

Deuxièmement, l'adoption d'une monnaie commune stabilise les marchés et permet plus facilement aux entreprises d'un plus petit pays d'atteindre la taille minimale lui permettant d'engranger des économies d'échelle et de réseau. Ceci en soi peut être un stimulant du développement industriel. Selon certaines études,

¹ Les pays officiellement dollarisés sont : Équateur, États fédérés de Micronésie, Guatemala, Île de Guam, Îles Marshall, Îles Palau, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques, Liberia, Panama, Puerto Rico, Salvador, Samoa américaine, Timor Oriental.

l'adoption d'une monnaie commune entre des partenaires commerciaux peut entraîner un doublement ou même un triplement du volume des échanges ¹.

Mais, pour qu'une union monétaire ou qu'un régime de taux de change fixes fonctionnent sur le plan international et ne créent pas de problèmes macroéconomiques intérieurs pour les pays membres, il faut non seulement une grande crédibilité dans l'arrangement monétaire lui-même, mais surtout un très haut degré d'affinité et de flexibilité entre les pays impliqués. Considérons, en premier lieu, la règle de la flexibilité. En effet, il faut une très grande mobilité des ressources, des crédits, des capitaux et des personnes entre les pays et les régions qui forment une zone monétaire commune. Cela signifie que les régions de la zone qui se développent plus rapidement attirent les ressources, y compris la monnaie, tandis que les régions stagnantes ou en déclin les perdent.

La règle de la flexibilité et de la mobilité des ressources

Cette règle de la flexibilité et de la mobilité des ressources en contrepartie de la rigidité absolue des taux de change peut s'accepter plus facilement à l'intérieur d'un même pays, où il est habituellement défendu par la constitution d'ériger des barrières artificielles au déplacement des ressources. À l'intérieur du Canada, et encore davantage à l'intérieur des États-Unis, la fixité *de facto* des taux de change nominaux interrégionaux ne pose pas de problèmes insurmontables. En effet, si l'activité économique est déficiente et le chômage trop élevé dans leur propre région, les gens ont toujours la liberté de se déplacer vers d'autres provinces ou d'autres États, là où les occasions sont plus nombreuses et plus intéressantes.

Sur le plan international, l'adoption d'un taux de change irrémédiablement fixe pour la monnaie ou l'adoption d'une monnaie commune sont des entreprises autrement plus difficiles et risquées, justement parce qu'il est rarement possible de créer des conditions crédibles et durables de flexibilité et de mobilité internationales des ressources.

L'euro

La création récente d'une monnaie unique en Europe, l'euro, le premier janvier 1999, et sa mise en circulation sous la forme de papier-monnaie en janvier 2002, représentent une telle tentative. Il est encore trop tôt pour savoir si la flexibilité interrégionale en Europe, parmi les 12 pays membres de l'Union monétaire européenne (incluant la Grèce), est suffisamment élevée et durable pour surmonter les difficultés économiques qui pourraient dans l'avenir remettre en question la

¹ Voir Andrew K. Rose, « One Money, One Market : Estimating the Effect of Common Currency on Trade », *Economic Policy : A European Forum*, avril 2000, 7-33.

fixité interrégionale des taux de change. En effet, même si les banques centrales nationales ont été abolies en Europe, ce qui signifie la disparition des politiques monétaires nationales indépendantes, il demeure de nombreux obstacles à la fluidité des mouvements de ressources entre les pays de l'Union monétaire européenne, à commencer par les barrières linguistiques et culturelles.

Si le chômage frappe davantage l'Espagne ou la Grèce, est-ce que les travailleurs espagnols ou grecs pourront facilement suivre les capitaux et trouver de l'emploi en Allemagne ou en France ? Pourront-ils y exercer leurs métiers et professions sans entrave ? Si la réponse est oui, l'euro survivra aux chocs économiques futurs. Sinon, il y aura des périodes où les pressions politiques à l'intérieur de chaque pays se feront plus fortes à mesure que les problèmes économiques augmenteront, et ces pressions menaceront la pérennité de la zone monétaire commune.

La règle de la crédibilité et la règle de l'affinité : le cas de l'Argentine

L'exemple le plus récent d'un pays confronté avec les difficultés de maintenir un taux de change fixe en période de graves difficultés économiques est l'Argentine, la deuxième économie en importance en Amérique latine, derrière le Brésil. Ce pays a *de facto* adopté le dollar américain en 1991, en fixant irrémédiablement le peso argentin à ce dernier selon une parité de un à un et en adoptant un régime de convertibilité absolue et illimitée entre les deux monnaies ¹. Or, l'Argentine s'est retrouvée en récession économique pendant trois ans et demi, soit de la mi-1998 jusqu'à la fin de 2001, et éprouve toujours d'énormes difficultés à s'en sortir.

La logique des taux de change irrémédiablement fixes veut qu'une économie subisse une cure d'austérité lorsqu'elle enregistre un déficit extérieur, qu'elle soit en récession ou pas. Ainsi, le taux de chômage en Argentine atteint 16,5 pour cent en 2001. Il était même question que le pays fasse défaut sur sa dette publique extérieure de 132 milliards \$US, ce qui en soi contribuait à hausser considérablement ses taux d'emprunt. Le Fonds monétaire international avait même été appelé à la rescousse en 2000, pour organiser un prêt conditionnel global au montant de 39,7 milliards \$US. À cause de l'incertitude et de la crainte que l'Argentine abandonne son régime d'institut d'émission et dévalue fortement le peso, les taux d'intérêt sur les titres de moyenne période du gouvernement argentin atteignirent 30 pour cent en 2001.

C'est que le mécanisme d'ajustement de la balance des paiements en régime de taux de change fixe impose de lourdes contraintes de contraction de la masse

¹ En 2000, 63 pour cent des dépôts bancaires en Argentine étaient libellés en dollars américains.

monétaire quand le pays est confronté à un déficit extérieur. En effet, aussi longtemps qu'il sort plus de dollars américains du pays qu'il n'en entre, les réserves en dollars américains de la Banque centrale et celles des banques privées se contractent, et il en va de même de leur capacité de faire des prêts. Le résultat est une baisse dans les dépôts bancaires, et donc dans la masse monétaire.

La Banque centrale, dont la responsabilité en d'autres circonstances serait d'accroître les liquidités bancaires, ne peut le faire puisqu'elle doit maintenir en tout temps le taux de change fixe et la convertibilité entre le peso argentin et le dollar américain. En réalité, elle ne peut plus agir en banque centrale, mais devient *de facto* un institut d'émission dont la mission première est de convertir les dollars américains obtenus en monnaie locale. Dans le cadre d'un tel régime, la Banque centrale ne peut créer de la monnaie nationale sans une contrepartie en dollars américains¹. Si elle déroge à cette règle, c'est toute la crédibilité de l'arrangement monétaire qui peut être remise en cause.

Les graves problèmes monétaires de l'Argentine

En 1991, le gouvernement argentin avait conclu qu'une telle camisole de force monétaire était nécessaire pour que le pays sorte de sa propension historique à enregistrer de très hauts taux d'inflation. À titre d'exemple, l'inflation en Argentine atteignit 4 292 pour cent et 1 345 pour cent respectivement au cours des années 1989 et 1990. Une telle inflation est immanquablement le signe de graves problèmes politiques et fiscaux dans un pays.

En 1991, donc, le ministre Domingo Cavallo du gouvernement du président Carlos Menem, fit adopter la Loi de la convertibilité (*Convertibility Law*). Par cette loi, le gouvernement fixait le taux de change du peso à un dollar US et garantissait sa convertibilité à 100 pour cent en dollars américains en s'appuyant sur ses réserves de devises étrangères. Par cette procédure, menée conjointement avec des réformes économiques de réduction des dépenses et de hausses de taxes fédérales, l'Argentine réussit à mater son inflation. Les capitaux étrangers affluèrent et le pays connut plusieurs années de forte croissance économique. En effet, le PIB argentin progressa de 35 pour cent au cours des quatre années qui suivirent le changement de régime monétaire².

¹ En 2001, il y avait huit pays dotés d'un taux de change fixe, appuyé par un institut ou une caisse d'émission. Il s'agissait de l'Argentine, de la Bosnie, de Brunei, de la Bulgarie, de Djibouti, de l'Estonie, de Hong Kong, et de la Lituanie.

² Un pays qui utilise le papier-monnaie d'un autre pays sacrifie un revenu de seigneurage, c'est-à-dire le revenu qui découle de la différence entre le pouvoir d'achat de la monnaie et son coût de production. Dans le cas de l'Argentine, on estime que l'accroissement initial des réserves en dollars US lui coûta 3,7 pour cent de son PIB, tandis que les besoins annuels en dollars américains lui coûtent un montant additionnel égal à 0,5 pour cent du PIB.

En adoptant le dollar américain, l'inflation disparut du paysage économique de l'Argentine, le pays connaissant même une déflation de 1,5 pour cent. Cependant, les problèmes politiques et structurels qui étaient la source de l'inflation persistèrent. L'adoption d'une monnaie forte étrangère en tant que devise intérieure met fin à l'inflation, cela est certain, mais cela n'est pas une panacée universelle. Cette mesure ne peut en elle-même résoudre tous les autres problèmes existants. Elle peut même en créer de nouveaux.

Le problème de fond vient du fait que l'union monétaire *de facto* Argentine-États-Unis ne satisfait pas à la règle d'affinité. L'économie argentine n'est pas aussi forte que l'économie américaine et ne fait pas face aux mêmes contraintes. Le coût économique de la lutte à l'inflation et de l'établissement d'une discipline monétaire à toute épreuve est une croissance économique anémique pour l'Argentine dès que les prix relatifs avec l'extérieur ont besoin de s'abaisser ou dès que les capitaux étrangers cessent d'entrer.

Ainsi, aussi longtemps que les prix relatifs ou le taux de change réel ne sont pas surévalués et que le pays enregistre des excédents commerciaux, et aussi longtemps que les capitaux étrangers entrent, la masse monétaire s'accroît et l'économie est florissante. Par contre, quand les choses se renversent, la masse monétaire se contracte et le pays subit le traitement de la vis serrante, sans avoir les moyens de corriger rapidement la situation ¹.

Dans ces circonstances, si un gouvernement se voit obligé d'enregistrer un déficit budgétaire, afin de maintenir les niveaux intérieurs de l'activité économique, il risque de précipiter le pays dans un cercle vicieux : les investisseurs étrangers commencent à douter de la capacité du gouvernement de maintenir le taux de change fixe et d'être en mesure d'assurer ses obligations en matière de dettes, les taux d'intérêt doivent alors augmenter pour endiguer les sorties de capitaux, la liquidité du système bancaire diminue, les investissements et la croissance économique chutent. Ainsi, en 2000, les taux d'intérêt pour les dépôts en pesos argentins passèrent de 9 à 20 pour cent, tandis que ceux en dollars augmentèrent néanmoins de 6 à 10 pour cent, soit des niveaux beaucoup plus élevés que ceux qui prévalaient aux États-Unis.

¹ L'expérience canadienne d'un taux de change flexible s'est révélée favorable en 1998, quand une baisse dans le prix des produits de base en raison de la crise dans les pays asiatiques et dans d'autres pays émergents a été contrée par une dépréciation du dollar canadien. La baisse des prix relatifs ou des termes de l'échange pour les exportateurs canadiens compensa la dépréciation réelle du dollar canadien. La même chose se produisit avec les monnaies de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Voir Vivek Arora et Olivier Jeanne, *Economic Integration and the Exchange Rate Regime : Some Lessons from Canada*, Fonds Monétaire International, document de synthèse 01/1, 2001.

À la Bourse de Toronto, parmi les milliers d'entreprises qui y sont inscrites, 180 publient leurs résultats financiers en dollars américains.

Dans la première partie de la décennie des années 90, le gouvernement argentin réussit à maintenir son déficit budgétaire, en moyenne, à 1 pour cent du PIB. Dans la deuxième moitié, cependant, sous l'influence d'une détérioration des termes de l'échange et de la situation extérieure de l'Argentine, le déficit budgétaire atteint plutôt 3 pour cent du PIB. Même si sa dette publique se situe aux environs de 50 pour cent du PIB et même si le niveau de 2,5 à 3 pour cent du PIB pour le déficit budgétaire n'est pas particulièrement élevé¹, l'Argentine risque néanmoins de perdre la confiance des milieux financiers si ses niveaux d'endettement et de déficit publics demeurent élevés.

C'est que dans un contexte de taux de change fixe, de tels niveaux d'endettement peuvent laisser entrevoir un besoin futur de dévaluer la monnaie. Des taux d'intérêt élevés en résultent, ce qui aggrave la dynamique de la dette et peut instaurer une spirale descendante de croissance économique faible, d'aggravation de la situation budgétaire et de contraction budgétaire... et ainsi de suite.

Pour se sortir de la récession et pour soulager son secteur des biens échangeables en accroissant sa compétitivité internationale, surtout face au Brésil et au Chili, mais aussi face à l'Europe avec laquelle le pays commerce beaucoup, l'Argentine introduisit, en juin 2001, un système à double taux de change. Cette mesure était en réalité une dévaluation déguisée du peso argentin.

En vertu de ce système, les exportateurs et les importateurs devaient échanger leurs devises étrangères à un taux de change pour le peso qui était dévalué de 7 pour cent par rapport au dollar américain, tandis que les autres transactions étrangères se faisaient au taux de un peso pour un dollar américain. Le taux dévalué de 7 pour cent fut obtenu en simulant une valeur commerciale externe pour le peso argentin à partir d'une moyenne du dollar américain et de l'euro aux taux du marché.

Comme l'euro valait 0,86 \$US à cette époque, le taux moyen du peso pour l'export-import en Argentine était *de facto* établi à 0,93 \$US, mais sur une base flottante². En vertu de ces mesures, les importations ont été frappées d'un droit à

¹ En fait, ils satisferaient l'un et l'autre, de même que l'inflation, aux critères de Maastricht pour l'adhésion à l'Union monétaire européenne. Ces critères sont un plafonnement du déficit budgétaire à 3 pour cent du PIB, et celui de la dette publique à 60 pour cent. Pour l'inflation, un pays ne doit pas avoir un taux d'inflation qui excède par plus de un point de pourcentage le taux d'inflation des trois pays de l'Union européenne qui ont la meilleure performance en matière de stabilité des prix.

² Cette nouvelle réforme monétaire en Argentine fut mise de l'avant par le même économiste, Domingo Cavallo, qui avait introduit la dollarisation officielle en 1991. En effet, en mars 2001, le président Fernando de la Rúa s'était de nouveau tourné vers M. Cavallo pour sortir de la politique d'austérité adoptée après la crise financière asiatique de l'été 1998 et après la dévaluation du réal brésilien. Pour compléter sa loi de 1991 sur la convertibilité, il fit adopter en 2001 une loi sur la compétitivité.

l'importation et les exportations ont reçu une subvention, résultant de cette simulation d'un passage ultérieur à un rattachement du peso argentin à un panier euro-dollar, plutôt qu'au seul dollar américain.

La leçon de cette expérience est que l'adoption d'une monnaie forte ou d'un taux de change irrémédiablement fixe pour un pays ne peut se faire qu'entre des économies qui ont de fortes affinités ou qui sont étroitement intégrées entre elles, tant au plan économique et commercial que politique. Sinon, ce type d'arrangement monétaire perd de sa crédibilité et devient fondamentalement instable, essentiellement parce qu'il assujettit la prospérité économique intérieure à l'obligation de maintenir en tout temps une monnaie forte, même quand l'économie est faible, et enlève au pays toute possibilité d'avoir une politique monétaire indépendante. Si, en plus, la structure économique du pays n'est pas flexible, le pays risque de sombrer dans une profonde récession économique s'il se produit des chocs extérieurs ou intérieurs négatifs ¹.

L'expérience de la Grande-Bretagne en 1925

Ce n'est pas la première fois que des pays vivent l'expérience du conflit entre une monnaie forte et une économie faible. En 1925, alors que Winston Churchill était ministre des finances de la Grande-Bretagne, ce dernier fit la terrible erreur de fixer la livre sterling par rapport à l'or à sa parité d'avant la Première Guerre mondiale, soit au taux de 4,86 \$US, alors que l'inflation avait considérablement miné le pouvoir d'achat de la livre sterling. La Grande-Bretagne se retrouva avec une monnaie très surévaluée, au grand détriment de ses industries d'exportation et des industries en concurrence avec les importations. L'économie anglaise entra rapidement en récession.

Le grand responsable de cette tragédie fut le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, un banquier élevé dans la tradition de l'étalon-or, c'est-à-dire le régime de taux de change irrémédiablement fixes par rapport à l'or, qui prévalut une bonne partie du XIX^e siècle et jusqu'en 1914. Selon ce système, chaque monnaie reposait sur une certaine quantité d'or. Un pays ne pouvait générer de l'inflation en imprimant de la monnaie, car une telle situation se traduisait par des sorties d'or qui réduisaient le volume de la monnaie en circulation et provoquait son contraire, c'est-à-dire une déflation. En période de déflation, non seulement les prix déclinaient, mais aussi les salaires. Les débiteurs étaient coincés et plusieurs étaient acculés à la faillite. L'économie croulait alors sous l'austérité et les faillites.

¹ L'exemple d'un choc extérieur négatif est une baisse soudaine de la demande internationale pour les produits du pays. L'exemple d'un choc intérieur négatif est une augmentation soudaine du déficit budgétaire public, ou un changement de gouvernement hostile à la croissance économique.

Après la Première Guerre mondiale, l'avènement des gouvernements démocratiques fit en sorte que les populations n'étaient plus prêtes à tolérer ce genre de remède de cheval destiné non pas à assurer la prospérité économique mais à sauvegarder à tout prix la valeur de la monnaie et les intérêts financiers dominants. À part la Grande-Bretagne, rares furent les pays démocratiques qui acceptèrent que « la queue financière fit branler le chien économique ». On préféra le contraire, c'est-à-dire des taux de change flexibles ou flottants qui s'ajustaient automatiquement à la hausse ou à la baisse selon que les comptes extérieurs étaient positifs ou négatifs.

Aujourd'hui, la plupart des grandes monnaies convertibles ont des taux de change qui fluctuent en fonction des offres et des demandes enregistrées sur les marchés des changes. Dans un monde en perpétuel changement où les pays se développent à des rythmes différents, la flexibilité des taux de change compense pour les rigidités et les obstacles à la mobilité des ressources. La flexibilité du taux de change compense aussi pour les différences dans la capacité qu'ont les pays de s'adapter à certains chocs économiques. Les coûts de l'ajustement à de tels chocs sont davantage diffus dans l'économie, et ne retombent pas d'une façon disproportionnée sur les seuls travailleurs et producteurs œuvrant dans le secteur des biens échangeables.

Les autres expériences historiques d'unions monétaires

Les expériences de l'Argentine, de la Grande-Bretagne et celle de l'euro ne sont pas uniques. Nous pouvons citer deux autres expériences notables d'unions monétaires à taux de change fixe, qui ont duré plusieurs années mais qui se sont ultimement effondrées.

Ainsi, après 1867, l'Autriche et la Hongrie s'entendirent pour établir l'Union monétaire austro-hongroise. Cette union monétaire s'accompagnait d'une libre circulation des biens et des capitaux entre les deux pays, sous la surveillance d'une banque centrale commune. Les deux pays pouvaient compter sur une armée unifiée et une politique étrangère unifiée. Cependant, chacun des pays-membres conservait sa pleine autonomie fiscale. Le déclenchement de la Première Guerre mondiale, en 1914, obligea les gouvernements à accroître leurs déficits budgétaires et leurs emprunts, ce qui, en plus de l'inflation accrue, força la dissolution de l'union monétaire en 1917-1918.

Une autre expérience historique d'union monétaire est celle de l'Union monétaire latine en Europe, laquelle dura de 1865 à 1927. Cette union monétaire, précurseur de l'Union monétaire européenne actuelle, regroupait la France, la Belgique, la Suisse, l'Italie et le Vatican, et plus tard, la Grèce. Même s'il n'y avait pas de banque centrale commune, les pays n'en devaient pas moins maintenir des taux de change fixes et respecter un certain nombre de règles fiscales communes.

La prodigalité fiscale de l'Italie et du Vatican imposa cependant des coûts élevés aux autres pays membres. Et, tout comme l'Union monétaire scandinave, établie en 1873 entre la Suède et le Danemark, l'Union monétaire latine ne survit guère aux années 20.

Les difficultés fiscales des pays membres sont souvent la source des divorces monétaires entre les pays. Reste à savoir si l'Union monétaire européenne est suffisamment protégée contre les déséquilibres budgétaires de ses pays membres pour survivre indéfiniment. L'expérience historique montre, cependant, qu'en l'absence d'une étroite intégration politique entre les pays membres il est difficile pour les unions monétaires et les systèmes de taux de change fixes de traverser avec succès des périodes de fortes perturbations économiques.

Conclusion

En conclusion, avant d'adapter une monnaie forte comme devise intérieure, ou avant d'arrimer une monnaie nationale à une monnaie forte avec un taux de change irrémédiablement fixe, il faut se demander s'il y a compatibilité entre les économies en question ¹. Est-ce que les économies ainsi reliées monétairement sont économiquement semblables dans leurs structures, jouissent-elles d'un degré semblable de flexibilité dans le fonctionnement des marchés du travail et des biens, connaissent-elles les mêmes difficultés, ont-elles les mêmes forces, permettent-elles une grande mobilité entre elles des capitaux, des entreprises et des personnes, sont-elles astreintes à la même discipline budgétaire, etc. ?

Si la réponse à ces interrogations est non, et à moins de pouvoir compter sur une intégration politique poussée qui se traduit par des transferts fiscaux entre les économies régionales prospères et les économies régionales en difficultés, mieux vaut compter sur une monnaie nationale avec un taux de change flexible et une politique monétaire responsable.

¹ Le Fonds monétaire international, dans « Études thématiques du Fonds monétaire international », juin 2000, établit neuf conditions pour qu'un pays songe à adopter une monnaie étrangère forte en tant que monnaie intérieure :

« Un pays est enclin à adopter une forme quelconque de parité fixe lorsque :

- il intervient peu sur les marchés financiers internationaux ;
- il commerce beaucoup avec le pays émetteur de la monnaie d'ancrage envisagée ;
- il subit des chocs économiques semblables à ceux que doit affronter le pays émetteur de la monnaie d'ancrage envisagée ;
- il est disposé à troquer son autonomie en matière de politique monétaire ;
- son économie et son système financier sont déjà liés étroitement à la monnaie de son partenaire ;
- il est attiré par la stabilité offerte par la parité fixe en raison de son inflation élevée ;
- il met en œuvre une politique budgétaire flexible et viable ;
- ses marchés du travail sont flexibles ;
- ses réserves internationales sont élevées. »

En effet, pour qu'une union monétaire perdure à travers les crises de l'économie et de la balance des paiements, il faut un minimum d'intégration politique entre les économies constituantes, ce qui est justement de nature à garantir la nécessaire flexibilité dans la mobilité interrégionale des capitaux et des personnes. Le défi actuel de l'Europe est d'atteindre ce degré minimal d'intégration politique. Dans le cas de l'Argentine et de sa relation monétaire informelle avec les États-Unis, il y a peu de chance que l'intégration monétaire à elle seule puisse survivre aux crises inévitables qui résultent d'un tel arrangement. Déjà, comme on l'a vu, l'Argentine entend fixer sa monnaie à la fois au dollar et à l'euro, ce qui ne peut manquer de susciter de la confusion chez les utilisateurs.

Il y a ici une leçon pour tous ceux qui rêvent que le Canada adopte un jour le dollar américain.

CHAPITRE 24

Le modèle économique irlandais

Notre première tâche est la paix. La deuxième est de veiller à ce que personne ne souffre de la faim, et la troisième, d'assurer le plein-emploi. Évidemment, la quatrième est l'éducation.
Karl Popper

[Retour à la table des matières](#)

S'il est une économie qui peut servir de modèle aux petites économies industrialisées, c'est bien celle de l'Irlande. Comme la théorie économique le prédit, ce sont les petites économies qui bénéficient le plus de l'intégration économique et de l'accès assuré aux marchés extérieurs, en autant qu'elles soient compétitives, qu'elles jouissent d'un climat social sain et que le gouvernement ne multiplie point les tracasseries administratives et les impôts excessifs pour les investisseurs. Grâce à une stratégie de la croissance par les exportations, une petite économie peut se spécialiser, hausser sa productivité, accroître sa production et ses exportations, et élever son niveau de vie ¹.

Les progrès d'un petit pays

Ainsi, la petite Irlande, avec ses 3,7 millions d'habitants, est la grande gagnante de son intégration à l'Union européenne, forte de ses 300 millions d'habitants. Après son adhésion à l'Union européenne en 1986 jusqu'en 1997, son PIB réel a crû au taux moyen de 6 pour cent par année, soit un rythme presque 2 fois et demie plus élevé que celui du Canada, dont le taux moyen de croissance fut de 2,5 pour cent au cours de cette période. Pendant cette période, de pays pauvre dont le PIB

¹ Pour une analyse du phénomène de la croissance par les exportations, voir Rodrigue Tremblay, « The Canada-U.S. Trade Arrangements for Export-Led Growth », *Review of North American Economics and Finance Association*, 1991, 14 pages.
Voir aussi Fred MacMahon, « How Lagging Economies Become Prosperous », *Atlantic Institute for Market Studies*, 2000.

par habitant égalait 27 pour cent du niveau de vie allemand, l'Irlande est devenu un pays riche, son PIB par habitant ayant grimpé jusqu'à 91 pour cent du niveau de vie allemand. En l'an 2000, le niveau de vie irlandais s'est haussé jusqu'à représenter 106 pour cent de celui de l'Union européenne toute entière. L'Irlande n'est plus un pays pauvre.

De même, le taux de chômage irlandais, jadis digne de celui des provinces canadiennes de l'Atlantique et responsable de l'exode des Irlandais vers l'Amérique du Nord, est passé de 17 pour cent en 1987, à quelque 5 pour cent aujourd'hui, soit un niveau sensiblement identique au taux de chômage aux États-Unis.

Les conséquences de bonnes politiques économiques

S'agit-il d'un miracle économique comme certains l'ont prétendu ? Il faut en douter. Il s'agit plutôt du résultat prévisible de politiques de croissance adoptées par le gouvernement irlandais afin de profiter au maximum de l'intégration économique. L'Irlande est la démonstration vivante que la pauvreté n'est pas un fatalisme. Quelles furent ces politiques ?

- Le taux d'imposition des profits réalisés des entreprises a été fixé à 12,5 pour cent ¹. Constatons que ce même taux est en moyenne, au Canada, de 25 pour cent dans le secteur manufacturier et de 33 pour cent dans le secteur des services ². Avec le plus bas taux d'impôt pour les sociétés de l'Europe, l'Irlande put attirer de nombreuses entreprises de haute technologie, y compris des compagnies canadiennes, telles Nortel Networks, 360 networks, PMC-Sierra et Pivotal. C'est ainsi que la petite Irlande est devenue le plus important exportateur mondial de logiciels. Approximativement les deux tiers des ordinateurs personnels vendus en Europe sont fabriqués en Irlande.

Et, le plus paradoxal, même avec des taux d'imposition abaissés, les recettes fiscales du gouvernement s'accrurent grâce aux nouveaux investissements, et surtout grâce à l'accroissement de l'emploi qui passa, en 10 ans, de 1,1 million à 1,7 million d'emplois.

- Les augmentations salariales furent modérées grâce à des accords tripartites de « partnership social » de trois ans, et cela à compter de 1987, entre le patronat,

¹ En 1956, l'Irlande exempta ses firmes exportatrices de toute forme de taxation. En 1980, l'Union européenne exigea que l'impôt sur les bénéfices soit au minimum à hauteur de 10 pour cent. En 1997, l'Union européenne haussa cet impôt minimum à 12,5 pour cent. En 2003, le taux d'imposition uniformisé pour les firmes irlandaises sera généralisé à 12,5 pour cent. Auparavant, les profits des firmes axées uniquement sur le marché local étaient imposés au taux de 40 pour cent.

² La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est égale à 21 pour cent en Irlande. De même, le taux d'imposition maximal des revenus des particuliers est égal à 46 pour cent.

la plupart des syndicats et l'État. L'Irlande possède aussi la réglementation des lois du travail la plus souple d'Europe après le Royaume-Uni et la Suisse. Quand tous les partenaires sociaux tirent dans la même direction, les résultats profitent à tous. Grâce à sa prospérité, l'Irlande a été en mesure de doubler ses dépenses publiques en santé en trois ans, soit de 1997 à 2000, et d'accroître les dépenses en éducation de 40 pour cent ¹.

- Des mesures furent prises pour attirer les capitaux directs étrangers, notamment dans les secteurs dynamiques des technologies de l'information, de l'industrie pharmaceutique et des services financiers. Depuis 1949, l'Industrial Development Authority (IDA) coordonne, à l'abri des pressions politiques, le financement et la création d'entreprises. Il s'agit en quelque sorte d'une Société générale de financement (SGF), mais indépendante des pouvoirs publics.
- L'assainissement des finances publiques a fait en sorte que la dette publique irlandaise est passée d'un sommet de 125 pour cent du PIB à 55 pour cent du PIB.
- L'Irlande profita de l'aide au développement de l'UE, et reçut 20 milliards de dollars de 1994 à 1999, pour améliorer son système d'éducation et pour moderniser ses infrastructures en routes, en travaux publics et en télécommunications.

Le résultat fut une forte croissance économique en Irlande, laquelle s'est reflétée dans le niveau de vie de sa population. En effet, son niveau de vie a presque doublé de 1988 à 1998, augmentant de 90,3 pour cent. Cela se compare à une maigre progression de 9,6 pour cent au Canada pendant la même décennie. Alors que le niveau de vie irlandais était plus de deux fois inférieur à celui du Canada dans le milieu des années 80, il dépasse maintenant celui du Canada de quelque 15 pour cent.

Les leçons de l'expérience irlandaise

La population irlandaise est bien consciente des bienfaits économiques qu'elle retire de son appartenance à l'Europe. Un sondage tenu en octobre-novembre 1999, par Eurostat avec la question « Est-ce que votre pays a bénéficié de son adhésion à l'Union européenne ? » révéla que c'est en Irlande, de tous les pays de l'Europe, que la réponse fut la plus forte, à hauteur de 84 pour cent ².

¹ Voir Peter Kennedy, « Ireland's Deputy PM says tax cuts vital to turnaround », *The Globe and Mail*, 20 novembre 2000, p. B9.

² Voir The Economist, « The European Union, Back to Basics », 11 juillet 2000, p. 48-49.

Même si les contextes dans lesquels évoluent l'Irlande et le Canada sont différents à bien des égards, il est permis de croire, à la lumière de l'expérience irlandaise, que les gouvernements canadiens n'ont pas encore pris toutes les mesures pour que le Canada retire tous les bénéfices économiques de l'accès au marché américain garanti par l'ALENA. Par-dessus tout, ce qui nuit à la prospérité des économies provinciales canadiennes, ce sont pour de nombreux secteurs des coûts comparatifs d'exploitation artificiellement gonflés par les gouvernements, avec des réglementations lourdes et abusives, des impôts excessifs, du favoritisme, du patronage et des ingérences de toutes sortes.

Une vaste commission d'enquête s'imposerait présentement, afin de sensibiliser les gouvernements et les milieux économiques aux mesures qui seraient nécessaires pour relever le niveau de vie au Canada. S'il existait encore, cette tâche reviendrait naturellement au Conseil économique du Canada, aboli d'une façon irresponsable par le gouvernement Mulroney au début des années 90.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

- Anderson, Gary M. « Mr. Smith and the Preachers : The Economics of Religion in the Wealth of Nations », *Journal of Economic Literature*, 1988.
- Ardent, G. *Histoire de l'impôt*, Tomes 1 et 2, Les grandes études historiques, Éditions Fayard, Paris, 1971.
- Aristote. *Politique*, tr. par Jean Aubonnet, Gallimard, Paris, 1993.
- Armstrong, Karen. *Histoire de Dieu*, tr. par Jean-Baptiste Médiana, Éditions du Seuil, Paris, 1997.
- Armstrong, Karen. *The Battle for God*, Knoff, New York, 1996, 448 p.
- Arthurs, Harry W. *Labour Disputes in Essential industries*, Task force on Labour Relations, Privy Council Office, Study n° 8, Ottawa, 1968.
- Aziz, Phillipe. coll. de Florence Bruman, *Les sectes secrètes de l'islam : de l'ordre des assassins aux frères musulmans*, R. Laffont, Paris, 1983.
- Azzi, Corry et Ronald G. Ehrenberg. « Household Allocation of Time and Church Attendance », *Journal of Political Economy*, 1975, p. 27-56.
- Barber, Benjamin R. *Jihad vs McWorld*, Ballantine, New York, 1996, 390 p.
- Barrette, Cyrille. *Le miroir du monde : Évolution par sélection naturelle et mystère de la nature humaine*, Éditions MultiMondes, Ste-Foy, Québec, 2000, 337p.
- Barriel, V. « Origine génétique de l'homme moderne », *Pour la science, les origines de l'humanité*, numéro hors série, 92-98, 1999.
- Badinter, Robert. *L'abolition*, Fayard, Paris, 2000, 326 p.
- Bastiat, Frédéric. *Choix de Sophismes et de Pamphlets Économiques*, Romillat, 1993.

- Becker, Gary S. et Guity Nashat Becker. *The Economics of Life*, McGraw-Hill, 1996.
- Bédard, Jean. *Maître Eckhart*, Stock, Paris 1999.
- Bédard, Serge. *Pierre-Elliott Trudeau et la centralisation des pouvoirs politiques, statistiques*, Université de Montréal, Montréal, 1987, 160 p.
- Bélanger, André-J. et Vincent Lemieux. *Introduction à l'analyse politique*, les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1996.
- Bergeron, Richard. *Les Pros de Dieu : le prêtre, le théologien, le religieux*, Médiaspaul, Montréal, 2000, 214 p.
- Bernstein, Peter L. *The Power of Gold : the history of an obsession*, Wiley, New York 2000, 432 p.
- Blais, André. « The Debate over Electoral Systems », *Revue internationale de science politique*, n° 12, 1991, 239-260.
- Boorstin, Daniel. *Les Découvreurs*, tr. de l'américain, *The Discoverers, a History of Man's Search to Know His World and Himself*, Laffont, Paris, 1992.
- Bouchette, Errol. *L'indépendance économique du Canada français*, précédée d'une introduction de Rodrigue Tremblay, Les Éditions La Presse, Montréal, 1977, 273 p.
- Boulding, Kenneth E. *Beyond Economics : Essays on Society, Religion and Ethics*, Ann Arbor Paperbacks, Ann Arbor, MI, 1970.
- Breton, Réjean. *Les monopoles syndicaux dans nos écoles et dans nos villes*, Les Éditions Varia, Montréal, 1999.
- Buckman, Robert. *Can We Be Good Without God ?*, Viking, Toronto, 2000, 261 p.
- Carr, Jack L. et Janet T Landa. « The Economics of Symbols, Clan Names and Religion », *Journal of Legal Studies*, p.135-156, 1983.
- Carroll, James. *Constantine's Sword: The Church and the Jews*, Houghton Mifflin, New York, 2000, 616 p.
- Chaliand, Gérard et Sophie Mousset. *2000 ans de chrétientés*, Éditions Odile Jacob, Paris, 2000, 254 p.

- Chiswick, Carmel U. « The Economics of American Judaism », *Shofar*, p.1-19, 1995.
- Colander, David. *Why Aren't Economists as Important as Garbage men ? Essays on the State of Economics*, M.E. Sharpe Inc., Armonk, New York, 1991, 177 p.
- Commons, John R. *Legal Foundations of Capitalism*, Macmillan, New York, 1924.
- Cooley, John K. *Afghanistan, America and International Terrorism*, Pluto Press, New York, 2000, 288 p.
- Courtois, Stéphane et al. *Le livre noir du communisme : crimes, terreurs, répressions*, R. Laffont, Paris, 1997.
- Crossan, John Dominic. *Jesus: a Revolutionary Biography*, Harper, San Francisco, 1994, 209 p.
- CSN et CEQ. *Histoire du mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, 1984.
- Cusson, Fabienne. *Les violences criminelles*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1999.
- Dawkins, Richard. *The Selfish Gene*, Oxford University Press, Oxford, 1976, 224 p.
- Derbyshire, J. Denis et Ian Derbyshire. *Political Systems of the World*, St. Martin's Press, New York, 1996, 684 p.
- Desjardins, Pierre. *Tous des bêtes*, Les Intouchables, Montréal, 1999.
- De Soto, Hernando. *The Mystery of Capital*, Basic, New York, 2000, 276 p.
- Dranove, David. *The Economic Evolution of American Health Care*, Princeton University Press, Princeton, 2000, 211 p.
- Drew, Elizabeth. *The Corruption of American Politics: what went wrong and why*, Carol Pub. Group, 1999.
- Dudley, Léonard. *The word and the sword: how techniques of information and violence have shaped the world*, B. Blackwell, Cambridge, Mass., 1991.
- Dupuis, Renée. *Tribus, Peuples et Nations*, Boréal, Montréal, 1997.

- Durkeim, Émile. *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Presse universitaire de France (7^e éd.), Paris, 1985, 656 p.
- Dworkin, Ronald. *Life's Dominion: An Argument about Abortion, Euthanasia, and Individual Freedom*, Knopf, New York, 1993, 273 p.
- Faux, Emmanuel. *Plumes de l'ombre : les nègres des hommes politiques*, Éditions Ramsay, Paris, 1991, 267 p.
- Ferretti, Lucia. *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Éditions du Boréal, Montréal, 1999, 206 p.
- Frank, Andre Gunder. *Orient : Global Economy in the Asian Age*, University of California Press, San Francisco, 1998.
- Frère, Jean-Claude. *L'ordre des assassins*, Culture, art, loisirs, Paris, 1973.
- Friedman, Milton. *La liberté de choix*, tr. par Guy Casaril, P. Belfond, Paris, 1980.
- Fukuyama, Francis. *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris, 1992.
- Galilei, Galileo. *Dialogue Concerning the Two Chief World Systems*, tr. par Stillman Drake, University of California Press, Berkeley, 1967.
- Giarmi, Orio et Patrick M. Liedtke. *Le Plein-emploi dans l'économie de service*, Rapport du Club de Rome, trad., Economica, Paris, 2000, p. 202.
- Gould, Stephen Jay et. al. *Le livre de la vie*, Seuil, Paris, 1993, 256p.
- Gould, Stephen Jay. *Le pouce du Panda*, Grasset & Fasquelle, Paris, 1982.
- Gourevitch, Jean-Paul. *L'image en politique : de Luther à Internet et de l'affiche au clip*, Hachette, Paris, 1998.
- Griffin, Michael. *Reaping the Whirlwind, The Taliban Movement in Afghanistan*, Pluto Press, New York, 2000, 284 p.
- Hammer-Purgstall, Joseph de. *Histoire de l'Ordre des Assassins*, tr. de l'allemand par J. J. Hellert et P.A. de la Nourais, Paulin, Paris, 1833.
- Huband, Mark. *Warriors of the Prophet: The Struggle for Islam*, Westview, 1998.

- Hume, David. *Dialogues Sur la religion naturelle*, (traduit de *Dialogues concerning natural religion in focus*, publié initialement en 1779), Librairie Philosophique, Paris, 1997.
- Huntingdon, Samuel, P. *Le choc des civilisations*, tr., Éditions Odile Jacob, Paris, 1997, 2000.
- Huntingdon, Samuel, P. *The clash of civilizations and the remaking of world order*, Simon & Schuster, New York, 1996.
- Huyghe, Bernard. *La Langue de coton*, Robert Laffont, Paris, 1991.
- Hyatt, Joel, Peter Leyden et Peter Schwartz. *La grande croissance*, tr. de l'américain : *The Long Boom*. 1999, Robert Laffont, Paris, 2000, 351 p.
- Iannaccone, Laurence R. « The Consequences of Religions Market Structure : Adam Smith and the Economics of Religion », *Rationality and Society*, p. 156-177, 1991.
- Iannaccone, Laurence R., Roger Finke et Rodney Stark. « Deregulating Religion : The Economics of Church and State », *Economic Inquiry*, p. 350-364, 1997.
- Iannaccone, Laurence R. « Introduction to the Economics of Religion », *Journal of Economic Literature*, no. 3, vol. XXXVI, sept. 1998.
- Jeanneney, Jean-Noël ; » *Une histoire des médias*, Seuil, Paris, 1995, 359 p.
- Jeffries, John C. *Justice Lewis F. Powell : A Biography*, Scribners and Sons, New York, 1994.
- Jones, Eric. *The European Miracle*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.
- Johnson, Chalmers. *The Costs and Consequences of American Empire*, Owl/Metropolitan Books, New York, 2000, 268 p.
- Judis, John. *The Paradox of American Democracy*, Routledge, New York, 2001.
- Juergensmeyer, Mark. *Terror in the Mind of God: The Global Rise of Religious Violence*, University of California Press, San Francisco, 2000.
- Kant, Emmanuel. *La Religion dans les limites de la raison*, Librairie de Ladrange, Paris, éd. 1841, 392 p.
- Kaplan, Robert D. *The Coming Anarchy*, Vintage Books, New York, 2000.

- Kepel, Gilles. *Les fous de Dieu*, le Seuil, Paris, 1991.
- Kepel, Gilles. *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, Collection Folio Actuel de Gallimard, Paris, 2001, 720 p.
- Kindleberger, Charles P. *The World in Depression, 1929-1939*, University of California Press, Berkeley et Los Angeles, 1973, 336 p.
- Kors, Alan C. et Harvey A. Silverglate. *The Shadow University: The Betrayal of Liberty on Americas Campus*, Harper Perennial, New York, 1999.
- Kuhn, Thomas S. *The Structure of Scientific Revolution*, University of Chicago Press, Chicago, 1996, 212 p.
- Lamarche, Jacques. *La Saga des caisses populaires*, Les Éditions La Presse, Montréal, 1985, 271 p.
- Landes, David S. *L'Europe technicienne : révolution technique et essor industriel en Europe occidentale de 1750 à nos jours*, tr. de l'anglais, *The Unbound Prometheus*, 1969, Gallimard, Paris, 1975.
- Landes, David S. *Richesse et pauvreté des nations/Pourquoi des riches ? Pourquoi des pauvres ?*, Albin Michel, Paris, 2000, 758 p.
- Laoust, Henri, *Comment définir le Sunnisme et le Chiisme*, Geuthner, 1985.
- Laqueur, Walter. *Guerrilla Warfare, a history & critical study*, Transaction Publishers, New Brunswick, N. J., 1998.
- Laqueur, Walter. *Le terrorisme*, Presses universitaires de France, Paris, 1977, 292 p.
- Laqueur, Walter. *The New Terrorism : Fanaticism and the Arras of Mass Destruction*, Oxford University Press, New York, 1999, 312 p.
- Lever, Yves. *Petite critique de la déraison religieuse*, Liber, Montréal, 1998, 223 p.
- Lévesque, B. (dir.). *Desjardins, une entreprise et un mouvement ?*, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1997, 352 p.
- Lewis, Bernard et Maxime Rodinson. *Terrorisme et politique dans l'islam médiéval*, tr. de *The Assassins : a radical sect in Islam*, par Annik Pélissier, Berges-Levrault, Paris, 1992.

- Lorenz, Konrad. *On Agression*, MJF Books, New York, (édition originale 1966) 1996.
- Lussier, Doris. *Vérités et sourires de la politique*, Éditions Stanké, Montréal, 1988, 237 p.
- Maalouf, Amin. *Les identités meurtrières*, B. Grasset, Paris, 1998, 164 p.
- Macfarlane, L.J. *The Right to Strike*, Penguin Books, England, 1981.
- MacMahon, Fred. *How Lagging Economies Become Prosperous*, Atlantic Institute for Market Studies, 2000.
- Maddison, Angus. *L'économie mondiale, 1820-1992 : analyse et statistiques*, Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, 1995.
- Mandel, Michael. *La Charte des droits et libertés et la judiciarisation du politique au Canada*, Éditions Boréal, Montréal, 1996, 371 p.
- Marcuse, Herbert. *One Dimensional Man*, Beacon Press, Boston, 1968, 260 p.
- Massicotte, Louis et André Bernard. *Le scrutin au Québec : un miroir déformant*, Hurtubise HMH, LaSalle, 1995.
- Meyer, Marvin. *Ancient Magic and Ritual Power*, Leiden, New York, 1955, 476 p.
- Michaud, Yves. *Paroles d'un homme libre, Chroniques des années 1999-2000*, VLB Éditeur, Montréal, 2000, 153 p.
- Migué, Jean-Luc. *Étatisme et déclin du Québec*, éditions Varia, Montréal, 1999.
- Migué, Jean-Luc. *Le monopole de la santé au banc des accusés*, éditions Varia, Montréal, 2001.
- Milhar, Fazil, éd. *Unions and Right-to-Work : The Global Evidence of their Impact on Employment*, Institut Fraser, Vancouver.
- Minc, Alain. *Le nouveau Moyen Âge*, Gallimard, Paris, 1993.
- Minowitz, Peter. *Profits, Priests and Princes: Adam Smith's Emancipation of Economics from Politics and Religion*, Stanford University Press, Stanford, CA, 1993.
- Morand, Paul. *Éloge du repos*, Flammarion, Paris, 1937 ; réédité Arléa, 1996.

- Mordillat, Gérard et Jérôme Prieur. *Jésus contre Jésus*, Seuil, Paris, 1999.
- Neurisse, A. *2000 ans d'impôts*, Éditions Sides, Paris, 1966.
- Nicaso, Antonio, et Lee Lamothe. *Les liens du sang*, Éditions de l'Homme, Montréal, 2001, 416 p.
- North, Douglas C. et R.P. Thomas. *The Rise of the Western World: A New Economic History*, Cambridge University Press, Cambridge, 1976.
- OCDE. *Les Conflits du travail, vue d'ensemble*, programme des relations professionnelles de l'OCDE, Paris, 1979.
- Olson, Mancur. *Grandeur et décadence des nations : croissance économique, stagflation et rigidités sociales*, tr. de l'anglais, Bonnel, Paris, 1983.
- Platon. *La République*, tr. Robert Buccan, Flammarion, Paris, 1996, 510 p.
- Popper, Karl R. *La logique de la découverte scientifique*, Payot, Paris, 1973.
- Poulin, Pierre. *Histoire du Mouvement Desjardins, Tome I, 1900-1920*, 373 p., et *Tome II, 1920-1944*, 449 p., Québec-Amérique, Montréal, 1990.
- Pratte, André. *Le syndrome de Pinocchio*, Éditions La Presse, Montréal, 1996.
- Prejean, Sister Helen. *Dead Man Walking*, Vintage Books, New York, 1994, 276 p.
- Quintana-Murci, L. et al. « L'A.D.N. mitochondrial, le chromosome Y et l'histoire des populations humaines », *Médecine Science*, p. 974-982, 1999.
- Ramonet, Ignacio. *La Tyrannie de la communication*, Galilée, Paris, 1999, 200 p.
- Rashid, Ahmed. *Taliban : Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, Yale University Press, 2001.
- Raynaud, André. *L'État-providence des entreprises*, OCDE, étude économique, 1999.
- Reeve, Mark. *The New Jackals: Ramzi Yousef, Osama Bin Laden and the Future of Terrorism*, Northwestern University Press, 1999.
- Revel, Jean-François. *Comment les démocraties finissent*, Grasset, Paris, 1983.
- Revel, Jean-François. *La connaissance inutile*, Grasset, Paris, 1988.

- Revel, Jean-François. *La Tentation totalitaire*, Laffont, Paris, 1976.
- Revel, Jean-François. *Le terrorisme contre la démocratie*, Hachette, Paris, 1987.
- Ridley, Matt. *The Origins of Virtue*, Penguin, New York, 1999.
- Robinson, Jeffrey. *Prescription Games, Money, Ego, and Power inside the Global Pharmaceutical industry*, McClelland and Stewart, Toronto, 2001, 262 p.
- Rosentraub, Mark S. *Major League Losers : The Real Cost of Sports and Who's Paying For It*, Basic Books, New York, 1997, 513 p.
- Rouillard, Jacques. *Histoire de la CSN 1921-1981*, Boréal Express et CSN, Montréal, 1981, 335 p.
- Rouillard, Jacques. *L'Histoire du syndicalisme au Québec : des origines à nos jours*, Boréal, Montréal, 1989, 535 p.
- Roy, Olivier. *L'Échec de l'islam politique*, Le Seuil, Paris, 1992.
- Rudin, Ronald. *Banking en français. Les banques canadiennes-françaises 1835-1925*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 1988.
- Ruse, Michael. *Can a Darwinian be a Christian? The Relationship between Science and Religion*, Cambridge University Press, 2000, 242 p.
- Rushdie, Salman. *Les Versets sataniques*, Christian Bourgois, Paris, 1989.
- Sagan, Carl. *Cosmos*, Éditions Sélect, Montréal, 1981, 361 p.
- Sarrazin, Claude. *Le Vrai Visage de la réussite, la psychologie des gagnants*, Éditions Méridien psychologie, Montréal, 1999, 352 p.
- Shenstone, Michael. *Croissance démographique mondiale et mouvements de population*, Affaires extérieures et commerce extérieur Canada groupe de la planification des politiques, Ottawa, 1992, 105 p.
- Shermer, Michael. *How We Believe: The Search for God in an Age of Science*, W. H. Freeman, New York, 2000, 302 p. (www.HowWeBelieve.com)
- Shermer, Michael. « Why People Believe in God: An Empirical Study on a Deep Question », *The Humanist*, novembre/décembre 1999, p. 20-26.
- Smith, Adam. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, PUF, Paris, 1995.

- Smith, Adam. *The Theory of Moral Sentiments*, Glasgow, Raphael et A. L. Macfie, Indianapolis, Liberty Fund, 1984.
- Sobel, Dava. *Galileo's Daughter*, G. K. Hall & Co., Thorndike, Maine et Chivers Press, Bath, England, 2000.
- Sokal, Alan et J. Bricmont. *Impostures intellectuelles*, Éditions Odile Jacob, Livre de Poche/biblio, essais, Paris, 1997, 413 p.
- Steinherr, Alfred. *Derivatives, the Wild Beast of Finance*, Wiley, New York, 1998, 430 p.
- Stem Jessica. *The Ultimate Terrorist*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 2000.
- Stigler, George et Gary S. Becker. « De Gustibus Non Est Disputandum », *American Economic Review*, p. 76-90, 1977.
- Sykes, Charles J. *The End of Privacy*, St Martin's Press, New York, 1999, 282 p.
- Tainter, Joseph A. *The Collapse of Complex Societies*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988, 247 p.
- Thério, Adrien. *Joseph Guibord victime expiatoire de l'évêque Bourget*, XYZ éditeur, Montréal, 2000, 270 p.
- Thiesse, Anne-Marie. *La Création des identités nationales*, l'Univers historique, Seuil, Paris, 1999, 285 p.
- Touraine, Marisol. *Le bouleversement du monde*, Seuil, Paris, 1995.
- Tremblay, Rodrigue, (dir.). *L'Économie Québécoise*, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1976, 493 p.
- Tremblay, Rodrigue. *Le Québec en crise*, Éditions Sélect, Montréal, 1981, 447 p.
- Tremblay, Rodrigue. *Les grands enjeux politiques et économiques du Québec*, les Éditions Transcontinental, Montréal, 1999, 339 p.
- Tremblay, Rodrigue. « Mobilité internationale des facteurs de production en situation de chômage et de libre, échange », *L'Actualité Économique*, Montréal, juin 1998.
- United Nations, Population Division, Department of Economic and Social Affairs, *Revision of the World Population Estimates and Projections*, New York, 1998.

- Vaillancourt, Cyrille et Albert Faucher. *Alphonse Desjardins pionnier de la coopération d'épargne et de crédit en Amérique*, Éditions Le Quotidien Ltée, Lévis, 1950, 232 p.
- Vallières, Pierre. *Nègres blancs d'Amérique*, Éditions Parti Pris, Montréal, 1969, 402 p.
- van Creveld, Martin. *La transformation de la guerre*, tr. par Jérôme Bodin, Éditions du Rocher, Paris, 1998.
- Vennat, Pierre. *Le Syndicalisme au Québec de 1960 à l'an 2000*, Éditions du Méridien, Montréal, 1992, 189 p.
- Voltaire. *Mahomet ou le Fanatisme*, Paris, 1741.
- Watts, George S. *La Banque du Canada, Origines et premières années*, Carleton University Press, Carlton, 1993, 125 p.
- Weber, Eugen. *Apocalypses et millénarismes*, Éditions Fayard, Paris, 1999, 283 p.
- Weber, Max. *Le Savant et le politique*, Librairie Plon, Paris, 1959, 230 p.
- Weber, Olivier. *Le Faucon afghan – Voyage au pays des talibans*, Éd. Robert Laffont, Paris, 2001, 263 p.
- Wilkinson, Bruce. *The Prayer of Jabez: Breaking Through to the Blessed Life*, Multnomah Publications, Sisters, OR, 2001, 96 p.
- Wilson, Edward O. *Consilience, the unity of knowledge*, Thorndike Press, New York, 1998.

Sites WEB (INTERNET) :

<http://www.bib.umontreal.ca>
<http://www.HowWeBelieve.com>
<http://www.skeptic.com>
<http://www.finances.gouv.fr./DICOM/cleff/cost.htm#a2>
<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/today/dailyi.htm>
<http://www.bsq.gouv.qc.ca/bsq.html>

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

A

A.D.N. (structure de l')
Acte constitutionnel de 1982 (l')
Afghanistan
Âge de retraite
Air Canada, pilotes d'
Algérie
Al Jazira
Allah
Al Queda
Al-Zawahiri, A.
Alberta (province de l')
ALENA (l'Accord de libre-échange nord-américain)
Amérique du Nord
Amnistie internationale
Analphabétisme
Anarchistes
Année-lumière
Antigang, loi
Antioccidentalisme
Antiterroriste, loi
Arabie saoudite
Arafat, Yasser
Argentine
Asie, crise financière
Assassins (Ordre des)
Association humaniste du Canada
Auger, Michel
Autriche
Avortement, 208

B

B'Nai B'rith
Baby-boomers
Bacon, Francis
Balfour (Déclaration de)
Balzac, Honoré de
Banque du Canada (la)
Baseball (le)
Ben Laden, Oussama
Bergman, Lawrence
Bergson, Henri,
Bible (la)
Big Bang (théorie du)
Blair, Tony
Bouchard, Lucien
Boulerice, André
Bourget, Ignace (Mgr)
Bourses (les)
Brando, Marlon
Brésil
Bruno, Giordano
Burke, Edmund
Burqa
Bush, George

C

Canada
- espérance de vie
- loi de la santé
- musulmans au
- participation électorale
Capitalisme
Capitaux
Caplan, Elinor
Carter, Jimmy
Castro, Fidel
Catholicisme,
Cavallo, Domingo
Chantage
Charest, Jean
Charia (la)
Charlemagne

Charte,
- canadienne des droits et libertés
- québécoise des droits et libertés
Chiisme
Chine
Chômage (taux de
Chrétien (Gouvernement)
Chrétien, Jean
Churchill, Winston
Civilisation - occidentale
Climats - réchauffement
Clinton, Bill
CLSC
Cobden, Richard
Collins, Doug
Communisme
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Congrès juif du Canada
Conquête britannique de 1760
Conseil de l'Europe
Constantin (empereur)
Constitution,
- américaine
- canadienne
Copernicus, Nicolas
Corruption
Coran (le)
Côte-d'Ivoire
Côté, Marc-Yvan
Cour suprême (du Canada) - et la cause Singh
Crick, Francis
Crime organisé
Croissance économique - par les exportations
CRTC (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications)
Cusson, Fabienne
Cycles économiques (les)

D

Darwin, Charles
Déflation
De-Soto, Hernando
Démocratie
Dépression (la Grande)
Dilemme du prisonnier

Divorce
Dollar américain (le)
Dollar canadien (le)
Dollarisation

E

Écologistes
Edison, Thomas
Egypt Air
Égypte
Einstein, Albert
Émigration
Épargne
Esclavage
Euro (l')
Europe de l'Ouest
État-nation (l')
États-Unis
- âge de retraite
- Guerre de sécession
- participation électorale
- religions
- subvention du sport

F

Fabre-Luce, Alfred
Falwell, Jerry
Famille (la)
Fascisme
Féministes
Femmes - et religions
Fonds communs monétaires
Fonds monétaire international (FMI)
France
- intégration républicaine
- élections
Freud, Sigmund
Friedman, Milton
Frost, Robert
Fukuyama, Francis

G

Gaies (personnes)
Galilée, Galileo
Gandhi, Mahâtna
Gènes
Gladstone, William
Gore, Al
Greenspan, Alan
Grande-Bretagne
Groupe islamique armé (GIA)

H

Haoussa
Health Management Organizations (HMO)
Hockey (le)
Hongrie
Hubble, Edward
Hume, David
Huntington, Samuel

I

Immigration
Infaillibilité
 - de l'Église
 - du pape
Inflation
Inquisition (l')
Institut d'émission (régime d')
Intégration (crise de l')
Internet
Iran
Irlande
Islam
Islamisation
Israël

J

Jalbab
Japon (le)
Jésus-Christ
Juglar (cycle de)

K

Kant, Emmanuel
Keynes, John Maynard
Kitchin (cycle de)
Klein, Ralph
Kondratieff (cycle de)
Kuznets (cycle de)
Kyoto (protocole de)

L

La Fontaine (fable de)
Landes, David S.
Léonard, Jacques
Lesage, Jean
Lévesque (Gouvernement)
Lévesque, René
Libertaires
Libman, Robert
Libre entreprise
Libre pensée (Église de la)
Lieberman
Lincoln, Abraham
Liquidités monétaires
Loto-Québec

M

Maastricht (traité de)
Machiavel
Maddison, Angus
Madrassas
Malraux, André
Magnuson, John
Mahomet
Malherbe, Jean-François
Manichéisme
Manitoba (province du)
Manley, John
Marchand, Jean
Marché commun
Marchés financiers
Mariage

Maroc
Marx, Karl
Mathusalem
McVeigh, Timothy James
Mecque (la)
Médecins,
Médias
Mendel, Johann
Michaud, Yves
Mollahs
Mondialisation
Monopole
Multiculturalisme

N

National Bureau of Economic Research (NBER)
Nationalisme
Nations unies
- Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques (IPCC), 214
New York
Nietzsche, Friedrich
Nigeria
Niveaux de vie
Norman, Montagu
Nouveau-Brunswick (province du)
Nouvelle-Zélande

O

Onze septembre (les attentats du)
Ontario
Oregon (l'état de l')
Organisation de coopération et de développement (OCDE), Organismes
génétiquement modifiés (OGM)
Orwell, George
Oslo (Accord d')
Ottoman (l'empire)

P

Païens
Pakistan
Palestine
Palestiniens (les)

Papes,
- Clément V
- Grégoire VII
- Jean-Paul II
- Urbain VIII
Parti libéral du Canada
Parti libéral du Québec
Pascal, Blaise
Pasteur, Louis
Pasteurisation
Pauling, Linus
Pauvreté
Pègre (la)
Peine de mort
Pensions (de sécurité de la vieillesse)
Pétrole
Philosophie
- dualiste
- moniste
Pierre, l'abbé
Placebo (effet)
Popper, Karl
Population terrestre
Powell, Lewis
Propagande
Proportionnelle (la)

Q

Québec
- droit de grève
- loi sur les normes de travail
- système de santé

R

Rabelais, François
Rabin, Itzhak
Rashid, Ahmed
Récession économique - définition
Rectitude politique
Rédemption (la)
Réfugiés
Relativité (théorie de la)
Religions - d'État

Renan, Ernest
Rente économique
Réserve fédérale américaine (la)
Ridley, Matt
Robertson, Dennis H.
Robertson, Pat
Rochon (Commission)
Roosevelt, Franklin D.
Rostand, Jean
Roux, Jean-Louis
Rushdie, Salman
Russie

S

Sabotage
Saint-Jean-Baptiste (Société)
Saoud (dynastie des)
Santé, système de
Loi canadienne sur la,
Sceptiques (les)
Science
Seconde Guerre mondiale
Service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS) Shoah (la)
Sionisme
Six Jours (guerre des)
Simpson, O.J.
Smith, Adam
Social-démocratie
Socialisme
Soljenitsyne, Alexandre
Sommet des Amériques (Ville de Québec)
Soudan
Sous-développement,
Spector, Norman
Spitzer, Lyman
Sport (économie du)
Staline, Joseph
Statistique Canada
Stein, Barry
Suède
Sunnisme

T

Talibans
Taux d'intérêt
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
Tchadri
Telegdi, Andrew
Terre (la)
Terre-Neuve, 99
Terrorisme
Tremblay, Rodrigue
Trudeau, Pierre Elliot

U

Union européenne (l')

Union monétaire européenne

V

Varirole
Voie lactée (Galaxie de la)
Voltaire

W

Wahhabisme
Washington D.C.
Watson, James
World Jewish Congress

Y

Yéshivot
Yorouba
Young, Arthur

Z

ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques)